RENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9475 **28 PAGES** — MARDI 8 JUILLET 1975

.IQUANT A L'ATTENTAT DE JÉRUSALEM

**Israéliens ont attaqué camps palestiniens au Liban**

LIRE PAGE 4



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

## ÈS LA PROCLAMATION UNILATÉRALE DE L'INDÉPENDANCE

### LE PARI
### .I. Ahmed Abdallah

précipitant le processus ..sion à la souveraineté ..tionale des Comores, ..ned Abdallah, président du .. du gouvernement de l'ar- ..fait fi du vote émis par ..putés français le 30 juin .. La décision du Parlement ..difier la loi ratifiant le ..dum de décembre 1974, ..quel 95 % des Comoriens ..t prononcés en faveur de ..ndance, lui a paru « inac- ..e et inapplicable ».

..scrupules tardifs du Parle- ..français, placé devant un ..as risquant d'aboutir au ..iee » de Mayotte, qui veut .. française, le président .. Abdallah a donc répondu .. « coup de force » consti- ..nel. En proclamant « uni- ..ement » une indépendance ..était de toute façon pro- ..mais dont l'échéance pa- .. s'éloigner, il entend ..court aux risques de par- ..e l'archipel. Il espère du ..coup désarmer les critiques .. opposition puissante qui .. toujours reproché d'être ..mme de Paris ».

..rocessus normal, qui depuis ..érendum du 22 décembre ..evait permettre à l'archi- ..accéder à l'indépendance .. l'amitié et la coopération ..a France », se trouve ainsi ..tement remis en question. ..ative était venue en fait ..putés et des sénateurs fran- ..ux-mêmes. C'est le rapport ..mission parlementaire ayant ..sité en mars dernier à Mo- ..qui paraît avoir été à l'ori- ..de cette prise de conscience ..Parlement, qui jusqu'alors .. cantonné dans une atti- ..qui pouvait passer pour de ..férence.

..is par le sort promis aux ..rais profrançais, irrités par ..udes électorales et les accès ..ritarisme imputés au prési- ..Abdallah, les députés fran- ..vaient fait marche arrière ..endant le projet de loi sur ..endance jusqu'à en modi- .. sens originel. Le nouveau .. prévoyait, en effet, que .. préalablement mise sur ..ne Constitution qui devrait ..pprouvée île par île. C'était ..r satisfaction « in fine » ..représentants de Mayotte. .. également introduire dans ..at un élément politique, que ..secrétaire d'Etat aux DOM- ..ni le président Abdallah ..ent prévu.

.. Mouvement mahorais, ..ment MM. Marcel Henry et ..ussa Bamana, n'a jamais ..lé ses positions : l'île de ..te doit rester dans l'en- .. français. Forts des résul- ..u référendum de décembre, ..donné plus de 63 % des voix ..artisans du maintien de l'île ..in de la République fran- .. les cinq membres de l'As- ..ée comorienne représentant ..te ont, dès dimanche, télé- ..lé à M. Giscard d'Estaing .. confirmer leur point de vue. ..isques graves de désordres ..nt donc à Dzaoudzi car il ..air que c'est aussi pour pré- .. toute velléité de sépara- .. mahorais que M. Ahmed ..llah a unilatéralement pro- .. l'indépendance.

.. réactions de l'opposition, ..'a cessé d'exiger l'organisa- .. d'élections générales dans ..ipel avant que celui-ci n'ac- ..à la souveraineté internatio- .. menacent d'autre part ..mme fort » des Comores. En .. s'ils sont d'accord avec lui .. maintenir à tout prix l'unité ..que de l'archipel, les mili- .. du parti socialiste comorien ..ux du Mouvement de libéra- .. nationale des Comores res- .. farouchement opposés à tout ..ui pourrait renforcer d'une ..n quelconque l'autorité de ..hmed Abdallah. Or, en don- .. l'impression de défier l'an- ..ne puissance tutrice, tout en ..ant l'unité nationale mena- .. le président du Conseil de ..ernement comorien a avant .. confisqué un pouvoir qu'il ..re contrôler d'autant plus ..lement qu'il peut désormais .. rédiger le texte constitu- ..nel le plus conforme à ses ..êts et à ceux de ses amis ..iques.

# Les élus de Mayotte dénoncent la « décision illégale » du gouvernement comorien

## L'Elysée accueille « avec sérénité » le vote de Moroni

Aucun incident n'a été signalé pour l'instant aux Comores après la « *proclamation unilatérale d'indépendance* » décidée, le dimanche 6 juillet, par les trente-trois députés comoriens présents à Moroni. Les cinq représentants de Mayotte hostiles à l'indépendance — ils tiennent pour « illégale » la décision annoncée par M. Abdallah — et un député en voyage à Paris n'ont pas pris part au vote.

L'état d'urgence aussitôt décrété par M. Henri Beaux, délégué général de la France aux Comores, a été levé trois heures après L'Elysée a accueilli la nouvelle « *avec sérénité* ».

*La population de l'archipel s'était prononcée le 22 décembre 1974, à une majorité de 90 %, en faveur de l'indépendance, mais l'île de Mayotte, elle, avait voté à 63 % en faveur du « non », marquant ainsi son désir de rester française. Le 30 juin dernier, le Parlement français avait adopté — après l'avoir amendé — le projet de loi sur l'indépendance. Le nouveau texte prévoyait notamment la création d'un comité chargé d'élaborer dans les six mois un projet de Constitution, qui aurait dû être ensuite approuvé île par île.*

*Cet amendement, qui laissait donc aux habitants de Mayotte la possibilité de se prononcer librement, avait été jugé* « inacceptable » *par M. Ahmed Abdallah. Celui-ci avait aussitôt fait savoir que les élus comoriens auraient à se prononcer eux-mêmes sur une proclamation unilatérale d'indépendance.*

*Dans un communiqué, publié dimanche 6 juillet à Paris par la présidence de la République, le gouvernement français,* « qui avait organisé la consultation sur l'avenir des Comores, accueille avec sérénité la motion de la Chambre des députés proclamant l'indépendance du territoire ». « Le gouvernement, *ajoute le communiqué,* examinera au cours de la semaine les conséquences de cette décision. »

*On ignore encore si la proclamation d'indépendance permettra que soit maintenue l'aide économique qu'accorde la France au territoire et qui représente environ 140 millions de francs par an.*

*De leur côté, les cinq députés de Mayotte ont adressé, dimanche soir, à MM. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République ; Jacques Chirac, premier ministre ; Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM ; Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, et aux présidents des deux Assemblées, un télégramme dans lequel ils réaffirment leur appartenance à la République française. Les députés mahorais,* « prenant acte de la déclaration unilatérale de l'indépendance, en violation de la loi de 1961, ainsi que de la loi sur l'indépendance des Comores, adoptée par le Parlement français le 30 juin dernier, et forts de l'appui de l'immense majorité de la population, dénoncent la décision illégale du gouvernement comorien ».

*(Lire nos informations page 3.)*

## TANDIS QUE LES FORCES ARMÉES SONT DANS L'EXPECTATIVE

# L'épreuve de force est engagée en Argentine entre la C.G.T. et Mme Isabel Peron

*Les forces armées argentines observent avec attention l'épreuve de force engagée ce lundi 7 juillet entre le gouvernement de Mme Isabel Peron et les dirigeants de la puissante C.G.T., qui ont choisi de défendre les revendications ouvrières et de lancer un mot d'ordre de grève générale de quarante-huit heures.*

*La démission collective du gouvernement a été annoncée dimanche soir par l'agence officielle Telam. Selon le communiqué officiel, cette décision a été prise afin d'aider Mme Peron « à réorganiser son équipe ministérielle ». Mais elle intervient en pleine crise économique et sociale, et il n'est pas douteux que l'ordre de grève générale lancé par la C.G.T. a accru la volonté de plusieurs ministres de se retirer en attendant qu'une issue soit trouvée au conflit qui oppose l'exécutif et les dirigeants syndicaux.*

*Le chef de l'Etat a demandé à tous les ministres de rester à leur poste pour expédier les affaires courantes.*

Complètement débordée par la base ouvrière, qui multiplie depuis une semaine les grèves sauvages et les manifestations de rue, l'appareil bureaucratique de la C.G.T., étroitement lié au gouvernement péroniste, a tenté samedi soir d'obtenir de la présidente de la République, qu'elle revienne sur la décision de limiter les hausses de salaires envisagées. Cette entrevue s'est terminée par un échec, Mme Peron maintenant ses positions. Une nouvelle rencontre a eu lieu dimanche soir à Buenos-Aires entre les dirigeants de la C.G.T., conduits par M. Casildo Herreras, secrétaire général de la centrale, et M. Cecilio Conditti, ministre du travail démissionnaire, mais cette entrevue a également été négative. M. Cecilio Conditti lançait peu après à la télévision un ultime appel à la C.G.T. en lui demandant de résoudre « *de façon patriotique et désintéressée les graves problèmes en supens qui font du tort à tous et dont ne bénéficient même pas ceux qui cherchent à détruire la République* ».

La C.G.T. réclame une homologation immédiate des conventions collectives, qui prévoient des hausses de salaires « *mettant en danger la stabilité de la nation* », selon les milieux proches du gouvernement. Mais le conflit est aujourd'hui nettement politique. Les ouvriers en grève, officiellement soutenus depuis ce lundi par les dirigeants syndicaux, sauf quelques exceptions en province, à San-Luis, par exemple, réclament aussi la démission de M. Lopez Rega, ministre du bien-être social, secrétaire privé de Mme Isabel Peron, éminence grise du régime, et rendu responsable par des secteurs de plus en plus nombreux de la situation chaotique dans laquelle se trouve le pays. Dans les milieux parlementaires, l'hostilité à l'égard du gouvernement de Mme Peron, et tout particulièrement du ministre du bien-être social, ne cesse de grandir et de se manifester.

### Un document demande la « refonte totale du gouvernement »

Un document en onze points, approuvé par onze petites formations politiques associées au parti justicialiste au sein du bloc majoritaire, devait être remis, ce lundi, à M. Raul Lastiri, président de la Chambre des députés, et successeur, aux termes de la Constitution, de Mme Isabel Peron, dans l'hypothèse où la présidente de la République serait contrainte d'abandonner le pouvoir. Le document demande une « *refonte totale du gouvernement* » et presse l'équipe dirigeante de revenir à une *politique d'harmonie* ».

*(Lire la suite page 5.)*

## LA VISITE A PARIS DU PREMIER MINISTRE TUNISIEN

# Nous attendons une participation plus active de la France à notre effort d'équipement

## *déclare au « Monde » M. Hedi Nouira*

**M. Hedi Nouira, premier ministre tunisien et secrétaire général du parti socialiste destourien, arrive à Paris ce lundi 7 juillet, à 14 heures, pour sa première visite officielle en France. Il est accompagné de M. Abdelaziz Lasram, ministre de l'économie nationale. M. Nouira aura dans l'après-midi un entretien en tête à tête avec M. Chirac. Il doit être mardi l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing. Le premier ministre tunisien doit se rendre mercredi à Lyon, où il visitera les usines Berliet. Il regagnera Tunis jeudi.**

**Cette visite fait suite à celle que M. Segard, ministre du commerce extérieur, vient de faire à Tunis. Elle précède celle que M. Poniatowski doit effectuer avant la fin du mois. Ces déplacements préludent au voyage officiel que M. Giscard d'Estaing fera en Tunisie à la fin de l'automne.**

Tunis. — C'est au « *premier ministère* », comme on dit ici, dans un ancien palais plein de charme dominant la Casbah, que M. Hedi Nouira nous accorde un

De notre envoyé spécial

entretien dominé par trois thèmes : les relations avec la France, les rapports avec la C.E.E., le développement de la Tunisie.

● *A la veille de votre visite en France, à quelques mois de la visite à Tunis de M. Giscard d'Estaing, existe-t-il un contentieux tuniso-français ?*

— A ma connaissance, pas vraiment. Sans doute y a-t-il un problème de transferts relatifs à des avoirs logés en comptes d'attente ou en comptes capital appartenant à des personnes physiques et à des personnes morales françaises.

» Depuis un an déjà, nous avons libéralisé certains transferts touchant les départs définitifs et les économies sur salaires. Nous pensons pouvoir aller plus avant, afin de trouver une solution définitive à ce problème. Aussi avons-nous soumis tout dernièrement au gouvernement français des propositions assez constructives qui tiennent compte à la fois de l'intérêt des titulaires de ces comptes et des possibilités de la balance des paiements de la Tunisie.

PAUL BALTA.

*(Lire la suite page 2.)*

## UN FEUILLETON D'ÉTÉ

# « LE BEAU SOLIGNAC », de Jules Claretie

Le feuilleton que nous présentons cet été aux lecteurs du *Monde* et dont nous commençons aujourd'hui, page 11, la publication, a une particularité : il s'agit d'un authentique roman-feuilleton de Jules Claretie, académicien français, né en 1840, et mort en 1913. C'est dans les colonnes du *Temps* que *le Beau Solignac* vit le jour, il y a exactement un siècle.

Dans la tradition de Dumas pour la reconstitution historique, d'Eugène Sue pour le sens pathétique, et de Ponson du Terrail pour celui de la péripétie, Claretie nous entraîne là dans un complot de style premier Empire. On verra comment un beau colonel de hussards, à la naissance mystérieuse et au cœur vaillant, brave bien des périls et déjoue de sombres menigances, l'amour le disputant sans cesse, dans ce récit, au sentiment de l'honneur.

Evasions, séductions perfides, duels, empoisonnements et reconnaissances s'entrecroisent pour tisser une histoire de sang et de sexe façon 1875, qui pourrait s'intituler, aussi, *Femmes fatales et Beaux Officiers...*



## AU JOUR LE JOUR

### Vouloir et pouvoir

*Est-ce pour rester ministres que M. Chirac et M. Poniatowski abandonnent la direction de leurs partis respectifs? Est-ce pour le redevenir que M. Servan-Schreiber les imite?*

*Nous le saurons sans doute prochainement, mais il sera moins facile d'expliquer le sens profond de ces grandes manœuvres. Vont-elles dans la direction d'un présidentialisme sans partis ou dans celle d'un parti présidentiel unique?*

*A vrai dire, peu importe le résultat puisque l'électeur de base sera le même. Dans notre système, les partis ne sont là que pour relayer comme ils peuvent ses mille volontés contradictoires alors que le pouvoir est là pour faire ses quatre volontés.*

ROBERT ESCARPIT.

## LE FESTIVAL DE SAINTES

# A la découverte d'un continent fabuleux

En ce temps de réalisme économique et de « consommation » culturelle où les Festivals ne sont souvent qu'une branche du tourisme, rares sont les manifestations qui n'ont que l'amour de l'art pour ressort. Tel est cependant le quatrième Festival de musique ancienne de Saintes qui éclate cette année, comme bourgeons au printemps, avec la prodigalité de la jeunesse.

Plus de soixante-dix concerts en vingt-cinq jours, un Festival de « créations » ou de recréations pour découvrir un continent fabuleux : l'Italie du Moyen Age et de la Renaissance, de Dante et de Monteverdi, de Laurent de Médicis et de Gesualdo, de Gabrieli et de Cavalli, et leurs cousins de France, d'Angleterre, de Flandres et de Bohême. Et l'atmosphère est celle que connurent à leurs débuts, avec chacun leur originalité, Aix, Avignon, Saint-Maximin, Royan ou le Marais.

La ville est, il est vrai, rêvée pour un tel Festival, avec ses clochers romans et gothiques qui se répondent et tintinnabulent par-dessus la calme Charente et l'arc de Germanicus, avec ses maisons de la douceur de vivre et ses platanes comme à Aix, et surtout ce « complexe » de l'abbaye aux Dames, forum, cœur et âme du Festival, qui manque à La Rochelle : l'église Sainte-Marie et les superbes bâtiments délabrés, heureusement mis « hors d'eau » cette année, avec ces cellules où les classes de chant, de luth, de flûte à bec et de sacqueboute de l'Académie de musique ancienne ont remplacé les clochards.

Partout de la musique ; sur le palier d'un étage la chorale Pasquet répète un chœur d'« Ercole amante », son chef juché sur une chaise ; le bureau du Festival pépie sous les vieilles voûtes ; l'auditorium est comble pour un concert de vihuela et de guitare d'Alberto Ponce. Dans l'immense cour, le podium attend le Wayang Wong de Bali.

Dégingandé, bras ballants, visage d'adolescent rêveur sous les boucles blondes, l'inventeur de tout cela, Alain Pacquier (vingt-sept ans) garde sa décontraction grâce à son cerveau d'ordinateur fantaisiste, hèle au passage ses nombreuses estafettes, règle au coup par coup les problèmes d'intendance que lui posent quotidiennement ses quelque cinq cents artistes ou stagiaires, envoie l'un tenir la crèche (ouverte de 16 h. 30 à 1 heure du matin), l'autre accueillir les personnalités à Saint-Eutrope ou convaincre un instructeur récalcitrant, s'attarde à échafauder deux minutes durant les plans du prochain Festival. Ici, du moins, l'imagination et la jeunesse ont pris le pouvoir.

Ici les monuments anciens vivent et chantent, et le problème n'est pas de savoir comment recruter les auditeurs, mais d'endiguer le flot qui bouillonne à chaque concert sans exclure personne. Avec bien peu de publicité autre que régionale, on attend au moins trente mille auditeurs. La ville, d'abord indifférente, est conquise aujourd'hui par ce dynamisme (et d'autant plus qu'une enquête du CETEM a compté que l'an passé les spectateurs avaient laissé à Saintes quelque 350 000 francs) ; les hôteliers ont même organisé un mois gastronomique italien... « De Monteverdi à Buitoni ! », dit Alain Pacquier.

JACQUES LONCHAMPT.

*(Lire la suite page 18.)*

# AFRIQUE

## LA VISITE EN FRANCE DU PREMIER MINISTRE TUNISIEN

# LES DÉCLARATIONS DE M. NOUIRA

*(Suite de la première page.)*

● *Quels résultats concrets espérez-vous de votre visite sur le plan des relations bilatérales ?*

— Ma visite sera d'abord, et surtout, une visite d'amitié. J'évoquerai avec M. Jacques Chirac et le président Giscard d'Estaing les rapports entre nos deux pays et la coopération franco-tunisienne, que nous voudrions plus intenses, surtout en matière économique.

» La Tunisie prépare son prochain plan quinquennal. J'insisterai pour que la France contribue à sa réalisation d'une manière plus importante.

» Mon pays est un client fidèle et traditionnel de la France. Sa balance commerciale avec elle est largement déficitaire. Il est donc normal que nous cherchions à rétablir l'équilibre grâce à une participation plus active et plus substantielle de la France à notre effort d'équipement. La Tunisie a dépassé le stade de l'aide... disons de subsistance. Son effort dans le domaine de l'industrialisation et de l'équipement a pris une autre dimension.

Les projets que nous voulons réaliser sont rentables. La Tunisie, qui n'a jamais manqué à ses engagements, est crédible. Il y a donc là une conjoncture heureuse d'intérêts : ceux de l'industrie française et ceux de la Tunisie.

### L'accord avec la C.E.E. devrait être un « contrat de civilisation »

● *Les négociations entre la Tunisie et la C.E.E. semblent toujours piétiner. Le gouvernement tunisien a souhaité à plusieurs reprises que Paris plaide la cause tunisienne à Bruxelles. A-t-il obtenu satisfaction sur ce point ? Etes-vous optimiste sur l'issue de ces négociations ?*

— Les négociations traînent — hélas ! — en longueur ; elles sont en quelque sorte victimes des intérêts contradictoires des membres de la C.E.E., surtout quand il s'agit de l'accès dans ces pays de produits agricoles. La mésaventure qui est arrivée ces derniers temps à l'huile d'olive tunisienne en est une illustration. Nous en sommes d'autant plus mortifiés que nos importations en produits agricoles communautaires compensent, et même largement, nos exportations vers les pays de la Communauté. De plus, nous ne comprenons pas pourquoi ce qui est valable pour certains ne l'est pas pour tous.

» Quant à l'accord que nous voudrions conclure avec la C.E.E., il doit, pour atteindre son but, ne pas se limiter à l'aspect commercial, mais revêtir un sens plus large, celui d'un contrat de développement, voire d'un contrat de civilisation.

» Ce que nous souhaitons, c'est qu'on s'en tienne à l'esprit du traité de Rome. Nous ne sommes pas contre l'ouverture de la C.E.E. sur les pays méditerranéens ; cependant, la généralisation des préférences est à l'évidence la suppression de toute préférence. Faire cela, n'est-ce pas reprendre ce que le traité de Rome nous a accordé ?

● *Dans l'un de vos discours, vous avez dit : « Pour gouverner le pays, il n'y a que deux voies possibles, la nôtre et la voie marxiste, qui n'est jamais proposée que pour être imposée. » Comment définissez-vous le « socialisme destourien » ?*

— En matière de développement économique et social, le socialisme destourien consiste à faire le développement et à faire le socialisme à partir du développement.

» Dans cette optique, l'homme est le fondement de toute évolution, il est et doit être l'instrument privilégié et la finalité de tout progrès. Aussi estimons-nous qu'une croissance rapide est la condition nécessaire à la satisfaction de ses besoins et à sa promotion.

» A cet égard, la société tunisienne ne doit pas être la massification de tout un peuple ; elle doit être un corps homogène au sein duquel nous devons promouvoir et entretenir un sentiment profond de solidarité nationale. Le socialisme destourien rejette donc la fatalité de la lutte des classes et l'inéluctabilité de l'affrontement entre employeurs et employés possédants et travailleurs.

La propriété privée est reconnue et protégée parce qu'elle doit remplir une fonction sociale et économique et contribuer à la réalisation des objectifs nationaux.

Cependant, l'Etat doit remplir un rôle de première importance. De concert avec les autres agents économiques, il conduit le progrès, élabore les plans de développement économique et social, veille à leur mise en œuvre.

» C'est pourquoi nous sommes pour la coexistence de trois secteurs : étatique, coopératif et privé, afin que chacun apporte sa contribution à l'œuvre commune de développement.

» Le socialisme destourien emprunte au libéralisme économique son style, ses méthodes de gestion et les incitations qu'il offre pour produire ; il s'inspire de l'éthique socialiste et des moyens que le socialisme met à notre disposition pour répartir les fruits de la croissance.

● *Lors du dernier congrès du parti socialiste destourien à Monastir, en septembre dernier, vous avez proposé la conclusion d'un « contrat de progrès pour un nouveau projet de société ». Avez-vous, depuis, rencontré auprès des partenaires sociaux, et notamment des syndicats, toute la compréhension nécessaire pour mener à son terme ce dessein ? Les grèves qui affectent les entreprises en Tunisie ne compromettent-elles pas votre projet ?*

— Le contrat de progrès postule une solidarité entre toutes les catégories socio-professionnelles et un équilibre juste entre les droits et les obligations. Pour résoudre valablement les conflits possibles, il y a une approche plus fructueuse que la confrontation : le dialogue et la concertation.

» Depuis le dernier congrès du P.S.D., le nombre des négociations salariales qui ont abouti dans le secteur privé et public, des conventions collectives conclues dans les différentes branches d'activité, des statuts des entreprises étatiques ou d'économie mixte adoptés, est réellement impressionnant.

» La Tunisie est à l'avant-garde des pays en voie de développement quant à sa législation sociale : aussi les partenaires sociaux font-ils leur apprentissage dans le domaine de la solution concertée des problèmes. Rien d'étonnant qu'il y ait quelques bavures dues à l'impatience d'une jeunesse ouvrière qui s'est trouvée, pour ainsi dire, libérée. C'est pourquoi ces grèves, comme vous dites, n'affectent pas outre mesure l'activité économique et ne compromettent nullement l'esprit du contrat de progrès.

L'occasion est bonne de démystifier une fois pour toutes, je l'espère, cette légende de tension sociale qu'on essaie d'accréditer à l'encontre de la Tunisie. Le nombre moyen annuel de travailleurs qui ont participé à des cessations de travail durant les cinq dernières années n'a pas atteint 1 % de la population active employée — qui s'élève à quelque sept cent cinquante mille personnes.

Et puis, il n'y a que les pays totalitaires où les grèves sont inexistantes.

● *Toujours à Monastir, vous avez dit : « Le recours à l'émi» gration nous permettra de re» médier au sous-emploi latent » dont nous souffrons encore. » Cette émigration concernant essentiellement la France, l'arrêté de l'immigration décidé au mois de juillet 1974 par Paris ne va-t-il pas compromettre vos calculs ? La crise qui sévit actuellement en Europe et touche en premier lieu les travailleurs immigrés ne risque-t-elle pas d'inciter certains d'entre eux à rentrer au pays ?*

— Nous avons déployé des moyens considérables dans le domaine de l'emploi. Des créations de postes de travail au cours de la décennie écoulée étaient en moyenne de 15 000 par an. Lors de l'élaboration du IV[e] plan quadriennal 1973-1976, nous avions prévu 30 000 emplois nouveaux par an, soit 120 000 au total, alors que les demandes étaient évaluées à 50 000 par an. Le déficit était de 80 000 pour quatre ans. Or nous constatons qu'en trois ans nous avons créé 113 500 emplois, dont 40 000 en 1974. A ce rythme, nous aurons dépassé les prévisions pour atteindre 160 000 nouveaux emplois à la fin du plan.

J'ajouterai que la main-d'œuvre tunisienne est également demandée par certains pays arabes, et notamment la Libye. Je dois dire aussi que nous avons même été amenés à restreindre volontairement l'émigration de certaines catégories de main-d'œuvre spécialisée, compte tenu de nos propres besoins dans ce domaine.

En ce qui concerne le retour des travailleurs tunisiens dans leur pays, il est inéluctable dès lors que pour nous comme pour eux-mêmes l'émigration n'est que provisoire. Nous avons du reste pris de multiples dispositions pour faciliter ces retours. Enfin, nous avons établi une législation qui nous permet d'importer du travail au lieu d'exporter de la main-d'œuvre.

### Les bases d'un véritable décollage économique

● *La Tunisie est dotée d'un code des investissements particulièrement séduisant pour les investisseurs étrangers. Cette politique a-t-elle donné des résultats satisfaisants ?*

— Nous disposons de deux types de législation pour le secteur industriel :

*a)* Un code d'investissement pour les industries destinées au marché local et comportant des incitations fiscales et douanières basées essentiellement sur le facteur emploi (loi du 3 août 1974). Cette législation est réservée en priorité aux nationaux.

*b)* Une législation portant régime particulier pour les industries exclusivement exportatrices (loi du 27 avril 1972), qui a institué un régime d'entreprise franche largement ouvert aux investissements étrangers. Parallèlement, d'autres dispositions tendent à favoriser l'investissement industriel en Tunisie : aménagement des zones industrielles, encouragement des petites et moyennes entreprises, décentralisation industrielle...

» Depuis deux ans, nous assistons à un essor industriel remarquable. C'est ainsi que les agréments accordés ont totalisé 135 millions de dinars en 1973 et 163 millions en 1974, correspondant à trente mille emplois pour chacune des deux années.

» Les industries exportatrices ont représenté près de 30 % des investissements agréés et 40 % des emplois correspondants.

» Le recours à cette politique d'encouragement intensif à l'industrialisation du pays et d'ouverture sur la technologie et les marchés extérieurs est fondé sur la double nécessité d'enserrer la Tunisie dans un système économique moderne et de créer le maximum d'emplois. Dans la phase actuelle, elle a contribué à la solution de certains de nos problèmes, tant au niveau de l'emploi que de la croissance économique du pays grâce à une progression du secteur industriel de 21 % en 1974 ainsi que sur le plan de l'amélioration de la balance commerciale.

» Ces résultats paraissent, dans une conjoncture internationale particulièrement difficile et agitée, comme une réussite. A long terme, nous pensons que cette politique aura contribué à jeter les bases d'un véritable décollage économique.

— *La Tunisie a bénéficié ces dernières années de facteurs particulièrement favorables : hausse des prix de certaines matières premières (pétrole, phosphate, etc.), récolte exceptionnelle après une longue période de sécheresse. Après cette période privilégiée, ne risque-t-elle pas de subir les contrecoups de la crise mondiale et notamment de la crise monétaire ?*

— Nous avons certes eu de la chance, mais celle-ci n'est pas seule à entrer en compte. Il y a eu aussi la gestion. Il n'en demeure pas moins que nous devons tenir compte de l'inflation et du dévergondage monétaire qui désorganisent nos plans. Nous constatons, en effet, que le mouvement de la hausse du pétrole est stoppé, que les prix du phosphate amorcent une courbe descendante. L'inflation amenuise notre pouvoir d'achat chaque jour davantage.

» Désordre monétaire et reprise de la détérioration des termes de l'échange sont les deux aspects essentiels de la crise actuelle qui ne peuvent trouver une réponse valable que dans la définition réaliste et concertée d'un nouvel ordre économique mondial qui garantirait la stabilité monétaire, une certaine redistribution de la carte industrielle, la mise en œuvre d'une politique alimentaire au profit des pays les plus démunis, la rémunération juste et équitable des biens et services, ainsi que la diffusion la plus large possible de la technologie.

» Voilà donc quelques problèmes auxquels nous sommes confrontés avec l'ensemble des pays en voie de développement ; cependant, nous n'attendons pas leur solution pour prémunir notre économie des contrecoups de cette situation. Il s'agit pour nous de consolider les acquis des années 70 et d'accélérer davantage notre développement. »

*Propos recueillis par*
**PAUL BALTA.**

— *PORTRAIT* —

## Un champion du libéralisme économique

*Calme, mesure, pondération et équilibre sont des mots qui viennent spontanément sous la plume pour évoquer M. Hedi Nouira, qui occupe depuis près de cinq années le palais abritant, au-dessus de la médina de Tunis, le « premier ministère ». D'une sobre élégance, les tempes argentées, le regard un peu triste, le chef du gouvernement tunisien porte avec aisance ses soixante-quatre ans. Il fait penser plus à un businessman qu'à un dirigeant politique. Ce sont d'ailleurs ses qualités de gestionnaire qui l'ont constamment servi dans sa carrière politique, un gestionnaire dont le credo est le libéralisme économique et qui ne s'anime vraiment que pour condamner sans appel « le collectivisme socialiste et sa grisaille ».*

*Originaire, comme le président Bourguiba, de Monastir, petite cité balnéaire au sud-est de Tunis, M. Nouira a été l'un des plus fidèles compagnons de lutte du Combattant suprême. Il a rejoint le Néo-Destour tout de suite après sa création en 1934, alors qu'il faisait à Paris ses études d'avocat. Ses activités nationalistes devaient d'ailleurs l'amener à être expulsé du territoire français avant de connaître la prison de 1938 à 1942. Au cours de cette période, il devait retrouver au fort Saint-Nicolas, à Marseille, un autre avocat, de huit ans son aîné, M. Bourguiba. Pendant les longues promenades dans la cour, et au fil des conversations, se forgea une amitié qui ne s'est jamais démentie.*

*Deux fois secrétaire général adjoint du Néo-Destour, M. Nouira a su rester à l'abri des tempêtes politiques. Ses idées modérées expliquent qu'il se soit cantonné dans une prudente réserve durant l'expérience tentée par M. Ben Salah dans les années 60, et la mise en place d'un système coopératif. Il dirigeait alors la Banque centrale d'émission. Ce poste technique lui évita de prendre des options trop marquées et d'apparaître au premier plan. Il était donc naturel de faire appel à lui, en 1970, après l'éviction de M. Ben Salah.*

*Nommé ministre de l'économie, puis premier ministre, il se vit confier la reprise en main de l'économie avant d'accéder au secrétariat général du parti.*

*Faisant, lors du neuvième congrès du parti socialiste destourien, en septembre dernier, à Monastir, le bilan de son action, M. Nouira pouvait se flatter d'avoir obtenu des résultats positifs « même si 40 % des habitants restent au seuil de pauvreté ». L'inflation avait été contenue, le taux de croissance tournait autour de 9 %, la situation de l'emploi s'était améliorée. Il est vrai que le premier ministre avait été servi par la chance : le relèvement des prix des matières premières, les excellentes conditions climatiques après cinq années d'une impitoyable sécheresse, la crise même de Chypre, qui avait ramené vers les hôtels tunisiens une clientèle en quête de soleil, avaient permis d'accroître de façon substantielle les ressources du pays.*

*Le congrès devait constituer aussi pour M. Nouira l'occasion de proposer au parti une philosophie politique largement inspirée de la « nouvelle société » chère à M. Chaban-Delmas et fondée sur un « contrat de progrès » entre les classes sociales. Les assises de Monastir devaient enfin voir le chef du gouvernement présenté par M. Bourguiba comme son dauphin et son héritier. La réforme constitutionnelle votée depuis par la Chambre des députés, en même temps qu'elle attribue au chef de l'Etat la présidence à vie, prévoit que le premier ministre accède à la magistrature suprême en cas de décès ou d'incapacité du titulaire.*

*M. Nouira, qui a su déployer pour ses affaires personnelles le même talent que celui mis au service de l'Etat, est un homme comblé. Il lui reste à affirmer à l'extérieur du pays l'autorité qu'il a conquise à l'intérieur. C'est là le sens de son voyage à Paris et des séjours qu'il vient d'accomplir à Washington et à Pékin.*

**DANIEL JUNQUA.**

### Les suites de l'affaire Hills

## M. CALLAGHAN S'ENTRETIENDRA MARDI AVEC LE PRÉSIDENT MOBUTU

*(De notre correspondant.)*

Londres. — M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, se rendra, mardi 8 juillet, à Kinshasa pour s'y entretenir avec le président Mobutu. Il est très probable qu'il poursuivra son voyage le lendemain à destination de Kampala. Jusqu'à présent, toutefois, les autorités de Whitehall refusent de confirmer qu'une rencontre serait déjà organisée avec le président ougandais.

L'espoir, à Londres, est naturellement que le secrétaire au Foreign Office obtiendra la libération de M. Hills, maintenant que celui-ci a bénéficié d'une grâce présidentielle. Plus important encore est le sort de l'ensemble de la communauté britannique en Ouganda, forte de près de sept cents personnes. Whitehall semble incapable de prédire les réactions du président Amin.

● *Le gouvernement ougandais « tient à l'œil » les quelque cinq cents missionnaires catholiques présents dans le pays, « car ils collaborent avec les ennemis impérialistes de l'Ouganda »,* a annoncé, dimanche 6 juillet, un porte-parole du ministère de l'intérieur. Un certain nombre de ces *« soi-disant missionnaires seront expulsés »,* et Mgr Cypriano Kihangire, évêque de Gulu, a été accusé d'être un *« agent semant la confusion et collaborant avec les ennemis du pays ».*

*A TUNIS*

## La conférence des partis africains sur le développement planifié n'a pas donné lieu à de véritables débat

De notre envoyé spécial

Tunis. — La première conférence des partis politiques africains sur le développement planifié et les voies africaines au socialisme s'est terminée le samedi 5 juillet par l'adoption de ce que le président Senghor a appelé la *« déclaration de Tunis ».* Celle-ci, selon le chef de l'Etat sénégalais, *« esquisse les lignes de force d'un socialisme africain ».*

Aux dires des représentants des trente partis et mouvements de libération présents, le principal intérêt de ces assises est d'avoir pour la première fois permis à un aussi grand nombre de formations politiques de se rencontrer. Pour ne pas courir à un échec, les organisateurs avaient décidé d'écarter toute idée de confrontation, de sorte que les réunions plénières ont donné lieu à une série de monologues, chaque délégation présentant un bilan de son action.

Cette formule a eu l'avantage de permettre à chacun de s'exprimer librement, mais elle a éliminé les véritables débat, et très rares furent les partis qui ont amorcé une timide auto-critique. De plus, la diversité des orientations des participants a parfois été source de confusion, en particulier lorsque les représentants de pays ayant choisi le libéralisme économique s'efforçaient de démontrer qu'ils mettent quand même le *« socialisme »* en pratique.

En dépit de l'existence de *« réalités spécifiques »,* la déclaration finale souligne qu'il existe *« un large consensus sur les grandes orientations ».* Tout le monde s'est trouvé d'accord pour estimer que la première priorité est de promouvoir le dévelopement par la planification, afin d'édifier le socialisme. Autre priorité : la nécessité de mobiliser les ressources matérielles et humaines, ce qui suppose, entre autres, la récupération des richesses naturelles. De même, les participants ont souligné le rôle des partis pour *« mobiliser les masses populaires par un travail continu d'orientation, d'éducation et d'information ».* Il y eut aussi accord sur la nécessité de réaliser *« l'équilibre entre les individus, les régions, les générations ».*

Les participations ont mis l'accent sur la nécessité de *« réaliser une cohésion nationale sans faille afin de parvenir à l'édification d'un ordre social équilibré ».* Il est remarquable aussi qu'à part quelques exceptions (l'Union socialiste des forces populaires marocaines et le Parti congolais du travail), la plupart des formations aient voulu ignorer ou nier la lutte des classes.

Les formations les plus radicales se sont inquiétées de voir les partis africains se mettre dans le sillage de la social-démocratie européenne, à qui elles reprochent de s'être compromise avec le *« colonialisme »,* et d'être, dans bien des cas, *« pro-atlantiste », « pro-américaine »* et *« pro-sioniste ».* C'est ce qui explique en partie qu'il n'y ait eu de consensus ni pour la constitution d'un comité permanent ni pour le choix d'un siège fixe. C'est le comité d'organisation qui assurera la liaison et préparera la prochaine conférence, qui se tiendra dans deux ans.

Sur le plan international, les thèmes de non-alignement ont été réaffirmés, notamment pour ce qui a trait à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial. De même la conférence a réaffirmé, tant pour des raisons géopolitiques que culturelles, la nécessité d'une concertation euro-arabo-africaine. De nombreux délégués ont toutefois estimé que, pour y parvenir, il faudrait que les gouvernements libéraux et les partis socialistes et communistes s'ouvrent plus aux réalités de l'Afrique et du tiers-monde. — P. B.

# AFRIQUE

## LA PROCLAMATION UNILATÉRALE D'INDÉPENDANCE DES COMORES

### Un archipel de quatre îles

é à l'entrée septentrionale du de Mozambique, à égale dis- du continent africain et de cascar, l'archipel des Comores omposé de quatre îles : la e - Comore, Anjouan, Mohéli et te, et a une superficie de ilomètres carrés.

n le recensement de 1970, pel comptait 28? 000 habitants : à la Grande-Comore, 104 000 uan, 3? 000 à Mayotte, et 12 000 héli. La population est très site et comprend des éléments siens, arabes, indiens, chinois, s, malgaches et africains. Il ajouter un millier de Fran- onctionnaires et planteurs. habitants sont en majorité de ion musulmane. L'arabe est la religieuse, et le swahili est que utilisée pour les échanges rciaux.

apitale de l'archipel est, depuis Moroni (12 500 habitants en La précédente capitale était tzi, principale ville de Mayotte. ressources des Comores sont exclusivement agricoles : , coprah, huiles essentielles, de girofle. Depuis quelques , le tourisme se développe, : à la Grande-Comore.

eurs centaines de milliers de ens vivent à l'étranger parce archipel manque de terres bles disponibles. Ils sont parti- ment nombreux à Madagascar amment sur la côte occiden- et en France.

TANZANIE — COMORES — Diégo-Suarez — MOZAMBIQUE — 20° — 50° — 40° — 0 km 600

Mitsamiouli — 44° — 0 km 100 — Moroni — Grande-Comore — KARATALA — Foumboni — 12° — Mutsamudu — Anjouan — ARCHIPEL DES COMORES — Mohéli — Dzaoudzi — Mayotte — Mamutzu

### ITTERRAND : M. Giscard faing avait promis.

François Mitterrand, pre- secrétaire du parti socia- note à la date du 14 mai c'est-à-dire entre les deux de l'élection présidentielle) sa chronique la Paille et le (éd. Flammarion) :

*ai appris qu'Ahmed Abdal- hef du gouvernement, qui le les urnes et ce qu'on edans, est arrivé à Orly, où dait une voiture du minis- s finances. Il a déjeuné avec d. Cent mille voix sont en Cela donne de l'appétit. Je is Ahmed Abdallah, qui fut collègue au Sénat, et nous des amis communs. Rendez- pris, Abdallah m'a raconté ême les soins dont il était t. Dimanche, dix mille voix allées à Giscard, soixante- mille à Chaban-Delmas. J'en assemblé vingt-sept mille. llah m'a dit combien il était lé de ne pouvoir faire autre- , pour le 19, que de repasser scard le lot de Chaban. En ige, m'apprend-il, Giscard ing lui a promis l'indé- nce des Comores pour le in. Qui sait ? Les Como- pressés de n'être plus Fran- liront peut-être le président République française. Ren- ez moi, j'ai informé Alain des termes de cette conver- .* »

### LES PRINCIPALES FORMATIONS POLITIQUES

Les principales formatons politiques comoriennes sont les suivantes.

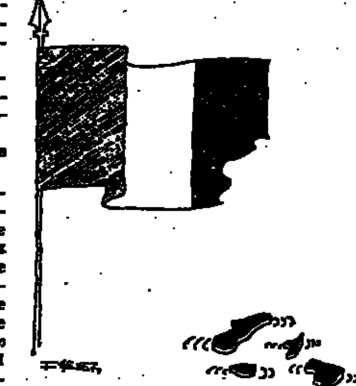
— *L'OUDZIMA* du président Ahmed Abdallah, majoritaire à la Chambre des députés, mais qui semble être surtout représentatif de l'île d'Anjouan.

— *Le Front uni des Comores*, qui regroupe les partis politiques favorables à l'indépendance mais hostiles à M. Ahmed Abdallah. Son porte-parole est le prince Saïd Ibrahim, ancien président du gouvernement des Comores et chef du parti UMMA. Les trois autres partis membres du Front uni sont le Rassemblement démocratique du peuple comorien, dirigé par le Dr Saïd Bacar Saïd Tourqui ; le PEC - MOLINACO (Mouvement de libération nationale des Comores), dont les dirigeants ont longtemps vécu en exil à Dar-Es-Salaam, et le Parti de l'objectif socialiste.

— *Le Mouvement populaire mahorais*, hostile à la fois à M. Ahmed Abdallah et à l'indépendance, implanté uniquement à Mayotte, et dont les dirigeants sont MM. Younoussa Bamana et Marcel Henry.

### Du protectorat à l'émancipation

1841. — Les Français s'installent à Mayotte.
1886. — La Grande-Comore et Mohéli sont déclarées protectorat français.
1909. — Etablissement d'un protectorat français à Anjouan.
1919. — L'archipel est rattaché administrativement à Madagascar.
1958. — L'archipel devient territoire d'outre-mer.
DECEMBRE 1961. — Un statut d'autonomie interne est promulgué. M. Saïd Mohamed Cheikh devient le premier président du conseil de gouvernement des Comores.
AOUT 1963. — Un mouvement de libération comorien, basé à Dar-Es-Salaam, demande l'indépendance de l'archipel.
DECEMBRE 1965. — Aux élections présidentielles, 99,42 % des votants se prononcent en faveur du général de Gaulle. M. François Mitterrand dénonce la « fraude électorale ».
DECEMBRE 1967. — Un nouveau statut d'autonomie interne est promulgué. La compétence des autorités locales est élargie.
MARS 1968. — Incidents au lycée de Moroni.
AVRIL 1968. — Démission du gouvernement local. Le haut commissaire déclare : « Le règlement de la crise ministérielle incombe aux instances territoriales. » Le prince Saïd Ibrahim, président de l'assemblée territoriale, déclare : « La crise politique est due pour une bonne part aux difficultés économiques. »
JUILLET 1968. — M. Mohamed Cheikh forme un nouveau gouvernement.
AVRIL 1969. — 99,66 % des votants se prononcent en faveur du général de Gaulle, lors du référendum sur la régionalisation.
OCTOBRE 1969. — Une femme est tuée à Mayotte au cours d'incidents provoqués par des manifestants hostiles au resserrement des liens entre les différentes îles de l'archipel.
AVRIL 1970. — Le prince Saïd Ibrahim est élu président du conseil de gouvernement. Il estime l'aide française « manifestement insuffisante ».
JANVIER 1971. — Deux membres de l'opposition entrent dans le gouvernement du prince Saïd Ibrahim.
MARS 1971. — Le prince Saïd Ibrahim dissout la Chambre des députés, afin de « dégager la véritable tendance politique du pays ».
JUIN 1971. — Le Rassemblement démocratique du peuple comorien (opposition) remporte la majorité dans la nouvelle Chambre. M. Saïd Ibrahim est réélu président du conseil.
AVRIL 1972. — Au référendum sur l'Europe, 99,10 % les votants se prononcent en faveur du « oui ».
DECEMBRE. — Après la démission du prince Ibrahim et la dissolution de la Chambre, une nouvelle assemblée, favorable à l'indépendance, est élue. M. Ahmed Abdallah devient président du conseil de gouvernement.
MAI 1973. — Ouverture des pourparlers, à Paris, sur les modalités de l'accession des Comores à l'indépendance.
15 JUIN 1973. — « Déclaration commune » du ministre français des DOM-TOM et de M. Ahmed Abdallah : la population des Comores se prononcera avant cinq ans sur l'indépendance. Dans l'hypothèse d'une réponse positive du corps électoral, M. Abdallah « aura les pouvoirs de chef de l'Etat ».
15 AOUT 1973. — Le Mouvement de libération nationale des Comores (MOLINACO) met M. Abdallah au défi de soumettre le texte de la déclaration du 15 juin à l'approbation populaire.
11 NOVEMBRE. — Arrestation d'un parlementaire favorable au rattachement de Mayotte à la France.
22 DECEMBRE. — La Chambre des députés des Comores demande que l'indépendance ait lieu avant 1976.
MAI 1974. — Elections présidentielles : M. Chaban-Delmas obtient les deux tiers des voix au premier tour, M. Giscard d'Estaing 74,5 % des voix au second.
2 OCTOBRE. — Le projet de loi organisant une consultation sur l'accession des Comores à l'indépendance est approuvé en conseil des ministres.
9 OCTOBRE. — Le Mouvement mahorais, présidé par M. Marcel Henry, demande le droit à l'autodétermination de Mayotte.
14 NOVEMBRE. — Le Parlement français adopte le projet de loi organisant le référendum : les résultats seront connus île par île.



(Dessin de CHENEZ.)

22 DECEMBRE. — Référendum. Près de 95 % des votants se prononcent pour l'indépendance. Une majorité hostile se dégage cependant à Mayotte (63,85 %).
24-25 DECEMBRE. — Des incidents font cinq blessés à Mayotte.
24-28 FEVRIER 1975 — Visite aux Comores de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.
MARS. — Epidémie de choléra : plusieurs centaines de morts.
19 AVRIL. — M. Mouzaoir Abdallah démissionne de la présidence de l'assemblée territoriale pour protester contre le refus de M. Abdallah de considérer cette assemblée comme investie de pouvoirs constituants. Il demande à la France d'organiser une conférence constitutionnelle aux Comores.
30 JUIN. — Le Parlement français décide la création d'un comité constitutionnel chargé d'élaborer un projet de Constitution qui devra être adopté île par île. M. Ahmed Abdallah juge la nouvelle loi « inacceptable et inapplicable ».

### Les humeurs du « sénateur »

*Originaire d'Anjouan — son fief électoral, — M. Ahhmed Abdallah a toujours eu des ambitions dépassant le cadre étriqué de cette petite île Aussi cet homme, qui se flatte d'être un autodidacte, s'est-il, depuis fort longtemps, efforcé de mener parallèlement deux carrières : celle de commerçant et celle d'homme politique. Il a amassé une fortune personnelle qui est considérée comme la plus importante de l'archipel et a commencé sa marche vers le pouvoir en siégeant au conseil général des Comores.*

*D'abord conseiller de l'Union française, il est ensuite élu sénateur en 1959 et bénéficie alors des sympathies actives de l'U. N. R., avec laquelle, en 1962, il rompt momentanément pour se faire porter sur la liste des non-inscrits. Cependant, en 1968, il fait à nouveau route commune avec l'U.N.R., à laquelle il s'apparente une deuxième fois.*

*En décembre 1972, il est élu président du conseil de gouvernement des Comores par l'assemblée, qu'il avait présidée jusqu'à sa dissolution, deux mois plus tôt. C'est alors le début d'une ascension marquée par sa victoire sur le prince Saïd Ibrahim. Après avoir dominé la vie politique comorienne pendant plus de dix années, les luttes auxquelles se sont âprement liv-‑s « le prince » et « le sénateur » s'achèvent par la victoire du second.*

*Par son style de vie, par sa richesse, en partie acquise grâce à des spéculations sur le riz denrée de base de l'alimentation des insulaires, M. Ahmed Abdallah est le porte-parole d'une certaine bourgeoisie possédante. Son âge — cinquante-sept ans — en fait l'un des représentants typiques de la petite élite locale qui s'efforce de confisquer la totalité du pouvoir et, ce faisant, se heurte à l'hostilité de plus en plus grande des éléments jeunes de la population, regroupés au sein des formations politiques de gauche : parti socialiste comorien et Mouvement national de libération des Comores.*

*Personnage adroit, roué même, M Ahmed Abdallah allie l'art de la diplomatie à un sens aigu de l'autorité. Doué d'une intuition certaine, il possède aussi un don de l'opportunité qui peut l'amener à prendre des positions radicalement opposées à celles que l'on pourrait attendre de sa part. C'est ainsi que, après avoir passé pendant longtemps pour l'homme de la fidélité à la France, il a pris de vitesse ses compatriotes les plus déterminés à exiger l'indépendance pour mener lui-même l'archipel sur cette voie.*

*Musulman, comme la plupart des habitants de l'archipel, M Ahmed Abdallah a pu se vanter de ne pas pratiquer sa religion d'une manière très rigoriste. Il s'est pourtant efforcé, depuis plusieurs années, d'améliorer son « image de marque » de croyant, à la fois pour s'imposer par ce biais à ses coreligionnaires et pour se faire des alliés dans le monde arabe, dont les Comoriens entendent être des partenaires à part entière.*

*Homme d'humeur, le président du conseil du gouvernement des Comores ne supporte guère la contestation, et ses colères sont redoutées. Lorsqu'il ne parvient pas à convaincre, le « sénateur » — c'est ainsi que beaucoup de pas à convaincre « le sénateur » l'appeler, en hommage au rôle qu'il joua lorsqu'il siégeait au Palais du Luxembourg — s'emporte brutalement. Tout porte à croire que sa décision de dimanche est le résultat d'une vive manifestation de colère provoquée par le vote récent du Parlement français, mais elle procède aussi d'un calcul politique destiné à le poser, une fois encore, en champion d'un nationalisme intransigeant. Cette initiative suffira-t-elle à donner à M. Ahmed Abdallah cette popularité qu'il n'a jamais réellement acquise ? Un attentat fut, en effet, organisé contre lui en 1970, et du Mouvement mahorais au Front national uni, nombreux sont ses adversaires politiques.*

PHILIPPE DECRAENE.

## A LA RÉUNION

### M. Vergès : nous voulons l'autonomie ...ns le cadre de la République française

...'occasion de la visite à ...nion de M. Olivier Stirn, ...ire d'Etat chargé des dé... ...ents et territoires d'outre- M. Paul Vergès, secrétaire ... du parti communiste ...nnais, les dirigeants de la ... de l'île et de la fédération ...ti socialiste, ont réuni ven... 4 juillet à Saint-Denis une ...ence de presse.

Paul Vergès a notamment ...é que le changement de réclamé par l'opposition ne ...uit pas à la transformation ...partement d'outre-mer en ...ire. « *Nous ne voulons pas choix*, a dit le secrétaire ... du P.C.R., *nous voulons une collectivité territoriale ...le ainsi que l'autorise ...e 72 de la Constitution* (1). *...réclamons un autre statut ...le cadre de la République ...ise. Le cas de la Réunion ...rticulier, réductible à aucun et il nécessite la définition ...statut propre à l'île : nous ...s accéder à une autonomie ...ratique et populaire dans ...re de la République fran-* »

Vergès a indiqué que le ...sus envisagé par l'opposi... ...révoit : l'élection, à la pro... ...nnelle, d'une Assemblée qui ...erait un projet de statut. ... serait soumis à la ratifi... ... des Réunionnais. La ...e, pour sa part, proposerait ...atut prévoyant une Assemblée délibérative réunionnaise, un exécutif réunionnais et une structure de concertation avec la France.

M. Olivier Stirn, qui avait notamment reçu en audience M. Vergès et les dirigeants des partis d'opposition et des syndicats, a regagné Paris samedi matin 5 juillet.

(1) Le premier paragraphe de l'article 72 de la Constitution est ainsi ... : « Les collectivités territoriales de la République sont les ...unes, les départements, les ...ires d'outre-mer. Toute autre ...ivité territoriale est créée par ... »

...a HAUTE-VOLTA a libéré, ...medi 5 juillet, trente-trois ...aliens, a annoncé le général ...mizana, chef de l'Etat. Cette ...cision a été prise afin de ...iliter un règlement pacifi... ...e du conflit frontalier qui ...pose la Haute-Volta et le ...ali. Elle répond, a précisé ... général, à celle de deux ...oltaïques qui étaient retenus ...u Mali. — (A.F.P.)



## Guinée-Bissau

### EN BONS TERMES AVEC LE TIERS-MONDE ET LES PAYS SOCIALISTES

# Le P.A.I.G.C. multiplie les ouvertures à l'Ouest

**M. Aristides Pereira, secrétaire général du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du cap Vert (P.A.I.G.C.), président de la République du Cap-Vert, a déclaré le 5 juillet, à l'occasion des festivités qui ont marqué l'accession de l'archipel à l'indépendance : « Le non-alignement est la seule voie valable. »**

**D'autre part, M. Victor Saude Maria, ministre des affaires étrangères de la Guinée-Bissau, Etat avec lequel la République du Cap-Vert est, en principe, appelé à se réunifier, a été reçu le même jour, à Pékin, par M. Chou En-lai, premier ministre chinois.**

**Notre correspondant à Dakar analyse ci-dessous la stratégie diplomatique de la Guinée-Bissau, qui engage les îles du Cap-Vert, puisque les deux Etats sont dirigés par le même mouvement, le P.A.I.G.C.**

De notre correspondant

Dakar. — L'un des plus petits pays d'Afrique, par sa taille et par le nombre de ses habitants, la Guinée-Bissau n'en joue pas moins, depuis la proclamation de l'indépendance en septembre 1973, un rôle très actif sur la scène internationale.

Lorsqu'ils ont pris, l'an dernier, le contrôle de l'ancienne colonie portugaise, les dirigeants du P.A.I.G.C. (Parti africain de l'indépendance de la Guinée-Bissau et des Iles du Cap-Vert) avaient déjà une longue expérience des relations internationales. Dès le début de leur lutte de libération, à la fin des années 50, ils ont accordé une grande importance au « front diplomatique », gagnant rapidement la sympathie active d'autres Etats du tiers-monde, du camp socialiste et de nombreux pays occidentaux, tels les pays scandinaves. Ils avaient, avant même le renversement du régime de M. Caetano, obtenu que la République de Guinée-Bissau fût reconnue par la grande majorité des Etats membres des Naions unies.

C'est actuellement sur ces amitiés que comptent les nationalistes pour faire face aux difficultés économiques auxquelles ils sont confrontés, en Guinée et plus encore dans la République sœur du Cap-Vert (*le Monde* du 5 juillet).

Dès le début de 1975, à l'occasion de la visite à Moscou de M. Francisco Mendès, chef du gouvernement de Guinée-Bissau, de nombreux et importants accords économiques et culturels ont été signés avec l'Union soviétique. Celle-ci s'est, en particulier, engagée à lui fournir cinq bateaux de pêche ; deux viennent d'être livrés.

De même, une coopération prometteuse s'amorce dans le domaine rizicole avec la Chine que visite une délégation guinéenne.

L'Algérie est, pour sa part, en train de tisser des liens dans de nombreux domaines avec le nouvel Etat. Une ligne maritime, au début de février, et une ligne aérienne, au début d'avril, ont été établies entre Alger et Bissau. Plusieurs accords économiques et commerciaux ont été mis au point en avril à Alger, à l'occasion d'une visite de M. Vasco Cabral, ministre guinéen de l'économie et des finances.

Bien qu'ils aient opté en faveur d'un développement planifié de leur économie, les dirigeants du P.A.I.G.C. ont fait savoir à plusieurs reprises ces derniers temps qu'ils n'entendaient pas pour autant s'inféoder au camp socialiste. Répondant aux craintes de capitales occidentales, ils ont affirmé sans équivoque qu'ils n'envisageaient pas de céder ou de louer à quiconque (sous-entendu aux Soviétiques) les facilités militaires des îles du Cap-Vert (port de Mindelo et aéroport de Sal.)

L'action diplomatique des Guinéens s'exerce aussi en direction du Portugal et du Brésil, dont on attend à Bissau comme à Praia (capitale du Cap-Vert) une assistance technique, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'enseignement et de la santé.

#### Les relations avec le Sénégal

Les grandes puissances occidentales elles-mêmes sont sollicitées. Le P.A.I.G.C. commence à leur pardonner leur attitude négative pendant la lutte de libération, et il en attend quelques investissement, publics ou privés. Déjà la France s'apprête à ouvrir une mission culturelle à Bissau, et une délégation de membres noirs du Congrès américain a assisté aux fêtes de l'indépendance du Cap-Vert.

Ces derniers mois, enfin, les dirigeants guinéens se sont attachés à normaliser et à développer leurs relations avec leurs voisins. Un accord commercial a été conclu, le 15 février, avec la Mauritanie, et un accord aérien a été signé au début de mars avec Conakry. Des missions de bonne volonté ont été envoyées en Côte-d'Ivoire, au Cameroun et au Gabon, et, en février, M. Tolbert, chef de l'État du Libéria, était reçu à Bissau.

C'est avec le Sénégal que, dans la région, la Guinée-Bissau paraît devoir développer les relations les plus étroites. Premier pays à reconnaître son indépendance, en septembre 1973, puis à recevoir son chef, le président Luis Cabral, en visite officielle, le 2 novembre de la même année, le Sénégal avait signé alors avec le jeune Etat un traité d'amitié et de coopération. Le 8 janvier, onze accords ont été conclus entre Bissau et Dakar (défence, commerce, etc.)

#### Une importante colonie capverdienne

L'étroite collaboration entre les deux pays trouve une raison d'être supplémentaire dans la présence très ancienne au Sénégal d'une importante colonie capverdienne, estimée à près de trente mille personnes, installées principalement à Dakar. L'arrivée plus récente de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés guinéens pose davantage de problèmes. Venus en Casamance pour fuir les combats et la répression de ces dernières années, un grand nombre d'entre eux semblent pour le moment vouloir rester au Sénégal, en dépit des efforts entrepris par les deux Etats et de l'assistance des Nations unies pour les rapatrier. Cette affaire provoque quelques frictions entre les deux administrations. A ces réfugiés paraissent s'être mêlés quelques milliers d'anciens militaires guinéens de l'armée portugaise, qui rêvent peut-être de revanche, et que le Sénégal refuse, pour des raisons humanitaires, de livrer aux nouvelles autorités de Bissau.

PIERRE BIARNÈS.

# PROCHE-ORIENT

EN RÉPLIQUE A L'ATTENTAT DE VENDREDI

## L'armée israélienne a lancé des opérations contre des camps palestiniens dans le sud du Liban

Les forces israéliennes ont lancé, lundi 7 juillet à l'aube, des opérations combinées (air, terre, mer) contre les camps de fedayin situés dans la région de Sour (Tyr), dans le sud du Liban. Un communiqué laconique diffusé par la radio israélienne affirme que toutes les unités ont regagné leurs bases sans avoir subi de pertes.

Le communiqué ne précise pas les motifs de l'opération, mais les observateurs militaires israéliens estiment qu'il existe un lien direct




entre l'attaque de lundi matin et l'attentat commis vendredi dernier à Jerusalem. Selon la presse israélienne, les enquêteurs auraient la certitude que les auteurs de l'attentat ont été entraînés dans les camps palestiniens de la région de Tyr et qu'ils sont entrés en Israël en franchissant les ponts sur le Jourdain.

Selon les commentateurs militaires israéliens, le principal objectif de l'attaque était le camp de Rachidiyé, situé à cinq kilomètres au sud de Tyr. Ils soulignent que Rachidiyé a été attaqué à la fois par les unités débarquées et par des fantassins qui ont traversé la frontière à une vingtaine de kilomètres au sud de Rachidiyé. Selon la presse de Tel-Aviv, les unités de débarquement se sont heurtées à des patrouilles de fedayin qui auraient subi de grosses pertes. Les Israéliens ont dynamité le quartier général des fedayin, dans le secteur de Rachidiyé, à quelques centaines de mètres du camp.

Toujours selon la presse israélienne, des unités ont débarqué au nord de Tyr ; elles ont attaqué des objectifs distants de un à deux kilomètres de la côte. Un porte-parole de l'armée a de son côté affirmé que plusieurs embarcations palestiniennes avaient été détruites dans le port de Rachidiyé, qui avait servi de point de départ pour des raids terroristes.

● A BEYROUTH, un porte-parole militaire a déclaré que les forces israéliennes avaient attaqué pendant la nuit de dimanche à lundi plusieurs camps de réfugiés palestiniens de Rachidiyé, Bourg-Chamali et Dahr-Maarouf, proches de Tyr. Il a ajouté que les positions de l'armée libanaise dans le secteur avaient essuyé, elles aussi, le tir de l'adversaire. Selon ce porte-parole, les avions israéliens ont lancé une cinquantaine de roquettes au moins sur Dahr-Maarouf.

● EN CISJORDANIE, se poursuit la gigantesque chasse à l'homme entreprise pour retrouver les auteurs de l'attentat de vendredi. Dans la nuit de dimanche à lundi, des arrestations ont été effectuées à Ramallah, Hébron, Bethléem et d'autres villages au sud de Jérusalem. —

● PRECISION. — A la suite de la conférence de presse tenue à Paris par le Dr Israël Shahak, et dont nous avons rendu compte dans *le Monde* du 26-27 juin, M. Michel Blum, secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme (27, rue Jean-Dolent, Paris), nous précise que la Ligue israélienne des droits de l'homme, présidée par le Dr Shahak, n'est pas membre de la Fédération. En fait, il existe depuis 1972, outre la Ligue israélienne des droits de l'homme, une Association israélienne pour les droits de l'homme qui est affiliée à la Fédération internationale des droits de l'homme.





*Les négociations d'un nouvel accord sur le Sinaï*

## JÉRUSALEM : une demande de précision du point de vue américain

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement israélien, réuni dimanche 6 juillet à Jérusalem, n'a pris aucune décision en ce qui concerne les négociations avec l'Egypte en vue de la conclusion d'un nouvel accord intérimaire. Il s'est contenté d'adopter à l'unanimité la proposition du premier ministre, M. Rabin, de « *poursuivre des conversations avec les Etats-Unis en vue de clarifier les clauses de cet éventuel accord* ».

L'avertissement adressé samedi par M. Kissinger à Israël n'a apparemment eu aucune influence sur le gouvernement de Jérusalem... Une personnalité israélienne haut placée a d'ailleurs déclaré à ce propos que Jérusalem se refusait à céder à des pressions extérieures. En fait le gouvernement entend, avant de se prononcer, obtenir certaines clarifications importantes concernant l'accord intérimaire. Jusqu'à présent, l'Egypte n'a pas fourni de carte détaillée indiquant avec précision le déploiement de ses forces dans le Sinaï après le retrait israélien.

Le gouvernement israélien voudrait que Washington s'abstienne de toute pression pendant la durée prévue de l'accord intérimaire (trois ans et huit mois). Il ne veut pas non plus que l'accord soit lié à d'éventuelles négociations avec la Syrie et la Jordanie. L'assistance économique et militaire américaine (Israël entend obtenir une aide de 2 milliards 500 millions de francs), et la fourniture de pétrole brut après la restitution des gisements pétroliers d'Abou-Rodeiss font aussi l'objet des pourparlers avec Washington. Les milieux gouvernementaux se montrent relativement optimistes. Ils attendent beaucoup d'une possible rencontre Rabin-Kissinger à Bonn.

La polémique suscitée par cette affaire se poursuit. Les généraux Dayan et Sharon se sont prononcés contre tout accord qui emporterait l'abandon des cols stratégiques du Sinaï. Les généraux Weizman (ancien chef de l'aviation) et le général Gavich, commandant du front méridional lors de la guerre de six jours, ainsi que le général Matityahou Peled ancien commandant du génie y sont favorables.

*(Intérim.)*

## WASHINGTON : une sévère mise en garde de M. Kissinger aux Israéliens

De notre correspondant

Washington. — A la veille de la réunion prévue du cabinet israélien, M. Kissinger a confirmé, samedi soir 5 juillet, que les Etats-Unis exerçaient une pression pour obtenir des Israéliens des concessions permettant d'aboutir à un accord sur le Sinaï. « *Israël doit prendre un risque pour permettre* des progrès en direction de la *paix* », a dit le secrétaire d'Etat lors d'une interview à une grande chaîne de télévision. Il a admis que la décision était « *difficile* » à prendre pour les Israéliens, ajoutant que les Etats-Unis « *comprenaient* » les craintes et les problèmes du gouvernement de Jérusalem. Mais il a indiqué qu'à défaut de progrès sur la base de concessions réciproques, « *toute autre formule mènerait tôt ou tard à une nouvelle guerre au Proche-Orient avec les plus graves conséquences, en premier lieu pour le peuple d'Israël...* ».

Dans cette ultime pression sur le gouvernement de Jérusalem pour l'amener à sortir de l'immobilisme diplomatique, M. Kissinger a assorti d'une réserve l'engagement réaffirmé des Etats-Unis d'assurer l'existence et la sécurité d'Israël. Tout en déclarant que « *rien dans les discussions en cours* » ne pouvait affecter cet engagement, le secrétaire d'Etat a ajouté : « *Les Etats-Unis soutiendront les Israéliens dans la mesure où nous pourrons raisonnablement dire à notre peuple que des progrès ont été accomplis.* »

Jamais la pression américaine ne s'était exprimée aussi publiquement et clairement. Le gouvernement de Washington dit, en fait, aux Israéliens que l'absence de progrès diplomatiques par suite de son refus de leur part de faire des concessions aboutira, à court terme, à la convocation de la Conférence de Genève, où Israël, isolé, se trouvera dans une situation encore plus délicate. A long terme, la position israélienne risque de provoquer une guerre désastreuse au Proche-Orient. Mais, dans l'esprit des responsables américains, l'argument décisif de M. Kissinger a trait à l'attitude de l'opinion américaine qui pourrait évoluer dans un sens contraire aux intérêts d'Israël si Jérusalem n'assombrissait pas son point de vue.

HENRI PIERRE.

Liban

## Un mouvement révolutionnaire revendique l'enlèvement d'un colonel américain

**Deux événements viennent de provoquer un regain de tension au Liban et ont compromis le retour à la normale. D'une part, une explosion accidentelle s'est produite samedi après-midi dans la région de Baalbek, dans le nord-est, au cours d'un entraînement au maniement des explosifs auquel se livrait un groupe de jeunes gens. D'autre part, une organisation révolutionnaire libanaise a revendiqué l'enlèvement en pleine ville de Beyrouth d'un officier supérieur américain, le colonel Morgan.**

L'explosion de samedi aurait fait, selon un bilan provisoire, trente morts et cent un blessés. L'accident s'est produit dans un camp proche du village d'Ain-Bouraya, à une vingtaine de kilomètres de Baalbek. Il s'agit d'un secteur montagneux peuplé en majorité de musulmans chiites. Les jeunes gens s'entraînaient sous la direction de Palestiniens. La Résistance a indiqué, samedi, que cinq personnes ont été tuées et un certain nombre d'autres blessées. Ce bilan concerne apparemment les seules pertes palestiniennes. Dimanche, l'iman Moussa Sadr, président du conseil supérieur chiite, a fait état de vingt-six morts et de quarante-trois blessés et affirmé que les victimes appartenaient à un mouvement créé il y a un an à la suite d'un appel lancé par lui à tous les Libanais « *afin qu'ils participent à la défense du Liban face à l'incapacité du pouvoir* ». Ce mouvement est appelé « *les bataillons de la Résistance libanaise* ».

C'est un mouvement révolutionnaire libanais, l'Organisation de l'action socialiste révolutionnaire, qui a revendiqué l'enlèvement du colonel Ernest Roland Morgan, disparu il y a une semaine à Beyrouth alors qu'il faisait escale dans la capitale avant de rejoindre son poste à Ankara. Dans un message adressé à l'ambassadeur des Etats-Unis à Beyrouth, M. Godley, par l'intermédiaire du bureau de l'A.F.P., l'organisation pose à la libération du colonel trois conditions qui doivent être remplies dans les soixante-douze heures, à compter de dimanche à 21 heures. Elle exige une distribution de vivres et de matériaux de construction à la population du quartier d'Al Maslakh. Ce quartier, situé à la sortie septentrionale de Beyrouth, a été en grande partie dévasté lors des récents combats ; des centaines de familles kurdes, arabes et arméniennes y sont sans abri.

L'organisation exige encore que la lettre à l'ambassadeur soit diffusée par tous les moyens d'information et, enfin, que les recherches entreprises par les autorités libanaises à la suite de la disparition du colonel Morgan soient suspendues. Dans le paquet remis à l'agence France-Presse se trouvaient aussi des messages enregistrés par l'officier et adressés, le premier à l'ambassadeur des Etats-Unis, et les deux autres à sa femme et à sa fille. Le colonel, âgé de 43 ans, est un Noir originaire de Virginie ; il raconte d'une voix calme dans ses messages les circonstances de son enlèvement qui remonte au 29 juin et demande au gouvernement américain de prendre au sérieux les exigences du « groupe gauchiste » qui le retient prisonnier.

D'autre part, selon l'hebdomadaire américain *Time*, des agents israéliens auraient mené des actions contre des organisations palestiniennes à Beyrouth, au cours des récents désordres. Les agents qui appartiendraient au Mossad, le service de renseignements israélien, auraient abattu huit Palestiniens en trois opérations les 25, 26 et 29 juin. Deux équipes de six membres se seraient introduites au Liban par hélicoptère et par bateau. Le 25 juin, ils auraient abattu un membre du F.D.P.L.P. et en auraient blessé deux autres. Le 26, un membre important du F.P.L.P., l'organisation du Dr Habache, aurait été tué. Enfin, le 29, une bombe déposée dans un sous-sol utilisé par les membres du F.P.L.P. aurait fait six morts et treize blessés. — *(A.F.P., U.P.I., Reuter, A.P.)*



# DIPLOMATIE

## Le voyage de M. Poniatowski à Ottawa consacre la normalisation des relations franco-canadiennes

**M. Poniatowski a quitté le Québec, dimanche après-midi, pour Ottawa, où il rencontrera, lundi 7 et mardi 8 juillet, plusieurs membres du gouvernement fédéral, dont le premier ministre, M. Trudeau.**

**Le séjour du ministre d'Etat français dans la capitale fédérale constitue le second volet d'une visite qui devrait permettre à Paris de confirmer à ses partenaires canadiens la « normalisation » des rapports entre les deux pays. Les relations « directes et privilégiées » entre la France et la province de Québec ont été réaffirmées dans le communiqué conjoint franco-québécois, publié dimanche, mais, tout au long de sa visite, M. Poniatowski a eu soin de faire référence à l'ensemble canadien. A Ottawa, il insistera sans doute encore davantage sur la volonté française d'entretenir des relations normales avec le pouvoir fédéral.**

**Samedi, le ministre de l'intérieur s'était rendu dans le Grand Nord québécois, notamment dans un village d'Esquimaux, à Port-Nouveau-Québec.**

## Le « chef » chez les Esquimaux

De notre envoyé spécial

Port-Nouveau-Québec. — Fort-Chimo, à 1 450 kilomètres de Montréal, n'était que la première étape. Il fallait aller plus au nord-est, dans la baie d'Ungava, à Port-Nouveau-Québec, petit village d'Esquimaux. Avant que le DC 3 n'atterrisse dans un nuage de poussière, on avait pu apercevoir au loin la ligne blanche de la banquise et des blocs de glace dérivant dans une eau bleu cobalt.

Ils attendaient tous, depuis deux ou trois heures, ce « *chef* » français. L'unique représentant du gouvernement du Québec, un jeune homme barbu leur a expliqué en anglais que cet homme était le « *troisième chef de la France* » *et disait à peu près tout ce qu'il voulait après s'être mis d'accord avec ses amis* ».

Les quelque cent cinquante Esquimaux qui habitent Port-Nouveau-Québec (la plupart des hommes étaient toutefois partis pour plusieurs jours à la chasse ou à la pêche), ont donc accepté de venir jusqu'à l'aéroport..., principalement pour photographier les arrivants !

Pendant que les « *Instamatic* » des Esquimaux ripostent au feu nourri des lourds appareils des journalistes européens, M. Poniatowski serre la main des notables du village, en complet veston ou en jeans, sous les regards amusés d'une ribambelle d'enfants. Des nuées de moustiques viennent se poser sur les uns et les autres, piquant avec application la cheville, la main ou le front qui n'a pas reçu de crème destinée à les éloigner.

Dans le silence de cette nature subartique (où il fait quand même plus de 20° au-dessus de zéro), le ministre et sa petite escorte visitent le village, baraques de bois disposées au hasard, fûts d'essence vides, détritus métalliques ou autres, chiens silencieux à la gueule de loup qui, nous a-t-on dit, « *ne sont pas malins* (méchants), *à condition de ne pas se trouver allongé par terre devant eux* ».

Reçu dans la maison surchauffée du chef de village, le ministre bavarde un moment avec son hôte. On lui raconte le harponnage d'une petite baleine, deux jours auparavant, dans les eaux de la baie. Il visite l'atelier de sculpture. Au-dessus des maisons, la neige reste collée, par endroits, aux flancs de la montagne, rappelant qu'elle est la vraie maîtresse des lieux...

A.-M. CARRON.

*LES NÉGOCIATIONS HISPANO-AMÉRICAINES*

## Les États-Unis jugent excessives les demandes d'aide militaire de Madrid

De notre correspondant

Madrid. — Les accords de coopération signés en 1953 et renouvelés en 1970 entre l'Espagne et les Etats-Unis expirent le 26 septembre prochain. Le communiqué officiel des conversations bilatérales qui viennent de se terminer à Madrid le 3 juillet — le septième en quelques mois — indique seulement qu'une nouvelle réunion aura lieu à Washington le 21 juillet.

De source officielle américaine, on déclare : « *Nous ne sommes pas encore arrivés au but, mais nous n'en sommes pas loin. Nous avons perdu beaucoup de temps du fait de l'insistance, d'ailleurs inutile, des Espagnols pour que l'OTAN reconnaisse leur rôle dans la défense de l'Occident. Maintenant nous croyons que les conversations vont s'accélérer. Naturellement, l'Espagne demande une aide militaire. Comme dans toute négociation de ce genre, nous ne croyons pas que les Espagnols s'attendent que nous leur accordions tout ce qu'ils demandent.* »

Lors de la précédente session des négociations, à Washington, les Espagnols avaient présenté une demande d'aide militaire qui a été considérée par les Américains comme « démesurée ». Ce que demande l'Espagne, cette fois-ci, représenterait un budget de 1 500 millions de dollars — aux Etats-Unis on parle même de 2 milliards de dollars.

L'un des problèmes abordés concerne l'utilisation des bases américaines en Espagne en cas de conflit au Proche-Orient. D'après les diplomates américains, « *cela n'a pas été un sujet de négociation* ». « *Pour notre part*, disent-ils, *nous comprenons la position pro-arabe de l'Espagne, et les Espagnols comprennent également notre position.* » En cas de conflit, par conséquent, il semble que les avions américains pourraient de nouveau se ravitailler dans leurs bases espagnoles.

La question de la présence probable d'armements nucléaires dans certaines bases américaines situées en Espagne n'a, semble-t-il, pas été abordée par les Espagnols. Il ne semble pas qu'il y ait de bombes atomiques à Torrejon, près de Madrid — la base dont Madrid demande la fermeture. Mais il est à peu près certain qu'il y a des missiles à tête nucléaire à Rota, près de Cadix.

Les Etats-Unis, d'autre part, ont tenu à faire savoir leur neutralité « *absolue et totale* » en ce qui concerne le différend hispano-marocain au sujet du Sahara occidental. — J.-A. N.

En visite officielle au Mexique

## LE CHEF DU GOUVERNEMENT PANAMÉEN RÉAFFIRME SON INTENTION DE RECOUVRER LA SOUVERAINETÉ SUR LA ZONE DU CANAL

Tapachula (Mexique) *(A.F.P.)*. — Le général Omar Torrijos, chef du gouvernement panaméen, a déclaré samedi 5 juillet que son pays est actuellement en train « *de décider la forme selon laquelle il va libérer la zone du canal* ».

Au cours d'une conférence de presse marquant la fin de sa visite officielle de quarante-huit heures au Mexique, le leader panaméen a assuré qu'une chose au moins était sûre, c'est que les Américains devaient quitter Panama et il a ajouté : « *Les coups se donnent sans s'annoncer* ». Pour lui, les traités signés entre Panama et les Etats-Unis sont inéquitables.

« *Quand toutes les solutions pacifiques se ferment aux peuples, ils doivent avoir recours à la lutte de libération comme le fit Ho Chi Minh* », a souligné le leader de Panama.

Le président mexicain, Luis Echeverria, qui se trouvait aux côtés du chef du gouvernement panaméen, a annoncé qu'il soulèverait lui-même le problème du canal de Panama devant l'assemblée générale des Nations unies et qu'il s'en ferait l'avocat auprès des chefs d'Etat des treize pays dans lesquels il doit se rendre officiellement au cours des prochaines semaines.

# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### le « Washington Post »

### .A. AURAIT ENCOURAGÉ ENTAT CONTRE LE GÉNÉ- RENÉ SCHNEIDER EN BRE 1970.

ington (A.F.P.). — Une e accusation est lancée par shington Post contre les s passées de l'Agence cen- e renseignement en Amé- u Sud : selon le journal, aurait au moins « encou- en octobre 1970, une ten- l'enlèvement du comman- chef de l'armée chilienne, ral René Schneider, qui vie à ce dernier.

'ashington Post, qui riva- uis plusieurs mois avec le ork Times dans les rela- ir les activités de la C.I.A., que cette action aurait eu it de provoquer au Chili d'État militaire et d'em- ainsi la ratification par rès de Santiago de l'élec- la présidence de M. Sal- llende.

inéral Schneider fut tué hommes de main qui it de l'enlever après qu'il lt mine de sortir son

### le « Sunday Times »

### ARMÉE AMÉRICAINE UTE DES « ASSASSINS PROFESSIONNELS »

res (A.F.P.) — L'armée ine recrute des criminels eur faire exécuter des ats politiques, a écrit he 6 juillet le Sunday qui faisait état d'un présenté à Oslo, au l'une récente réunion de par le Dr Thomas responsable de la section gique à l'hôpital de la américaine à Naples.

x recrues », des soldats nés pour meurtre, sélec- en fonction de leur ca- agressif, sont entraînés lques semaines, soit au oire neuropsychiatrique de rine, à San-Diego, en nie, soit à Naples. On les notamment à faire tion de tout sentiment ur projetant des films cruauté inouïe. C'est ainsi elon le Dr Narut, l'un des présentés aux futurs « as- s professionnels » montrait scènes détaillées de la ision d'un africain sans ésie, à l'aide d'un vieux ébréché.

## Argentine

# L'épreuve de force est engagée entre la C.G.T. et Mme Isabel Peron

*(Suite de la première page.)*

Dans un communiqué, la C.G.T. demande aux ouvriers de faire grève, *« sans se prêter aux manœuvres de ceux qui veulent utiliser nos forces pour d'obscurs desseins ».*

*« La grève,* poursuit le communiqué, *doit se dérouler dans une discipline absolue. Les ouvriers doivent rester chez eux, avec l'assurance que la C.G.T. et le gouvernement justicialiste poursuivent leurs efforts pour trouver une solution que réclament le pays et les travailleurs. »*

Un important dispositif de sécurité a été mis en place. Selon la presse de Buenos-Aires, la police fédérale a consigné ses effectifs qui s'élèvent à vingt-trois mille hommes pour la capitale fédérale. Onze mille agents de la préfecture navale et douze mille membres de la gendarmerie nationale participeront également au maintien de l'ordre. Les journaux soulignent, cependant, que les déplacements d'effectifs militaires ne signifient pas qu'ils seront utilisés comme forces de répression, mission qui est réservée aux organismes de sécurité dépendant du pouvoir exécutif.

La paralysie devrait être totale, selon les instructions de la C.G.T. Seuls seront assurés les services essentiels comme l'électricité, le gaz, les services de garde dans les hôpitaux et les travaux sanitaires.

Selon certains observateurs, le gouvernement songerait à proclamer l'état d'urgence afin de confier le maintien de l'ordre aux forces armées. Mais nombreux sont ceux qui pensent que Mme Isabel Peron ne dispose pas d'un soutien suffisant de la hiérarchie militaire pour adopter des mesures aussi draconiennes.

## Edouard Bailby doit être déféré en justice

*Notre confrère Edouard Bailby, envoyé spécial de l'Express en Argentine, arrêté à Buenos-Aires par la police fédérale jeudi 3 juillet, était toujours détenu par la police le lundi 7 au matin alors que les autorités avaient décidé de le remettre dimanche entre les mains de la justice.*

*Cette décision a été notifiée au consul général de France, qui rendait visite au journaliste appréhendé et gardé à vue au-delà du délai réglementaire. M. Jean-Claude Winkler, ambassadeur de France, a immédiatement demandé une audience à M. Alberto Vignes, ministre des affaires étrangères, pour tenter d'obtenir la libération d'Edouard Bailby.*

*La grève générale décrétée par la C.G.T. risque de compliquer les démarches administratives entreprises en sa faveur. Tous les avocats de Buenos-Aires étant partis en week-end, il n'avait pas été possible dimanche au consul de France de trouver un défenseur à Edouard Bailby, ainsi que ce dernier en avait exprimé le souhait samedi soir. Il appartient maintenant au juge de décider si Edouard Bailby a commis ou non un délit en écrivant l'article qui lui est reproché et qui est publié avec de nombreuses coupures dans l'Express de cette semaine.*

*D'ores et déjà, la légalité n'est pas respectée dans cette affaire. Le délai de garde à vue n'a pas été observé. Et l'on peut penser que l'ordre d'arrestation de l'envoyé spécial de l'Express a été pris en haut lieu. Affrontant la crise la plus grave depuis le retour en Argentine du général Peron, le gouvernement de Buenos-Aires a choisi la solution de la facilité en prenant pour cible un correspondant étranger qui faisait état de la lassitude et de la colère des Argentins face à une équipe dirigeante discréditée et aux abois.*

## LE CABINET DÉMISSIONNAIRE

**Le cabinet argentin qui a présenté dimanche sa démission est composé de huit membres :**

**Bien-être social : M. Jose Lopez Rega.**
**Défense : M. Adolfo Mario Savino.**
**Economie : M. Celestino Rodrigo.**
**Intérieur : M. Alberto Rocamora.**
**Affaires étrangères : M. Alberto Vignes.**
**Justice : M. Antonio Benitez.**
**Education : M. Oscar Ivanissevich.**
**Travail : M. Cecilio Conditti.**

**Deux d'entre eux seulement, MM. Antonio Benitez et Jose Lopez Rega, faisaient partie du cabinet formé en mai 1973 par M. Hector Campora, quatre mois avant les élections présidentielles qui amenèrent de nouveau au pouvoir le général Peron.**

**M. Jose Lopez Rega, démissionnaire avec les autres membres du cabinet de son poste de ministre du bien-être social, conserve celui de chef du secrétariat privé de la présidente Peron. Ce poste avait fait de lui le principal animateur du gouvernement.**

**L'un des huit ministres, M. Cecilio Conditti, était en poste depuis lundi dernier ; il avait remplacé M. Ricardo Otero, qui avait présenté sa démission, après que la présidente eut annoncé sa décision d'annuler les augmentations de salaires accordées par les conventions collectives.**

## Un sénateur provoque M. Lopez Rega en duel

Buenos-Aires *(Reuter).* — *Un sénateur péroniste a défié en duel M. José Lopez Rega, ministre du bien-être social argentin, rendant l'homme fort du gouvernement argentin responsable de la grave crise qui secoue l'Argentine.*

*M. Santiago Raico Atanassof, sénateur de la province de Buenos-Aires, a lancé son défi à mort à M. Lopez Rega, secrétaire privé et proche confident de la présidente Mme Maria Estela Peron, au cours d'une conférence de presse.*

*Le ministre est* « responsable de la situation actuelle qui pourrait déboucher sur un bain de sang ». « Pour éviter cela, je suis prêt à un duel à mort au pistolet sur la Plaza de Mayo », *a dit le sénateur.*

*Les duels sont interdits en Argentine.*

## Chili

### SELON UN DIRIGEANT DU PARTI RADICAL

# La résistance à la junte se généralise

Le Comité permanent de l'Internationale socialiste, réuni à Rotterdam, a remis, samedi 5 juillet, un communiqué à la presse dans lequel il se déclare unanimement d'accord avec *« la politique et la stratégie du parti radical chilien dans sa lutte contre la junte militaire au Chili et en dehors du pays ».* Le Comité avait étudié, jeudi et vendredi 4 juillet, un rapport de M. Carlos Parra, secrétaire international du parti radical chilien, qui déclare en substance que la résistance à la junte se généralise au Chili où la situation économique se détériore rapidement avec une inflation annuelle de l'ordre de 600 % : *Des postes émetteurs de radio fonctionnent clandestinement, et des journaux de la résistance sont édités. »* M. Carlos Para a ajouté que *« l'opposition s'accroît, même dans les milieux conservateurs du pays, et que l'on constate un malaise accru au sein de l'armée et de la marine ».*

La création d'un bureau directeur de la résistance chilienne à Caracas a été approuvée par le comité, qui s'est également prononcé pour la poursuite des entretiens des représentants des gouvernements sociaux-démocrates sur la question des dettes chiliennes, évaluées à 800 millions de dollars.

D'autre part, la commission internationale des juristes (CIJ) a adressé, samedi 5 juillet, un télégramme au président de la République chilienne, le général Pinochet, pour protester contre sa décision de retirer à une commission des Nations unies l'autorisation d'enquêter sur le respect des droits de l'homme au Chili *(le Monde* daté du 6-7 juin). La CIJ a souligné que *« l'impartialité du groupe de travail, qui ne comprend aucun membre d'un pays communiste ou socialiste, ne saurait être mise en cause ».* Le général Pinochet, quant à lui, a seulement déclaré que *« cette décision a été prise... en raison des solides considérations de dignité et de sécurité nationale qu'il lui convient de garantir en priorité dans sa politique étrangère »,* et conclu qu' *« aucun commentaire ou éclaircissement ne sera apporté à cette décision tant que le président de la République ne l'estimera pas opportun ». (A.F.P., Reuter.)*

# EUROPE

## L 'ex-colonel S.S. Otto Skorzeny est mort à Madrid

**Madrid (Reuter). — L'ex-colonel S.S. Otto Skorzeny est décédé à Madrid, le samedi 6 juillet, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-sept ans.**

**Il s'était rendu célèbre en libérant Mussolini d'une forteresse dans les Alpes, au terme d'une opération rocambolesque à la fin de la guerre. Ingénieur de formation, il vivait à Madrid depuis le début des années 50.**

## Un homme de main

*Skorzeny emporte-t-il dans la tombe autant de secrets que tous dont on l'a dit maintes fois le détenteur? On peut se poser la question.*

*Sa stature, sa balafre, son goût de la publicité, les missions fracassantes dont l'avait chargé Hitler avant l'effondrement du nazisme avaient, semble-t-il, fait de lui un personnage mythique dont la presse occidentale à sensation avait largement usé. « L'homme le plus dangereux du monde » était en réalité le plus surveillé, et un des moins aptes à mener une action clandestine. On peut même se demander si, attirant à lui complaisamment le faisceau des projecteurs, il n'a pas permis à d'autres « anciens » nazis de mener, notamment en Amérique du Sud, des opérations ténébreuses.*

*L'ancien ingénieur autrichien, devenu colonel SS en deux ans, n'en était pas moins un aventurier de grande classe. Même s'il s'est donné dans son livre la* Guerre secrète *(Albin Michel) un rôle et une connaissance des grands problèmes de la guerre manifestement excessifs, il n'en fut pas moins un remarquable chef de commando. Homme de main, il ne fut pas, du moins aucune preuve décisive n'en a été apportée, un exécuteur des basses œuvres. Aventurier et haut en couleur, ce reître en uniforme noir, serviteur totalement dévoué du nazisme et de son chef, en a accepté et approuvé sans scrupules les infamies. S'il a cherché, avec une sorte de légèreté cynique, à les minimiser trente ans plus tard, ce ne fut pas poussé par le remords, mais pour regretter que la « trahison » de certains responsables haut placés, comme l'amiral Canaris, ait conduit à sa perte le III° Reich.*

*Avec Skorzeny disparaît un champion d'une conception du monde où la force brutale est une fin en soi, à peine masquée par une idéologie dont lui-même assurait qu'il se souciait peu.* — J. P.

[Otto Skorzeny était âgé de soixante-sept ans. Autrichien d'origine, il s'inscrivit au parti nazi avant l'Anschluss (unification par Hitler de l'Allemagne et de l'Autriche) et joua un petit rôle dans la fin de l'indépendance de son pays.

Ingénieur, il devint officier du génie dans la Waffen-SS avant d'être chargé de missions spéciales par Hitler. C'est ainsi qu'il fut, en 1943, un des artisans de la libération de Mussolini interné, après sa chute, dans un hôtel du Gran-Passo, dans les Abruzzes. Cette affaire, dont il sut s'attribuer tout le mérite et la publicité, ainsi que le courage et l'ingéniosité dont il avait fait preuve lui valurent d'être chargé, avec une unité qu'il avait formée, des « coups » de commando les plus retentissants. Ainsi renversa-t-il à Budapest le régent Horthy, qui cherchait à traiter avec les Alliés, et lança-t-il, pendant l'hiver 1944-1945, ses hommes en tête de l'offensive des Ardennes, avant de défendre une des dernières têtes de pont allemandes, face aux Russes, sur l'Oder.

Arrêté à la fin de la guerre, accusé d'avoir fait abattre des prisonniers américains dans les Ardennes, il fut acquitté.

Skorzeny s'installa en Espagne, où il devint un homme d'affaires prospère. Il était sorti de sa relative retraite en février dernier pour venir « lancer » à Paris son livre « la Guerre inconnue ». A sa sortie des studios de télévision, il avait été cravaché par un ancien déporté.]

# A TRAVERS LE MONDE

## Brésil

BRESIL SIGNERA pro- nement un accord nu- ire avec les Etats-Unis, a oncé le président de Nucle- il, M. Nogueira Batista, qui ussi déclaré que l'accord du la semaine dernière e le Brésil et la France la construction du réac- Cobra n'était pas incom- ble avec celui signé le ai avec la R.F.A., puisque bra est destiné aux études itifiques et non à produire l'énergie électrique. — P.)

## Chine

MOHIEDDINE MAROUF, E-PRESIDENT DE LA UBLIQUE IRAKIENNE, visite officielle en Chine, é reçu dimanche 6 juillet kin par le président Mao-toung. — (A.F.P.)

## Espagne

DEMANDES DE LIVRAI- DE MATERIEL MILI- RE AMERICAIN, d'un tant de 1 milliard et demi lollars, ont été présentées juillet par la délégation gnole lors de la septième ion en vue du renouvelle- t des accords sur les bases ricaines dans la pénin- ibérique. L'Espagne a, tre part, renoncé à sa ande initiale de remplacer ccords de 1953 et 1970 par véritable traité de défense uelle. — (A.F.P., Reuter.)

## États-Unis

SUHARTO a été reçu di- iche 6 juillet à Camp- Davis par le président Ford, qui a assuré le chef de l'Etat indonésien que les Etats-Unis continueraient d'être « activement présents » dans le Sud-Est asiatique malgré leur retrait d'Indochine. Le président indonésien a quitté dimanche soir les Etats-Unis pour le Japon. — (U.P.I.)

## Honduras

● L'ARCHEVEQUE DE TEGUCIGALPA, Mgr Hector Enrique Santos, a accusé le régime militaire du colonel Juan Melgar Castro, d'intervention dans les affaires de l'Eglise. Le prélat faisait allusion à l'arrestation de plusieurs prêtres et religieuses, le mois dernier, au cours d'une manifestation paysanne. Le gouvernement affirme n'avoir aucune information sur leur sort. — (A.P.)

## Inde

● LE COMITE DIRECTEUR DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS a exprimé, samedi 5 juillet, dans un communiqué, sa *« vive préoccupation au sujet des mesures prises par le gouvernement indien de mise en cause des libertés civiles fondamentales et d'emprisonnement d'authentiques démocrates internationalement connus ».* Il demande *« la libération sans retard des démocrates emprisonnés et le rétablissement des libertés élémentaires. — (A.F.P.)*

## Italie

● UN RANÇON DE 6 MILLIARDS DE LIRES, soit 52 millions de francs, aurait été demandée pour la libération de M. Giuseppe D'Amico, soixante-deux ans, un riche armateur enlevé dans la nuit du 29 au 30 juin, à Rome. C'est le trente-deuxième enlèvement depuis le début de l'année, en Italie. — (A.F.P., A.P.)

## Japon

● LE PRESIDENT SUHARTO, chef de l'Etat indonésien, est arrivé dimanche 6 juillet à Tokyo pour une visite de deux jours au cours de laquelle il doit signer un accord de coopération avec le Japon. Samedi, le chef de l'Etat indonésien avait fait escale aux Etats-Unis et s'était entretenu avec le président Ford. — (A.F.P.)

## Pérou

● LE GOUVERNEMENT a annoncé, le samedi 5 juillet, l'élaboration d'une loi sur l'enseignement, qui permettra notamment un réajustement périodique des traitements. Le ministre de l'éducation a indiqué qu'aux termes de cette loi, tout le personnel pourra atteindre les plus hauts échelons. Ce projet avait été vivement critiqué par la majeure partie des éducateurs, groupés dans le syndicat unique des travailleurs de l'éducation du Pérou (le Sutep, de tendance extrémiste). Par ailleurs, les 15 000 mineurs de la compagnie nationale Centromin Peru, autrefois Cerro de Pasco, ont exigé, dimanche, l'acceptation immédiate des revendications salariales et sociales de leurs camarades de Yauricocha, en grève depuis plus de vingt-cinq jours. Enfin, ils affirment que « les masses populaires se lèveront pour défendre leurs conditions de vie et de travail ». — (A.F.P.)

## Union soviétique

● LA « PRAVDA » a dénoncé, dimanche 6 juillet, les déclarations de M. Schlesinger sur une riposte nucléaire en cas d'attaque soviétique contre l'Europe occidentale. Le secrétaire à la défense, écrit l'organe du parti communiste soviétique, *« semble avoir oublié qu'il existe, depuis deux ans, un accord soviéto-américain sur la prévention de la guerre nucléaire ».* — (A.F.P.)

# POLITIQUE

## Six nouveaux cantons vont être créés dans le département des Yvelines

**Le conseil général des Yvelines se réunit le lundi 7 juillet, en session extraordinaire, pour étudier le nouveau découpage cantonal, présenté par le préfet, M. Jean Brenas, et préparé par une commission « ad hoc ».**

Les Yvelines n'avaient pas été concernées par le remodelage cantonal qui avait eu lieu en 1973. Or, depuis 1968, le nombre d'habitants moyen par canton était passé de 28 150 à 33 212.

Le remodelage permettra l'élection de six nouveaux conseillers généraux, le nombre des cantons passant de trente et un à trente-sept. Il devait être mis en place avant le prochain renouvellement du conseil général, prévu pour 1976.

Le projet de découpage prévoit la création de six nouveaux cantons :

● ARRONDISSEMENT DE VERSAILLES.

LE CANTON DE VERSAILLES-NORD-OUEST (conseiller général : Paul-Louis Tenaillon, div. mod., vice-président du conseil général) comprend actuellement une partie de la ville de Versailles, les communes du Chesnay et de Rocquencourt.

Les deux dernières communes formeraient LE CANTON DU CHESNAY (14 420 inscrits).

On renforcerait Versailles-Nord-Ouest en prélevant sur le canton voisin de Versailles-Nord trois bureaux (14 114 électeurs inscrits).

Versailles-Ouest serait amputé de la commune de Saint-Cyr-l'Ecole.

CANTON DE TRAPPES. — (Conseiller général : M. Bernard Hugo, P.C., maire de Trappes.) Constitué des communes de Trappes, Bois-d'Arcy, Les Clayes-sous-Bois, Fontenay-le-Fleury, Plaisir, Thiverval-Grignon.

La commune de Saint-Cyr-l'Ecole, prélevée sur le canton de Versailles-Ouest (conseiller général : M. François Schmitz, R.I.), formerait, avec Fontenay-le-Fleury et Bois-d'Arcy, le CANTON DE SAINT-CYR-L'ECOLE (23 442 électeurs inscrits).

Le canton de Trappes serait donc réduit aux communes de Trappes, Plaisir, Les Clayes-sous-Bois et Thiverval-Grignon (27 506 inscrits).

CANTON DE VIROFLAY. — (Conseiller général : M. Robert Renaud, R.I., maire-adjoint de Versailles.) Composé des communes de Viroflay (16 410 inscrits) et Vélizy-Villacoublay. Le nouveau canton serait celui de VELIZY-VILLACOUBLAY (13 083 inscrits).

● ARRONDISSEMENT DE MANTES-LA-JOLIE.

(Conseiller général : M. René Martin, P.C.) Comprend Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville, Buchelay, Magnanville, Rosny-sur-Seine.

Mantes-la-Jolie (16 662 inscrits) serait érigé en canton autonome.

Les trois autres communes formeraient autour de Mantes-la-Ville le nouveau canton de Mantes-la-Ville (12 783 inscrits).

● ARRONDISSEMENT DE RAMBOUILLET.

Le canton de Chevreuse (cons. général M. Claude Dumont, non-inscr.), comprend les communes de Coignières, Elancourt, Voisins-le-Bretonneux, Jouars-Pontchartrain, Maurepas, Saint-Rémy-l'Honoré, La Verrière, Cernay-la-Ville, Chevreuse, Choisel, Dampierre-en-Yvelines, Lévis-Saint-Nom, Magny-les-Hameaux, Le Mesnil-Saint-Denis, Milon-la-Chapelle, Saint-Lambert, Saint-Forget, Saint-Rémy-les-Chevreuse et Senlisse, serait scindé en deux, d'une part le canton de Maurepas composé des communes de Maurepas, Elancourt, Coignières, La Verrière (13 207 inscrits).

Le canton de Chevreuse, d'autre part, réunirait les communes de Chevreuse, Cernay-la-Ville, Choisel, Dampierre-en-Yvelines, Lévis-Saint-Nom, Magny-les-Hameaux, Le Mesnil-Saint-Denis, Milon-la-Chapelle, Saint-Forget, Saint-Lambert-des-Bois, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Senlisse et Voisins-le-Bretonneux (13 915 inscrits).

Les deux communes de Jouars-Pontchartrain et Saint-Rémy-l'Honoré seraient rattachées au canton de Montfort-l'Amaury.

● ARRONDISSEMENT DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

CANTON DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE-SUD (conseiller général M. Pierre Régis, U.D.R., maire du Pecq), comprend actuellement trois bureaux de Saint-Germain-en-Laye, des communes d'Aigremont, Chambourcy, Fourqueux, Le Pecq et Mareil-Marly.

LE NOUVEAU CANTON DU PECQ réunirait Le Pecq, Mareil-Marly et Fourqueux (12 713 inscrits).

Saint-Germain-en-Laye-Sud serait composé de ses actuels bureaux de Saint-Germain-en-Laye auxquels viendraient s'ajouter les communes de Chambourcy et d'Aigremont. Il est prévu d'ajouter à ce petit canton le bureau 22 de Saint-Germain-en-Laye-Nord, ce qui porterait le nombre de ses électeurs à 11 644.

EURE — VAL-D'OISE — HAUTS-de-SEINE — YVELINES — ESSONNE — EURE-et-LOIR

Limite de canton
Limite de commune
Nouveaux cantons
Cantons existants dont les limites sont modifiées

## PRESSE

● *L'aide exceptionnelle de 60 millions de francs* accordée aux quotidiens et assimilés fait l'objet d'une décision qui a paru au *Journal officiel* du 6 juillet.

Versée à la Société professionnelle des papiers de presse, qui en assure la répartition, cette aide conjoncturelle est allouée aux différents bénéficiaires selon des modalités énumérées dans le texte publié au *J.O.* du 6 juillet. Il est notamment précisé que « *l'aide allouée à chaque publication est proportionnelle au nombre d'exemplaires vendus entre le 1er janvier et le 31 décembre 1974* ».

● *Le Mouvement pour le socialisme par la participation* (M.S.P.), que préside M. Pierre Billotte, député U.D.R. du Val-de-Marne, souhaite, à l'issue d'une réunion de ses délégués régionaux, que « *le gouvernement mette un terme aux conflits de presse en élaborant, et en soumettant dès que possible au Parlement, un statut de l'information sans lequel les journaux risquent de disparaître et le régime républicain de sombrer.* »

● *Un comité national de soutien* des lecteurs et amis du *Parisien libéré*, ayant pour objet la défense de la liberté de la presse en général et de la parution du *Parisien libéré* en particulier, vient de se constituer officiellement. Siège social : 10, rue de la Bourse, 75002 Paris.

● *Au « Figaro »*, un premier contact entre des représentants des personnels, les membres du directoire, le « groupe des cinq » et M. Robert Hersant pourrait avoir lieu mercredi 9 juillet, à la demande du nouveau propriétaire.

Selon *la Correspondance de la presse* du lundi 7 juillet, M. Jean d'Ormesson, directeur du *Figaro* — qui se repose quelques jours en Corse, — n'aurait pas l'intention de demander le renouvellement de son mandat de président du directoire à la date d'expiration, le 22 août.

● *Nice-Matin* annonce à ses lecteurs des projets de modernisation qui entraîneront son transfert dans un proche avenir de l'avenue Jean-Médecin au quartier de l'aéroport de Nice. Le quotidien que dirige M. Michel Bavastro, dont le tirage est actuellement de 250 000 exemplaires et qui paraît sur vingt pages, indique qu'il a décidé de remplacer ses quarante-cinq linotypes, ses quatorze groupes de rotatives, et de mettre en service dix-huit groupes offset capables de tirer 150 000 exemplaires de quarante-huit pages à l'heure.

Les premiers travaux d'aménagement de ce nouveau complexe technique, le plus moderne d'Europe selon *Nice-Matin*, ont débuté en avril dernier.

● *M. Allan Jacks*, directeur du bureau de Rome de l'agence américaine Associated Press, est décédé vendredi 4 juillet, à l'âge de soixante ans.

Né à Rockford (Illinois), Alan Jacks était entré à l'A.P. après la deuxième guerre mondiale. Il avait été en poste à Paris, Belgrade, Istanbul, avant d'être nommé à Rome en 1957.

## DEUX ÉLECTIONS CANTONALES

**GARD : canton de Lasalle (2e tour) :**

Inscr., 2 023 ; vot., 1 509 ; suffr. expr., 1 489.

MM. Jean Gazay, div. gauche, 925 voix, ELU ; Roger Gaillard, P.C., 544.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Robert Bompard, P.S., récemment décédé. Au premier tour, M. Gazay avait obtenu 681 voix, contre 372 à M. Gaillard, 298 à M. Marcel Pougnie, P.S., et 84 à M. Maurice Crespy, div. gauche, sur 2 023 inscrits, 1 445 votants, et 1 435 suffrages exprimés.]

**SAONE-ET-LOIRE : canton d'Autun-Nord (2e tour) :**

Inscr., 7 590 ; vot., 4 584 ; suffr. expr., 4 477.

MM. André Billardon, P.S., 2 865 voix, ELU ; Philibert Demeusois, maj. prés., adj. au maire d'Autun et suppl. de M. Lacagne, dép. U.D.R., 1 612.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Bernard Jéault, P.S., récemment décédé. Au premier tour, M. Billardon avait recueilli 1 815 voix contre 1 643 à M. Demeusois et 814 à M. André Beaumont, P.C. Il y avait 7 587 inscrits, 4 389 votants et 4 272 suffrages exprimés.]

## DEUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

**GARD : commune de Gagnières (2e tour) :**

La liste « apolitique pour une gestion saine et efficace » a enlevé les six sièges en ballotage avec une moyenne de 353 voix sur 927 inscrits, 665 votants et 652 suffrages exprimés. Au premier tour, elle avait eu deux élus, tandis que la liste d'union de la gauche en avait eu cinq.

Les treize conseillers sortants, élus en 1971 sur une « liste républicaine pour une action municipale moderne et démocratique » (mod. maj.), avaient remis leur démission à la suite de dissensions internes.

**SARTHE : commune de La Ferté-Bernard (2e tour) :**

M. Pierre Coutable, rép. ind., a été élu maire de La Ferté-Bernard à l'issue d'élections municipales complémentaires rendues nécessaires par le décès de trois conseillers dont le maire sortant, Paul Chapron, U.D.R. M. Coutable était deuxième adjoint.

Au deuxième tour (29 juin), ont été élus : Mme Delapena, P.S., 1 942 voix ; MM. Roger Abot, P.S., 1 819 ; Claude Drouet, P.C., 1 717. MM. Bernard Bedoire, Jean Thoreau et Alain Papie, qui se présentaient sur cette liste d'union pour l'expansion fertoise, ont obtenu respectivement 1 672, 1 645 et 1 626 voix. Il y avait 5 697 inscrits, 3 612 votants et 3 548 suffrages exprimés. Au premier tour, les trois représentants de la liste d'union pour l'expansion fertoise avaient recueilli en moyenne 1 589 voix contre 1 165 à la liste du P.S. et 732 à celle du P.C.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le compte rendu de la dernière séance du Sénat consacrée au projet de la loi relatif à l'éducation (*le Monde* du 1er juillet) le groupe socialiste ne s'est pas abstenu dans le vote final. Il a refusé d'y prendre part, tout comme il avait refusé de participer à la discussion de ce texte.

*LE 10 JUILLET A LA TOUR EIFFEL*

## LES SOCIALISTES ET LES COMMUNIST[ES] participeront au rassemblement des délégations des entreprises en gr[ève]

Le comité directeur du parti socialiste, qui a siégé au Palais Bourbon, samedi 5 juillet, a été saisi d'un rapport de M. Pierre Mauroy sur l'activité du P.S., d'un rapport de M. Roger Fajardie sur les progrès du P.S. lors des élections partielles, et d'un rapport de M. Bérégovoy sur la réunion « au sommet » de la gauche le 19 juin. M. François Mitterrand, pour sa part, a fait un exposé sur la situation politique générale. Le premier secrétaire a dénoncé « *l'agressivité du pouvoir contre la gauche* » et il a ironisé sur « *le ballet joué par l'U.D.R. et les républicains indépendants* ». M. Mitterrand a, d'autre part, contesté les indications données par M. Giscard d'Estaing sur la situation économique. Il reviendra sur ce sujet mardi 8 juillet à l'occasion d'une conférence de presse. Le premier secrétaire s'est également inquiété des conversations entre la France et l'Allemagne fédérale à propos de la localisation des fusées Pluton. Il a enfin attiré l'attention des dirigeants socialistes sur le refroidissement des relations franco-soviétiques.

A l'unanimité, le comité directeur a adopté une résolution, qui indique notamment : « *En dépit de l'optimisme de commande exprimé par le président de la République, sous prétexte de permettre aux Français de partir tranquillement en vacances, les conséquences de la politique économique et sociale du pouvoir se font de plus en plus durement sentir pour un très grand nombre de travailleurs : ceux qui sont au chômage et dont le nombre dépasse un million, sans compter les centaines de milliers de jeunes à qui ne s'offre aucun débouché ; ceux qui sont en grève dans une centaine d'entreprises et qui vont se retrouver le 10 juillet à dans une manifestation à la[...] le parti socialiste apporte son [...]tien ; ceux qui sont victimes [...] répression patronale et gou[verne]mentale qui s'exerce par l'[inter]vention, dans de nomb[reuses] usines, de la police ou de m[ilices] privées.* »

Le P.S. organisera à la r[entrée] de nouvelles actions « *en dir[ection] des entreprises* ».

Le comité directeur a a[bordé] la préparation des futures [élec]tions municipales en décida[nt de] mettre en place un grou[pe de] travail chargé d'élaborer le « [pro]jet municipal » du P.S. [Le] problème posé par l'apparte[nance] de M. André Bergeron, secr[étaire] général de Force ouvrière, [à la] section socialiste de Montro[uge a] également été soulevé. La [direc]tion du P.S. s'est bornée à r[appe]ler que sont actuellement re[cher]chées des modalités pra[tiques] permettant de créer une s[ection] spéciale regroupant les mil[itants] socialistes qui, du fait d'[e leurs] responsabilités, ne peuvent [faire] publiquement état de leur a[ppar]tenance au parti socialiste.

M. Gaston Plissonnier, me[mbre] du secrétariat du parti co[mmu]niste, a déclaré dimanche [...] let à Châtillon-sous-Ba[gneux] (Hauts-de-Seine) à propo[s des] manifestations du 10 juil[let] : « *Le parti communiste [salue] l'importante initiative pris[e par] la C.G.T. et la C.F.D.T. pou[r faire] du 10 juillet, à Paris, une g[rande] journée d'action avec les [délé]gations des entreprises en [grève]. Il a désigné une représentat[ion de] sa direction, qui participe[ra au] rassemblement de la tour [...] De nombreux élus commu[nistes], députés, sénateurs, con[seillers] généraux, maires, conseillers [mu]nicipaux, se joindront à [...]*

## CORRESPONDANCE

### L'application de l'article 40 de la Constitu[tion]

*L'examen par le Parlement du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle a donné lieu à une controverse sur l'application de l'article 40 de la Constitution qui dispose que* « les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution de ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique. »

*M. André Boulloche, vice-président du groupe socialiste et des radicaux de gauche à l'Assemblée nationale, avait expliqué les motifs de la saisie du Conseil constitutionnel par les députés de l'opposition de gauche, dans une tribune libre publiée dans le Monde du 3 juillet.*

*M. Fernand Icart, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, député R.I. des Alpes-Maritimes, expose dans la déclaration ci-dessous les raisons de ses avis en matière de recevabilité financière des amendements :*

Je tiens à rappeler que les avis de recevabilité sont formulés sur la base de principes doctrinaux et de précédents jurisprudentiels analysés dans un rapport qu'a publié en 1971 l'un de mes prédécesseurs et dont les termes sont loin d'avoir reçu l'entière approbation du pouvoir exécutif.

Sur cette base, chacun des amendements soumis à appréciation fait l'objet de ma part d'un examen attentif d'un point de vue technique et juridique. Les avis que j'émets en pleine indépendance traitent d'égale façon les initiatives de l'opposition et celles de la majorité. L'impression de sévérité qui peut s'en dégager tient au fait que les plaintes les plus écoutées proviennent des auteurs d'amendements évincés, alors que les contestations gouvernementales portant sur des amendements déclarés recevables restent moins connues.

En ce qui concerne le cas particulier du projet de taxe professionnelle, l'application de la recevabilité posait des problèmes juridiques d'une extrême complexité, que j'ai eus à régler en mon âme et conscience. Ce sont ces problèmes que le Conseil con[stitu]tionnel doit maintenant e[xami]ner, dans le cadre d'un re[cours] que j'avais moi-même appe[lé de] mes vœux. Mais il n'est nu[l be]soin, à cette occasion, de po[rter] l'affaire et de mettre en [cause] non seulement la qualité [mais] aussi la probité de mon juge[ment].

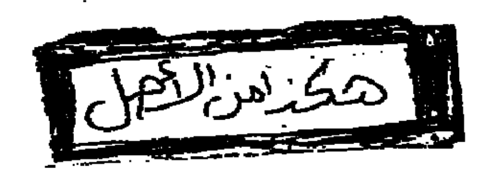
En réalité, il semble que [nous] assistions à une offensiv[e en] règle pour affaiblir l'une des [pièces] maîtresses des institution[s de] la Ve République ; il serait [sou]haitable que tous ceux qui [sont] attachés à ces institution[s] comprennent l'enjeu. En c[e qui] me concerne, aussi longtemp[s que] j'aurai à exercer, selon une [pro]cédure définie par le règle[ment] de l'Assemblée nationale, ma [charge] de responsabilité dans l'app[lica]tion des limitations constitu[tion]nelles à l'initiative parlemen[taire], je continuerai d'émettre des [avis] libres et impartiaux, guidé p[ar le] seul souci de la protection [des] finances publiques contre l'i[ncohérence] et la démagogie.

Tout procès d'intention v[isant] mon objectivité ne tiendrait [pas] compte des efforts que j'ai [per]sonnellement entrepris [pour] accroître l'autonomie de l'i[nstitu]tion parlementaire vis-[à-vis] du pouvoir exécutif. Je ci[terai] simplement deux initiatives [trop peu remarquées] pour être passées inaperçues, [qui ne] sont pas moins capitales : [l'ac]cès du Parlement à des sou[rces] d'information économique i[ndé]pendantes des administrati[ons et] le développement du con[trôle] budgétaire au moyen d'une c[oor]dination plus étroite avec la [Cour] des comptes, concrétisée par l'[a]dition de magistrats de la Co[ur à] l'occasion de l'examen de la [loi] de règlement.

● *M. Valéry Giscard d'Estaing* a assisté samedi 5 juillet à La Framboisière (Eure-et-Loir), en compagnie de son épouse, au mariage de sa cousine Angeline Giscard d'Estaing, fille de M. Philippe Giscard d'Estaing, cousin germain du président de la République, avec M. Christophe Dupont.

Le président de la République devait d'autre part recevoir lundi après-midi 7 juillet le colonel Roger Boutry, chef de la musique de la garde républicaine, avant de donner audience, successivement, à MM. Marie-Daniel Monguilan, premier président de la Cour de cassation ; Michel Durafour, ministre du travail, et Jacques Chirac, premier ministre.





# JUSTICE

### Deux jeunes femmes étant écrouées à Fleury-Mérogis

## …s enquêteurs croient à la culpabilité de « Carlos » dans les affaires de La Haye et du drugstore Saint-Germain

… jours après la fusillade de la rue …r à Paris, le 27 juin, certains résul… …e l'enquête menée simultanément …plusieurs capitales européennes ont …ndus publics au cours du dernier …nd.

…ondres, d'abord, ainsi que l'indique … correspondant, Scotland Yard a … avec l'aide de la D.S.T., à établir … jeune Vénézuélien, Ilitch Ramirez …table identité de « Carlos ». Il s'agit …z, né le 12 octobre 1949 à Caracas. …un avocat, M. Altagracia Ramirez, … pour son appartenance au parti …niste vénézuélien. Ilitch Ramirez …z lui-même, aurait appartenu jus… 1974 au P.C. vénézuélien. Cette der… …récision est contestée, selon l'A.F.P., … P.C. vénézuélien, qui dans un com…ié publié dimanche 6 juillet, à Ca… …affirme que « le jeune homme, pas …e son père, n'a été et n'est mem… …a parti, bien qu'ayant des opi… …avorables au marxisme ». Selon le …arole du P.C. vénézuélien, Ilitch …z Sanchez, alias « Carlos », a été …mme étudiant, en 1968, à l'univer…trice-Lumumba de Moscou, avant …re expulsé en 1970 pour « vie dissi… …t sous l'accusation d'être un « pro…r antisoviétique ».

…ondres, toujours, la police britannique a déféré devant la justice deux jeunes femmes qui avaient été en relation avec « Carlos ». Il s'agit de Mlle Angela Otaola, locataire de l'appartement où avait été découvert le 1er juillet un stock d'armes et des documents appartenant au terroriste, et qui a été inculpée de détention illégale, et d'une jeune femme colombienne, Mlle Nydia Tobon, trente-huit ans, mentionnée tout d'abord sous la fausse identité de Maria Romero (« le Monde » daté 6-7 juillet).

A Paris, deux jeunes femmes, inculpées d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère de nature à nuire à la situation diplomatique et militaire de la France, ainsi que de détention d'armes, d'explosifs et de munitions de guerre, ont été placées sous mandat de dépôt, le samedi 5 juillet, par M. Christian Gallut, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat.

Gardée à vue pendant cinq jours, Mlle Sylvia Ampara Masmela, vingt-quatre ans, a été écrouée à la prison de Fleury-Mérogis (Essonne). Mlle Masmela, citoyenne vénézuélienne, était la locataire de l'appartement, situé 11, rue Amélie, à Paris (7e), dans lequel les enquêteurs de la D.S.T. ont découvert lundi 30 juin un stock d'armes, de munitions ainsi que des documents ayant appartenu à « Carlos », notamment une longue liste de noms et d'adresses de personnalités françaises.

A cet égard, le ministère de l'intérieur s'est refusé à confirmer une information selon laquelle les noms de plusieurs ministres français, Mme Simone Veil, M. Michel Poniatowski et M. Jean Lecanuet, ainsi que celui du président du Sénat, M. Alain Poher, figuraient sur cette liste des « personnalités à abattre ». En revanche, les enquêteurs ont confirmé qu'ils avaient trouvé dans l'appartement un document comptable ayant appartenu à Michel Moukarbal, tué le 27 juin par « Carlos », et que, grâce à la traduction des notes inscrites en arabe par le jeune Libanais dans ce carnet, ils avaient pu établir de la façon la plus formelle la responsabilité de « Carlos » et de Michel Moukarbal dans deux affaires récentes : la prise d'otages, le 13 septembre dernier, à l'ambassade de France à La Haye (Pays-Bas) et l'attentat commis deux jours plus tard au drugstore Saint-Germain à Paris.

L'autre personne inculpée et écrouée, samedi 5 juillet, est Mlle Angela Armstrong, vingt-huit ans, de nationalité britannique, secrétaire au Collège de France. Alors que Mlle Sylvia Ampara Masmela aurait hébergé « Carlos » le samedi 28 juin, Mlle Armstrong, aurait rencontré le terroriste, dans la matinée du 28 juin, à l'aérogare des Invalides. « Carlos » l'aurait chargée de transmettre plusieurs messages à ses « amis ».

## LE ROUGE ET LE NOIR

…is que court « Carlos », les …tions vont bon train. A qui …nt ses crimes et ceux de …is ?

…un tire sur le bout de fil …ortée dans l'écheveau fort … des révélations policières …les ou officieuses. Et cha…lon ses inclinations, attri… son épouvantail préféré le … « chef d'orchestre invi…

… les uns, le gauchisme est …nominateur commun. Un …sme mal défini dans ses …ies, décidé en tout cas à …e la société bourgeoise par …s moyens. Ces moyens, ce …es spécialistes du crime, des …s internationaux de l'atten…a de la prise d'otages que …emprunte. Ce sont des armes …l'on promène et que l'on … à travers le monde. Les …iniens sont la plaque tour… des engagements, les four…rs d'un armement qu'ils …ent en abondance, et de … quasi inépuisables. Tout …ace au pétrole arabe.

…, indirectement, ce seraient …auchiste internationale, si …s actes terroristes commis …rs le monde. La conspira…auchiste internationale si …qu'en soient les contours, … sinon dirigée, du moins …ne sur le plan logistique, du …-Orient.

… d'autres, le « chef d'orchestre invisible » ne serait-il pas, tout simplement, et comme de coutume, Moscou ? « Carlos » n'est-il pas prénommé Ilitch, et ses frères ne s'appelaient-ils pas Vladimir et Lénine ? N'a-t-il pas fait une partie de ses études en U.R.S.S. ? La République démocratique allemande n'entraîne-t-elle pas des Palestiniens, de même, à une moindre échelle, que l'Union soviétique elle-même ? Le gauchisme est affaire d'intellectuels, non de lanceurs de bombes, et M. Jean-Paul Sartre n'a jamais proposé de lancer des grenades à Saint-Germain-des-Prés. Antibourgeois et antisioniste, qui l'est plus que la patrie du socialisme ?

Ainsi revient-on à ce que M. Marcellin, lorsqu'il était ministre de l'intérieur, laissait volontiers entendre : le gauchisme, les « *groupes révolutionnaires* », auquel il vait consacré un ouvrage en 1969, étaient un accident de l'histoire. La seule véritable subversion est la subversion communiste.

Et l'on songe aux analyses avancées il y a vingt ans : toute guerre subversive commence par des attentats incompréhensibles et d'autant plus inquiétants, qui détruisent dans la population tout sentiment de logique et de sécurité…

M. Poniatowski, lui, est prudent, et ne croit point à une sorte de « *Main noire* » *internationale du terrorisme*, a des liens autres que des thèses communes et une entraide.

Gauchisme à capitaux arabes, utilisation par Moscou de lanceurs de bombes abusés ou « retournés », solidarité dans l'anarchie ? Dans l'état actuel de l'enquête, enfourcher une hypothèse est facile. Peut-être trop.

## M. Poniatowski : je ne crois pas à l'existence d'une « Main noire »

M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, a accordé plusieurs entretiens à des journalistes sur le thème de la violence et du terrorisme.

C'est ainsi que dans le numéro de *Paris-Match* daté 12 juillet, le ministre d'Etat précise à propos des organisations terroristes : « *Je crois qu'il s'agit d'organisations tout à fait séparées et même très cloisonnées, ce qui n'empêche pas des contacts au niveau des individus. Chaque organisation a ses objectifs, son plan d'action terroriste contre des personnes, des organisations, des journaux, voire des sociétés, mais je ne crois pas à l'existence d'un plan unique, coordonné par une seul autorité et impulsé par une sorte de « Main noire », internationale du terrorisme (…).*

» *Cela dit, il faut ramener le problème à de justes proportions. Il y a une menace comme dans tous les autres pays modernes, elle est moindre que dans beaucoup de pays. S'il existe des risques d'extension, celle-ci doit être énergiquement limitée. C'est la tâche de la D.S.T. et ses mille cinq cents agents. Elle s'en est bien acquittée jusqu'à présent en démantelant l'essentiel de tous ces réseaux et aussi nombre des réseaux d'espionnage d'Etats étrangers, bien que son action dans ce dernier domaine soit rarement rendue publique.* »

Parlant ensuite des liens éventuels entre les diverses organisations, M. Poniatowski affirme : « *En l'état actuel de nos informations* [il n'y en a] *aucun. Les éléments qui relèvent de ces organisations sont souvent acquis à des thèses communes et s'entraident en se fournissant des caches, des billets d'avion, des faux passeports sans que l'on puisse en déduire que leurs actions procèdent des mêmes directives.* »

### 2 % de la population est « zinzin »

Philosophant ensuite dans le *Journal du dimanche* du 6 juillet sur la violence, le ministre de l'intérieur estime que, « *dans le monde moderne, une fraction de la population est inévitablement — souvent pour des raisons physiologiques, parce que généralement les gens sont construits comme ça — conduite à des attitudes violentes. Si l'on veut protéger la liberté des autres, de la grande majorité, il faut avoir un système qui protège et prémunit contre les gens dangereux.* »

Quant à la solution, le ministre la voit dans la limitation de la liberté de « *ceux qui n'en sont pas dignes* ». « *Si l'on veut assurer un régime de liberté, il faut se prévenir contre ceux qui l'exercent inconsidérément ou dangereusement, tous ceux qui conduisent à des désordres, mettent en danger l'existence, la sécurité des autres, dangers publics qu'il faut neutraliser. Sinon, on sera obligé de faire comme dans les pays marxistes : retirer la liberté à tout le monde, sous prétexte que 2 % de la population est « zinzin ».*

## « Carlos » s'appelle en réalité Ilitch Ramirez Sanchez

De notre correspondant

*…ondres. — Les enquêteurs …anniques ont maintenant éta… …un portrait assez détaillé du …riste connu sous le nom de …os. A la fin de la semaine …ière, en effet, la police a …ouvert l'appartement que le …riste occupait dans le quar… résidentiel de Kensington …uis cinq ans, en compagnie …a mère et de ses deux frères.*

*…identité véritable de Carlos …t plus mise en doute. Il s'agit … d'Ilitch Ramirez Sanchez, né … 12 octobre 1949 à Caracas. … père, un avocat connu dans …apitale vénézuélienne, aurait …ours passé pour un commu…e convaincu. Il avait d'ailleurs …né à ses trois fils des pré…s significatifs : Lénine, Ilitch …Vladimir.*

*…arlos et l'un de ses deux …es ont, d'autre part, passé …sieurs années en Union sovié…e. Encore semblerait-il que …jeune révolutionnaire ait plus …cemment rompu avec le …mmunisme orthodoxe pour se …sacrer à l'action directe et …a guérilla.*

*…à Londres, Carlos ne s'était …re fait remarquer, si ce n'est …s les cocktails et les récep…s des ambassades. Sa mère, … señora Sanchez de Ramirez, …it fort honorablement connue … les milieux latino-améri…ns. Elle collectionnait des …tiquités et des objets d'art. …ec ses deux autres fils, elle … quitté Londres au mois de …rier pour retourner à Caracas.*

*Depuis le départ de la famille, …ppartement de Kensington est …té vide. Les enquêteurs y …t néanmoins découvert un cer…n nombre de documents ainsi que de la correspondance adressée à Carlos. L'examen de ces papiers établirait notamment que le terrorisme vénézuélien a joué un rôle dans l'organisation du raid exécuté contre l'ambassade de France à La Haye, en septembre dernier.*

*Une seconde liste de noms a été également découverte. Beaucoup plus longue que la première, celle-ci paraît avoir été écrite d'un seul trait avec l'aide d'une personne connaissant très bien les milieux artistiques de Grande-Bretagne. De nombreuses étoiles du cinéma, du théâtre, de la musique et de la télévision figurent parmi les cinq cents noms enregistrés. Dans bien des cas, la liste comporte leur numéro de téléphone confidentiel. L'une des personnalités citées dans ce catalogue a observé : « Cet homme doit haïr les mélomanes. Il est de toute évidence un aliéné… »*

*L'enquête londonienne a connu samedi un autre développement. L'amie colombienne de Carlos, mentionnée tout d'abord sous le nom de Maria Romero, mais dont l'identité véritable est Mme Nydia Tobon, a été inculpée pour usage de faux passeport. Agée de trente-huit ans, cette avocate connue dans son pays, faisait à Londres des études économiques. Depuis mercredi, elle était détenue par la police, qui — violant toutes les règles — lui refusa le droit de contacter un avocat. A en croire certains journaux londoniens, Mme Tobon aurait également été interrogée par deux représentants de la D.S.T. française.*

JEAN WETZ.

## Le cas de Paul Touvier devant la chambre d'accusation de Paris

Le cas de Paul Touvier, cet ancien chef de la milice de Lyon qui fait l'objet de six plaintes d'anciens résistants ou de parents d'anciens résistants, pour crimes contre l'humanité, doit être examiné ce lundi 7 juillet par la chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Alain Jegou, mais seulement pour que soit tranché un problème de procédure : il s'agit de décider si Me de Geouffre de La Pradelle, conseil de Touvier, — qui a déjà déposé un mémoire, — pourra être admis à présenter des observations au cours de l'audience ultérieure de la chambre d'accusation, qui décidera si elle instruit elle-même l'affaire, si elle désigne un juge d'instruction ou si elle estime incompétentes les juridictions pénales de droit commun. La difficulté provient du fait que Touvier, non inculpé, n'est pas actuellement partie à l'instance. La cause des plaignants est soutenue par Me Joe Nordmann.

Rappelons que Paul Touvier, condamné à mort par contumace pour trahison et intelligence avec l'ennemi le 10 septembre 1946 par la cour de justice de Lyon, puis le 4 mars 1947 par celle de Chambéry, avait vécu depuis lors en France dans la clandestinité, qu'il est sorti de l'ombre après la date de prescription de sa peine du 4 mars 1967 et que, le 23 novembre 1971, Pompidou l'a gracié pour les peines accessoires prononcées contre lui : confiscation de ses biens et interdiction de séjour.

Mais les crimes contre l'humanité, définis par la charte du tribunal international du 8 août 1945 et la résolution des Nations unies du 13 février 1946, sont déclarés en France imprescriptibles par la loi française du 26 décembre 1964. D'où les six plaintes déposées pour crimes contre l'humanité consistant en des faits précis dont les deux cours de justice n'avaient pas été saisies à l'époque.

Les 30 mai et 11 juillet 1974, respectivement, les chambres d'accusation de Lyon et de Chambéry s'étaient déclarées incompétentes en considérant que l'affaire relevait soit de la Cour de sûreté de l'Etat, soit d'un tribunal des forces armées. Ces deux arrêts ont été cassés le 6 février par la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui a renvoyé le dossier à la chambre d'accusation de Paris. La Cour suprême n'avait pas admis l'intervention de Me Arminjon, avocat aux conseils, qui avait, lui, déjà déposé un mémoire au nom de Paul Touvier, bien que celui-ci ne fût pas inculpé.

La chambre d'accusation rendra certainement sa décision à une date ultérieure.

### A Lyon

### L'AUTOMOBILE UTILISÉE PAR LES ASSASSINS DE M. RENAUD AURAIT ÉTÉ IDENTIFIÉE

Une automobile, qui aurait été utilisée par les assassins de M. François Renaud, juge d'instruction lyonnais tué dans la nuit du 2 au 3 juillet, a été retrouvée dimanche 6 juillet par les policiers, 44, rue Pierre-Audy, dans le quartier de Vaise, à Lyon. Une douille de 9 millimètres trouvée dans l'Audi — volée le 1er juillet dernier — semble avoir convaincu la police que cela était bien le véhicule, malgré le témoignage de l'amie du juge d'instruction, qui avait parlé de Ford Taunus. La voiture a été envoyée à l'identité judiciaire pour essayer de trouver quelques indices.

Quant au corps de M. François Renaud, transporté à Paris, il sera inhumé au cimetière du Père-Lachaise ce lundi 7 juillet, à 11 heures.

### Le crime de Bruay-en-Artois

### LE JUGEMENT SERA RENDU LE 15 JUILLET

Le tribunal pour enfants de Paris, composé de M. Gaston Fédou, président, et de deux assesseurs non magistrats, un expert-comptable et une psychologue, rendra son jugement le 15 juillet, après le procès de Jean-Pierre, dans l'affaire de Bruay-en-Artois.

Ls débats se sont terminés samedi après huit audiences à huis clos. Conformément à la loi, le jugement sera lu en audience publique, en présence de Jean-Pierre.

# FAITS DIVERS

● *La disparition de M. Jean Bitan : nouvelle demande de rançon.* — La famille de M. Jean Bitan, un ancien négociant en tapis du quartier du Sentier, à Paris, âgé de quatre-vingt-sept ans, disparu depuis le 24 mai (*le Monde* du 5 juin), a reçu, le 26 juin, un paquet contenant des lunettes pouvant appartenir à M. Bitan et une lettre réclamant une rançon de 1,5 million de francs. Les policiers de la brigade criminelle se demandent toutefois si l'ancien commerçant est effectivement séquestré ou si des escrocs au courant de sa disparition tentent de soutirer de l'argent à sa famille. Une première demande de rançon (1 million de francs) était parvenue à la famille le 27 mai.

● *Ligoté et lesté, le corps d'un médecin* a été retrouvé dans le Rhin, près de Düsseldorf, le dimanche 6 juillet. Il ne porte aucune trace de coups ni de blessures. D'après l'autopsie, le médecin était déjà mort lorsqu'il a été jeté à l'eau. La police ouest-allemande a repêché dans la journée de dimanche cinq autres cadavres : trois dans la région de Hambourg, ainsi que ceux de deux plaisanciers dont le bateau venait de chavirer sur le Rhin en crue. — (*A.F.P.*)

● *Le corps du géomètre Diego Bruga*, enlevé le 27 juin dernier, a été retrouvé dans le lac de Lecco. M. Diego Bruga semblerait avoir été mêlé à des affaires de contrebande entre l'Italie et la Suisse, et la police estime que le géomètre pourrait avoir été supprimé par une bande rivale.

● *Inondations à Vittel.* — Un violent orage a provoqué dans la soirée du 5 juillet une des plus graves inondations que la ville de Vittel (Vosges) ait connues. Près de deux cent cinquante habitants de la ville basse ont dû être évacués et hébergés provisoirement à la mairie et à l'hôpital. De nombreuses installations thermales ont été endommagées et l'on craint une contamination de la nappe phréatique par le fuel échappé des réservoirs sous l'effet de l'eau. La municipalité

# ÉDUCATION

RÉUNI EN CONGRÈS A SAINT-ÉTIENNE

## Le Syndicat national des instituteurs veut donner une « priorité absolue » aux actions communes avec les organisations ouvrières

**Saint-Etienne. — Le congrès du Syndicat national des instituteurs — le principal syndicat de la Fédération de l'éducation nationale, — qui s'est achevé le 6 juillet à Saint-Etienne, a confirmé la poussée du courant majoritaire Unité, indépendance et démocratie (U.I.D.), proche du parti socialiste. Le rapport moral du secrétaire général a en effet obtenu le meilleur score depuis 1967 (« le Monde » daté 6-7 juillet). Les débats ont été marqués par des incidents qui ont fait ressortir les divergences entre la majorité et sa principale opposition, Unité et action (animée notamment par les militants communistes). Au-delà du congrès du SNI, c'est aussi celui de la FEN qui s'est préparé à Saint-Etienne.**

## Le respect de la tradition

De notre envoyée spéciale

Homme de tradition, M. André Ouliac n'aura pas été déçu par le dernier congrès du Syndicat national des instituteurs auquel il a participé en tant que secrétaire général (il doit en effet prendre sa retraite en septembre 1976). D'abord parce que les différents votes ont confirmé la suprématie du courant U.I.D. auquel il appartient (1). D'autre part parce que le déroulement même du congrès a respecté les formes : après le long complément au rapport moral, la suite interminable et rituelle d'interventions applaudies par les délégués de la tendance à laquelle appartient l'orateur. Ce n'est qu'avec l'arrivée à la tribune des leaders de chaque tendance que la salle s'anime et devient vraiment attentive. Sur le fond, mêmes thèmes et mêmes mots : nécessité d'unité et d'indépendance vis-à-vis des partis politiques, que la majorité et le principal courant d'opposition, Unité et Action (proche des communistes) s'accusent mutuellement de ne pas respecter ; divergences sur les formes d'action ou de soutien au programme commun. La politique de négociation menée par la direction du syndicat est ainsi qualifiée par Unité et Action de *« collaboration de classes »*, tandis que la direction vante les succès « arrachés » au « pouvoir » (accords salariaux dans la fonction publique, et création de plus de dix mille postes).

Un congrès traditionnel donc, jusqu'à l'incident du dernier jour : au cours du débat pédagogique, l'orateur de la tendance Unité et Action n'a pas obtenu de temps de parole supplémentaire pour une déclaration sur un film sur l'école maternelle réalisé par le syndicat, les délégués du courant Unité et Action ont empêché le secrétaire pédagogique du SNI de parler, provoquant une suspension de séance.

### L'avenir de la FEN

Cet incident sans suite (la commission d'organisation des débats accorda deux minutes à Unité et Action pour une mise au point) révélait la tension provoquée par la polémique entre le parti communiste et le parti socialiste, et surtout par la perspective du congrès de la Fédération de l'éducation nationale, en février 1976. En effet, au congrès précédent, en novembre 1973, le rapport moral de la direction (tenue par la tendance U.I.D.) avait obtenu à peine plus de 51 % des suffrages.

Cette tension était déjà apparue la veille, lors du débat sur l'*« harmonisation »* — qualifiée par la tendance Ecole émancipée de *« normalisation »* — des règlements intérieurs départementaux du syndicat. Selon la majorité du SNI, les disparités entre les différents modes de scrutin, aboutissaient, dans certaines sections où Unité et Action est majoritaire, à l'élimination des autres courants. C'est pourquoi le congrès a décidé, par 57,22 % des suffrages, que les votes annuels sur les « rapports moraux », les élections au bureau national et au conseil syndical départemental auraient lieu désormais partout à bulletin secret et par correspondance.

Tout le monde, au S.N.I., souhaite l'*« expropriation capitaliste »*, selon les termes d'une motion de synthèse, mais chacun prétend que les autres courants sont en fait responsables de la division, source d'inefficacité. De même, la tendance Unité et Action a condamné l'ingérence du parti socialiste dans les affaires du S.N.I. et de la F.E.N., tandis que M. André Ouliac déclarait solennellement : *« Si le parti socialiste faisait, ou tentait de faire, dans l'organisation, ce que le parti communiste fait dans la tendance Unité et Action, je le dénoncerais et le condamnerais comme je dénonce et condamne le parti communiste. »*

Les courants d'opposition, d'autre part, ont souhaité que le S.N.I. s'engage dans une attitude d'opposition plus résolue au pouvoir. Après avoir regretté que le S.N.I. n'ait pas fait grève au troisième trimestre, M. Alfred Sorel (Unité et Action) a déclaré : *« Nous ferons tout pour que le congrès prenne des décisions qui répondent aux nécessités de la lutte contre la politique d'austérité du pouvoir, pour la prise en charge des revendications de nos camarades, qui soit une contribution au renforcement des forces démocratiques. »*

M. Michel Chauvet, de l'Ecole émancipée (animée notamment par des trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire), a contesté que l'année ait été une année de lutte, et a demandé *« que le S.N.I. prenne exemple des luttes des travailleurs : luttes dures, grèves reconductibles, sous contrôle des grévistes, revendications unifiantes, augmentations uniformes, etc. »*. Quant à M. Criner, de Syndicalisme vivant (tendance proche du P.S.U.), il a souhaité que le S.N.I. *« s'engage vers un autre type de syndicalisme, plus présent dans les luttes et plus attentif aux désirs des syndiqués »*.

Les représentants du Front unique ouvrier (animé par des trotskistes d'une autre tendance, l'Organisation communiste internationaliste), qui ont, eux, voté pour le rapport moral, ont justifié cette attitude par *« l'unité indispensable, pour en finir avec le capital et son Etat, le gouvernement Giscard-Chirac »*. *« C'est un combat »*, a déclaré M. Michel Landron. *« C'est celui que nous menons au S.N.I., dont nous défendons inconditionnellement l'unité organique, élément du parti unique de classe. »*

### Sur le même bateau

Les mandats donnés par la majorité du congrès à la direction du syndicat portent notamment sur l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. D'autre pjart, sur le thème de *« la revalorisation de la fonction d'instituteur..., le S.N.I. engagera une vaste campagne de sensibilisation et de mobilisation à l'intérieur de l'organisation, et en direction de l'opinion publique »*. Enfin, *« le S.N.I., partie intégrante du monde du travail, entend donner en tout état de cause, et compte tenu de la gravité exceptionnelle de la situation économique et sociale, une priorité absolue »* aux actions globales avec l'ensemble des organisations de la classe ouvrière, car, a déclaré le trésorier Jacques Pommatau, *« face à la classe dominante, nous sommes sur le même bateau »*.

CATHERINE ARDITTI.

(1) Le vote des motions corporatives a donné les résultats suivatns : U.I.D., 53,10 % (en 1973, 54,2 %) ; U. et A., 38,07 % (en 1973, 35,3 %) ; E.E., 57,7 % ; F.U.O., 1,95 % ; abstentions, 1,10 %.

## La Mutuelle de l'éducation nationale a adopte son quatrième plan quinquennal

*(De notre correspondant.)*

Saint-Etienne. — Les sept cent cinquante délégués réunis du 30 juin au 2 juillet pour la vingt-neuvième assemblée annuelle de la Mutuelle générale de l'éducation nationale (M.G.E.N.) — qui compte près de un million cent mille adhérents — ont adopté, à l'unanimité, un nouveau plan quinquennal, le quatrième depuis le début de l'organisation de la M.G.E.N. Celui-ci a un double objectif : préparer l'organisation à un accroissement de ses effectif — en 1980, le nombre de sociétaires atteindra un million cent cinquante mille, sans compter les ayants droit — et la prémunir contre les incertitudes des cinq prochaines années. Il prévoit, sur les 2 755 000 000 F de recettes attendus, d'en consacrer 12,5 % à la gestion, 10 % aux investissements sanitaires et sociaux, et 72 % aux prestations.

En ce qui concerne les prestations, la M.G.E.N. veut aller progressivement vers un remboursement des dépenses médicales égal à 95 % au minimum des tarifs conventionnels. A partir du 1er janvier prochain, notamment, la mutuelle versera une prestation de 350 F (dans la limite des dépenses engagées) et prendra à sa charge, au moins partiellement, les frais de déplacement pour les interruptions de grossesse. M. Pierre Chevalier, vice-président de la M.G.E.N., a qualifié la nouvelle loi sur l'avortement de *« véritable conquête sociale qui n'est que justice, mais qui ne doit pas être considérée comme un moyen de contraception »*. Cette loi intéresse largement les adhérents de la mutuelle, puisque, sur les sept cent quarante-six mille âgés de vingt à quarante-huit ans, 62 % sont des femmes.

A propos des investissements sanitaires et sociaux, l'assemblée de la M.G.E.N. a rappelé que son objectif n'est pas de *« se substituer au secteur public en comblant les lacunes ou les carences de la distribution des soins et de l'hospitalisation, ni de créer un réseau concurrent du secteur hospitalier public — qui devrait constituer la pièce maîtresse d'un service national de santé, — ni de constituer un ensemble de possibilités réservées au seul corps socio-professionnel de l'éducation nationale »*.

Par ailleurs, M. Denis Forestier, président de la M.G.E.N., a profité de la présence de M. Michel Durafour, maire de Saint-Etienne, ministre du travail (et ayant donc sous sa tutelle la Sécurité sociale), pour réaffirmer l'hostilité de son organisation à un *« démantèlement »* de la Sécurité sociale, et défendre avec vigueur la médecine conventionnée.





# VENTES

● *Meubles français chez Christie's.* — Un bureau Louis XVI en laque noire, œuvre de l'ébéniste Martin Carlin, a été adjugé jeudi chez Christie's, à Londres, pour 157 750 livres sterling (près de 1 million et demi de francs).

Au cours de la même vente, dont le produit total a atteint environ 5 millions de francs, une commode Louis XVI en laque noire et en ébène, due à Joseph Baumhauer, a été adjugée pour un peu moins de 1 million de francs. Elle faisait partie d'un choix de meubles envoyé par M. Edmond de Rothschild, qui a dépassé, pour vingt lots, 1,4 million de francs.

# MÉDECINE

EMPÊCHÉ DE DÉLIBÉRER PAR DES MANIFESTANT[S]

## Le conseil de l'ordre du Rhône renvoie l'affaire des deux médecins qui refusen[t] de payer leurs cotisations

De notre correspondant régional

**Lyon — Priés par le conseil départemental de l'ordre des méd[ecins] du Rhône d'acquitter le montant d'arriérés de cotisations non p[ayées], les docteurs Michel Debout et Daniel Balvet, l'un et l'autre [...] tants à Lyon de l'association Choisir, avaient fait savoir qu'ils [...] seraient ce versement. Ils motivaient leur attitude et la mot[...] toujours par une mise en cause de l'ordre lui-même, rappelan[t les] positions prises par celui-ci lors de la discussion à l'Assem[blée] nationale de la loi sur l'interruption de grossesse et, d'une [façon] générale, par la campagne que mena l'ordre, non seulement c[ontre] la libéralisation de l'avortement, mais contre toute libéralisatio[n de] la médecine.**

Le conflit ainsi engagé et souhaité par les deux médecins connut ses suites traditionnelles. Le conseil départemental devait saisir le conseil régional compétent sur le chapitre de la discipline pour lui demander de sanctionner un refus de paiement de cotisations dont les motifs ne paraissaient pas suffisants.

Invités alors par le conseil régional à présenter leurs explications par écrit, les docteurs Debout et Balvet continuaient d'ignorer l'ordre, en même temps qu'ils informaient de l'évolution de la situation l'opinion tout entière.

On se demanda un moment si le conseil régional donnerait ou non une suite à cette affaire manifestement embarrassante puisque la publicité s'en mêlait.

Or les choses suivirent normalement leur cours puisque, le dimanche 6 juillet, M. Debout était convoqué devant le conseil régional à 11 heures et M. Balvet à 11 h. 15.

Est-ce à dire que le conseil estimait que, pour M. Debout, en tout cas, la cause pouvait être entendue en un quart d'heure ? Quoi qu'il en soit, le 6 juillet, à 11 heures, les docteurs Debout et Balvet se sont présentés ensemble au siège du conseil régional, 47, rue Tronchet, à Lyon. Mais ils n'étaient pas seuls. Une centaine de confrères, qui partagent leurs idées, les accompagnaient (1). Tous ensemble, et en présence des représentants de la presse écrite et parlée, qu'ils avaient priés à ce rendez-vous, ont alors pénétré à l'intérieur du local où devait siéger la commission de discipline. Ce fut un beau tu[multe] dans une grande confusion.

Finalement, invoquant le [res]pect de leurs règles qui ve[ulent] que la commission de disc[ipline] du conseil de l'ordre trava[ille à] huis clos, le président de [la] juridiction fit savoir que l'a[ffaire] était, dans ces conditions, [ren]voyée, puisqu'il n'était pas [possi]ble, de s'en saisir, et que MM. [De]bout et Balvet recevraient [une] autre convocation.

Il est évident que les deux [mé]decins récalcitrants, non s[eule]ment ne reviendront pas [à de] plus orthodoxes sentiments [mais] qu'ils cherchent, au contrai[re, à] pousser les choses le plus [loin] possible. Ce qu'ils attenden[t en] fait, depuis le début de [cette] épreuve de force, c'est, de la [part] du conseil, une radiation do[nt ils] sont d'ores et déjà décidés [à ne] tenir aucun compte, ce qu[i, du] même coup, les mettrait en s[itua]tion d'exercice illégal de la [mé]decine et pourrait ainsi am[ener] le conseil à demander cont[re eux] des poursuites devant le tri[bunal] correctionnel. Réussiront-i[ls à] obtenir un tel débat, qui [leur] permettrait de faire citer po[ur le] moins tous ceux de leurs co[nfrè]res qui, en les soutenant, [mon]trent que les rebelles au c[onseil] de l'ordre, s'ils ne sont pas [ma]joritaires, paraissent, en tou[t cas,] beaucoup plus nombreux [qu'on] aurait pu le croire, initialem[ent].

JEAN-MARC THÉOLLEYR[E].

(1) Plus de quatre cents méd[ecins] de la région Rhône-Alpes ont [signé] depuis le début de cette affair[e une] pétition de soutien à MM. D[ebout] et Balvet.

# SOCIÉTÉ

SEPT MILLE PERSONNES RÉUNIES POUR LA PREMIÈRE CONVENTION MONDIALE

## L'« invasion tzigane » dans un village berrichon

De notre envoyé spécial

Ennordres. — *« Danger sur 700 mètres : rassemblement de cinq mille personnes. »* L'automobiliste qui s'approchait d'Ennordres, dans le Cher, du 2 au 6 juillet, était surpris par ce panneau à l'entrée du village. Surpris de la présence inhabituelle d'un contingent important de gendarmes mobiles. Surpris surtout de voir une foule bigarrée envahir cette petite localité de trois cents âmes, déborder les trottoirs en riant et se bousculant pour faire la queue devant l'unique épicerie. La presse locale ravie a sauté sur l'occasion pour claironner en lettres rouges à la une : *« Invasion tzigane »*. Il s'agissait en fait de la première Convention mondiale tzigane.

Face aux « barbares », les Ennordais se sont défendus comme ils ont pu. D'abord, le 27 juin, le maire, M. de Pommereau, réunit ses homologues du nord du département. Les treize maires adoptent une motion en onze points qui demande entre autres au préfet d'interdire le colportage, d'étudier le *« problème du regroupement des gitans »* afin de leur trouver un autre lieu sur le territoire français, et réclame un certain nombre de mesures de sécurité sanitaire et policière lors de la convention, faute de quoi, si celle-ci n'est pas interdite, ils *« s'engagent à donner leur démission »*.

*« Une commune de trois cent vingt habitants,* explique le maire, *ne peut voir sa population augmenter, même pendant un temps très court, de plusieurs milliers de personnes sans que sa tranquillité soit atteinte. »* Mais les tziganes sont chez eux, voilà le hic. Le château de Thourys et la propriété de 30 hectares de forêt qui l'entoure ont été achetés par la Mission évangélique des tziganes en France.

De plus, une commission préfectorale, qui est allé au domaine de Thourys le 4 juillet pour voir si les prescriptions imposées en matière de sécurité, d'incendie, d'approvisionnement en eau, etc., étaient respectées, a dû reconnaître que tout était en ordre.

Les commerçants, quant à eux, ont capitulé devant les hordes affamées. Les deux restaurants du village ont rendu les armes tout de suite en fermant leurs portes pendant une semaine. Seule l'épicière, Mme Trumeau, fidèle à l'enseigne de sa boutique « De tout pour tous », a tenu son poste vaillamment, servant ses clients selon ses possibilités par groupes de dix.

Les habitants, enfin, étaient plus étonnés qu'effrayés. *« Ce sont de drôles de gens qui font fuir les touristes »*, déclare un vieux Berrichon qui a passé sa journée à regarder l'arrivée des tziganes.

### Un accueil inattendu

A première vue, on dirait n'importe quel camping. Des caravanes, des voitures, des tentes. Tout l'attirail du Français en vacances : jusqu'aux chiens... Certaines caravanes somptueuses ont tout le confort que peuvent apporter l'ingéniosité de l'homme et la matière plastique. Il y a des carreaux de couleur aux fenêtres, des portes en fer forgé, quelques antennes de télévision.

Mais à regarder de plus près, on aperçoit des poules et des chèvres parmi les chiens, un certain nombre de roulottes à côté des caravanes, des chevaux qui broutent paisiblement sous les arbres. Et puis ces « vacanciers » sont bien bronzés sous le crachin de ce début de juillet ingrat. C'est le fameux « teint basané » de rigueur dans toutes les descriptions de tziganes.

*« Je ne mettrai pas dehors ceux qui viennent à moi. »* Rejetés par les sédentaires, soupçonnés, chassés, les tziganes ont trouvé un accueil inattendu chez un autre nomade qui n'avait pas où reposer sa tête : Jésus-Christ. La Mission évangélique des tziganes en France fête son vingt-cinquième anniversaire en organisant cette première Convention mondiale et en inaugurant ce centre international au Thourys.

Le pasteur Le Cossec, un Breton d'une soixantaine d'années, fondateur et coordinateur international de la Mission, appartient à une Eglise pentecôtiste qui dépend des Assemblées de Dieu. Il explique comment quelques guérisons extraordinaires, il y a vingt-cinq ans, ont déclenché un renouveau qui touche actuellement un tiers des tziganes habitant en France (1).

Le président de la Mission est un gitan français, et deux cent dix prédicateurs tziganes sillonnent le pays. Le Christ ne fait pas de distinction entre les races. Ceux qui se convertissent sont, paraît-il, transformés : ils ne boivent plus, ne volent plus, oublient les querelles de famille et les bagarres entre tribus (2).

Les cinq jours de la convention — qui a attiré des tziganes d'une vingtaine de pays, dont les Etats-Unis, l'Inde et les Philippines — ont été jalonnés de réunions de prières, de cours bibliques et de baptêmes par immersion. Bien que difficile à estimer, il semble qu'un tiers des sept à dix mille participants ont pris part aux diverses cérémonies.

Les tziganes sont un peuple religieux qui croit spontanément au merveilleux. Ils aiment les émotions fortes, les récits, les pèlerinages à grand spectacle comme celui des Saintes-Maries-de-la-Mer — auquel assistent des milliers de tziganes à la fin du mois de mai.

Les croyances du tzigane se caractérisent par un saisi immédiat intuitif qui ne cherche pas à rationaliser. Cela explique peut-être pourquoi il change facilement de religion en changeant de pays : il est musulman en Crimée, en Turquie, en Asie centrale ; orthodoxe en Moldavie, en Bessarabie ; catholique en Italie, en Espagne, et protestant en Finlande. Souvent, d'ailleurs, il n'adopte que les formes extérieures de la religion pour éviter de se faire remarquer, tout en conservant sa langue originelle (3), son mode de vie, ses croyances (4).

Tout le monde en veut au tzigane : les sédentaires chez qui il campe un moment lui envient son oisiveté, sa liberté et cherchent soit à le chasser pour s'en débarrasser, soit à l'obliger à s'installer. Les autorités ne peuvent souffrir l'existence de gens qui n'ont ni maison ni patrie, des *« nomades qui portent atteinte à leur tranquillité »*, et multiplient les interdictions, les tracass[eries] administratives, les papi[ers]. L'Eglise enfin, en perte d'ade[ptes], profite d'un peuple à l'esprit [en]core religieux.

Le tzigane, quant à lui, [ne] cherche qu'à vivre sa vie an[ces]trale, à travailler quand cela [lui] plaît, à partir dès qu'il en a e[nvie], où il veut et quand il veu[t], chanter, à s'amuser, à vivre [sans] se soucier du lendemain.

ALAIN WOODROW.

(1) Il y a entre 100 000 et 150 000 tziganes en France, dont 15 000 adultes baptisés par la Mission évangélique et 50 000 qui fréquentent cette Eglise.

(2) En France, on distingue quatre groupes principaux : les manouches, qui viennent d'Allemagne, les sinti piémontais, les gitans venus d'Espagne, les roms arrivés des pays de l'Est. Longtemps ignorant de l'origine des tziganes, on est parvenu à la certitude qu'ils sont originaires de la région nord-ouest de l'Inde.

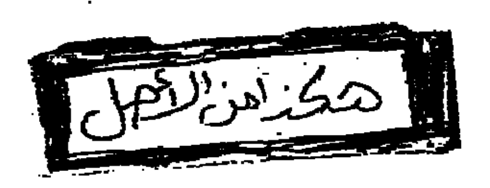
(3) La langue tzigane, le romani ou romanes, est une langue indo-européene proche du sanscrit, qui a donné naissance à plusieurs dialectes : calo, sinto, romani, etc.

(4) Schématiquement, le monde est le théâtre où s'affrontent deux principes concrets : le Bien et le Mal. Le Bien est défendu par Dieu, aidé par des divinités et des esprits ; le Mal agit par un ensemble de forces représentées par des sorcières, des démons, des vampires, des revenants, certains animaux.

● *Un appel du M.R.A.P. [pour] la réhabilitation des époux Ro[sen]berg et de Morton Sobel.* — [De] nombreuses personnalités, ind[...] le mouvement contre le raci[sme,] l'antisémitisme et pour la p[aix,] viennent de signer un appel [de]mandant la réhabilitation d'E[thel] et Julius Rosenberg ainsi qu[e de] Morton Sobel. Parmi les sig[na]taires relevons notamment Mmes et MM. Jean-Louis B[ar]rault, Jean Ferrat, Suzanne F[...], Jack Lang, Marcel Marceau, J[...] Mercure, Marina Vlady, J[...] Wiener, Jean Picart-Led[oux], Blanca de Asturias, veuve du [prix] Nobel, Henri Alleg, Jean-Pi[erre] Faye, Max-Pol Fouchet, Jac[ques] Madaule, etc. Les signatures [sont] recueillies par le M.R.A.P., [...] rue Saint-Denis, 75002 Paris.

● *Citation à l'ordre de la [na]tion.* — Par décision du prem[ier] ministre, publiée au *Journal o[ffi]ciel* du 6 juillet, M. Albert M[ar]qué, conducteur à la S.N.C.F., [est] cité à l'ordre de la nati[on]. M. Marqué, qui était le cond[uc]teur du train entré en collis[ion] avec un camion le 22 mai, *« a m[a]nifesté une abnégation totale [en] procédant à des manœuvres [qui] ont évité une catastrophe et [au] cours desquelles il a trouvé [la] mort »* (*le Monde* du 24 mai).





INSTALLEZ-VOUS... VOUS-MÊME **ULTRA-RAPIDEMENT** ET CHIFFREZ VOTRE DÉPENSE...

# 100 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE AVEC NOS MEUBLES STANDARD

JUXTAPOSITIONS, SUPERPOSITIONS, PAR SIMPLE POSE, SANS AUCUNE FIXATION.

# 100 MODÈLES VITRÉS

SUPERPOSABLES - JUXTAPOSABLES
DÉMONTABLES - ACCORDABLES
ÉTROITS - LARGES - PROFONDS

*APPELEZ LE*
## 633.73.33

*exclusivement pour catalogue ou pour la visite de notre métreur en indiquant LENTEMENT et DISTINCTEMENT votre nom et votre adresse. Votre demande sera enregistrée et le Catalogue sera expédié le jour même.*
(RÉPONDEUR AUTOMATIQUE même la nuit et les jours fériés)

*VOUS RECEVREZ IMMÉDIATEMENT*
sans aucun engagement notre
CATALOGUE ILLUSTRÉ **GRATUIT**

## 7 HAUTEURS
de 64 cm à 224 cm
modèles de 2 à 8 rayons, toutes largeurs et profondeurs - surélévation par superposition

## 4 LARGEURS
64 cm - 78 cm - 94 cm - 1 m 26
Extension par juxtaposition

## 4 PROFONDEURS
20 cm - 25 cm - 30 cm - 38 cm. Profondeurs différentes pouvant être superposées
[Sur] demande, nos meubles peuvent être exécutés en profondeur 50 et 60 cm

**[P]RATIQUES** Faible encombrement, petite largeur (64 cm) - Petite profondeur (20 cm) - Modèles à suspendre (2 et 3 rayons).

**[É]LÉGANTS** ACAJOU s'harmonisant avec tous les styles. Plus de 100 modèles toutes dimensions. MEUBLES DE STYLE, Directoire, Louis XVI, spécialités de RUSTIQUES, etc, etc.

**[S]OLIDES** Matériaux de Première Qualité - Multiplis et contreplaqués sélectionnés. Fabrication très soignée.

**[V]ITRÉS** Vitres claires coulissantes avec onglets. Bords doucis. Système guillotine facilitant le nettoyage rapide, SANS AUCUN DÉMONTAGE.

**[S]UPERPOSABLES** Augmentez la capacité de votre ensemble sans autre encombrement qu'en hauteur. Grâce à la STABILITÉ contrôlée de nos meubles, permettant la superposition de meubles de MÊME largeur, de toutes hauteurs et profondeurs - sans fixation - en les POSANT sur le meuble de base.

**[J]UXTAPOSABLES** Quelle que soit leur largeur, nos modèles de MÊME PROFONDEUR mis côte à côte, donnent l'impression d'un ensemble continu : rayons à la même hauteur, hauteur entre les rayons identique.

**[A]CCORDABLES** Si vous désirez placer nos éléments à angle droit pour garnir deux murs perpendiculaires, vous obtiendrez une continuité absolue de tous les rayonnages grâce à nos ÉTAGÈRES D'ANGLE.

**[D]ÉMONTABLES** Tous nos modèles standard sont livrés démontés. Facilités de réception. Une notice de montage est jointe. Rapidité et simplicité étonnantes de montage ou de démontage à l'aide d'un tournevis.

**[A]CCESSOIRES** Portes pleines pour tous les rayons. Tablettes intérieures toutes dimensions. Étagères d'angle toutes hauteurs, étagères 1/4 de rond, tiroirs intermédiaires, pattes d'accrochage, etc.

**[P]RIX IMBATTABLES • LIVRAISON FRANCO**

du meuble individuel au grand ensemble

## 100 combinaisons d'assemblage

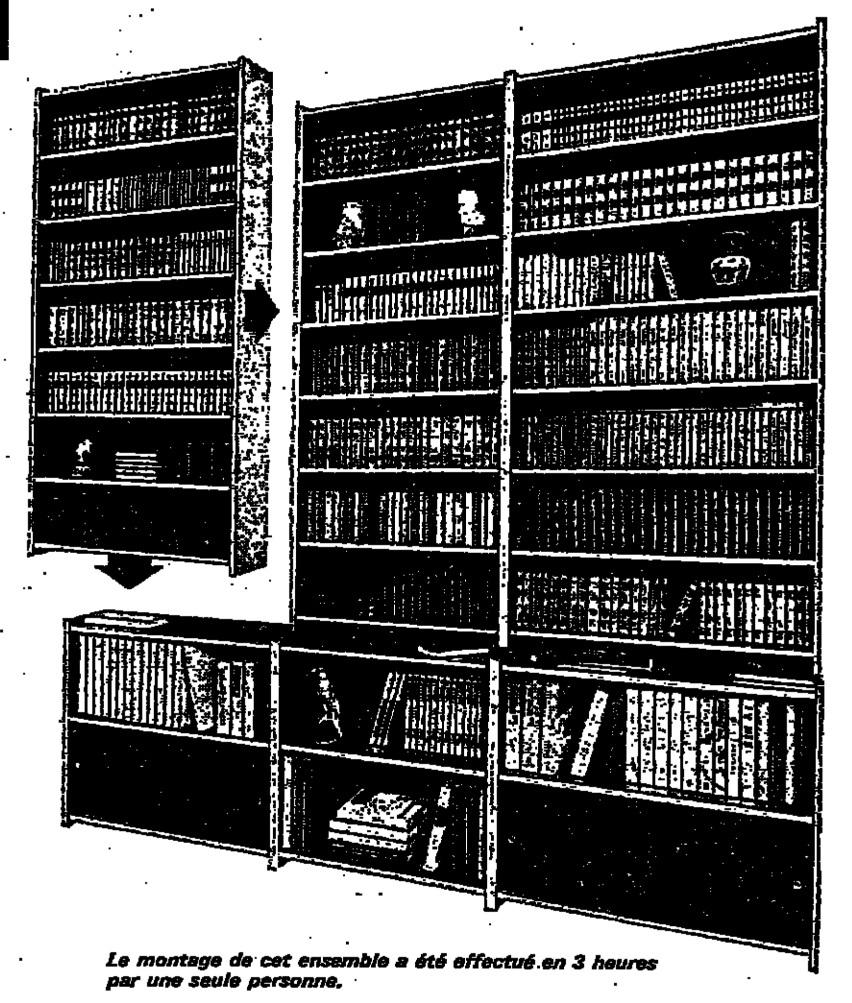
*SANS AUCUNE FIXATION, PAR SIMPLE POSE*

EXEMPLE DE JUXTAPOSITION ET DE SUPERPOSITION

Une des 100 combinaisons d'assemblage de 6 meubles de série vitrés, sans aucune fixation par simple pose.

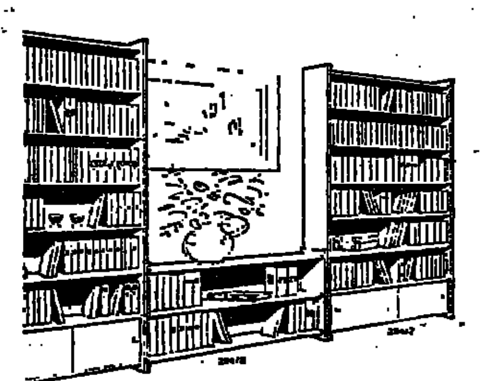
Ensemble obtenu par juxtaposition de modèles en 94 et 78 cm de large, et par superposition de modèles standard (prof. 20) sur des modèles grande profondeur (prof. 30). Hauteur de l'ensemble 280 cm, largeur 266 cm, profondeur 30 et 20 cm. Contenance : près de 1000 vol. divers.

*SUR DEMANDE,
NOS MODÈLES STANDARD
PEUVENT ÊTRE FABRIQUÉS
EN D'AUTRES PRÉSENTATIONS :
EN STRATIFIÉ BLANC
EN BOIS BRUT A PEINDRE
OU A TAPISSER
AFROMASIA - CHÊNE - SAPELLI
MERISIER
EN TEINTE NATURELLE OU FONCÉE.*

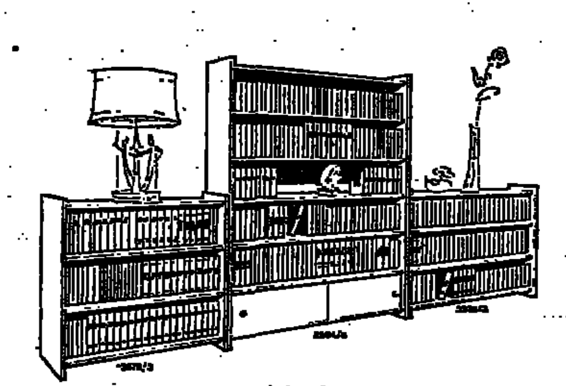


*Le montage de cet ensemble a été effectué en 3 heures par une seule personne.*

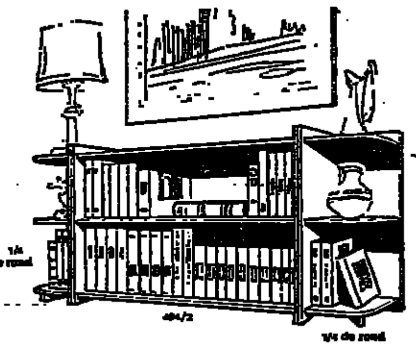
## QUELQUES IDÉES PRATIQUES D'ENSEMBLES OBTENUS A PARTIR DE NOS MEUBLES STANDARD



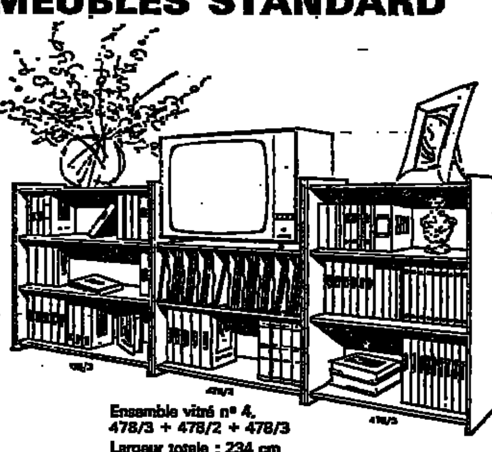
Ensemble vitré n° 1,
294/7 + 294/2 + 294/7
Largeur totale : 282 cm
Hauteur des côtés : 197 cm
Hauteur du centre : 64 cm
Profondeur des rayons : 20 cm



Ensemble vitré n° 2,
2578/3 + 2594/6 + 2578/3
Largeur totale : 250 cm
Hauteur des côtés : 91 cm
Hauteur du centre : 171 cm
Profondeur des rayons : 25 cm



Ensemble vitré n° 3,
2 quarts de rond en 38 cm + 494/2
Largeur totale : 170 cm
Hauteur générale : 83 cm
Profondeur : 38 cm

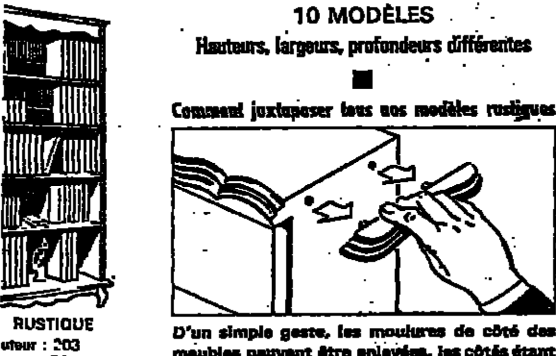


Ensemble vitré n° 4,
478/3 + 478/2 + 478/3
Largeur totale : 234 cm
Hauteur des côtés : 117 cm
Hauteur du centre : 83 cm
Profondeur des rayons : 38 cm

## [SPÉ]CIALITÉS EXCLUSIVES DE MEUBLES RUSTIQUES

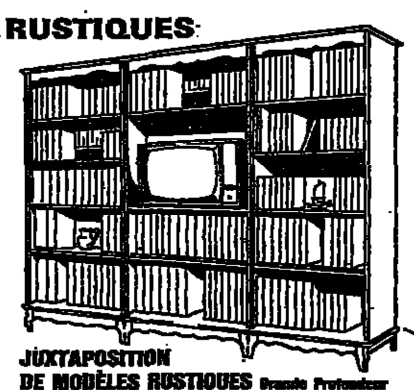
10 MODÈLES
Hauteurs, largeurs, profondeurs différentes

Comment juxtaposer tous nos modèles rustiques



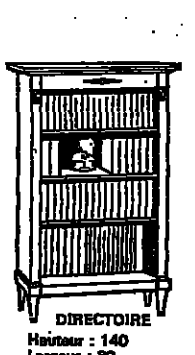
RUSTIQUE
[Ha]uteur : 203
[La]rgeur : 94
[Pro]fondeur : 42

D'un simple geste, les moulures de côté des meubles peuvent être enlevées, les côtés étant alors parfaitement rectilignes, les meubles sont juxtaposés par simple pose côte à côte.

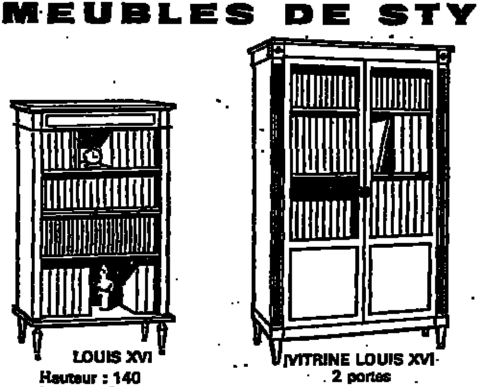


**JUXTAPOSITION DE MODÈLES RUSTIQUES** Grande Profondeur donnant la possibilité de mettre un poste de télévision. Hauteur 203 cm - Largeur 242 cm - Profondeur 42 cm.

## MEUBLES DE STYLE



DIRECTOIRE
Hauteur : 140
Largeur : 82
Profondeur : 38



LOUIS XVI
Hauteur : 140
Largeur : 78
Profondeur : 32,5



VITRINE LOUIS XVI
2 portes
Hauteur : 178
Largeur : 107,5
Profondeur : 38

VITRINE LOUIS XVI
3 portes
Hauteur : 177
Largeur : 164
Profondeur : 42,5

**[PA]RMI NOS DERNIÈRES INSTALLATIONS :**

[AMBA]SSADES : DE BELGIQUE - DU CANADA - DES ÉTATS-UNIS - D'IRAN - ETC. ...TIL DE L'EUROPE A STRASBOURG. ...ES : DE CHELLES - DE STRASBOURG - DE DEAUVILLE - ETC. ...CTURES : DE LA SOMME - DE L'HÉRAULT - DE LA GIRONDE - DE LA SAVOIE - ETC. ...OTHÈQUES MUNICIPALES : DE MONTPELLIER - DE RAMBOUILLET - ETC. ...ERSITÉ DE PARIS : SCIENCES POLITIQUES - ÉCOLE SUPÉRIEURE DE PHYSIQUE ET ...E DE LA VILLE DE PARIS - CENTRE UNIVERSITAIRE DAUPHINE - LYCÉE DIDEROT - UNIVERSITÉ DE BORDEAUX - FACULTÉS DES SCIENCES DE PARIS - DE ROUEN - ...ORDEAUX - ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE PARIS - INSTITUT NATIONAL DE LA ...E ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE. ...TÈRES : DES TRANSPORTS - DE L'ÉQUIPEMENT ET DU LOGEMENT - DE L'ÉCONOMIE ...ES FINANCES (I.N.S.E.E.) - DE L'INTÉRIEUR (ÉCOLE NATIONALE PROTECTION ...) - DE L'AGRICULTURE - ETC. ...F. - ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES - GAZ DE ...CE - DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE PARIS - DIRECTION DES SERVICES ...AUX DE PARIS - COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT - CHAMBRE DE COMMERCE ET DE ...USTRIE DE PARIS - CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES MALADIE DE PARIS - ...TANCE PUBLIQUE - ORGANISATION EUROPÉENNE DE LA RECHERCHE SPATIALE - ...COMITÉS D'ENTREPRISES : RHONE-POULENC - BOEING - REVLON - PECHINEY- ...E KUHLMANN - KODAK - LAIT GLORIA - SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX - ...AL - U.T.A. - PENNAROYA - SHELL BORDEAUX - L'AIR LIQUIDE - CENTRE ...IONAL DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

**DÉPARTEMENT SUR MESURE**

*Devis gratuit rapide • Délais d'exécution respectés • Possibilités de grandes installations avec nos modèles standard et de série*

**VISITEZ NOS EXPOSITIONS** OUVERTES TOUS LES JOURS MÊME LE SAMEDI *fermé le lundi-matin **fermé le lundi

**FRANCE**

**AMIENS** 3, RUE DES CHAUDRONNIERS Tél. 91-67-15
**BORDEAUX** 10, RUE BOUFFARD Tél. 44-38-42
**CLERMONT-FD** 22, RUE G.-CLEMENCEAU
***GRENOBLE** 59, RUE SAINT-LAURENT Tél. : 44-62-24
***LILLE** 38, RUE ESQUERMOISE
**LYON** 9, RUE DE LA RÉPUBLIQUE
**TOULOUSE** 2 et 3, QUAI DE LA DAURADE Tél. : 21-08-71
***MARSEILLE** 109, RUE DE PARADIS
***MONTPELLIER** 8, RUE SÉRANE Tél. : 72-19-32
**NANTES** 9, RUE J.-J. ROUSSEAU
***NICE** 8, RUE DE LA BOUCHERIE (Vieille Ville)
****RENNES** 18, QUAI ÉMILE ZOLA (près du Musée) Tél. : 30-28-77
***STRASBOURG** 11, AV Gal DE GAULLE (Esplanade)

**ÉTRANGER**

**BELGIQUE - BRUXELLES 1000** 54, RUE DU MIDI Tél. (25) 12-76-15
**LIEGE 4000** 47, BD D'AVROY Tél. : (04) 23-32-04
**PAYS-BAS - BUSSUM** 3 SLOCHTERENLAAN P.O. BOX 478
**PORTUGAL - FARO**
**CANADA - MONTREAL**

# LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

LA PLUS MODERNE DES MAISONS SPÉCIALISÉES
Médaille de Vermeil de la Foire de Paris 1974
**"EN MONTPARNASSE" - 61, rue Froidevaux - 75014 PARIS**
Magasin ouvert TOUS LES JOURS, MÊME LE SAMEDI, de 9 h. à 19 h. sans interruption
*MÉTRO :* GAITÉ, EDGAR QUINET, RASPAIL, DENFERT ROCHEREAU — *AUTOBUS :* 28 - 38 - 58 - 68

**BON POUR CATALOGUE GRATUIT**
Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHÈQUES VITRÉES contenant tous détails, hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, prix, demande de devis, etc.
M. ____________________
à ____________________
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES - 61, rue Froidevaux, 75014 Paris

# SPORTS

## TENNIS

### ARTHUR ASHE, CHAMPION DE WIMBLEDON

# Pour la première fois dans l'histoire du tournoi...

*Londres. — Pour la première fois de l'histoire de Wimbledon, samedi 5 juillet, un champion de tennis noir est entré dans la légende : en battant sans rémission en quatre sets (6-1, 6-1, 5-7, 6-4) son jeune compatriote, jusque-là invincible, Jimmy Connors, vingt-deux ans, l'Américain Arthur Ashe, trente et un an, a prouvé qu'il avait le cœur et le coffre pour gagner le plus long, le plus coté des championnats sur herbe. Ce ne fut pas un grand match, mais une finale mémorable, avec son intensité dramatique, digne d'une pièce de théâtre, qui contrastait avec le ciel gris. Le public, en effet, contrairement à son tempérament anglo-saxon, donna libre cours à ses sentiments, entièrement acquis au Noir, et contribua ainsi à créer un quinze mille poitrines au premier set pour rec- ces lieux solennels.*

De notre envoyé spécial

Arthur Ashe avait préparé cette finale autant intellectuellement que techniquement. Son immense avantage était d'avoir trouvé la clé de la stratégie contre les gauchers, à l'issue de son match extêmement disputé contre Roche. Il avait beaucoup observé le jeu de Connors devant Ramirez et surtout devant Tanner, gaucher comme lui. Il avait également fait son profit de la dernière défaite que lui avait infligée le même Connors, en janvier dernier, dans la finale des championnats d'Afrique du Sud, encore que le ciment de Johannesburg n'ait rien à voir avec le gazon follement rapide de Wimbledon. Enfin, il avait été mis en alerte par Borg — l'inconnu de demain sur herbe, — lequel l'avait écrasé au début de son quart de finale, et il était bien décidé à prendre la direction des opérations dès la première balle avec un plan de bataille mûrement réfléchi. Au point de vue nerveux, cet être impassible était tellement peu paniqué qu'il avait veillé assez tard la nuit précédente, accompagné d'une très jolie fille, jouant au black-jack au Playboy Club de Park Lane.

### L'élégance et le style

Quand Jimmy Connors, champion 1974, frappa son premier service, fort de ses victoires sans perdre un set, il débordait de confiance. Bill Riordan, son manager, le chicaneau qui lui fait entreprendre des procès contre la terre entière, singulièrement contre Ashe (celui-ci en des termes très vifs avait reproché à Connors d'avoir refusé de représenter les Etats-Unis en Coupe Davis), était dans les tribunes, aux côtés de sa *« mumm »* qui égrenait un chapelet, elle-même flanquée de Susan George, sa nouvelle et ravissante « fiancée », interprète mineure d'*Orange mécanique*. Tout allait marcher comme sur des roulettes. Malheureusement « Jimbo » prenait tout de suite trois points dans la vue. Puis après avoir néanmoins enlevé son service, l'incroyable se produisait : Ashe réalisait neuf jeux de rang. Connors accrochait encore péniblement un jeu ; mais il était terrassé de nouveau au deuxième set. A la marque 6-1, 6-1 pour Ashe.

Celui-ci, avec une économie de gestes adminrable et un sens tactique hors ligne, avait jusque-là joué sans cesse à la volée. Le fond de son jeu, pour le reste, consistait en balles rases, plates ou même coupées, sans leur donner de rebond et le plus souvent au centre du terrain, ce qui annihilait entièrement ces attaques hautes, délivrées à toute allure en diagonale qu'affectionne Connors. Son service aussi était toujours subtilement placé, à la différence de celui de Connors qui ne passait plus. L'élégance et le style l'emportaient haut la main sur la brutalité vulgaire.

Connors, dans l'adversité qui découvrait, fut très bien. Ceux qui croient être en acier, quand ils se voient inopinément faiblir, deviennent beaucoup plus vulnérables que les autres. Conors payait ses victoires fracassantes. Ayant totalement abandonné ses facéties de bateleur pour Las Vegas, il ne jouait plus les *« gros bras »* et montrait simplement que la glorieuse incertitude du sport lui donnait une autre invincibilité : celle du courage. De toute ses forces il essayait de faire surface. Nous entendions ses *« Ahan ! »* de bûcheron quand il servait, ses piétinements précipités sur le gazon chaque fois qu'il se risquait au filet. Et nous sentions bien qu'il suffirait d'un rien, qu'Ashe relâche sa pression ou que Connors rentre dans son grand jeu, pour que la situation se retourne. Ce fut un peu le cas, mais pas complètement au quatrième set, quand Connors, étant parvenu à prendre le troisième set, mena par 3 jeux à 0.

### Le sang de son grand-père

Mais Ashe n'était pas disposé à perdre sa main gagnante.

A chaque changement de côté, maintenant, il s'asseyait sous la chaise d'arbitre et nous le voyions, visage énigmatique, lisse comme un galet, fermer longuement les yeux. Comment n'aurait-il pas pensé dans ces moments-là à sa réussite extraordinaire ? Fils d'un gardien de club (à Richmond, Virginie), comme Cochet, comme Drobny, comme Santana, il avait dans ses veines le sang de son grand-père « Pink » Ashe, une force de la nature pour *la Route au tabac*, maître charpentier de son état, grand tombeur de femmes devant l'Eternel, qui avait engendré vingt-sept enfants et dont la virilité était réputée à la ronde.

Parfait produit de l'*establishment*, ayant fait de brillantes études à l'université de Los-Angeles et servi comme lieutenant dans l'armée américaine, Arthur Ashe avait connu sa plus grande fierté en 1968 quand il avait été à la fois sélectionné dans l'équipe de Coupe Davis des Etats-Unis et couronné champion de Forest-Hills. Depuis cette époque, le plus grand défaut qu'il avouait lui-même était de manquer de concentration.

Mais aujourd'hui, à Wimbledon, Arthur Ashe ne veut à aucun prix laisser passer sa chance. Il égalise, puis mène 5-4 sur son service.

Le sicience est tel sur le centre-court que nous entendons roucouler un pigeon.

Une première balle de match à 40-15 que Connors « contre » vigoureusement. Une seconde balle de match à 40-30, Connors acculé dans le fond par Ashe qui monte au filet répond par un lob mollasse. Et voilà : c'est fini. Avant même que Ashe ait frappé la volée de la victoire, la foule est dressée debout applaudissant à tout rompre.

Ashe, ayant placé sa balle dans le carré de droite (il nous tourne le dos), ne lance pas sa raquette au ciel. Il a un geste irrésistible, immédiat, celui du boxeur après sa victoire dans le ring : il brandit le poing en l'air en baissant la tête. Puis il revient posément, sans sourire, vers la chaise d'arbitre, après avoir échangé une poignée de main de pure forme avec Connors, et revêt ostensiblement son survêtement bleu marine de la Coupe Davis marqué U.S.A. Tout le cérémonial qui s'ensuit, la remise de la coupe d'All England Culb, le speech confidentiel du duc de Kent, se déroule en un clin d'œil et avec une absence totale de chaleur. Les émotions ont été trop fortes, tout est consommé.

OLIVIER MERLIN.

## ÉQUITATION

### AU GRAND PRIX D'AIX-LA-CHAPELLE

# Une vaste usine à ciel ouvert pour chevaux incassables

De notre envoyé spécial

*Aix-la-Chapelle. — Le Grand Prix d'Aix-la-Chapelle, dix-huitième épreuve du jumping-marathon d'Allemagne fédérale pour chevaux à trempe d'acier, s'est disputé dimanche 6 juillet dans le cadre grandiose du Reitstadium. Soixante mille places occupées au coude à coude, l'assaut pour leur conquête réglé en moins d'une demi-heure, sans incident, ni bousculade, ni murmure ; nos yeux français en demeurent écarquillés.*

*Quand, par miracle, nos terrains de concours attirent plus de cinq mille personnes, nous disons qu'il y a foule, les organisateurs, d'excitation, s'en épongent les joues et le soir venu les recettes donnent la migraine au comptable. Il est vrai que, dans la succession ininterrompue des grandes étapes cavalières, le meeting de la perle de la Westphalie ne ressemble à aucun autre. Si les amateurs peu disposés dans leur ostracisme à frayer avec le populaire se retrouvent autour du rectangle de dressage, où les melons gris perle et les pantalons à petits carreaux jettent une note anachronique délicieuse ou dérisoire selon le goût, l'arène elle-même est livrée au tumulte d'une immense fête populaire, le sport équestre connaissant en R.F.A., grâce aux succès olympiques de ses héros, l'engouement du football ailleurs.*

*Pour le Grand Prix, édition 75, couru sous un soleil de plomb, les plus prévoyants s'étaient dès 9 heures du matin installés sans tapage, comme sans vraie gaieté notons-le, sur les seuls talus de verdure disponibles dans cet univers de béton armé, sauvé de justesse par le splendide ovale de la piste. D'où l'impression prévalant d'une vaste usine à ciel ouvert pour chevaux incassables, les plus vulnérables et non les moins talentueux y laissant régulièrement leurs jambes et parfois leur cœur. L'utile et l'agréable ici ne font point, hélas ! bon ménage. Les galopades dosées sans jamais perdre le sens de l'humain, nous les voyons à Rome, Madrid, La Baule, au Grand Parquet de Fontainebleau, Aix-la-Chapelle en fait d'agrément n'offrant qu'austérité. Le voyage n'en sera pas moins expressément recommandé aux amateurs d'émotions fortes, les délicats que la vue d'un cheval en écume ou épuisé chavire étant priés de rester chez eux.*

*Quatorze obstacles, dix-sept efforts, deux barrages en cas d'égalité de points, tels étaient les morceaux écrits au « menu » du Grand Prix, auquel participèrent trente concurrents. La France, par le jeu des qualifications, ne présentait qu'un seul cavalier, Marcel Rosier, pilotant le bai* Bayard de Maupas, *le type même de l'artiste courant le cachet au hasard des tournées internationales. Deux fausses notes renvoyèrent au premier tour à l'écurie et au vestiaire le champion de France, vainqueur en 1971, et avec quelle maestria, de l'épreuve-cime. Le scepticisme étant un jeu d'esprit,* Bayard de Maupas *un jour nous confondra peut-être en brossant un chef-d'œuvre.*

ROLAND MERLIN.

## AUTOMOBILISME

### Vainqueur du Grand Prix de France

# L'Autrichien Niki Lauda (Ferrari) a toutes les chances d'être champion du mon[de]

**LeC amp-du-Castellet. — Il ne fait désormais plus aucun doute que l'Autrichien Niki Lauda, vingt-six ans, succédera au Brésilien Emerson Fittipaldi au palmarès du Championnat du monde des conducteurs. Vainqueur des Grands Prix de Monaco, de Belgique, de Suède, Lauda (Ferrari) a remporté dans le Grand Prix de Fran[ce] manche 6 juillet, sa quatrième épreuve d[e] née. Sans une faute d'appréciation concern[ant le] changement de ses pneumatiques, le pilote [autri]chien aurait aussi, il y a quinze jours, ga[gné le] Grand Prix des Pays-Bas.**

De notre envoyé spécial

Il est bien rare qu'un pilote et un constructeur dominent à ce point le championnat du monde. Sans doute y a-t-il eu, dans un passé récent, Jim Clark et Jackie Stewart, mais on s'accorde en général à attribuer en priorité leur réussite à leurs qualités personnelles. Pour Niki Lauda, il semble que la compétitivité de sa voiture prenne le pas sur sa maîtrise. On le considère à juste titre comme l'un des meilleurs pilotes du monde, on lui reconnaît un talent certain de metteur au point, le tout servi par une expérience acquise rapidement, mais rien n'interdit de penser que quelques-uns de ses concurrents feraient aussi bien, pourvu qu'ils disposent d'un aussi bon matériel. De fait, dans une telle compétition où une bonne douzaine de pilotes sont d'égale valeur, c'est bien la voiture qui joue le rôle déterminant.

Neuf des quinze épreuves du championnat du monde étant disputées, on voit mal comment dans les six dernières (Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne, Autriche, Italie, Canada, Etats-Unis) la suprématie de Ferrari pourrait être remise en cause, du moins au point de permettre à un autre pilote d'empêcher Lauda de devenir champion du monde.

La voiture de Lauda n'a que des atouts et jusqu'à présent aucun point faible. Son moteur lui confère un avantage de puissance situé à 20 CV, sa robustesse est un fait acquis, et elle n'a que des avantages en tenue de rou[te] aérodynamisme, en freinag[e]. Toutes choses qui font que, que soit la configuration d[es cir]cuits, Lauda est à même, [chaque] fois, d'exploiter au mieux l[es pos]sibilités qui lui sont o[ffertes]. L'outil que Ferrari lui donn[e à] chaque grand prix est exc[eption]nel, et on l'a dit : Lauda, metteur au point, sait en t[irer la] quintessence. C'est un atou[t im]portant dans l'actif profess[ionnel] d'un pilote que de pouvoir [com]prendre ce qu'il faut faire s[ur sa] voiture pour corriger tel [ou tel] défaut ou l'adapter à tel circuit. Avec Ferrari, Niki parcourt des milliers de k[ilomè]tres en essais pour obtenir [préci]sément cette mise au [point] idéale. Il s'y ajoute ensui[te les] essais officiels sur chaque [circuit] avant chaque grand prix, c[ar il] remet tous les réglages en [cause].

C'est souvent dans ces jo[urs] d'entraînement qui précè[dent] l'épreuve que se bâtit le [succès]. Lauda a le privilège de se[ntir ce] qui va ou ce qui ne va pas [sur sa] voiture, d'y apporter les [correc]tions nécessaires, alors que [beau]coup de ses adversaires épr[ouvent] des difficultés, ou sont dans l'impossibilité d'amél[iorer la] mise au point de leur mon[oplace]. Ils sont conscients qu'il fau[t faire] quelque chose, mais n'ont [pas la] compétence de l'expliquer [au] stand. Le meilleur ingénieur[, le] plus qualifié des mécanici[ens ne] peuvent compenser le man[que de] jugement d'un pilote, [premier] maillon de la chaîne. Il en [résulte] une procédure par tâtonn[ements] qui se révèle, en fin de c[ompte,] souvent fâcheuse.

### Rien n'est trop bea[u]

Il y a peu de temps encor[e, l'or]ganisation du service comp[étition] de Ferrari présentait des [carac]téristiques bien latines d[ont la] moindre n'était pas la rigu[eur]. la pagaille a succédé un [travail] sérieux, un programme c[onçu et] dirigé par des responsable[s], la délégation d'autorité n'e[st plus] sujette aux sautes d'humeu[r]

homme seul. Fiat, qui con[trôle] financièrement Ferrari, a apporté son sens de l'efficaci[té et] des moyens importants. [Sans] doute serait-il injuste de ne [pas] souligner le fait que Ferrar[i est] l'équipe qui dispose de très [loin] du plus fort budget de la [for]mule I et que, plus qu'ail[leurs,] dans une discipline aussi [oné]reuse, l'argent est le nerf [de la] guerre et la clé de la réu[ssite]. Rien n'est trop beau ou trop [cher] pour l'équipe Ferrari.

Il n'est que de voir les voit[ures] pour s'en convaincre. Présen[tées] tels des engins de laborat[oire,] elles contrastent avec l'as[pect] artisanal d'un certain nombr[e de] voitures dont les construct[eurs] n'ont pas le cinquième des [res]sources de Ferrari. On imagi[ne le] coût des alliages spéciaux uti[lisés] par Ferrari et à combien rev[ient] le développement des moteur[s et] des boîtes de vitesses qui [sont] propres aux constructeurs. [C'est] encore un avantage de Ferrari d'utiliser ces moteurs et ces bo[îtes] de vitesses alors que la con[cur]rence est contrainte d'av[oir] recours au marché extérieur [et] donc de dépendre de fournisse[urs] qui les traitent quelquefois s[elon] leur bon vouloir.

FRANÇOIS JANIN

### DEUX FORMULES FRANÇAISES EN 1976 ?

*Deux formules 1 franç[aises] pourraient participer en [1976] au championnat du mo[nde] des conducteurs. S'il est ac[quis] que Guy Ligier engagera l['an]née prochaine une monop[lace] équipée du moteur Matra[, il] est probable qu'une au[tre] monoplace, dotée d'un a[utre] moteur français, fera ses [dé]buts à la même époq[ue]. Construite par Alpine, la [Ré]gie Renault étant ma[ître] d'œuvre, elle serait dotée d['un] moteur 1,5 litre à comp[res]seur dont la mise au b[anc] d'essai est proche.*

*Ce moteur est un dével[op]pement du 2 litres Rena[ult-]Gordini, qui est exploité [par] les prototypes Renault d[ans] le championnat du monde [des] marques. Avec l'appoint d['un] compresseur, ce moteur s['est] révélé beaucoup plus puiss[ant] que les meilleurs mote[urs] 3 litres atmosphériques [de] cette compétition, que soient les Alfa-Romeo ou Ford-Cosworth. Sa cylind[rée] réduite à 1,5 litre — en rai[son] de l'équivalence observée [en] formule 1, — le moteur [Re]nault destiné à la formul[e 1] devrait fournir une puissa[nce] compétitive.*

## LE TOUR DE FRANCE

# L'exploit le plus significatif

De notre envoyé spécial

Auch. — Sur la petite route départementale qui, de Fleurance à Auch, serpente à travers l'Armagnac, sur cette route anonyme mais pittoresque et parfaitement adaptée à la compétition cycliste, avec ses 37 kilomètres de montagnes russes, Eddy Merckx a réalisé, samedi 5 juillet, l'exploit le plus significatif du Tour de France. En dépit d'une crevaison, survenue 4 kilomètres avant l'arrivée, il a distancé Bernard Thévenet — excellent — de 9 secondes, et Francesco Moser de plus d'une minute, apportant ainsi une preuve supplémentaire de sa supériorité.

Cette course contre a montre ne favorisait ni les coureurs spécifiques ni les acrobates. Tracée sur un parcours idéal, elle s'adressait aux routiers complets et faisait une large part à la stratégie. Il importait, en effet, de ne pas prendre un départ trop rapide et de ne pas concéder inutilement du terrain dans la première moitié du parcours. Par curiosité, nous avons suivi un coureur qui ne figurait pas sur la liste des favoris, le Suisse Joseph Fuchs. Pendant plus de trois quarts d'heure, il roula au maximum de ses possibilités, offrant la moindre prise au vent et négociant ses virages avec adresse. Que pouvait-il faire d'autre ? A le voir, il nous semblait qu'il était impossible de mieux enrouler le grand braquet, bref d'aller plus vite à vélo.

Pourtant, Fuchs ne s'est classé que quinzième de l'étape. Il s'est incliné devant Zoetemelk, Poulidor, Danguillaume, Moser, Ocana, Gimondi, Hézard, et, bien entendu, devant Merckx, qui lui a pris 3 min. 4 sec., soit près de 4 secondes tous les kilomètres.

*« Je suis parti prudemment,* explique le champion belge, *sachant que, sur un itinéraire aussi tourmenté, il fallait doser ses efforts. Dans la côte de Roquelaure, à 10 km de l'arrivée, j'ai cru que mes jambes allaient éclater. »* Merckx avoue qu'il a souffert. Plus que Poulidor, handicapé par une bronchite, ou que... Fuchs ? Nul ne saurait le dire. Ce qui est certain c'est qu'il a occupé le commandement de bout en bout. Il précédait Thévenet de 16 sec. à mi-course, et de 24 sec. au 25ᵉ kilomètre. Si l'on évalue à 20 sec. le temps qu'il a perdu à la suite de sa crevaison, on constate que, dans l'absolu, il a augmenté régulièrement son avantage.

Le plus difficile attend les coureurs, qui ont passé une journée de repos dimanche 6 juillet, à Auch. Ils vont maintenant pénétrer dans la montagne, pour n'en sortir qu'à Thonon-les-Bains.

JACQUES AUGENDRE.

# LES RÉSULTATS

## Athlétisme

*L'Union soviétique a battu les Etats-Unis, privés de leurs meilleurs athlètes, par 129 points à 89 chez les messieurs et par 96 points à 49 chez les dames, les 5 et 6 juillet, à Kiev.*

*Quelques bonnes performances ont été enregistrées au cours des championnats de France minimes, cadets et juniors disputés les 5 et 6 juillet au stade Charléty, à Paris. Amoureux a gagné le 100 mètres juniors en 10 sec. 54, devant Le Joncour (10 sec. 56) et Guy (10 sec. 67). Machabey s'est nettement imposé sur 200 mètres juniors (21 sec. 16), tout comme Liaster sur 400 mètres (46 sec. 12).*

*Dans les concours, on peut noter les 2,15 m. de Darras au saut en hauteur. En demi-fond, sur 1 500 mètres, le junior Bentz (3 min. 46 sec. 2) et le cadet Bussières (3 min. 55 sec. 6) ont réussi les performances les plus prometteuses.*

## Automobilisme

GRAND PRIX DE FRANCE AU CASTELLET

1. Lauda (Aut.), Ferrari, 1 h. 40 min. 18 sec. 84 (moyenne 187,650 km-h.) ; 2. Hunt (G.-B.), Hesketh, à 1 sec. 59 ; 3. Mass (R.F.A.), McLaren, à 2 sec. 31 ; 4. Fittipaldi (Brés.), McLaren, à 39 sec. 73 ; 5. Andretti (E.-U.), Parnelli, à 1 min. 2 sec. 8 ; 6. Depailler (Fr.), Tyrrel, à 1 min. 27 sec. 40 ; 7. Brise (G.-B.), Lola Hill, à 1 min. 29 sec. 6 ; 8. Jarier (Fr.), Shadow, à 1 min. 39 sec. 78 ; 9. Scheckter (Afr. Sud), Tyrrel, à 1 min. 51 sec. 88 ; 10. Peterson (Suède), Lotus, à 1 min. 56 sec. 2 ; 11. Laffite (Fr.), Williams, à 1 min. 56 sec. 77 ; 12. Jaboulile (Fr.), Tyrrel, à 1 min. 57 sec. 13.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

1. Lauda (Aut.), 47 points ; 2. Reutemann (Arg.), 25 pts ; 3. Fittipaldi (Brés.), 24 pts ; 4. Hunt (G.-B.), 22 pts ; 5. Pace (Brés.), 18 pts ; 6. Regazzoni (S.), 16 pts ; 7. Scheckter (Afr. Sud), 15 pts ; 8. Mass (R.F.A.), 14 pts ; 9. Depailler (Fr.), 12 pts, etc.

## Aviron

CHAMPIONNATS DE FRANCE A TOURS

HOMMES (2 000 mètres)

Skiff. — 1. Polizzi (Régates mâconnaises), 7 min. 2 sec. 43.

Double-scull. — 1. Imbert-Izard (S.N. Avignon), 6 min. 38 sec. 98.

Deux sans barreur. — 1. Girard-L'Alexandre (C.A. Nantais), 6 min. 59 sec. 97.

Deux barré. — 1. Fraisse-Coucardon (U.C. Métro), 7 min. 20 sec. 53.

Quatre de couple. — 1. Régates Mâconnaises (Girard, Triboulet, Nugues, Dulaurent), 6 min. 16 sec. 6.

Quatre sans barreur. — 1. C.A. Chalon (A. Picard, Coupat, Neri, M. Picard), 6 min. 24 sec. 82.

Quatre barré. — 1. C.A. Vichy (Manuliere, Granjon, G. Chopin, Dacher), 6 min. 35 sec. 18.

Huit. — 1. S.N. Avignon (Mérindol, Imbert, Izard, Pascal, Marquis, Scodellaro, Artaz, Vian), 5 min. 52 sec. 50.

DAMES (1 000 mètres)

Skiff. — 1. Antholne (A.S.P.P.), 3 min. 50 sec. 3.

Double-scull. — 1. Camu-Barnier (C.N. Verdun), 3 min. 30 sec. 66.

Deux sans barreur. — 1. Artaud-Segondy (R.C. Sète), 3 min. 57 sec. 98.

Quatre de couple. — 1. C.N. Verdun (Barnier, Camu, Rabbé, Thomas), 3 min. 30 sec. 89.

Quatre barré. — 1. Aviron sevrier (Cadoux, Chavanne, Subiet, Josserand), 3 min. 44 sec. 48.

## Cyclisme

TOUR DE FRANCE

Neuvième étape

— Premier tronçon : LANGON-FLEURANCE (131 km)

1. SMIT (P.-B.), 3 h. 15 min. 32 sec. (moyenne : 40,198 km-h.) ; 2. Van Linden (B.) ; 3. Santambrogio (I.) ; 4. Merckx (B.) ; 5. Karstens (P.-B.) ; 6. Vianen (P.-B.) ; 7. Bazzan (I.) ; 8. Peelman (B.) ; 9. Mintkiewicz (F.) ; 10. Hoban (G.-B.).

— Deuxième tronçon : FLEURANCE-AUCH (37,4 km contre la montre)

1. MERCKX (B.), 49 min. 42 sec. 9 (moyenne : 45,137 km-h.) ; 2. Thévenet (F.) 49 min. 51 sec. 5 ; 3. Knudsen (Norv.), 50 min. 5 sec. 9 ; 4. Gimondi (I.), 50 min. 26 sec. 5 ; 5. Hezard (F.), 50 min. 29 sec. ; 6. Ocana (E.), 50 min. 48 sec. 5 ; 7. Moser (I.), 50 min. 50 sec. 7 ; 8. Pollentier (B.), 50 min. 58 sec. 9 ; 9. Danguillaume (F.), 51 min. 2 sec. ; 10. Zoetemelk (P.-B.), 51 min. 22 sec. 6.

Classement général

1. MERCKX (B.), 38 h. 50 min. 3 sec ; 2. Moser (I.), à 1 min. 39 sec. ; 3. Thévenet (F.), à 2 min. 20 sec. ; 4. Pollentier (B.), à 2 min. 39 sec. ; 5. Gimondi (I.), à 3 min. 22 sec. ; 6. Knudsen (Norv.), à 3 min. 42 sec. ; 7. Hezard (F.), à 3 min. 59 sec. ; 8. Poulidor (F.), à 4 min. 42 sec. ; 9. Van Springel (B.), à 4 min. 43 sec. ; 10. Zoetemelk (P.-B.), à 4 min. 43 sec.

## Équitation

C.S.I.O. D'AIX-LA-CHAPELLE

Grand Prix. — 1. Fletcher (G.-B.), sur *Buttevant Boy*, 0 faute, 41 sec. 6 ; 2. Alwin Schockemohle (R.F.A.), sur *Warwick*, 4 points, 39 sec. 1 ; 3. H. Snoek (R.F.A.), sur *Rasputin*, 4 points, 40 sec. 6 ; 4. E. Wauters (Belg.), sur *Pomme d'Api*, 4 points, 62 sec. 7.

*En dressage, modeste prestation des représentants français, Mlle Dominique d'Esmée et l'adjudant Le Rolland, malgré leur indéniable talent. Le pur-sang* Cramique, *qui fut, sous la selle du brillant sous-officier du Cadre noir, maintes fois champion de France, a paru près de l'adieu. Ses articulations sont visiblement rouillées, les boulets souffrent, le cœur n'y est plus. Sa place, désormais, est au pré.*

## Golf

L'équipe de France composée d'Odile Garaialde et de Martine Giraud a remporté, le 6 juillet, sur le parcours de Saint-Cloud, le championnat d'Europe féminin en battant en finale les Espagnols par 4 victoires à 3.

## Hippisme

*Le handicap de Saint-Cloud, disputé à Saint-Cloud et retenu pour les paris couplé gagnant et tiercé, a été gagné par* Kémal, *suivi de* Ballyvie *et d'*Abiraan. *La combinaison gagnante est 11-4-6.*

## Motocyclisme

GRAND PRIX DE BELGIQUE

250 cm3. — 1. Cecotto (Vén.), sur Yamaha, 46 min. 11 sec. 7 (moy. 201,450 km-h.) ; 2. Rougerie (Fr.), sur Harley-Davidson, 46 min. 12 sec. 1 ; 3. Villa (It.), sur Harley-Davidson, 46 min. 13 sec. 5.

500 cm3. — 1. Read (G.-B.), sur M.V., 47 min. 21 sec. 1 (moyenne 214,396 km-h.) ; 2. Newbold (G.-B.), sur Suzuki, 48 min. 29 sec. 7 ; 3. Findlay (Austr.), sur Yamaha, 49 min. 16 sec. 1.

## Tennis

TOURNOI DE WIMBLEDON

Simple messieurs : Arthur Ashe (E.-U.) bat Jimmy Connors (E.-U.), 6-1, 6-1, 5-7, 6-4.

Double dames : Kyomura (E.-U.) - Sawamatsu (Jap.) battent F. Durr (Fr.) - B. Stove (P.-B.), 7-5, 1-6, 7-5.

Double mixte : Riessen (E.-U.) - Court (Aust.) battent A. Stone (Aust.) - B. Stove (P.-B.) 6-4, 7-5.

# DÉFENSE

À propos du déménagement de la sécurité militaire

## FICHES ET DOSSIERS

*…n abandonnant le fort de …ves, dans la banlieue pari…ne, pour s'installer dans … « beaux quartiers » de la …tale et partager ses nou…ux locaux tout proches du …istère de la défense, dans … septième arrondissement, … la direction des person… militaires de l'armée de … (le Monde daté 29-…uin), la sécurité militaire …ute une décision très vi…ent commentée dans les …eux militaires. Certains …rvent que la sécurité mili…e, qui a, depuis trois mois, … nouveau directeur avec le …éral de brigade Gérard …ens, se rapproche ainsi de … autorité directe de tutelle, … ministre de la défense. En …nche, d'autres déplorent … opportunité politique d'une …ure qui consiste à réunir … les mêmes bâtiments, …és au 1, place Saint-…mas-d'Aquin, l'organisme …rgé principalement de la …eillance des cadres ou des …lés et de leur discipline, … la direction du person… chargée de la gestion …inistrative des cadres.*

*…ême si le gouvernement … en droit d'affirmer que, …s, certains services de la …ction du personnel sont …sférés du ministère de la …ense — où ils étaient pré…emment — à leur nouvelle …esse, rien n'interdit à de …breux officiers et sous-…ciers de juger pour le …ns maladroite — ils ne se …ent pas de le dire en par…lier — une décision qui …rrait conduire à confondre … fiches de la sécurité mili…e avec les dossiers des états de services, de notations et d'avancement des personnels dans l'armée de terre.*

*Peut-être la crainte de ce rapprochement est-elle illusoire, et le ministère de la défense a-t-il des raisons d'estimer cette appréhension non fondée. Mais, à l'heure où les citoyens redoutent d'être systématiquement mis en fiches et réclament une protection de leur vie professionnelle ou privée, il n'est pas anormal de constater combien les cadres militaires sont également soucieux d'obtenir les mêmes assurances. La tentation serait bien trop grande, en effet, pour un pouvoir sans contrôle, de ne plus faire le partage entre la gestion administrative du personnel, d'une part, et, d'autre part, la surveillance des menées dites révolutionnaires ou subversives, les affaires à caractère disciplinaire et la protection du secret, qui relèvent de la sécurité militaire.*

*D'autant qu'au sein même de la sécurité militaire, il s'élève des voix pour regretter le choix de ces nouveaux locaux, mais pour des raisons différentes. Les installations du fort de Vanves avaient été rénovées, l'an dernier, au profit de la sécurité militaire, et il est évident que les locaux parisiens, occupés jusqu'à présent par la direction centrale du matériel de l'armée de terre, devront être aménagés pour recevoir les archives et les téléscripteurs de la sécurité militaire. Ce qui entraînera de nouvelles dépenses.*

J. I.

*…escale à Toulon de deux …nts soviétiques*, le croiseur … et le bâtiment lance-mis…*rasnyi-Krim*, a été marquée … 5 juillet par un incident. …estre de la flotte de la mer … devait donner un concert … heures, place d la Liberté. …vant l'arrivée des marins …ques, quatre membres de la …nauté israélite de Toulon …rent une pancarte portant …iption : « *Liberté pour les … d'Union soviétique.* » Le … fut pris à partie par des …ateurs dont les sympathies pour l'U.R.S.S. étaient évidentes, et des propos teintés d'antisémitisme fusèrent. Les israélites contestataires furent conduits au commissariat central, où, après vérification d'identité, ils furent relâchés. — *(Corresp.)*

● *La marine de guerre grecque* a commandé aux Chantiers navals de l'Estérel, à Cannes, un patrouilleur rapide armé de deux canons et de quatre missiles surface-surface SS-12, pour des missions de surveillance et de contrôle côtiers.

### En mission d'espionnage en mer de Barents

## LE COMMANDANT D'UN SOUS-MARIN AMÉRICAIN AURAIT RÉDIGÉ DE FAUX RAPPORTS APRÈS SA COLLISION AVEC UN BATIMENT SOVIÉTIQUE.

Le « New York Times » fait état, dimanche 6 juillet, d'une collision entre un sous-marin soviétique et un sous-marin américain, tous deux dotés d'armes nucléaires, qui se serait produite à la fin de 1969 en mer de Barents, dans les eaux territoriales soviétiques. Le sous-marin américain « Gato » était en mission de reconnaissance dans les eaux territoriales soviétiques dans le cadre du programme Holystone de la marine américaine (programme d'espionnage défini après 1960).

Le quotidien new-yorkais, qui dit tenir ces informations de plusieurs membres de l'équipage du submersible, ajoute que le bâtiment se trouvait par erreur, lors de la collision, à 1 mille (environ 1 850 mètres) de la côte soviétique. Les navires du programme Holystone n'étaient pas autorisés à s'approcher de plus de 4 milles de la côte soviétique, soit en dehors de la zone internationales de 3 milles reconnue par les États-Unis, mais bien à l'intérieur de la zone territoriale de 12 milles revendiquée par l'Union soviétique. L'équipe du « Gato » chargée de la navigation aurait fait une erreur d'interprétation des données du sonar (détection sous-marine).

Selon des membres de l'équipage, qui ne sont plus en activité, le heurt ne provoqua que de légers dégâts matériels et ne fit aucun blessé. Ils n'ont pas précisé à quelle profondeur se trouvaient les deux bâtiments. Après l'incident, le sous-marin soviétique a dû faire surface, tandis que le « Gato » poursuivait sa route dans l'océan Atlantique.

Les membres de l'équipage du « Gato » affirment que le capitaine Lawrence Burkhardt, qui commandait alors le bâtiment, aurait reçu l'ordre de préparer de faux rapports pour maquiller la collision. Le capitaine Bukhardt, qui est actuellement attaché au bureau du personnel du Pantagone, s'est toutefois refusé à tout commentaire, indique le « New York Times ».

# CARNET

### Naissances

— Corinne et Jérôme Rémond sont heureux d'annoncer la naissance de leur frère
Guillaume,
le 23 mai 1975.
26, rue de Tourville,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

— Les docteurs Jean-Paul et Michelle Cayot, née Tonellot, sont heureux d'annoncer la naissance de
Jérémie,
le 1er juillet 1975.
29, rue Desaix,
69003 Lyon.

### Fiançailles

— M. Henri Picq et Mme, née Madeleine Bouton,
M. Michel Ricard et Mme, née Claude Astier,
ont la joie de faire part des fiançailles de leurs enfants
Catherine
et
Pierre.
203, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.
51, avenue Bosquet,
75007 Paris.

### Mariages

— Marie-Thérèse Couilloud,
et Guy Le Dinahet,
font part de leur mariage, célébré dans l'intimité, en l'église de Saint-Chef (Isère), le 21 juin 1975.
16 bis, rue Ph.-de-Lassalle,
Lyon.
Molinges,
Jura.

— Ginetta Mancino
et Rémy Bonnel
ont la joie de faire part de leur mariage, qui a eu lieu à la mairie de Vallon-d'Arc (Ardèche), le mercredi 25 juin 1975.

— M. et Mme J. Panouse,
M. et Mme P. Guelfi,
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants
Marie-Claude
et
Alain,
qui sera célébré jeudi 10 juillet, à 15 h. 30, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris (5e).
223, rue Saint-Jacques,
75005 Paris.
9, rue des Carrouges,
91800 Brunoy.

### Décès

**LUCIEN DE MONTIGNY**

Nous apprenons le décès, survenu à Rennes le 5 juillet, de
M. Lucien de MONTIGNY,
ancien sénateur de la Mayenne.
[Né le 6 avril 1909 à Mayenne (Mayenne), M. Lucien de Montigny était devenu maire de sa ville natale (où il exerçait la profession d'avocat) en 1947 et était demeuré à ce poste jusqu'en 1971, date à laquelle il n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat municipal. Il avait été élu sénateur du département en 1965. Membre du Centre démocrate, il avait siégé, au palais du Luxembourg, au groupe de l'Union centriste des démocrates de progrès. Il ne s'était pas représenté aux élections sénatoriales de 1974. Il était conseiller général du canton de Mayenne-Est depuis 1949.]

— Mme Antoine Augé,
M. Jean-Pierre Lafon et Mme, née Monique Augé, leurs fils François, Dominique et Martin,
M. et Mme Jean Augé et leurs filles Françoise, Martine et Mireille,
Les familles Souyri et Delbos,
ont l'immense douleur de faire part du décès de
Antoine AUGÉ
proviseur honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur
des Palmes académiques,
maire de Lercoul (Ariège),
enlevé à leur affection le 25 juin 1975, à l'âge de soixante-quatorze ans.
Les obsèques ont eu lieu à Vicdessos (Ariège), le 28 juin 1975.
Lercoul,
09220 Vicdessos.
16, rue du Lycée,
92330 Sceaux.

— Mme Marcel Baudin,
M. et Mme Pierre Baudin,
Mme Madeleine Baudin,
M. Charles Le Sausse et Mme, née Emilienne Baudin,
Les familles Baudin, Mercuri,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Marcel BAUDIN.
Selon la volonté du défunt, la cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité, le jeudi 3 juillet 1975, à Toulouse.
107, allée de Brienne,
Toulouse.
14-16, avenue de l'Orée,
Bruxelles.

— Le docteur et Mme Gabriel Nahas et leurs enfants Michèle, Anthony, Christiane,
M. John Peters et Mme, née Hélène Nahas, et leurs enfants Claire et Sylvie,
M. Robert Nahas,
font part du décès de
Mme veuve Bishara NAHAS,
née Gabrielle Wolff,
leur mère, grand-mère et tante, décédée à l'âge de quatre-vingt-huit ans à Minneapolis, Minnesota U.S.A., le 2 juillet 1975.
« Dans l'adversité revêtez-vous de toute l'armure du Seigneur. »
(Ephésiens 6, 13.)
59, rue de Babylone,
75007 Paris.
2 691 East Lake of the Isles Boulevard,
Minneapolis, Minnesota U.S.A.

### Remerciements

— Mme Paul Stehlin,
M. Marc Stehlin,
dans l'impossibilité de répondre aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du
général Paul STEHLIN,
prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver, ici, l'expression de leurs sincères remerciements.

— Mme Bernard Vos,
Marie-Christine Vos,
très touchées par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
Bernard VOS,
prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver, ici, l'expression de leurs profonds remerciements.

### Anniversaires

— En ce deuxième anniversaire du décès du
général Antoine BRION,
à sa mémoire, un fidèle souvenir.

— Pour le premier et triste anniversaire de la perte cruelle de
M. Vahan PORTOUKALIAN,
président de chambre honoraire,
croix de guerre,
officier de la Légion d'honneur,
Mlle Marie Portoukalian et sa famille demandent à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé d'avoir pour lui une pensée émue.
Elles rappellent également à leur souvenir son épouse,
Mme Cyprienne PORTOUKALIAN,
décédée le 30 août 1970.





# FEUILLETON

…RO I

# le beau Solignac

DE
JULES
CLARETIE



…SEPH FOUCHÉ, duc …'Otrante, ministre de la …olice générale et ministre de …rieur par *intérim*, était fort …é, durant l'été de 1809, pen… que l'Empereur, tout à son … sur le Danube, livrait à …iche ces terribles combats …vaient s'appeler dans l'his… Essling et Wagram.

…y avait eu alors, à Paris …, de longs jours d'angoisse, …ndemain de la bataille du …ai, qui, pour peu, se fût …gée pour l'armée française …e terrible défaite. Journée …ante et douteuse, que les …ns de Napoléon célébraient … le nom d'Essling, tandis que …utrichiens s'en attribuaient …sultat en la décorant du … d'Aspern. En réalité, Napo…se trouvait, au lendemain …tte lutte, réduit à attendre … secours, à mander d'Italie …ée du prince Eugène, et de …ie le corps de Marmont. …moment, à l'heure décisive … combat, l'Empereur avait … son sang-froid et, sans …éna, l'armée eût été tout à … compromise.

… savait tout cela à Paris, on …renait, comme on apprend … d'abord les nouvelles inquié…s, par des rumeurs vagues, …ruits exagérés colportés tout … et grossis en passant de …he en bouche. Le ministre … police s'efforçait de cacher …érité à la population vrai…t troublée.

…s'en fallut de peu que le …uement qui attendait l'em… de Napoléon Ier n'eût lieu …ques années avant 1815. Plus …e fois cette redoutable ma…e gouvernementale faillit être …aquée par un fétu de paille, …Napoléon sentait si bien la …esse latente de son pouvoir, …racinable en apparence, qu'il …uiétait de tout, d'un bout de …er imprimé ou de la parole … haute du moindre capitaine …son armée. On le voyait, au …u même de ses troupes, man… Savary, chargé de la police …ète de l'armée, et l'interroger … les tendances générales des …ats. Une mystérieuse asso…ion militaire des *Philadelphes*, …ion secrète d'hommes braves …ésolus, ennemis de l'Empire, …blicains dans l'âme, mais … prêts à oublier leur haine … qu'il s'agissait de se dévouer …r la France, cette société — …ns puissante qu'on ne l'a cru, …s cependant solide — *épou…tait* l'Empereur. Il voyait réellement en elle comme le spectre de la République morte.

Tout ce qui, à Paris, était hostile à l'Empire s'agitait vivement, et l'esprit public était, à la fin, irrité contre une belliqueuse ambition qui coûtait tant de sang au pays. Le faubourg Saint-Germain, un moment rallié, redevenait aigre et les douairières montraient les dents qu'elles n'avaient plus. Quelques symptômes de soulèvements se manifestaient même déjà en Vendée. Les républicains étaient prêts, s'il le fallait, à combattre. Fouché ne savait guère où donner de la tête. Nous ne parlons point des Anglais qui menaçaient sur l'Escaut, de la Belgique qu'il fallait protéger, et du scandale de l'enlèvement du pape à Savone. Ces événements sont du domaine de l'histoire. Le drame intime qui marqua cette période troublée et inquiétante appartient seul à notre récit.

***

Fouché se leva, un matin de juin, de plus méchante humeur que de coutume. La situation, déjà sombre, s'était aggravée. Le ministre de la police avait fait arrêter, la nuit précédente, un ancien commandant de dragons, mis à la retraite pour ses opinions politiques et compromis, sous le Consulat, dans un complot militaire où la police avait très obligeamment mis la main.

Fouché avait d'abord haussé les épaules en lisant ces rapports de police — il en connaissait trop les exagérations souvent romanesques, nées du cerveau de quelque agent avide de montrer son zèle, — mais les dépêches de l'Empereur étaient si pressantes : elles laissaient deviner une telle perplexité et une telle inquiétude que le ministre de l'intérieur ordonna une descente de police chez le commandant, rue Montmartre.

Arrêté vers une heure du matin, le commandant Rivière avait été écroué à la préfecture, tandis que les agents apportaient au ministre de la police générale les papiers saisis chez l'ancien officier.

Le ministre examina rapidement un paquet de lettres et jeta sur elles ce vif regard des gens habitués à vite étudier un document et à en extraire, pour ainsi dire, le suc d'un seul coup.

— Pas de signature, dit-il en lui même, mais, à ne s'y point tromper, ces lignes mystérieuses révèlent une *association cachée. Que* seraient ces noms que je vois là, *Philopœmen, Harmodius, Varus, Caton,* si ce n'étaient les pseudonymes de je ne sais quels conspirateurs ? Allons, nous devinerons bientôt quels visages cachent ces masques antiques. Philopœmen ! *Ils* ne se guériront donc jamais de cette manie d'affubler de défroques grecques ou romaines des gens que nous coudoyons tous les jours ?

Dans la bouche du duc d'Otrante, *ils* signifiait évidemment les jacobins, que Fouché méprisait un peu de n'avoir pas su, comme lui, ramasser quelque duché dans la bagarre, après avoir, comme ce duc d'hier, voté la mort du roi.

— J'interrogerai moi-même le commandant, conclut le ministre en posant le dossier sur la table.

Le sourire de son secrétaire devint plus indiscret sous sa discrétion étudiée.

Fouché, à qui rien n'échappait, s'en aperçut.

— Qu'y a-t-il ? demanda-t-il.

— Rien. Seulement j'estime que Votre Excellence aura raison de conduire en personne une telle affaire. Elle est complexe… et…

— Et ?

— Et piquante !

M. Bernier avait donné à son rictus l'expression particulière que prennent les gens qui causent de romans féminins, entre hommes, au dessert.

— Allons donc, fit le duc d'Otrante, il ne s'agit donc pas seulement de politique ?

— *Cherchez la femme,* dit avec son éternel sourire le secrétaire, qui citait avec un évident plaisir M. de Sartine, le grand policier.

— La femme ? Je l'attendais, s'écria Fouché. Mais qu'a-t-elle à faire avec *Harmodius* ou *Caton* ?

— Le commandant Rivière est marié.

— Eh bien ?

— Eh bien ! Votre Excellence pourra voir que l'affaire politique est ici doublée d'un petit drame intime assez vulgaire… ou assez fréquent. Aussi bien, monsieur le ministre, ne me serais-je point permis de signaler le côté… piquant, je le répète — ou ironique, si Votre Excellence l'aime mieux, — de l'affaire, si Mme Rivière n'était pas directement mêlée à la cause par…

— Par qui ?

— Par une troisième personne, Excellence, conclut Bernier en souriant toujours.

Cette fois, Joseph Fouché fut évidemment intéressé, et il y eut autant curiosité d'homme qu'intérêt de ministre dans l'empressement qu'il mit à feuilleter le dossier Rivière.

Fouché avait l'habitude de mener promptement les choses. Lorsque le commandant Rivière fut conduit devant le ministre de la police générale, le duc d'Otrante connaissait exactement l'affaire, et par le menu.

Il examina, d'un seul coup d'œil, le commandant Rivière, de la tête aux pieds, cherchant peut-être à se rappeler s'il avait déjà vu cet homme. Le prisonnier lui était absolument inconnu.

***

— Commandant, dit-il, en regardant tour à tour les notes qu'il tenait à la main et le visage de Rivière, vous avez aujourd'hui trente-huit ans ; né en 1768, fils d'un drapier parisien, vous êtes volontaire en 1791 ; dans le bataillon où vous avez servi tout d'abord, vous vous êtes lié intimement avec le général Malet ; parti de Paris en simple soldat, en même temps qu'il partait de Dole, en mars 92, vous avez combattu avec lui à l'armée du Rhin. Vous êtes un bon soldat. Le Consulat vous a trouvé commandant ; l'Empire vous eût déjà fait sans nul doute colonel ou même général de brigade, mais vous avez préféré ignorer le nouveau régime, pis que cela, le combattre ; vous avez déjà été compromis sans que rien, je l'avoue, établit alors votre culpabilité, *mais il y a maintenant* un an que, sur un rapport très défavorable, vous avez dû quitter l'armée d'Italie et garder la retraite.

Le commandant Rivière soulignait d'un signe affirmatif, presque imperceptible, chaque phrase du duc d'Otrante.

— Depuis un an, continua le ministre, l'Empereur, qui pouvait vous envoyer en province, au fond du Périgord ou du Jura, en vous ordonnant d'y rester, comme il l'a fait pour plus d'une tête brûlée, vous a laissé habiter librement Paris, votre ville natale. Vous occupez, rue Montmartre, un appartement vaste et élégant qui est le rendez-vous de beaucoup d'officiers, même en activité. Vous êtes une intelligence audacieuse et un caractère résolu. Très capable de tenter un coup de main, vous savez cependant vous plier aux exigences et temporiser pour arriver plus sûrement à votre but. Ce but, nous le connaissons…

— En vérité ? fit Rivière, qui jusque-là gardait le silence. Je serais curieux…

— Je vais vous satisfaire, commandant, dit Fouché avec un sourire à la fois paterne et narquois. Républicain convaincu et patriote ardent — deux faiblesses ou deux vertus que, moi, moins que tout autre, je trouverais coupables si elles se contentaient d'être… platoniques, — vous avez vu avec colère l'établissement d'un empire héréditaire.

— Je l'ai vu avec désespoir, dit le commandant. Je ne crois pas que le bonheur de ma patrie consiste dans son asservissement.

— Je suis bien de votre avis, fit le duc d'Otrante. Reste à savoir si les factions ne la tyranniseraient pas plus que ne le fait l'Empire. Mais ne causons pas politique. C'est un plaisir que mes occupations ne me permettent plus de m'offrir que très rarement. J'en ai perdu l'habitude.

L'ironie de Fouché n'était point sans finesse. Le régicide savait porter allègrement le poids de son passé.

— Vous êtes loin de garder pour vous vos propres idées, vos regrets et vos espérances, dit Fouché. Vous êtes un philadelphe ou quelque chose d'approchant. Vous conspirez. Votre logis, je le répète, est le centre d'une conjuration qui rayonne jusque dans l'armée. L'Empereur — soyez-en fier, si bon vous semble — s'inquiète de vos manœuvres autant que de celles des Autrichiens. Mais tout cela doit cesser. Est-ce dans un but purement pacifique que vous organisez une conjuration nouvelle ?

— Si je conspire, dit froidement le commandant Rivière, prouvez-le-moi !

— Je sais, fit le ministre, que cette réponse est la plus habile que puisse faire un homme dans votre position. Seulement, cette fois, il me sera facile de vous prouver que la police ne se trompe pas.

— J'écoute.

— Vos papiers ont été saisis, commandant, tous vos papiers.

— En supposant que je fasse partie d'une conjuration quelconque, dit le commandant, vous avouerez, monsieur le ministre, que j'eusse été bien niais de *laisser* chez moi la preuve de ma culpabilité et la trace du complot.

Le duc d'Otrante tenait en ce moment à la main un paquet de lettres d'un petit format, et négligemment, de son œil bleu pâle, il le regardait sans dire un mot.

— Commandant, reprit-il tout à coup d'une façon insinuante et meurtrière à la fois — comme certains rapides dégagements d'escrime, — vous êtes marié depuis combien de temps ?

*(A suivre.)*

# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## TRANSPORTS

## A LILLE : feu vert pour le métro « automatique »

**M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'État aux transports, a donné à M. Arthur Notebart, président de la communauté urbaine de Lille et député socialiste, son accord de principe pour qu'un métro léger, entièrement automatique, soit construit dans cette ville. Le gouvernement n'a toutefois pas encore arrêté le montant exact de la subvention qui sera accordée à la communauté urbaine. La décision devrait être prise au mois de septembre, et la subvention porterait sur environ 30 à 40 % du montant total de l'investissement, soit 1,2 milliard de francs.**

Le métro qui doit être construit, appelé VAL (véhicule automatique léger), a été étudié et mis au point, à partir d'une idée de M. Gabillard, professeur d'université à Lille, par la société Matra. La ligne qui sera construite reliera la cité universitaire de la ville nouvelle de Lille-Est au centre de Lille, puis se dirigera vers le centre hospitalier régional situé plus au sud. Elle s'étendra sur 12,5 kilomètres. Cinquante rames de deux véhicules attelés l'un à l'autre la parcourront, partiellement sur un viaduc, partiellement en souterrain. L'aménagement d'un premier tronçon de voie de 3,8 kilomètres demandera trois ans à partir du moment où la subvention de l'État sera accordée, et la première mise en service commercial interviendra donc au plus tôt à la fin de l'année 1978. La totalité de la ligne ne sera terminée qu'au bout de cinq ans.

Cette ligne de métro, dont le génie civil représente à peu près la moitié des dépenses, coûtera en moyenne 40 millions de francs le kilomètre. La partie en viaduc, de la Cité scientifique à Pont-de-Bois, a une longueur approximative de 4,5 kilomètres. Le reste de la ligne est un tunnel d'environ 3 kilomètres jusque vers la République, et une tranchée couverte juste au-dessous du sol sur 5 kilomètres pour le reste du parcours.

Quatre ans ont été nécessaires pour que la société Matra finisse par convaincre les pouvoirs publics des qualités du métro sans conducteur qu'elle étudie depuis 1971 et dont elle essaie deux véhicules depuis 1973 sur une petite voie expérimentale près de Lille.

### 30 % moins cher

Mais la mise au point du système n'est pas terminée et les premiers véhicules de série serviront de prototypes d'essais sur le premier tronçon de voie qui sera construit. La communauté urbaine paraît cependant suffisamment confiante dans l'aide du gouvernement et dans la technique de la société Matra pour avoir commandé les douze premiers véhicules de la série avec les fonds tirés des taxes sur les transports.

La communauté urbaine s'est prémunie contre les mauvaises surprises au niveau de l'exploitation. Elle a demandé à Matra d'assurer cette exploitation et l'entretien du matériel pendant les cinq premières années après la mise en service, et de s'engager sur les frais d'exploitation.

L'avantage du VAL est d'être entièrement automatique et léger, d'employer moins de personnel, et de consommer moins d'énergie que le métro classique. Un rapport d'un bureau d'études lié à la R.A.T.P. (le Sofretu) estime que le coût d'exploitation est d'environ 30 % moins cher que pour le métro parisien.

La société Matra a aussi essayé de concevoir un système simple. Les véhicules (environ 60 passagers) se succèdent à 60 secondes d'intervalle sur la voie, à la vitesse moyenne de 60 km/h en ligne droite. Ils s'arrêtent tous à chacune des quinze stations de la ligne. La régulation de leur vitesse se fait à partir d'une horloge située au poste central de commande, qui envoie des signaux régulièrement aux véhicules toutes les 0,33 seconde. Sur la voie, tous les vingt mètres, sont placés des plots que le véhicule détecte. Le véhicule compare alors en permanence le nombre de signaux d'horloge qu'il a reçus et le nombre de plots détectés sur la voie. Cette comparaison l'amène à accélérer quand il prend du retard, et à ralentir dans le cas inverse.

Pour éviter la collision de deux rames qui se suivent, le poste central envoie un signal à tous les véhicules, grâce à une ligne placée le long de la voie. Chaque véhicule lui renvoie un signal de retour. Un véhicule est alors sûr de capter le signal de retour du véhicule qui est devant lui, et le temps que met ce signal pour lui parvenir à partir du moment où lui-même a répondu au poste central fournit une mesure de distance entre deux véhicules successifs. Si cette distance est inférieure à la distance d'arrêt de sécurité, il ralentit, ou même s'arrête en urgence.

DOMINIQUE VERGUÈSE.

— A PROPOS DE... —

### L'extension des activités du marché de Rungis

## Paris, capitale agricole et alimentair[e]

**1969 : les Halles quittent la capitale pour Rungis (Val-Marne). Opération réussie. 1975 : M. Michel Giraud, le n[ou]veau responsable du « marché d'intérêt national », vient [de] faire accepter par les ministères intéressés l'idée de développ[er] aux portes de la capitale un marché international des prod[uits] agricoles et alimentaires. Un deuxième souffle pour Rung[is] que sa réussite avait fait oublier.**

*Le grouillement nocturne du « ventre de Paris » impressionnait le romancier ou le touriste. L'efficacité des halles de Rungis n'a plus de spectateurs. Car il faut acquitter un péage pour voir fonctionner une machine qui ne s'arrête plus guère qu'entre 19 heures et 23 heures. Fruits, légumes, poissons, coquillages, produits laitiers, volailles, œufs et viandes affluent sur ce marché de 206 hectares. Clientèle : 10 millions d'habitants. Tonnage acheminé : 2,2 millions de tonnes. Moyens de transports : 40 000 wagons et 250 000 camions. Chiffre d'affaires en 1974 : 13 milliards de francs. Une vraie ville avec ses 10 000 places de stationnement, ses 15 000 emplois et ses 32 restaurants. Une ville qui nourrit la région parisienne.*

Celle-ci, paradoxalement, ne *suffit plus à faire vivre (ou du moins à assurer l'extension) du marché. La part de l'alimentation dans les budgets familiaux tend à diminuer. Les circuits directs, du producteur au consommateur, se multiplient.*

*La société d'économie mixte d'aménagement du marché d'intérêt national de Rungis (SEMMARIS) dont le président du directoire est M. Michel Giraud boucle juste son budget. Quant à la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion des zones annexes du marché, la Segamiris, dont le directeur général est aussi M. Michel Giraud, elle sera en déficit à la fin de cette année.*

*M. Giraud est bien décidé à ne pas se contenter de gérer Rungis en bon père de famille.* « Il est impensable, *dit-il*, de ne pas chercher l'utilisation maximale du plus important centre de distribution du monde. Il est impensable de laisser à d'autres villes de la Communauté européenne le soin de jouer un rôle pilote dans les échanges de produits alimentaires. Au moment où la France cherche à équilibrer sa balance commerciale en développant ses exportations, l'internationalisation du mar[ché] de Rungis serait un atout p[ré]cieux qui ne nécessite [pas] d'investissements lourds. [Ce] n'est pas une opération p[ari]sienne mais européenne, qui [ne] portera pas ombrage aux au[tres] marchés, et qui valorisera l'[en]semble de la production agric[ole] et alimentaire française. »

*Deux conditions devront ê[tre] préalablement remplies. Il [fau]dra d'abord relier Rungis par [un] réseau de télé-informatique [à] tous les autres marchés d'int[érêt] national et aux marchés m[on]diaux de produits agricoles. [Il] importera aussi de modifier [les] structures des commerces [de] gros en réduisant de moitié l[eur] nombre dans le secte[ur] « beurres-œufs-fromages », [du] tiers dans celui des fruits [et] légumes et du quart dans [les] produits de la pêche.*

*Pour affirmer la vocation int[er]nationale du marché, ses r[es]ponsables ont deux fers au fe[u :] le lancement de Paris-Rung[is-]International et une meilleure [uti]lisation des zones annexes.*

*Paris-Rungis-International r[em]placera en partie le Centre in[ter]national de commerce, que [le] président de la République [a] chassé l'an dernier du carr[eau] des anciennes Halles de Pa[ris.] A partir du 1er novembre 1[975,] il commencera à accueillir [les] producteurs, les exportateurs, [les] acheteurs en gros, les court[iers,] les intermédiaires du mo[nde] entier.*

« Il ne s'agit pas de rem[plir] les 70 hectares de zones anne[xes] avec n'importe quelles industr[ies] mais avec des entreprises et [des] bureaux à vocation agricole [et] alimentaire », *déclare M. Gira[ud.] Industries de pointe, centre [de] réunions de mille places, pa[vil]lons d'expositions permanen[tes] représenteront au [total] 120 000 mètres carrés de surf[ace] industrielle, 50 000 mètres car[rés] d'entrepôts et 200 000 mèt[res] carrés de bureaux.*

*Reste à savoir si le gouver[ne]ment donnera les autorisatio[ns] nécessaires.*

ALAIN FAUJAS.

## FAITS ET PROJETS

### Circulation

● AUTOROUTES ITALIENNES PLUS CHERES. — Les droits de péage sur les 2 323 kilomètres d'autoroutes gérés par l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI) ont augmenté de 15 % depuis le 1er juillet. Cette hausse permet à la société d'aligner ses tarifs sur ceux qui sont pratiqués par les autres sociétés concessionnaires. — *(A.F.P.)*

### AUTOCARS, ATTENTION !

*Cela va sans dire mais encore mieux en le disant : la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) vient de diffuser, au moment des départs en vacances,* des consignes de sécurité pour la circulation des autocars en montagne. *Vérifier le réglage des garnitures de freins et l'état des pneumatiques, tester le fonctionement de tous les témoins de contrôle, etc.*

« C'est parmi les conducteurs de véhicules utilitaires que l'on trouve les plus faibles pourcentages de présumés responsables tant en ce qui concerne les accidents corporels que les accidents mortels », *affirme la gendarmerie nationale. Mais il y a des* « accrocs », *des négligences coupables et des victimes innocentes: La descente de Laffrey, le 2 avril dernier : un autocar sans ralentisseur de vitesse, vingt-neuf morts...*

*Les routiers savent bien que les automobilistes ne les portent guère dans leur cœur. On les accuse de tout, parfois à tort. Mieux vaut prévenir ces critiques et ces colères.*

### Environnement

● UN PARC A LOUPS EN ARDECHE. — Vingt loups vont être lâchés prochainement dans le parc de Peaugres (Ardèche), où de nombreux animaux sauvages vivent déjà en semi-liberté depuis l'ouverture de ce « safari-parc », il y a un an. Peaugres sera ainsi le premier parc à loups de France.

## Champagne-Ardenne

### LES ÉLUS DEMANDEN[T] QUE LA PRIORITÉ SOIT DO[NNÉE] A L'AUTOROUTE CALAIS-[DIJON]

(De notre correspondant.)

Châlons-sur-Marne. — Si [l'au]toroute A 37 Nancy-Dijo[n est] réalisée avant l'autoroute Calais-Dijon, la Champ[agne-]Ardenne sera victime d'un [« dé]*tournement de trafic* ». L'ex[pres]sion a été employée [par] M. Jacques Sourdille, d[éputé] U.D.R. des Ardennes, deva[nt le] conseil régional qu'il prési[de,] qui vient de se réunir. La Ch[am]pagne estime en effet qu'elle [doit] rester la grande région de tr[ansit] qu'elle a toujours été entre [l'Eu]rope du Nord-Ouest et les [pays] du bassin méditerranéen. Tou[t en] admettant que l'échec du p[rojet] de tunnel sous la Manche a a[ffai]bli leur thèse, les Champ[enois] insistent sur le préjudice c[onsi]dérable que subiraient les [prin]cipales villes de la région [si le] trafic venait à être détourné [vers] la Lorraine et l'autoroute A [31,] appelée à être reliée au ré[seau] du Luxembourg belge.

La récente visite de M. Jac[ques] Chirac en Lorraine a inquiété [les] Champenois. Aussi M. Sour[dille] a-t-il annoncé qu'il allait dem[an]der audience à M. Chirac [pour] faire entendre leur point de [vue.] Il aura dans sa serviette un [vœu] voté à l'unanimité par le co[nseil] régional qui demande « *de [ma]nière pressante au gouvernem[ent] de poursuivre sans désempare[r les] études entreprises en vue de [la] réalisation de l'autoroute A 2[6,] de prendre sans tarder la déci[sion] de la réaliser de telle sorte [que] la mise en service intervienn[e à] la fin du VIIe Plan* ».

Le conseil régional soul[igne] aussi que l'autoroute A 26 aura [un] effet économique profond sur [la] région puisqu'elle doit passer [par] ses principales villes : Rei[ms,] Châlons-sur-Marne, Troy[es,] Chaumont et Langres. L'amé[na]gement de la route nationale [entre] Reims, Charleville-Mézières p[er]mettra de relier la région p[ar] Sedan et Bouillon au trian[gle] Liège-Maestricht-Aix-la-Chapel[le] dont on connaît le potentiel éco[nomique].





Le Monde DE L'ÉCONOMIE

ANT LA RÉUNION DU CONSEIL CENTRAL DE PLANIFICATION

# La revalorisation du travail manuel ı est encore au stade des « expériences »

*LE Conseil central de la planification, qui se réunit le 8 juillet, doit examiner les projets du gouvernement pour revaloriser le travail manuel : outre un sondage réalisé par le ministère du travail sur l'attitude des Français face au travail en usine, un rapport préparé par M. Rémy, administrateur civil au ministère du travail et chargé de mission à l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), analyse les différentes mesures qui pourraient réduire la monotonie et la pénibilité des tâches de ceux qu'on appelle les O.S., ces nouveaux Charlot des temps modernes. Dans le même temps, sont amorcées, dans les branches industrielles, les négociations entre patronat et syndicat, comme l'avait prévu l'accord national du 17 mars 1975.*

ıs et réflexions, tels sont les maıts qui sont donnés actuellement dans férents ministères impliqués par la sation du travail et qui cachent mal tion des pouvoirs publics. Les orien- *du gouvernement sont déjà connues ı, dans un discours à l'Assemblée* le, le premier ministre a esquissé les ıs qui seront amorcées dès le début · *Plan. En fait, l'Elysée et Matignon* ogent encore sur les modalités d'une ɔlitique. Le rapport sur les conditions vail, après avoir dressé un constat ɟt en relief la déqualification de la 'œuvre, contient, plutôt que des tions, un vaste catalogue d'une cen- de propositions d'inégale ampleur : isation des bas salaires, rapproche- du statut conventionnel des ouvriers ui des employés et cadres (congés délai de préavis, etc.), mise en place grille unique, retraite à la carte, ısement des pouvoirs de l'inspection vail en cas de création d'usine, etc.

e la lutte contre les accidents de et la modernisation des ateliers pour ı le bruit, le gouvernement souhaite ır au moins trois fronts :

ELEVER PROGRESSIVEMENT LES NERATIONS LES PLUS FAIBLES des ouvriers, la France ayant, dans ce domaine, trop privilégié les cols blancs contrairement à l'Allemagne ou aux Etats-Unis.

● REDUIRE LA DUREE DU TRAVAIL par une action concertée avec les partenaires sociaux tant sur les horaires hebdomadaires que sur la date de départ en retraite. Plusieurs hypothèses sont à l'étude pour les salariés âgés. Au lieu de calculer les pensions sur 37,5 années de cotisations — même si l'on a travaillé plus longtemps, — il serait question de supprimer cette méthode et de la remplacer, sous certaines conditions, par le versement de pensions dont le montant varierait en fonction du nombre d'années de cotisations. De cette façon, les ouvriers, encore nombreux, qui sont entrés dans la vie active dès l'âge de quatorze ans, et parfois même avant, pourraient, dès soixante ans, recevoir une retraite plus élevée puisqu'elle serait calculée sur 37,5 à 46 ans, voire davantage.

Mais des problèmes financiers et techniques se posent : outre son coût élevé, une semblable opération poserait le double problème de l'interdiction éventuelle de cumul retraite-nouvel emploi et de la rétroactivité. Une autre solution, réclamée depuis des années par les syndicats, consisterait à élargir le système de pré-retraite qui est financé par l'UNEDIC et réservé aux seuls licenciés ; il s'agirait d'étendre le bénéfice de la pré-retraite aux salariés qui souhaitent quitter leur entreprise. Une troisième solution porterait sur la mise en place d'une formule retraite et travail à mi-temps.

● FACILITER LES EXPERIENCES D'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL. Le gouvernement étudie actuellement les premiers résultats de l'action, très limitée, qu'ont menée conjointement la DATAR et l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

A l'origine, la DATAR a constaté que les aides financières qui sont accordées aux entreprises pour créer des emplois en province étaient peu efficaces ; bien que de nouvelles usines aient été installées dans des régions où existait une main-d'œuvre disponible, les directions ont dû parfois faire appel à l'immigration, en raison des réticences des Français pour le travail manuel. A titre d'expérience, la DATAR a donc décidé d'assortir ses aides d'un cahier des charges qui comprendrait une amélioration des conditions de travail.

Trois contrats ont été signés, en 1974, avec l'accord de l'ANACT : adaptation de postes réputés masculins pour des femmes dans un établissement neuf de Renault à Grand-Couronne ; automatisation et création d'équipes semi-autonomes aux Fromageries Bel à Lons-le-Saunier ; révision des machines et modernisation des ateliers dans une très vieille usine du Creusot. A partir de ces essais qui n'ont pas été étendus, le gouvernement envisage non pas d'accorder des subventions mais plutôt des prêts bonifiés à une série de firmes qui accepteraient de lancer des expériences pilotes. D'ici à la fin de l'année, le ministre du travail sera en mesure d'arrêter et de publier les mesures gouvernementales.

Dans le secteur privé, l'accord national signé le 17 mars 1975 par le C.N.P.F., d'une part, et F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. de l'autre, a prévu l'ouverture de négociations avant le 31 juillet, dans toutes les branches professionnelles.

« *Dans de nombreux secteurs*, nous a déclaré M. Neidinger au C.N.P.F., *des contacts officieux ou officiels ont déjà eu lieu avec les syndicats signataires : dans d'autres, les négociations ont commencé ou vont avoir lieu, y compris avec la C.G.T. et la C.F.D.T.* »

Plusieurs réunions vont ou viennent de se tenir dans les assurances, le bâtiment, la chimie, l'industrie laitière, le pétrole, le textile. Le contenu et le calendrier des discussions seront alors arrêtés et il est vraisemblable que les véritables débats seront engagés à l'automne prochain. Les chefs d'entreprise attendent-ils pour autant les résultats de ces négociations pour améliorer les conditions de travail ? « *Ça bouge beaucoup dans les sociétés*, remarque M. Neidinger. *De plus en plus de firmes tentent des expériences, mais les directions hésitent beaucoup à le crier sur les toits car elles se heurteraient alors à des réactions syndicales.* » Le silence permettrait ainsi de sauvegarder « *la neutralité parfois bienveillante* » de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui, sur le fond, demeurent très méfiantes.

JEAN-PIERRE DUMONT.

## BULLETIN

## La valeur comptable de l'or

*·OUS le double effet de la légère baisse du métal précieux observée à Londres au deuxième trimestre et fléchissement du dollar par rapport niveau qu'il avait encore au début 1975, le nouveau prix de référence ıel la Banque de France comptaera pendant le deuxième semestre cette année ses avoirs en or est que peu inférieur à celui du premier estre (22 039 francs le kilo au lieu 24 078 francs). Pareille variation est rente à la méthode d'évaluation ıle et on aurait tort d'y attacher 'importance. L'essentiel de l'affaire rouve ailleurs.*

*ıe jusqu'à maintenant la France n'ait été suivie dans ce domaine et qu'en équence les autres pays — y comceux comme la Suisse ou l'Italie partagent, en gros, ses vues sur la ssité de maintenir à l'or une place rtante dans le système international paiements — continuent d'évaluer : réserves métalliques sur la base prix officiel tout à fait fictif n'est non plus, dans les circonstances elles, très significatif.*

*ı qui est déterminant, c'est que rmais il est implicitement admis par semble des nations faisant partie du tème monétaire — les Etats-Unis in- — que l'or monétaire a une valeur supérieure à celle qui résulte de prix officiel égal au quart environ cours du marché. On en veut pour ve la demande faite par Washing- d'affecter à l'aide aux pays pauvres plus-value » que dégagerait la vente ntuelle d'une partie du métal jaune enu par le Fonds monétaire. Et, en tént à un faible tonnage sa dernière ıdication, la trésorerie américaine t-elle pas montré que son intention ıt pas de « casser » le marché ?*

*'lle a beau affirmer qu'elle ne réévara pas le stock de Fort-Knox, nment pourrait-elle faire admettre celui-ci ne vaille que 10 milliards dollars — estimation correspondant prix officiel de 42,22 dollars — alors elle vient d'en vendre une portion, minimo il est vrai, au cours de ,05 dollars l'once ?*

*I y a tout lieu de penser que les éricains continueront leur lutte contre parce que celui-ci est un concurıt direct du dollar. Mais rien ne montre s le caractère artificiel du mode de mptabilisation actuel que le placement s pays selon l'importance de leurs serves de change. D'après les derères statistiques du F.M.I., les Etatsıis sont au troisième rang derrière llemagne fédérale... et l'Arabie Saoule dont le système bancaire et finanr est proprement rudimentaire par pport à celui des Américains.*

*Pour faire cesser l'anomalie, il suffirait ıe Washington estime ses réserves ı métal à un prix plus réaliste.*

# La Suède est déjà engagée dans la voie de la démocratie industrielle

**LA Suède, qui, depuis plusieurs années, s'est distinguée, avec sa voisine la Norvège, en lançant des expériences d'amélioration des conditions de travail, poursuit une politique dynamique dans ce domaine. Action législative et réalisations contractuelles entre les syndicats et le patronat se cumulent pour conduire progressivement ce pays nordique vers la démocratie industrielle.**

« *En dépit des obstacles et parfois des conflits internes, les expériences d'amélioration des conditions de travail ont abouti à des résultats si valables que nous estimons qu'il faut continuer sur cette voie, et plus systématiquement. Quant aux améliorations menées chez Volvo, je les bénis parce qu'elles s'attaquent vraiment aux techniques de production.* » Ces propos, qui ont été tenus récemment à Paris, lors d'un colloque à l'Institut franco-suédois, n'émanent pas d'un patron mais d'un représentant du puissant syndicat ouvrier L.O., M. Lage Andreasson.

Cette participation constructive du syndicalisme suédois aux efforts des employeurs pour réduire la monotonie du travail manuel n'exclut pas les critiques et les tensions, mais elle caractérise l'importance de la concertation qui se poursuit en Suède. Du côté patronal, on s'inquiète sans doute de la tendance du front syndicats-gouvernement à préférer la voie législative à la procédure traditionnelle des conventions paritaires, mais on n'entend pas pour autant baisser les bras. En mai dernier, l'organisation patronale — la SAF — a publié un livre, *Pour la réforme du travail en Suède*, qui, en 130 pages, tire les premières conclusions de cinq cents expériences d'amélioration des conditions de travail.

« *Le patronat est extrêmement favorable au développement rapide des expériences* », a affirmé M. Norstedt, le représentant du patronat suédois.

J.-P. D.

*(Lire la suite page 14, 4e col.)*

# Le « tournant nucléaire » d'E.D.F. était annoncé depuis quinze ans

**L'article de M. Claude Henry paru dans « le Monde de l'économie » daté 27-28 mai sous le titre « Les ambitions d'E.D.F. ne semblent pas économiquement justifiées » a été suivi d'une réplique de M. Marcel Boiteux, directeur général d'E.D.F., parue dans « le Monde de l'économie » du 11 juin.**

**Deux économistes, que citait également M. Claude Henry dans son article, et qui ont participé pendant de nombreuses années à l'élaboration du programme nucléaire d'E.D.F., font connaître ci-dessous leur point de vue.**

par M. ALBOUY (*) et F. BESSIÈRE (**)

L'ANGOISSE : c'est l'angoisse provoquée par le fait que, depuis trente ans, le monde vit sous la menace de la « bombe », angoisse mal masquée par l'ironie du ton, qui imprègne les critiques adressées au nucléaire (*le Monde* daté 27-28 mai 1975). Seul ce sentiment peut expliquer que M. Claude Henry soit resté insensible aux erreurs commises par les chercheurs de Grenoble qu'il cite largement. N'insistons pas : M. Boiteux a déjà répondu sur ces points et sur d'autres (*le Monde* du 11 juin 1975).

Mais comment expliquer autrement que par l'angoisse que le mélange d'air chaud et de vapeur d'eau qui sort d'une tour de refroidissement se transforme soudain en « brouillards polluants nocifs » sous la plume de Claude Henry parlant du nucléaire ? Comment expliquer qu'il évoque la possibilité d'une explosion, ne serait-ce que négativement : aurait-il écrit le mot « explosion » à propos d'une centrale au fuel ?

Et pourtant, il n'y a pas plus de ressemblance entre un réacteur nucléaire et une bombe atomique qu'entre une chaudière au fuel et une bombe au napalm. Une attitude objective consiste à dire d'abord cela, afin que les problèmes d'environnement, de rentabilité, d'indépendance énergétique et de sécurité d'approvisionnement soient bien posés dans des termes comparables, qu'il s'agisse du nucléaire ou des autres énergies.

Qu'on ne nous dise pas que c'est là une simple question de forme : la volonté d'angoisser les lecteurs se trouve au fond de toute l'actuelle campagne antinucléaire. Ce que nous redoutons, c'est que cette angoisse obsessionnelle détourne l'attention du véritable débat dont la nature, nous allons le voir, n'est pas seulement technique mais surtout politique.

***

Pour préparer ses décisions d'équipement, E.D.F. a mis au point entre 1955 et 1970 une série de modèles de plus en plus perfectionnés utilisant les méthodes mathématiques d'optimisation. L'objectif de ces études exprimait ce qui constitue la seule ambition d'E.D.F., conformément à son rôle de service public : satisfaire au moindre coût les besoins en énergie électrique de la collectivité nationale.

Ces modèles comparaient donc, sur un horizon d'environ vingt-cinq ans, les différentes techniques industriellement possibles, en tenant compte de leurs coûts, de leur disponibilité, de leurs sujétions d'exploitation et de leur localisation. Parmi ces moyens figuraient les différentes catégories d'équipement hydrauliques ou thermiques, y compris les diverses « filières » nucléaires. Personne n'a jamais contesté, ni dans les congrès scientifiques où ils furent présentés ni dans les organes de décision qui en ont eu connaissance, la pertinence de ces modèles. Leur succès international est d'ailleurs là pour en témoigner.

Mais le fait remarquable reste que *depuis 1961* et avec de moins en moins d'incertitude, tous ces modèles ont toujours donné un résultat commun : même avec un prix de la thermie-fuel inférieur à un centime et pour diverses hypothèses d'évolution de ce prix, le nucléaire devenait compétitif *aux alentours de 1975*. De plus, il était économiquement justifié de passer le plus rapidement possible de programmes d'équipement fondés sur les hydrocarbures à des programmes essentiellement nucléaires. Ce basculement brutal pouvait d'ailleurs être atténué, pour ménager une phase d'apprentissage avant la date effective de compétitivité, à condition bien entendu d'en accepter le prix : c'est dans cet esprit qu'ont été construites les premières usines nucléaires. Voilà l'un des résultats essentiels des études auxquelles nous avons participé ensemble jusqu'en 1970.

Il faut bien avouer que cette apparition massive du nucléaire, prévue pour 1975, paraissait alors si lointaine qu'elle n'inquiétait et n'intéressait ni les journalistes, ni le grand public, alors même que le VIe Plan prévoyait déjà un partage équilibré entre les centrales nucléaires et les centrales classiques au cours des années 1971-1975. Aussi sommes-nous surpris d'entendre dénoncer l'imprévoyance d'E.D.F. et le caractère inopiné du « tournant nucléaire » !

Au début de 1974 s'est produit un événement difficilement prévisible : la multiplication par trois ou quatre du prix du pétrole.

(*) Maître de conférences à l'Ecole polytechnique.

(**) Directeur d'études au CEPREMAP.

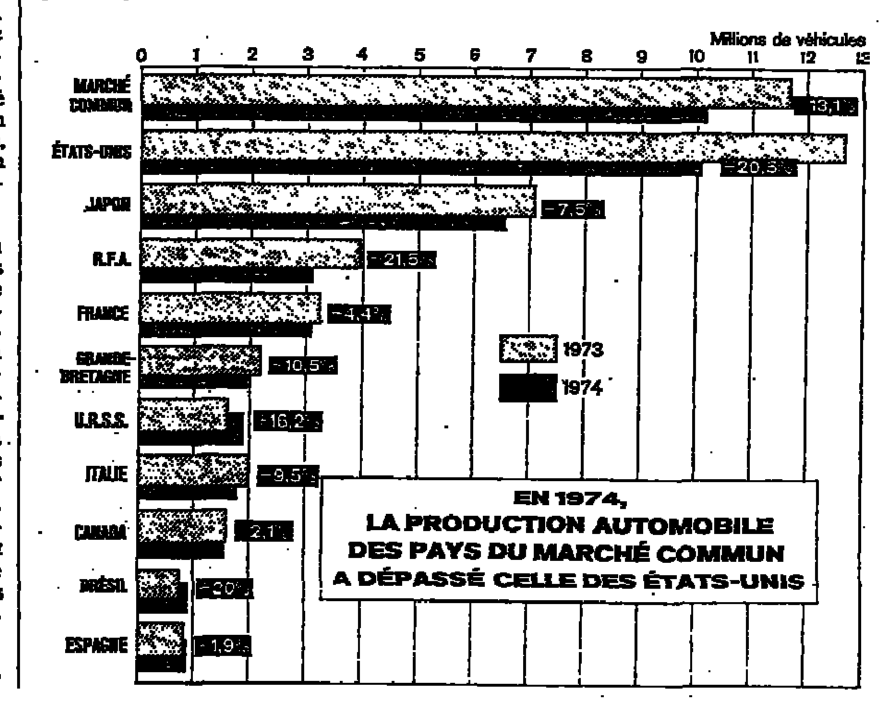
*(Lire la suite page 14, 2e col.)*

# La crise modifie la répartition de la production automobile dans le monde

LA production mondiale de véhicules automobiles a chuté en 1974 de 11 %, passant de 38,4 millions d'unités à 34,3 millions d'unités, indique *l'Argus* dans son numéro spécial « Statistiques automobiles ». Ce sont les voitures particulières qui ont le plus souffert, leur production diminuant de 13,6 % contre 1,8 % seulement pour les véhicules utilitaires. Dans ce dernier secteur, en effet, la récession n'a été sensible qu'après l'été 1974 (mais elle est devenue très sévère depuis le début de cette année). Les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale, les premiers et les plus durement touchés par la crise, accusent pour 1974 les baisses les plus importantes (— 20,5 % et — 21,5 % respectivement). Pour la première fois, les pays du Marché commun ont produit plus de véhicules (29,6 % du total mondial) que les Etats-Unis (29,4 % du total).

Seuls les pays de l'Est (la Tchécoslovaquie mise à part), le Brésil, le Mexique et l'Espagne sont parvenus à maintenir (ou à augmenter) leur production automobile. L'U.R.S.S. a même devancé l'Italie au sixième rang des constructeurs mondiaux. Le classement par firmes s'est peu modifié : les firmes premières entreprises demeurent, dans l'ordre : General Motors (U.S.A.), Ford (U.S.A.), Toyota (Japon), Volkswagen (R.F.A.), Nissan (Japon) et Chrysler (U.S.A.) ; la septième place revient à Renault qui, pour la première fois, devance Fiat (8e). La marque soviétique Lada a, de son côté, progressé de la 19e à la 11e place, tandis qu'Opel passait du 11e au 18e rang.

Par types de voiture, enfin, la Coccinelle de Volkswagen demeure le modèle le plus produit, bien que sa production ait chuté de plus de moitié en 1974 ; elle est suivie de près par la Fiat-127 et la Renault-12.



FAITS ET TENDANCES

LA LENTE REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL

# 1700 salariés en horaire mobile à La Redoute

**« Nous sommes très satisfaits »,** affirme la direction

De notre envoyé spécial

Roubaix. — C'est l'heure du déjeuner. Avant de quitter les bureaux, les salariés s'approchent d'un appareil qui ressemble à un petit poste de télévision. Une jeune femme y introduit son badge, une sorte de carte de crédit. Elle lit aussitôt sur le petit écran le nombre d'heures qu'elle a passées au bureau depuis trois semaines (123 heures) et l'avance qu'elle a prise sur le temps de travail qu'elle doit avoir accompli d'ici à la fin du mois (+ 3 heures). Demain ou un autre jour, si elle le souhaite, elle pourra arriver à l'usine entre 7 et 9 heures ou encore rentrer chez elle à 16, 17 ou 18 heures. Quant au service du personnel, il peut, à tout instant, connaître l'état des effectifs présents et la durée du travail accompli par chacun : le mini-poste — la console — est, en effet, relié à un ordinateur.

C'est en mars 1974 que La Redoute à Roubaix s'est lancée progressivement dans la politique des horaires souples. L'expérience, qui concernait au départ quelque trois cents personnes appartenant à trois services différents, a été étendue, depuis, à mille sept cents salariés. Les bénéficiaires de ce qu'on appelle encore l'horaire mobile ou dynamique seront au nombre de deux mille deux cents environ en janvier 1976, et à la fin de l'année prochaine la totalité du personnel — cinq mille personnes environ — se verra appliquer cette formule, qu'il s'agisse des employés de bureau ou des ouvrières affectées à la chaîne du tri et de l'emballage.

Le directeur du personnel, M. Ringotte, se déclare *« très satisfait »*, non sans cacher les réticences ou les difficultés qui se sont présentées. Il faut dire que la direction de La Redoute, très jeune comme son personnel, a appliqué une méthode très souple et fait appel à la concertation. Les délégués syndicaux (C.G.T. et C.F.D.T.) et le comité d'entreprise ont été consultés et n'ont pas fait opposition. Après information des salariés, le volontariat a été respecté et l'expérience a démarré lentement tant pour *« tenir compte des résistances au changement que pour tester les différents matériels »* qui servent à contrôler les horaires mobiles. Trois systèmes ont été essayés : pointage, contrôle individuel et contrôle par console reliée à un ordinateur (cette dernière formule étant finalement retenue).

L'horaire mobile, qui, à La Redoute, a été appliqué tant aux « cols bleus » qu'aux « cols blancs », comporte, selon le directeur du personnel, de nombreux avantages pour le personnel comme pour l'entreprise : disparition des « sanctions infantiles » pour cause de retard, accroissement de la polyvalence et du degré de liberté des ouvriers, facilités accrues pour l'embauche et élimination des demandes d'absence pour voir le médecin ou chercher une carte d'identité.

Quant aux obstacles, ils étaient à la fois d'ordre psychologique, financier et technique. A part l'opposition quelque peu tatillonne de délégués C.F.D.T. à voir la photo portée sur le badge individuel — idée qui a été abandonnée, — les difficultés sont venues des cadres et des agents de maîtrise : réticence de certains à pointer, et être ainsi *« ravalés au rang des employés »* ; réticence encore « à faire de la présence », à devoir estimer le temps passé en mission et à comptabiliser des horaires qui se révèlent finalement inférieurs à ce qu'ils affirmaient auparavant être la réalité.

Pour la direction, le gros problème consistait à appliquer les horaires souples au personnel de production : de nombreuses études et des investissements non négligeables ont été nécessaires pour créer des « stocks tampons » et permettre aux ouvrières du tri et de l'emballage de choisir leurs horaires.

Les résultats sont dans l'ensemble satisfaisants. *« Contrairement à ce que je pensais,* indique le directeur du personnel, *il n'y a pas eu de réduction de l'absentéisme, mais les salariés ont fait preuve d'une autodiscipline et d'une auto-organisation remarquables. Des talents cachés se sont révélés au niveau de l'organisation ; les salariés s'arrangent entre eux pour que les périodes d'amplitude pendant lesquelles chacun arrive à sa guise soient couvertes afin de ne pas gêner la production. En outre on a vite constaté que le personnel arrivait généralement plus tôt le matin, prenait de nouvelles habitudes et que les crédits d'heures étaient assez faibles. »*

Il n'en demeure pas moins que de plus en plus des salariés demanderont à travailler davantage en début de semaine pour se libérer le vendredi après-midi, voire pour bloquer leur crédit sur les congés, ce qui jusqu'à présent a été refusé.

Mais les résultats positifs l'emportent, et la direction envisage de développer d'autres expériences pour réduire la monotonie du travail et élargir les tâches. Des expériences ont déjà été tentées et se poursuivent, notamment au service de correspondance et d'emballage ; deux échecs ont été enregistrés, et les syndicats ont durci leurs positions en mettant de côté les délégués qu'ils jugeaient trop favorables à ces essais. *« Nous ne pourrons progresser en matière de rémunérations que si nous modifions la nature des postes de travail. C'est pourquoi,* affirme le directeur général M. Sarrasin, *l'une des options prioritaires porte sur l'amélioration des conditions de travail. »* — J.-P. D.

# La « démocratie industrielle » en Suèd[e]

(Suite de la page 13.)

Quatre raisons, a-t-il dit, expliquent cette attitude : *« Le problème du recrutement de la main-d'œuvre, les exigences des syndicats, l'évolution des sciences sociales et des recherches, enfin — et c'est le plus important — la croyance que de nouvelles formes de production [...] accroître l'efficacité et la producti[...] des entreprises, nous ont amenés à p[...]dre des mesures pour rendre le tra[...] plus attrayant et donner à l'indi[...] la possibilité réelle l'influencer son [mi]lieu de travail. »*

## Réduction de 50 % de l'absentéisme

Les cinq cents expériences sur lesquelles se base le livre du patronat suédois — sans en donner ni la liste ni une analyse détaillée — portent sur des secteurs très variés de la vie en usine : concertation direction-cadres, système de rémunération, formation, élargissement des tâches et équipes semi-autonomes. M. Norstedt a pourtant cité quelques cas : dans une société de production de châssis automobiles, les ouvriers qui effectuaient, aux presses, un travail très monotone sont aujourd'hui regroupés en équipes et accomplissent des tâches très diversifiées, ce qui a entraîné, entre autres résultats, une réduction de 50 % de l'absentéisme ; la même méthode a été appliquée dans une usine de taillerie de verre ; dans [...] entreprise fabriquant des cuisini[...] c'est la conception du produit qui a [...] changée afin de permettre le travai[l en] groupes ; des millions de couro[nnes] suédoises ont été dépensées ailleurs [...] réduire considérablement le bruit ; [...] Volvo, qui a construit à Kalmar [...] usine qui remet en cause le trava[il à] la chaîne, d'autres unités de produc[tion] ont été édifiées avec cette préoccu[pa]tion, notamment chez Saab-Sc[ania,] Asea, Kockum Steel, Holmens Bruk.

*« Mais toutes les expériences ne [sont] pas bonnes,* a ajouté, sans gêne, le [re]présentant du patronat suédois. *[Un] nombre important d'entre elles [ont] échoué. »* Et de définir les quatre [cri]tères qui doivent permettre de di[stin]guer les bonnes expériences des m[au]vaises : *« L'efficacité et la product[ivité] doivent être aussi bonnes avant qu'a[près ;] des changements tangibles dans l'o[rga]nisation du travail doivent se manif[ester] pour tout le personnel ; la dire[ction] ainsi que les syndicats doivent po[uvoir] être en mesure de donner des jugem[ents] positifs ; les expériences doivent [être] diffusées. »*

## Quand les ouvriers peuvent arrêter les machines

Les syndicats font preuve du m[ême] réalisme : *« Beaucoup d'expérie[nces] n'ont pas grande valeur, d'autres [sont] très intéressantes. Il faut continue[r en] faisant preuve de tolérance à l'é[gard] des salariés qui résistent au cha[nge]ment. »*

En revanche, le patronat s'avoue inquiet face aux initiatives gouve[rne]ment-syndicats. En 1974, une réf[orme] importante a renforcé le nombre [des] délégués à la sécurité et leurs dro[its :] un délégué doit être désigné sur [...] les lieux de travail où sont réunis [plus] de cinq salariés, aucune autre préci[sion] chiffrée n'étant donnée au-delà d[e ce] seuil minimum. Mais, selon les sy[ndi]calistes suédois, il y aurait près de [...] mille délégués à la sécurité, soit un [pour] quarante travailleurs environ. Ils [ont,] contrairement à ce qui se passe [en] France, la possibilité d'arrêter les [ma]chines quand ils estiment qu'il y a d[an]ger. Les délégués ont-ils abusé de [ce] droit ? *« Au cours de la première an[née] d'application, il y a eu soixante-six [cas] d'arrêts de machines : dans deux [cas,] le délégué s'est trompé ; trente-qu[...] cas étaient justifiés, et pour le rest[e le] danger immédiat n'était pas éviden[t. »]*

Mais ce qui inquiète beaucoup [...] l'organisation patronale suédoise, [c'est] la préparation d'un projet de loi su[r la] réduction des droits des employeurs[. Il] s'agit pour le syndicat L.O. et le g[ou]vernement travailliste d'ôter au d[irecteur] d'entreprise le pouvoir exclusif d'[em]baucher, de congédier, de diriger et [de] répartir le travail. Toutes ces questi[ons,] y compris celles portant sur les in[ves]tissements et les processus de fabri[ca]tion, devraient à l'avenir être négoci[ées.]

Un grand débat est amorcé, et [cer]tains employeurs estiment que les éq[ui]pes semi-autonomes pourraient comp[en]ser le pouvoir accru des syndicats. C[...] peut-être oublier le pragmatisme de l[...] Dans un établissement de la Manuf[ac]ture de tabac, l'équipe semi-autono[me] qui avait été constituée devait emb[au]cher un ouvrier. Une liste de chôme[urs] et de candidats lui fut proposée : [en] tête un chômeur de cinquante ans, [en] queue un jeune de vingt-cinq ans [qui] avait déjà du travail. L'équipe cho[isit] le dernier. *« Nous avons dû sermon[ner] les ouvriers. On a dû changer les dir[ec]tives et les normes pour pouvoir fa[ire] entrer des handicapés et des person[nes] âgées »*, raconte un syndicaliste.

Réalistes mais durs quand il le fa[ut,] les syndicalistes suédois savent que[, à] l'avenir, la concertation devra se fa[ire] à trois, sous la pression de l'Etat et [de] l'évolution des techniques de travail[ :] le patronat, l'organisation syndicale [et] l'équipe semi-autonome.

J.-P. D.

# Le « tournant nucléaire » d'E. D. F.

(Suite de la page 13.)

Remarquons en passant que le hasard parfois fait bien les choses. Car cette augmentation est arrivée précisément au moment où, pour diverses raisons mais essentiellement à cause de l'imminente percée du nucléaire, la demande mondiale de pétrole devenait inelastique. C'est-à-dire au moment où cette hausse maximisait la rente pétrolière, quel que puisse être le partage de ce gigantesque gâteau entre les compagnies du cartel et les Etats producteurs. Et, bien entendu, ce gâteau sera encore plus gros si un conditionnement efficace du public vient freiner le développement du nucléaire...

Bref, avec un prix de la thermie-fuel voisin de 3 centimes, le nucléaire devient immédiatement et largement compétitif, et ceci à la date initialement prévue. Comme de plus, pour des raisons économiques, les ressources hydrauliques et charbonnières françaises sont étroitement limitées, le passage très rapide à des programmes essentiellement nucléaires s'impose, au rythme de l'accroissement de la consommation d'électricité.

Par ailleurs, la marge de compétitivité du nucléaire est devenue considérable, elle lui laisse une réserve suffisante contre les fluctuations des prix et notamment des taux de change. Elle rend aussi le choix tellement évident dans l'immédiat qu'il devient normal de mettre provisoirement de côté les modèles stratégiques pour se consacrer aux aspects tactiques : dossiers administratifs, études d'implantation, articles d'information du public.

Il n'en reste pas moins vrai que les décisions d'équipement d'E.D.F., qu'il s'agisse du nucléaire ou de toute autre technique, provoquent à court et à long terme des effets importants sur le milieu naturel et sur le développement économique et social. Le choix nucléaire quitte ainsi le cadre restreint de l'électricité et devient un aspect essentiel de la politique énergétique du pays. Mais là encore il convient de sérier les problèmes et de poser les questions au bon niveau. Que met-on en cause : la comparaison entre plusieurs techniques avec tous les effets externes qui les accompagnent, l'évolution des besoins en électricité, ou la croissance elle-même ?

S'il s'agit de la croissance, ce n'est pas à E.D.F. qu'il faut s'adresser : il existe un conseil de planification, un commissariat au Plan, un Parlement. Et ce n'est pas de notre faute ni de celle d'E.D.F. si, dans notre pays, depuis de longues années, la planification a été mise sous le boisseau.

Quant à la place de l'électricité dans le bilan énergétique, cette question n'est pas si simple.

En effet, une comparaison fondée sur une équivalence thermodynamique n'a aucun sens économique : pour pouvoir valablement comparer deux chaînes énergétiques, il faut raisonner à service rendu égal. De plus, une comparaison usage par usage est, elle aussi, erronée, car la diversité des demandes individuelles et l'unicité de fourniture procurent des économies substantielles. C'est donc la satisfaction d'un ensemble de besoins qu'il faut considérer. Par quelles méthodes ? La réponse est double mais sans ambiguïté.

***

Si l'on admet que les prix du marché et les tarifs publics sont cohérents et reflètent bien les coûts marginaux de production (c'est le cas, à l'heure actuelle, pour les tarifs basse tension d'E.D.F. qui ne comportent et n'ont jamais comporté aucun « dumping »), c'est sur la base de ces prix et de ces tarifs que les consommateurs doivent établir eux-mêmes les bilans comparatifs. Le développement de l'énergie électrique dépend ainsi uniquement des décisions individuelles des consommateurs : c'est seulement quand ils sont nombreux à constater que la solution « électrique » est la moins chère qu'on assiste à la pénétration de l'électricité dans les usages thermiques. Ainsi, la publicité d'E.D.F. ne vise qu'à rééquilibrer le rapport de forces avec les énergies concurrentes.

Si on pense au contraire que ces prix et ces tarifs sont incohérents ou biaisés, il faut alors construire un modèle qui permette de calculer la répartition optimale entre les différentes énergies, compte tenu des caractéristiques économiques des techniques en présence et de contraintes exprimant certains objectifs de politique économique. Un tel *modèle énergétique global* serait en quelque sorte une extension à l'ensemble du secteur de l'énergie des modèles utilisés par E.D.F. L'idée est séduisante ; elle peut devenir opératoire si on ne cherche pas un trop grand degré de détail.

Certes, et fort heureusement, il n'est pas possible dans notre société d'imposer autoritairement au consommateur la politique énergétique ainsi définie. Mais justement un tel modèle permettrait de calculer les prix de revient marginaux des différents besoins : il resterait à amener les entreprises du secteur énergétique à pratiquer une tarification fondée sur ces coûts. Le partage entre les différentes énergies dépendrait donc toujours des choix des consommateurs, mais ceux-ci seraient orientés par un système de tarifs ou de prix d'ordre calculés par un organe de planification décentralisatrice.

Cela dit, est-ce à E.D.F. de prendre l'initiative d'un tel modèle énergétique global ?

Reste enfin la question difficile des effets externes, favorables ou défavorables, résultant des décisions d'équipement. Il n'existe là encore aucun obstacle méthodologique qui empêche d'en tenir compte dans un modèle, soit sous forme de contraintes exprimant des seuils à respecter, soit sous la forme plus souple de coûts sociaux qui s'ajoutent aux coûts économiques internes. E.D.F. a d'ailleurs été parmi les premiers à employer cette méthode pour représenter les effets sociaux et économiques d'une éventuelle « défaillance » du système électrique. Mais si, en principe, la méthode peut être appliquée aux modèles d'E.D.F. ou à un éventuel modèle énergétique global, sa mise en œuvre rencontre en pratique des obstacles quasiment insurmontables.

En effet, il faut d'abord dresser un inventaire complet et impartial des effets externes provoqués par les différentes techniques, sans charger le seul nucléaire de tous les péchés. Il ne faut oublier ni la pollution due aux raffineries, ni les dizaines de millions de tonnes de gaz sulfureux envoyés chaque année dans l'atmosphère par la combustion du pétrole. Il ne faut pas oublier que les centrales au fuel, elles aussi, réchauffent les cours d'eau et nécessitent des lignes de transport d'énergie. Il ne faut pas oublier les victimes de la production charbonnière. Il ne faut pas oublier enfin les perturbations économiques et les risques de chômage que provoquerait un approvisionnement énergétique insuffisant.

Mais la fascination angoissée qu'exerce le nucléaire est-elle compatible avec un tel inventaire « complet » et « impartial » ?

De même, est-elle compatible avec l'effort d'objectivité qui est nécessaire pour apprécier correctement les effets et les probabilités des diverses éventualités ? Car, en fait, l'industrie nucléaire est victime d'avoir développé un système de mesure, tant en grandeur qu'en probabilité, des effets externes qu'elle provoque, alors que rien ou presque n'existe ailleurs. Là réside le deuxième obstacle.

***

Il faut enfin, et c'est là l'obstacle majeur, fixer des seuils ou attribuer une valeur aux différents effets externes. Mais quelle pénalité la collectivité attribuera-t-elle aux pylônes électriques, à la tonne de gaz sulfureux, aux stocks de produits radioactifs, au chômeur supplémentaire ? A quel niveau fixera-t-elle la radioactivité des rejets ou la température des habitations ? Selon la nature de ses angoisses dominantes, chaque personne concernée donnerait un système de seuils ou de valeurs différent. E.D.F., pour sa part, n'a pas de tel système à proposer et ne peut qu'attendre qu'on veuille bien le lui fixer. Mais qui le lui donnera ? Les Amis de la nature ? Le Parlement ? Le gouvernement ?

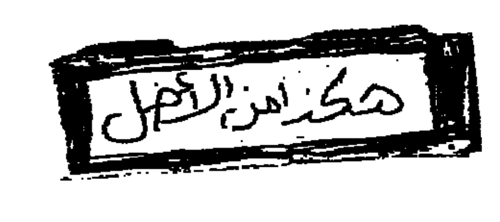
L'intégration des effets externes dans le calcul économique pose donc, qu'on le veuille ou non, un problème politique. L'économiste peut définir la méthodologie, rassembler les données, confectionner un modèle : tout cela tourne à vide si le politique n'explicite pas ses préférences. En l'absence de modèle global, l'économiste peut s'efforcer de simplifier les choix en effectuant des bilans comparatifs ; mais de proche en proche, en tâtonnant pour sortir du labyrinthe, sa démarche le ramène toujours à la même porte : celle du choix politique.

E.D.F. n'en détient pas les clefs.

M. ALBOUY et F. BESSIÈRE.











## POINTS DE VUE SUR L'INÉGALITÉ

# Ne pas se payer de mots

N parle sans cesse, partout, dans la presse, dans les déclarations officielles et politiques, d'augmentation ı diminution des inégalités. Je voudrais ]re humblement remarquer que cette ssion est dépourvue de sens tant qu'on précise pas en détail. Par conséquent, :onomiserait de la pensée, de l'émo- du temps, de l'encre et du papier — ı choses rares — en cessant de ıer.

mploierai pour cette démonstration des ultra-simples, et ce qui sera vrai eux le sera *a fortiori* pour la société . On comparera deux périodes succes-

ısidérons une société à deux person- )ans la première période, leurs revenus 50 et 100 : dans la seconde, 60 et l'inégalité a-t-elle augmenté, diminué st-elle restée la même ? Supposez ɜnant que dans la seconde période venus soient 60 et 110 : même ques- Et si ces revenus étaient devenus et 1 100, ou bien 60 et 115 ?

ı maintenant une société à trois per- s. *Dans la première période, les reve-* ont 50, 100 *et* 150. Dans la seconde, nt 50, 150 et 150. L'inégalité a-t-elle enté (l'écart entre le plus pauvre et *du milieu s'est accru), ou diminué* rt entre celui du milieu et le plus a disparu), ou est-elle restée la même ne l'écart entre le plus pauvre et le riche) ?

nons maintenant une *société plus nom-* e. Dans la première période, elle com- cinq millions de personnes au revenu ) chacune et cinq millions d'autres au u de 130 chacune. Dans la seconde, comprend dix millions de personnes chacune un revenu de 100, plus une nne *dont* le revenu est 40, et une dont le revenu est 160. L'inégalité le augmenté (comme l'écart entre les nes) ou diminué (puisque maintenant ue tout le monde a le même revenu) ?

ı exemples semblent suffire pour éta- 'assertion. En simple logique, on ne dire que l'inégalité a augmenté ou ıué que par référence à un indice galité, et il faut dire lequel on choisit. vance maintenant la conjecture empi- suivante. Donnez-moi deux époques même pays, ou deux pays ou régions rents. Je puis alors presque toujours truire deux indices d'inégalité, dont un semble *a priori* une représentation acceptable de ce concept, et tels que prend sa valeur la plus élevée où l'autre *au contraire son niveau le plus faible.* *st-à-dire que l'on peut aussi* bien défen- la thèse d'une augmentation que celle e *diminution* de l'inégalité, ou dire que galité est plus grande dans tel pays dans tel autre ou l'inverse. Et ceci pendamment de toute difficulté de con- sance des revenus, à cause seulement a question de définition de l'expression loyée.

nous n'avons parlé jusqu'ici que du ultra-simple où l'on ne considère qu'un seul type d'inégalité : celle des revenus. *Or celles de bien d'autres variables* importent aussi : temps et conditions de travail, patrimoines, bénéfices de l'action du gouvernement, divers états et consommations spécifiques : *logement*, santé, scolarité, composition de la famille, etc. Le même problème logique existe pour chacun de ces cas, et pour la synthèse de *tous* ces aspects de la société.

D'ailleurs, le langage habituel fleure dès l'abord l'illogisme : on parle *ordinairement* d'accroissement, diminution, réduction, etc., des inégalités, au pluriel. Ce pluriel est bon, en ce sens qu'entre chaque paire de personnes et sur chaque variable il y a une inégalité (dont l'indice doit d'ailleurs être défini comme on vient de le faire remarquer). Mais pourquoi suppose-t-on que toutes ces inégalités varient dans le même sens ? Ce n'est presque jamais le cas.

La conclusion est qu'on ne peut pas, en étant sérieux, continuer à utiliser les expressions incriminées. Doit-on pour autant renoncer à *parler* des phénomènes *que* l'on cherche à saisir en les employant ? Non, mais il faut être plus précis. On peut par exemple dire : *le revenu moyen de telle* catégorie de personnes est passé de tant à tant et celui de telle autre de tant à tant. *On peut aussi*, en réfléchissant et en s'informant sur les sentiments relatifs à la justice distributive, avancer dans la précision du bon indice d'inégalité, et donc *augmenter* le nombre des cas où les expressions en question ont un sens relativement objectif ; *mais* c'est de la recherche de pointe qui n'a pas encore été jusqu'au bout.

Changer son langage dérange ses habitudes. Préciser demande un effort. Mais n'est-ce pas, une fois le problème vu, ce que requiert la simple honnêteté ? Et, s'agissant des inégalités sociales, cette clarté n'est-elle pas indispensable au fonctionnement correct du processus démocratique ?

SERGE-CHRISTOPHE KOLM.

## *A propos d'un livre de Jean-Claude Colli*

# PIÈCES A CONVICTION

UN des thèmes les plus « payants » aujourd'hui — M. Giscard d'Estaing s'en est avisé durant sa campagne pour l'élection présidentielle — est la lutte contre les inégalités. L'important, en la matière, est d'y voir clair. On y parvient un peu mieux, non, hélas ! grâce aux travaux de l'INSEE, qui laisse encore sans réponse la plupart des interrogations sur les revenus non salariaux, mais parce que, avec les moyens du bord, des chercheurs individuels, des organismes comme le CREDOC ou le Centre d'étude des revenus et des coûts tracent de nouveaux sillons.

Il en faudra encore beaucoup pour faire pousser les vérités essentielles...

Jean-Claude Colli vient de prendre à son tour la charrue. Il la pousse dans son livre *l'Inégalité par l'argent* (1) pendant trois cents pages très denses. Secrétaire national du Mouvement réformateur en 1973, délégué aux énergies nouvelles en 1975, *notre* auteur a gardé de son état d'inspecteur des finances le goût de la mesure la plus exacte possible des phénomènes économiques.

C'est ce qui frappe d'abord dans son ouvrage. Jean-Claude Colli ne répugne pas à « aller au charbon », à se colleter avec des matériaux ingrats, à fouiller dans des masses d'informations mal dégrossies. Attitude qui n'étonne pas lorsqu'on se rappelle la recherche patiente qui fut la sienne, aux côtés de MM. Yves Bernard et Dominique Lewandowski, pour l'élaboration du *Dictionnaire économique et financier* (2).

Qui gagne quoi ? Telle est la première question — impertinente dans notre pays — que pose Jean-Claude Colli. Après avoir invité le lecteur à regarder ce qu'il y a « sous les chiffres » de la comptabilité nationale, il observe à la loupe le monde des salaires, où l'on voit que le demi-million de foyers les plus défavorisés reçoivent ensemble, en un ans, cinquante fois moins de revenus que le nombre correspondant de foyers les mieux pourvus (et encore, cette proportion ne rend pas compte des inégalités de fortune et d'enrichissement). L'« autre monde », celui des non-salariés, offre l'aspect d'une forêt inextricable, mais, après maints recoupements, notre auteur se croit fondé à dire qu'« *un foyer indépendant touche en moyenne près de sept fois plus de revenus de capitaux qu'un foyer salarié* ».

Décrivant ensuite la guerre de mouvement que les catégories sociales livrent pour l'argent, Jean-Claude Colli estime que « *les gains les plus probables sont ceux qui peuvent être récupérés par les prix* ».

### « Latinité fiscale »

Deuxième question : que fait l'Etat ? La « pompe à finances », examinée sous toutes les coutures, révèle ceci par exemple : il y a une « latinité fiscale » qui se traduit par la légèreté de l'impôt sur la détention du capital, l'hésitation à frapper les successions, une certaine démission devant l'imposition des personnes. Plus on remonte vers le nord, plus l'impôt sur le revenu est lourd (cinq fois plus en Suède que dans les pays latins).

Si la taxe sur la dépense est mieux acceptée chez nous, c'est sans doute parce que, bien que frappant à tort et à travers, « tout le monde y passe », ce qui n'est pas le cas du revenu et de son impôt. J.-C. Colli n'a pas de mots trop durs pour stigmatiser cette inégalité dans la possibilité d'échapper au fisc.

Se demandant où va l'argent public, l'auteur est ainsi tout naturellement conduit à rechercher quelle sorte de réalité ont les fameux « transferts sociaux » et à enregistrer leurs effets pervers, le système n'ayant pas encore vraiment choisi entre la solidarité (à chacun selon ses besoins, pour égaliser les chances) et l'assurance (à chacun selon ses moyens).

Devant l'état infantile de notre information sur les patrimoines, J.-C. Colli estime que, dans notre société permissive, on se libère plus aisément des tabous du sexe que de ceux de l'argent. Une reconnaissance a cependant été poussée dans cette « zone interdite », et cette fois par l'INSEE, grâce aux études de Philippe l'Hardy, d'où il ressort que l'inégalité des fortunes est deux fois plus forte que celle des revenus et que l'héritage est en France le plus sûr moyen d'avoir de la fortune. « *Cette inégalité de l'argent reçu est plus spectaculaire et plus discutable encore que celle de l'argent gagné* », écrit courageusement Jean-Claude Colli, reprenant un thème cher à Michel Albert et J.-J. Servan-Schreiber dans *Terre et Ciel* (Manifeste du parti radical).

Opportunément, dans son dernier chapitre, notre auteur marque les limites de la lutte contre les inégalités : « *Assurer une situation égale à des mérites inégaux, à des efforts différents, à des apports importants ou nuls à la collectivité, c'est constituer une société totalitaire* », écrit-il. On a trop tendance à l'oublier parfois, emporté par ses rêves.

Encore une fois, le mérite de J.-C. Colli, dans son livre, est d'avoir patiemment, avec une grande clarté et souvent un vrai bonheur d'expression, souligné les injustices de la société française sur le chapitre de l'argent. Dans ce procès, nous avons en main les pièces à conviction ; c'est beaucoup. Mais il nous manque le jugement final : si le « grand chambardement », gros d'autres injustices, est exclu, quelles sortes de « réformes » ont *aujourd'hui* des chances d'extirper les maux que l'on nous a décrits ?

PIERRE DROUIN.

(1) Edit. Gallimard. Coll. « L'air du temps ».

(2) Edit. du Seuil.

## *EN MARGE DU RAPPORT MÉRAUD*

# Transformer les services collectifs

LE rapport Méraud (1) stimule la réflexion, non seulement sur les inégalités quantitatives (dont nous ne traiterons pas ici), mais plus peut-être sur certains *aspects qualitatifs et structurels* de notre organisation sociale, que la presse n'a guère commentés jusqu'ici.

Un large accord se réalisera sur les buts fondamentaux que nous propose ce rapport : plein emploi et meilleur emploi pour la population active : et *restructuration de la vie sociale*. Sur ce dernier point, il prescrit des remèdes : une nouvelle politique familiale et une nouvelle politique de l'habitat soit urbain, soit rural. Mais il ne présente pas de diagnostic complet des causes de la « destructuration sociale ».

« *Les services collectifs, moyens de prévenir la dégradation des structures sociales* », est-il dit au chapitre des remèdes. Mais on ne mentionne pas le fait que *certains services collectifs mal conçus ont été une cause majeure de dégradation des structures sociales*. Par exemple :

— L'habitat en grands ensembles ségrégationnistes, planifié par l'administration, a créé des frustrations, puis des besoins collectifs nouveaux pour les jeunes, pour les vieux, pour les mères, etc., etc. ;

— L'immeuble hôpital « moderne », développé au nom du progrès, a parfois dépersonnalisé le service de santé, faisant croître la détresse des usagers et appauvrissant les tâches du personnel ;

— L'explosion scolaire et universitaire dans un cadre de contrainte centraliste s'est accompagnée de multiples problèmes humains et sociaux.

Sans accepter les thèses extrémistes d'Ivan Illich (2), il faut bien constater l'apparition de phénomènes inquiétants lorsque les services collectifs se développent dans une organisation contraignante soumise au triple principe de spécialisation, de centralisme bureaucratique dépersonnalisant, et d'économie d'échelle conduisant au gigantisme des établissements. Lorsque règnent, comme aujourd'hui, ces principes d'organisation, le développement des services sociaux entraîne les effets suivants :

● ALTERATION des structures sociales pré-existantes (famille, voisinage, métier, etc.), par intégration brutale de fonctions qu'elles remplissaient plus ou moins bien ;

● CREATION D'INSATISFACTION, chez l'usager et souvent chez l'agent de service ;

● CREATION D'INEGALITE, les plus riches ou les plus habiles trouvant une solution alternative au service standard imposé à la masse ;

● CREATION DU BESOIN INDEFINI DE SERVICES COMPLEMENTAIRES pour remédier aux frustrations accrues de chaque catégorie qui ressent une mauvaise adaptation à son cas : jeunes, vieux, banlieusards, campagnards, etc. Tout service collectif contraignant engendre ainsi le besoin de nouveaux services.

Suivant une logique implacable, nous voyons se développer sous nos yeux cette multiplication de services bureaucratisés qui, à côté d'une utilité indéniable, engendre une escalade des coûts, une escalade des contraintes et une escalade des frustrations. On a parfois l'impression qu'avec les meilleures intentions nous nous ruinons pour construire une sorte d'enfer d'anonymat et de contraintes.

Nous n'irons vers un progrès que si nous analysons assez clairement la genèse des erreurs passées pour éviter leur reproduction. Rien ne sera fait sans remise en question du *grand mythe de l'instauration du bonheur par contrainte bureaucratique* : théorisé par Max Weber et adopté par la plupart des partis politiques du vingtième siècle, ce mythe n'est plus crédible depuis mai 1968, depuis Crozier (3), Mao et Illich. Dire que l'on cherche le bonheur des hommes dans un doublement du nombre des règlements, du montant des prélèvements (4) et du nombre des contrôleurs, c'est chercher en fait à différer une transformation inévitable de l'organisation des services collectifs.

La première mission du Plan doit donc être de construire les bases d'une nouvelle organisation qui marche. Les méfaits connus de l'organisation bureaucratique ne seront pas conjurés par exhortation, mais par mise en place de *nouveaux schémas d'organisation*. Davantage de pensée sérieuse et audacieuse, liée à l'expérimentation, devrait être consacrée à dégager ces nouveaux schémas, multiples et complexes, dont en pressent déjà certaines idées directrices ;

— L'organisation technocratique sera partiellement remplacée par des *systèmes socio-techniques* (5), qui font une place au point de vue des personnes concernées et dans lesquels certaines responsabilités sont déléguées à des processus sociaux en petits groupes, jusqu'à la base ;

— Le souci de *décentralisation* des initiatives pour répondre aux cas les plus variés conduira à déléguer certains services collectifs aux nouvelles « entreprises sans but lucratif » pour lesquelles le rapport Sudreau propose un statut juridique spécial ;

— Le vieux couple démocratie représentative - bureaucratie centralisée devra faire une certaine place aux formes modernes de la *démocratie directe*, permettant aux intéressés (usagers ou agents) de jouer personnellement un rôle actif dans des processus sociaux capillaires, qui ont seuls la finesse nécessaire pour détecter certains problèmes et y trouver des solutions adaptées, personnalisées, au sein de chaque communauté naturelle.

Le niveau atteint par la culture, les capacités d'expression et les moyens de communication permet, en effet, de prévoir un rôle accru de la relation directe, non médiatisée, personnalisée, par rapport au processus anonyme et uniforme. Modifier dans ce sens l'organisation des services collectifs paraît aujourd'hui nécessaire aussi bien pour l'efficacité économique que pour le progrès social et l'équilibre humain.

OCTAVE GÉLINIER.

(1) Commissariat au Plan. Rapport de la commission inégalités sociales, avril 1975.

(2) Une société sans école, la Convivialité, le Seuil.

(3) Michel Crozier, le Phénomène bureaucratique.

(4) En ce sens, il est plus sain de réduire l'éventail des revenus primaires, par l'éducation et la concurrence, que d'accroître sans fin les prélèvements et la redistribution.

(5) Emery et Trist, « Socio-technical systems », dans Management Science, Models & Techniques, Pergamon, 1960.

# LIVRES

# LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

*Jean-Paul Pigasse*

## LA NECESSITE D'INFORMER

VENANT d'un homme d'expérience et d'action, cet ouvrage sur l'information économique mérite d'autant plus examen que la bibliotèque est bien mince sur ce sujet, qui, non sans raison, fait peur.

L'information, nous la saisissons à la source, en voyant comment les divers organismes, détenteurs de données économiques, les transmettent, ou non, aux informateurs. La rétention est encore largement la règle, même dans les administrations et les syndicats et plus encore à l'Université et dans les grandes municipalités. Reste de mentalité rurale, est-il jugé.

Cette réserve, si onéreuse pour le pays, vient en partie, est-il ajouté, de ce que le journaliste français, même non avancé, suspecte tout ce qui fait du profit, et que, par contrecoup, l'entreprise applique le « *Pour vivre heureux, vivons cachés* ». A l'inverse des Américains, le journaliste français est un idéologue, un dogmatique, un professeur (sic). Il se soucie, avant tout, d'exposer ses conceptions philosophiques ou politiques ». Trop rarement, est-il ajouté, le commentaire est distingué du fait.

Le nombre de journalistes économiques est, en outre ,moins élevé qu'en d'autres pays, d'où des charges écrasantes pour le journaliste économique français.

Curieux, le long exemple concret (historique de trente-huit pages), à propos de la fusion annoncée entre Peugeot et Citroën, *mais par contre, la sélection* et la déformation des informations, spontanées ou non, pendant leur cheminement, sont laissées de côté.

La publicité est expressément approuvée, en dehors même de son rôle vital, pour les organes de presse.

La langue est malheureusement négligée, dans tous ses aspects. Qualitativement, le style même de l'ouvrage, reflète les défauts actuels (larges redondances, remplacement des prépositions par un facile « au niveau », chargé d'ambiguïté, etc.). Quantitativement, la plongée sur 1985 aurait gagné à mettre ce facteur en évidence, car la puissance financière n'est pas seule en jeu.

En dépit de ces lacunes, ouvrage riche, considérable, indispensable à lire, à méditer et à relire encore.

★ Paris, 1975. Editions Alain Moreau, 334 p., 44 F.

*Jacques Dupaquier*

## INTRODUCTION A LA DÉMOGRAPHIE HISTORIQUE

COMMENT l'*Histoire de la population* est-elle devenue la *Démographie historique* ? Ce jeu simple de mots recouvre une profonde transformation et presque l'apparition d'une nouvelle science, à base de nouvelles techniques. Le grand Louis Henry est passé par là et, dans son brillant sillage, des démographes se sont faits historiens et des historiens démographes, sans rien trahir, loin de là.

A la pointe des seconds, M. Jacques Dupaquier nous décrit, sans austérité, cette grande mutation encore peu connue, ses matériaux, ses méthodes, en multipliant les exemples, les résultats déjà acquis, les thèses qui s'opposent, les perspectives qui s'ouvrent.

Si agréable est la lecture, plaisante et sérieuse, si varié le ton, que nous parvenons assez vite à un regret, celui d'avoir fini. Dans ce défilé bigarré, nous trouvons aussi bien l'histoire des taux Lyonnais et la généalogie circulaire pour faire tenir des ascendants trop encombrants, que des débats de haute portée sur les crises de subsistances ou encore la grande vertu des Français, ou du moins des Françaises, du dix-huitième siècle (en laissant de côté la couche supérieure).

Les historiens démographes français ont fait école dans tous les pays du monde où existent les matériaux nécessaires ; ils se multiplient plus vite que la population française de tout temps et sont en train de construire les fondations d'un énorme édifice.

Cette histoire simple... de l'histoire de la population doit être lue et largement diffusée, notamment dans tout le monde enseignant et enseigné, en attendant les révolutions qu'elle prépare, dans la connaissance, peut-être trop confiante que nous avons de nos ancêtres si proches et si lointains.

Un regret toutefois : que, selon la coutume française, l'éditeur ait omis de nous présenter l'auteur. Il le mérite pourtant bien.

Planches. Tableaux, Bibliographie.

★ Paris, Tournai, Montréal, 1975. Gamma, 126 p., 24 F.

*Francis Petel et Olivier Bouissou*

## INITIATION A LA CONJONCTURE

PAR un ironique retour des choses, les études conjoncturelles, qui avaient, en 1929, sombré, en même temps que le baromètre d'Harvard et d'ailleurs, qui n'avaient pas prévu la crise, renaissent aujourd'hui à la faveur, si l'on peut dire, de cette nouvelle crise, si différente soit-elle, que n'a pas davantage prévue la lourde comptabilité nationale en blocs annuels.

A vrai dire, cet essai sur une science (ou une technique, si l'on préfère), si longtemps négligée, nous confirme l'importance des dégâts. En dépit de son opportunité et de la justesse de nombreuses observations, il est loin de combler le vide qui s'est créé peu à peu, depuis la guerre, à la faveur de l'inflation lente et continue, auxiliaire si précieuse de la prévision sans mérite.

Dès l'abord, il faut incriminer l'ordre des questions traitées : que la conjoncture comprenne l'action de politique économique est déjà bien contestable. A tout le moins cette action devrait-elle être étudiée séparément, après diagnostic descriptif, diagnostic explicatif et pronostic ; or nous voyons la politique des revenus singulièrement gênée de se trouver au chapitre « difficultés de diagnostic ». Quant aux techniques de prévision, elles n'ont malheureusement pas trouvé leur place ; on le comprend quelque peu.

Que la crise de 1929 aux Etats-Unis soit mal connue n'a rien pour surprendre, puisque la profonde rechute de 1938, qui consacrait l'échec de Roosevelt, est ignorée d'historiens de valeur et semble enterrée, malgré ses enseignements, ou peut-être à cause d'eux. Par contre, les événements contemporains sont mieux décrits et auraient même mérité une analyse, plus continue, des vingt dernières années.

Dans l'arsenal des indices servant à forger le diagnostic explicatif et le pronostic, nous ne trouvons pas le principal, à savoir l'élasticité — au sens mécanique du mot — de la production. Cette notion fondamentale a été, il est vrai, broyée, comme d'autres, par la meule de la comptabilité nationale.

Ce livre n'en est pas moins d'une grande utilité par son caractère révélateur ; en mettant en évidence le désordre des idées, l'indigence et l'ingénuité des méthodes d'observation en économie, nous ne nous étonnons pas des déboires de la politique dans ce domaine, lesquels ne sont pas propres à la France.

★ C.N.I.P.E. Editions Cujas, Paris, 1974, 199 p. ,24 F.

*Michel Anselme*

## FAUT-IL REFORMER L'ENTREPRISE ?

QUESTION d'actualité brûlante et permanente, qui, sous cette forme élémentaire, paraît mériter un simple hochement de tête affirmatif. Encore faudrait-il préciser le sens et la manière.

La *première* partie du livre de cet ouvrier devenu patron est un curieux exposé des « angélismes ». Partant des saint-simoniens et même de plus haut, nous arrivons à Surleau, en passant par Bloch-Lainé et Loichot. Mais la diversité des « angélismes » conduit à reprendre à chaque fois l'historique, tout en élargissant la question jusqu'à New-Llano et aux Huttérites ! Ces vues pittoresques sur des comn nautés nous éloignent quelque peu du sort futur Saint-Gobain ou de Renault, placés sur la ta d'opération.

La deuxième partie, quelque peu déroutante, ε aussi, voit le défilé des diverses fonctions de l'ent prise, appelées outils (outil de progrès, outil de com tition, etc., et même de... satisfaction). Ici encore b des échappées, que nous n'osons appeler digressio car le cœur y est bien. Le chapitre le plus conc porte sur la mutation de l'entreprise.

Elargissant le cadre, la troisième partie porte la société. Nous sommes saisis et quelque inquiets à l'idée que « la réforme repose avant t sur la transformation personnelle de chacun de nous Tout serait évidemment aplani.

Une immense bienveillance, que nous ne voudri pas appeler paternelle, anime tout l'ouvrage, proixe sur les syndicats et l'autogestion. Citant plus haut Jean-Paul Sartre : « Je ne connais pas expérience réussie d'autogestion, mais c'est le espoir », le grand constructeur réplique : « Si c'é bien le seul espoir, il y aurait surtout de c désespérer. »

★ Paris, 1975. Editions France-Empire, 316 p., 30

# Le colloque Boisguilbert à Rouen

ROUEN a récemment fêté l'un de ses fils, plus célèbre à l'étranger que dans son pays. Membre d'une dynastie réputée pour son « feu » et son « sublime » — ne compte-t-elle pas, entre autres, les deux Corneille, Fontenelle et Charlotte Corday ? — Pierre le Pesant, sieur de Boisguilbert (1646-1714), lieutenant général au bailliage, est vraiment le père de l'économie politique. Sans formation préalable, à partir d'une observation pure des malheurs de son temps, il a, dès la fin du dix-septième siècle, posé les fondements de l'analyse macro-économique. Précurseur des physiocrates, comme de Smith, il annonce toute l'économie à venir, de Quesnay à Ricardo, en passant par Malthus et Say. Son modèle sera à la base de l'œuvre de Marx, de Walras et de Keynes. Avant bien d'autres, il a calculé le revenu national, entrevu les notions de valeur-travail, de rente, de débouchés et de rendements décroissants, inauguré l'analyse en termes de circuit et de flux, découvert l'effet multiplicateur et le rôle moteur de la demande globale, critiqué la division de la société en deux classes. Hanté par une idée neuve, il dit que, pour ramener la prospérité, c'est la consommation des masses qu'il convient de restaurer.

L'importance de Boisguilbert, attestée aussi bien par Marx que par Schumpeter, n'a cessé de grandir ces dernières années, notamment depuis la réédition commentée de ses œuvres par l'INED sous le titre de *Pierre de Boisguilbert ou la naissance de l'économie politique*. Fortement sollicité de l'étranger, l'INED a, avec l'aide de la faculté de droit et des sciences économiques de Rouen, et le généreux appui de la ville, organisé, dans la ville natale du grand économiste, un colloque international, présidé par M. Alfred Sauvy.

Aux nombreux spécialistes étrangers (Allemagne fédérale, Belgique, Brésil, Hongrie, Japon, Pologne, R.D.A., etc.), se sont joints des univ sitaires, des personnalités marquantes (commis riat au Plan, direction générale des imp C.N.R.S., hautes études, Institut d'études pol ques, IN agronomique, INED, laboratoire de dén graphie historique), et jusqu'à un bénédictin la Pierre-qui-Vire. Présents aussi, des desc dants de Boisguilbert et de Vauban, dont l'œu économique est très liée à celle de Boisguilb

Précédé d'une émission à la télévision, le c loque s'est tenu à la faculté de droit, à Mo Saint-Aignan.

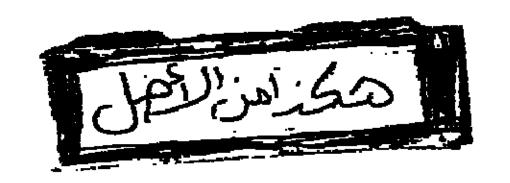
Quelque trente communications ont pris trois séances : *L'analyse économique de B guilbert, Boisguilbert, les hommes et la soc de son temps*, et *La portée de l'œuvre Boisguilbert*.

Le colloque n'a pas versé dans une sim hagiographie. Certains ont reproché à Boisg bert son manque d'information statistique et peu de rigueur démographique. La question savoir si l'on trouve, dans son œuvre, le re fidèle de la situation du temps, a été cont versée, ainsi que ses vues sur la valeur-trav Plus que d'une théorie de l'équilibre, on lu fait crédit d'une théorie du déséquilibre. M unanimement, ont été reconnues la richesse l'actualité d'une pensée, qui serait pour 90 à la base de l'analyse économique d'aujourd'

Comme l'a souligné M. A. Sauvy, presque s ironie, dans son allocution d'ouverture, participants réunis pour prendre des leçons d homme qui n'a jamais enseigné, auraient s'ajouter le président de la République et no grand argentier. N'ont-il pas des raisons p s'intéresser, peut-être, à celui qui offrait d'éte dre, en peu de temps, toutes les dettes de l'E tout en lui procurant quatre ou cinq fois p de revenus ?

J. HECHT.

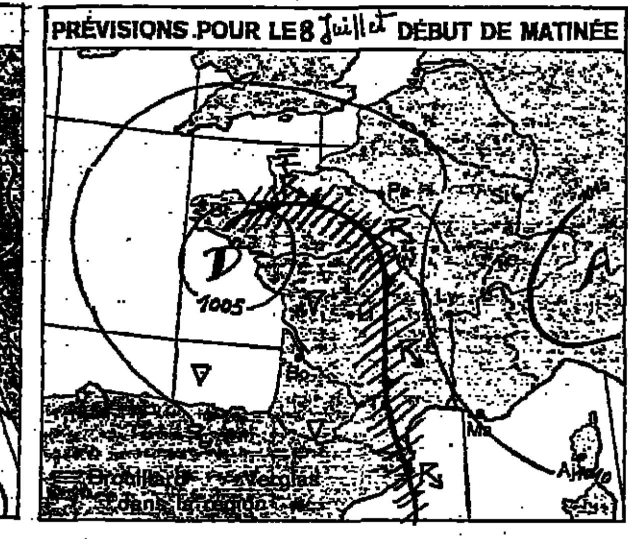




# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE




Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ averses orages ➡ Sens de la marche des fronts
Front chaud · Front froid · Front occlus

...tion probable du temps en ...nce entre le lundi 7 juillet à ...eure et le mardi 8 juillet à ...heures.

...l'approche d'une perturbation ...t de l'Atlantique, une évolu... orageuse se développera sur la ...e. Les orages qui éclateront ...à journée de lundi seront par... violents, en particulier sur les ...ns s'étendant des Charentes et ...oitou au Bassin parisien.

...rdi, les orages se localiseront ...a moitié est de notre pays, où ...onneront des pluies abondantes ...pagnées parfois de violentes ...s de vent. Un temps variable ...s frais s'établira sur la moitié ..., après le passage de la zone ...use. Des éclaircies se produi... mais des nuages passagers ...ront encore quelques averses ...s tandis que les vents, mo... s'orienteront au secteur sud-...

...ndi 7 juillet, à 7 heures, la ...on atmosphérique réduite au ...u de la mer était, à Paris, de 1 015,2 millibars, soit 761,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 juillet, le second le minimum de la nuit du 6 au 7 juillet) : Biarritz, 28 et 16 degrés ; Bordeaux, 27 et 17 ; Brest, 22 et 14 ; Caen, 19 et 14 ; Cherbourg, 17 et 14 ; Clermont-Ferrand, 22 et 12 ; Lille, 24 et 13 ; Lyon, 23 et 13 ; Marseille, 28 et 16 ; Nantes, 21 et 16 ; Nice, 24 et 19 ; Paris-Le Bourget, 25 et 16 ; Pau, 27 et 15 ; Perpignan, 27 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 23 ; Rennes, 22 et 15 ; Strasbourg, 26 et 13 ; Tours, 20 et 15 ; Toulouse, 29 et 19 ; Ajaccio, 24 et 14 ; Dijon, 25 et 15 ; Nancy, 25 et 14 ; Grenoble, 23 et 12 ; Boulogne, 18 et 14 ; Deauville, 21 et 15 ; Granville, 22 et 16 ; Saint-Nazaire, 21 et 14 ; Royan-La Coubre, 26 et 17 ; Sète, 23 et 17 ; Cannes, 23 et 16 ; Saint-Raphaël, 25 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 24 et 11 degrés ; Athènes, 28 et 22 ; Bonn, 27 et 12 ; Bruxelles, 24 et 14 ; Le Caire, 33 ; Iles Canaries, 27 et 18 ; Copenhague, 24 et 11 ; Genève, 25 et 14 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 22 et 13 ; Madrid, 33 et 14 ; Moscou, 20 et 13 ; Palma-de-Majorque, 29 et 16 ; Rome, 25 et 17 ; Stockholm, 28 et 16 ; New-York, 24 et 21 ; Téhéran, 36 ; Alger, 29 et 19 ; Tunis, 28 et 18 ; Casablanca, 23 et 15 ; Barcelone, 26 et 15 ; Dakar, 28 et 25 ; Elath, 36 et 29.

## Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 6 juillet 1975 :

DES LOIS :

● Relative au versement destiné aux transports en commun et modifiant les lois n° 71-559 du 12 juillet 1971 et n° 73-640 du 11 juillet 1973 ;

● Autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961 ;

● Autorisant l'adhésion du gouvernement de la République française à la convention entre les Etats-Unis et le Costa-Rica pour l'établissement d'une commission interaméricaine du thon tropical, signée à Washington le 31 mai 1949 ;

● Autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la mise en œuvre dans le domaine fiscal et douanier de l'accord culturel du 23 octobre 1954, signé à Bonn le 2 février 1973 ;

● Autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République socialiste de Roumanie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bucarest le 27 septembre 1974.

UN ARRETE :

● Complétant la liste des titres admis en dispense du baccalauréat de l'enseignement du second degré en vue de l'inscription dans les universités.

## ...cations familiales

### ...METURE DE CERTAINS GUI...ETS PARISIENS JUSQU'AU SEPTEMBRE.

...a *Caisse d'allocations familia... de la région parisienne* com...nique que ses guichets et ser...s d'accueil situés à : ...is-15e, 14-18, rue Viala ; Pa...13e, 64-68, rue du Dessous-des-...ges ; Paris-9e, 9, rue de Liège ; ...sons-Alfort 94700, 68, rue du ...éral-de-Gaulle ; Saint-Denis ...l, tour Ouest, carrefour ...el, seront fermés *tous les sa...is*, du 5 juillet (inclus) au ...ptembre (inclus).

...en sera de même des centres ...diagnostic et de soins, à l'ex...ion de la clinique dentaire, ...e Saint-Charles, à Paris-15e, ...restera ouverte les samedis ..., 25 juillet et 6 septembre, ... sera entièrement fermée ...ant tout le mois d'août, ...aison des travaux.

## Tourisme

### VACANCES POUR ISRAÉLITES

Le Consistoire central israélite de France, le consistoire régional de Bretagne - Basse-Loire et l'Association culturelle israélite de Nantes organisent des vacances à La Baule : activités communautaires, participation aux offices à l'oratoire de la villa « Les Tuchets », (rabbin E. Chouchena), ravitaillement cacher, etc.

★ Pour tout renseignement s'adresser à M. Ernest Gluck, 11, rue des Halles, Nantes (44), téléph. : 71-36-16.

Le Consistoire central organise, d'autre part, un séjour éducatif pour garçons et filles de douze à quinze ans en Israël du 1er au 31 août. Animation : rabbin Paul Roitman.

★ Renseignements au consistoire central, 17, rue St-Georges, 75009 Paris, téléph. : 526-02-36.

● *En Finlande, une grève des officiers mécaniciens navals* bloque, depuis le 2 juillet, des milliers de touristes à Helsinki et dans le port de Turku. Les liaisons les plus touchées sont celles reliant la Finlande à l'Allemagne de l'Ouest et à la Suède. Les officiers navals réclament une augmentation de salaires, mais leurs employeurs estiment que cette grève est illégale. — *(A.F.P.)*

## ...T. T.

*Nouvel indicatif téléphonique ...la Haute-Loire.* — Le dépar...nt de la Haute-Loire change ...licatif téléphonique. Au lieu ...numéro 72, il conviendra, à ...ir du 8 juillet, de composer ...méro 71.

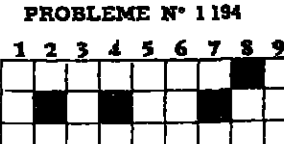
## ...sites et conférences

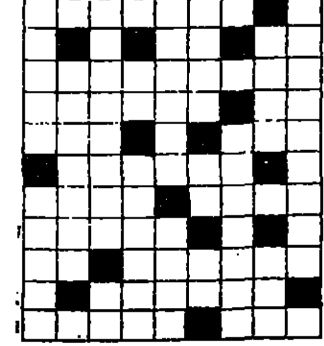
...SITES GUIDEES ET PROME...ES. — 14 h. 30, Pont de Neuilly : ...menade à la Défense » (l'Art ...tous) ; 15 h., 1, rue Saint-...s-en-l'Ile : « Les hôtels de l'Ile ...t-Louis » (A travers Paris) ; 15 h., façade de l'église : « Jardins cachés autour de Saint-Germain-des-Prés » (Mme Hager) ; 15 h., place du Puits-de-l'Ermite : « La mosquée » (Paris et son histoire).



## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 194





HORIZONTALEMENT

... A également un bassin im...tant. — II. Dans le champ ; ...se à Turin sans s'y arrêter. — ... Travaillent sur une petite ...elle. — IV. Capables de faire ...nber de haut ; D'un auxiliaire. ...V. Saint ; Ordre qu'on serait ...donnable de ne pas vouloir ...cuter. — VI. Peuple. — VII. ...ments du cadastre ; Est au ...fum. — VIII. Certainement ...contente. — IX. Morceau de ...s ; Se cassent facilement. — ... Très fins. — XI. Prénom féminin ; Ne manque pas de charmes lorsqu'il consent à tenir ses promesses.

VERTICALEMENT

1. Bon pour le service ! ; Fit un merveilleux voyage. — 2. Leurs troupes sont souvent indisciplinées. — 3. Sont essentiellement fugaces ; Préfixe. — 4. Est tombé (épelé) ; Utiliseras. — 5. N'invite pas à ouvrir l'œil ! ; Menait nefs et galères. — 6. Sans aucun doute ; Points opposés ; Symbole chimique. — 7. Titre dévalué. — 8. Sa chambre sent le renfermé ; S'assombrit le premier. — 9. Petits nids pour baisers.

**Solution du problème n° 1 193**

*Horizontalement*

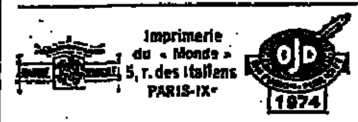
I. Avant-hier. — II. Ciel ; Arve. — III. Rd ; Isaïe. — IV. Ianine ; Tr. — V. MN ; Noria. — VI. Ogre ; Doit. — VII. Négro ; Dés. — VIII. Mena. — IX. Ecrème ; TR (Renaudot). — X. Li ; Arc. — XI. Dépassée.

*Verticalement*

1. Acrimonie. — 2. Vidange ; Clé. — 3. AE ; RG ; Rip. — 4. NL ; Inerte. — 5. Ino ; Mas. — 6. Hasard ; Mers. — 7. Ira ; Iode ; Ce. — 8. Evitaient. — 9. Réer ; Tsars.

GUY BROUTY.


Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.




# RADIO-TÉLÉVISION

VII

## Mission de civilisation

*Nous connaissions peu M. Jean Cazeneuve, grand patron de TF 1. On le voit rarement à l'écran. Il répondait, dimanche soir, au « questionnaire » de M. Jean-Louis Servan-Schreiber. Après six mois de règne, où en êtes-vous, où en sommes-nous, monsieur le président ? Souple et solide, sans subtilité et sans complication, il a fait bonne impression. Sa chaîne lui ressemble. Pas d'esbroufe, pas de faux-semblants, des rendez-vous réguliers, chaque jour, au même endroit. Au moins, ici, sait-on où l'on va. On suit les sondages. Il arrive même qu'on les devance.*

*Un exemple : les magazines. On aurait pu employer le singulier, il n'y en a qu'un. Ils ont moins de succès qu'autrefois. C'est donc que le genre est passé de mode. Question : peut-être tout simplement sont-ils moins bons ? Réponse : peut-être. Reste que... Reste un peu trop d'empressement à nous plaire. Autre exemple : les dramatiques. Il en est de deux sortes : les œuvres de fiction, d'imagination, et les œuvres reflet de la vie quotidienne. Le public préfère les premières : il aime qu'on lui raconte une histoire, avec un début, un milieu et une fin. Conclusion : il a besoin d'évasion. Ce besoin, les grandes fêtes collectives, rituelles (mot attendu dans la bouche d'un sociologue), les grandes fêtes populaires y répondaient autrefois. Ces fêtes, la télévision se doit de nous les restituer. « C'est une mission de civilisation. » Soit. Mais ne pourrait-on pas essayer de nous raconter une histoire d'aujourd'hui, avec un début, un milieu et une fin ? Pour changer. Et pour voir. On serait peut-être surpris du résultat.*

*Sur le plan de l'information, alors là, pas de problème. Tout va très bien et tout le monde est très content. Sauf M. François Mitterrand. Exagérée, sa prétention de s'adresser directement à nous, pas sous forme d'interview, sous forme de causerie, au même titre que M. Giscard d'Estaing. Exagérée et surprenante : pendant la campagne électorale, certains candidats ne préféraient-ils pas l'interview à la causerie ? Sans doute, mais qu'est-ce que cela prouve ?*

*Quelques précisions pour la rentrée. Moins de films : cent vingt-cinq au lieu de cent cinquante. Tous les mois, une soirée d'humour avec Jean Duché, Jean Breton et René Goscinny. Tous les mardis, un nouveau jeu littéraire, imaginé par Pierre Sabbagh. Et, à un rythme qui reste à déterminer, une nouvelle série sociologique « intéressante et distrayante », du genre : Qui épouse qui ? Dernier suprême encouragement, chiffré naturellement : au cours des quatre derniers mois, nous avons été dans l'ensemble plus nombreux qu'à la même époque l'an dernier à regarder la télé. Et, à 20 h. 30, 30 % d'entre nous ont pris TF 1, 25 %, Antenne 2 et 14 %, FR 3, en moyenne.*

CLAUDE SARRAUTE.

### AU THÉATRE VENDREDI SOIR SUR A2

● Antenne 2 change l'organisation de ses soirées pour les vendredis d'été. Il n'y a plus de « Ciné-Club » depuis le 4 juillet. Et dès le vendredi 18 juillet, une rediffusion de *l'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau* précédera un « Théâtre-Club », diffusé à 21 h. 30. Celui-ci proposera chaque semaine jusqu'au 29 août une dramatique écrite par un auteur contemporain : *Ils viennent jusque dans nos draps*, de Jacques Cousseau ; *Amédée, ou comment s'en débarrasser*, de Ionesco ; *Naïves Hirondelles*, de Roland Dubillard ; *Saint Nicolas, mon bon patron*, d'Anny Perret-Boquet ; *Ce soir on improvise*, de Pirandello ; *On n'en parle pas*, de Tenessee Williams ; *Tueur sans gages*, de Ionesco.

### LES BALS DE FRANCE-INTER

France-Inter organise des bals les 13 et 14 juillet, place de l'Hôtel-de-Ville à Paris. On dansera, le 13, avec les orchestres de Paul Malburet et de Gabriel Murat. Les musiciens de Maurice Thou, gagnants de la Coupe de France des orchestres, leur succéderont le 14. Des flashes, commentés à l'antenne par Louis Lorgeas, donneront aux auditeurs de France-Inter un aperçu de ces manifestations.

## D'une chaîne à l'autre

### DES TEE-SHIRTS RADIOPHONIQUES

La radio, en période de difficultés budgétaires, organise une vente par correspondance de tee-shirts marqués du sigle de France-Inter et garantis 100 % coton. Pour 30 F (25 F pour les enfants de douze à quatorze ans), la taille demandée sera expédiée aux amateurs. (Ecrire au service commercial, pièce 4121, 75 786 Paris Cedex 16. Tél. : 224-39-43).

● *Mme Rolande Ansoud et M. Marc Auril* viennent d'être nommés au conseil d'administration de l'établissement public de diffusion en qualité de représentants du personnel.

### PREMIÈRES NOTES DE QUALITÉ POUR LE BUDGET 1976 DES SOCIÉTÉS DE PROGRAMMES

● Les premières notes d'appréciation de la qualité des programmes de la radio-télévision d'Etat ont été remises par le Centre d'études d'opinion, que préside M. Philippe Ragueneau, aux services de M. Beck, président de la commission de répartition de la redevance. Les résultats de cette première enquête seront utilisés de façon « précautionneuse » (*le Monde* du 1er juillet) pour l'établissement du budget 1976 : il est acquis que l'appréciation de la qualité ne portera que sur la moitié des sommes mises en jeu et que le résultat des sondages d'opinion ne sera pris en compte que pour un quart ; la part des recettes des sociétés de programmes concernée par le mécanisme des sondages ne devrait pas dépasser 5 millions de francs.

La redevance pour 1975 a été répartie sans arbitrage sur l'audience et la qualité, contrairement aux prévisions officielles, en raison du retard dans l'installation des instances chargées de cette mission.

## LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

### LUNDI 7 JUILLET

**● CHAINE I : TF 1**

20 h. 30, Film : « l'Eau à la bouche », de J. Doniol-Valcroze (1959), avec F. Brion et B. Lafont.

*Les jeux de l'amour et du libertinage, à la fin des années 50*

22 h., Histoire du cinéma par ceux qui l'ont fait.
23 h., IT 1 dernière.

**● CHAINE II (couleur) : A 2**

20 h. 35, Série : Le secret des dieux. « 20 mai 44 » ; 21 h. 30, Essai littéraire : Plain-chant, d'H. Martin. Jean Genet.
22 h. 25, Journal de l'A 2.

**● CHAINE III (couleur) : FR 3**

20 h. 30, Prestige du cinéma : « Angélique et le sultan », de B. Borderie (1967), avec M. Mercier, R. Hossein, J.-C. Pascal (Rediffusion).

*Joffrey de Peyrac cherche à délivrer Angélique, enfermée dans le harem du sultan du Maroc*

22 h. 5, FR 3 Actualités.




**● FRANCE-CULTURE**

20 h., Carte blanche : « A quoi ça sert autant d'amour », de B. Marin-Dache, avec M. Bouquet, L. Delamare, G. Jor, L. Siou (réalisation A. Lemaître) ; 20 h. 51, Disques ; 21 h. (S.), Musique de chambre : « Suite en mi mineur » (J.-Ph. Rameau), par W. Christie, clavecin ; « Dialogue pour hautbois seul » (A. Clostre), par J. Vandeville ; « Quatre lieder » (R. Strauss), avec C. Cuccaro, chant, et E. Penhorwood, piano ; « Trio en ut majeur, opus 87 » (J. Brahms), par J. Rouvier, piano, J.-J. Kantorov, violon, P. Muller, violoncelle ; 22 h. 30, Entretien avec Henri Lefebvre, par J.-C. Lambert (1) ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

**● FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), Œuvres de Marcello : « Sinfonia dall Ariana », I Solisti de Milan, Direction A. Ephrikian ; psaume 36 « Noli Aemulari in Malignantibus », Soli, Chœur et Orchestre de chambre de Lausanne, Direction M. Corboz ; « Sonate pour le clavecin en ré mineur n° 1 », avec L. Sgrizzi ; « Concerto à cinq en ut majeur, opus 1, n° 10 », I Solisti de Milan, direction A. Ephrikian ; 23 h., Reprises symphoniques (Barraine, Hugon) ;

### MARDI 8 JUILLET

**● CHAINE I : TF 1**

20 h. 35, Les animaux du monde ; 21 h., Le blanc et le noir ; 21 h. 45, Littéraire : Des millions de livres écrits à la main. « Avignon », de P. Dumayet.

22 h. 40, IT 1 dernière.

**● CHAINE II (couleur) : A 2**

20 h. 35, Les dossiers de l'écran : « Les Rois maudits ». (Le Lis et le Lion).

*Sur les conseils de Robert d'Artois, Edouard III, roi d'Angleterre, prend les armes contre la France. Une guerre commence, qui durera cent ans.*

Débat : « La fin des Capétiens et les origines de la guerre de Cent Ans ».

*Avec la participation de M. Maurice Druon, de l'Académie française ; de M. Ph. Contamine, professeur d'histoire à Paris X ; de M. Fowler, professeur d'histoire à Edimbourg ; de M. Allmend, professeur d'histoire à Liverpool ; de M. Parisse, chargé d'enseignement à Nancy ; de M. Drissen, professeur d'histoire à Düsseldorf.*

23 h. 15, Journal de l'A 2.

**● CHAINE III (couleur) : FR 3**

20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures : « les Menteurs », d'E. T. Gréville (1961), avec D. Adams, J. Servais, Cl. Brasseur, F. Blanche. (N.) (Rediffusion.)

*Une comédienne de vingt-cinq ans se grime en quadragénaire pour une escroquerie au mariage*

22 h., FR 3 Actualités.

**● FRANCE-CULTURE**

20 h., Dialogues : « Bien-être individuel, bien-être social », avec Ph. d'Iribarne et R. Bono ; 21 h. 15, Orchestre symphonique de la radio de R.D.A. Direction W. Hauschild. Avec A. Burmeister, alto ; et E. Ander, piano : « Ionisation » (Varèse), « Concerto pour piano et orchestre » (R. Zechlin), « Concerto pour orchestre » (Lutoslawski) ; 22 h. 30, Entretien avec Henri Lefebvre ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

**● FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), Prestige de la musique avec l'Orchestre national, direct. K. Boehm et B. Nilsson : « Symphonie n° 41, en ut majeur Jupiter » (Mozart) ; « Prélude et Mort d'Isolde » (Wagner) ; « Léonore III », ouverture (Beethoven) ; « Salomé », scène finale (Richard Strauss) ; 22 h. 40 (S.), Concours international de guitare ; 23 h., Musique d'aujourd'hui ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

# ARTS ET SPECTACLES

## théâtres

### Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. 30 : Coppélia.

### Les salles municipales

Nouveau Carré, 21 h. : Dimitri.

### Les autres salles

Cartoucherie de Vincennes. Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : l'Age d'or.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse ; 22 h. : Elle, elle et elle.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Michodière, 16 h. 30, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Hommage à Pierre Fresnay (voir cinéma-festivals).
Mouffetard, 20 h. 30 : les Grandes Invasions barbares du Ve siècle ; 22 h. : les Causeries de Sherlock Holmes et du Dr Watson.
Le Palace, petite salle, 18 h. 30 : Angel ; grande salle, 21 h. : Athanase.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Tertre, 20 h. 30 : Corruption au palais de justice.
Théâtre Campagne-Première, 19 h. : le Cracheur de phrases ; 20 h. : le Presse-Purée des Destaing ; 21 h. 30 : Musique folklorique martienne.
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : l'Ecole des femmes ; 22 h. 30 : le Petit Chaperon rouge.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Chansons pour Eva Forest.

### Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 18 h. 30 : Poker Boys ; 20 h. 45 : 1 m 80 - 95 kg et ça cause ; 21 h. 45 : Hypothénar tombe la veste ; 23 h. : Libido et Cie.
Au Vrai Chic parisien, 20 h. 30 : En ce temps-là, les gens mouraient ; 22 h. 15 : Sainte Jeanne du Larzac.
Café de la Gare, 22 h : les Semelles de la nuit.
Café-Théâtre de l'Odéon, 21 h. 15 : l'Architecte et l'Empereur d'Assyrie.
Le Fanal, 21 h. : Monsieur Barnett.
Le Jour-de-Fête, 22 h. : Arlette Denis ; 23 h., Michel Truffaut ; 24 h., Jean Mauzac.
Pizza du Marais, 20 h. 30 : le Regard à genoux ; 22 h. 15 : P. et M. Jolivet ; 23 h. 15 : Luis Rego.

### Festival du Marais

Hôtel d'Aumont, 21 h. 15 : l'Eventail.
Hôtel Donon, 21 h. : Une femme de tôle, ou la Guimbarde.
Hôtel de Beauvais, 22 h. : R. Cousté et T. Waterhouse, duo de guitares.
Hôtel Lamoignon, 21 h. : Sklof, musique celtique.

### Festival du Louvre

Cour Carrée, 20 h. 45 : la Belle au bois dormant (ballet de l'Opéra).

### Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : l'Année de la frime.

### Le music-hall

Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser.
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Revue.

### Les cabarets

Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway.
L'Ange-Bleu, 23 h : Spectacle de Jean-Marie Rivière.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Kiss me, 22 h. : Bons baisers de Paris.
Lido, 22 h. 30 et 0 h. 45 : Grand jeu.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.




**Lundi 7 juillet**

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

## cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : la Beauté du diable, de R. Clair ; 18 h. 30 : Ludwig, requiem pour un roi vierge, de H.J. Syberberg ; 20 h. 30 : Bartok et R. Strauss (la Danse des sept voiles), de K. Russel ; 22 h. 30 : Dante's inferno, de K. Russell.

### Les exclusivités

AGUIRRE OU LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
ALICE N'EST PLUS ICI (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marais, 4e (278-47-86).
ALOISE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ANTHOLOGIE DU PLAISIR (A., **, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), Jean-Renoir, 9e (874-40-75), Gaumont-Sud, 14e (331-51-61), Marotte, 2e (231-41-39), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
LA BALADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
BELLADONNA (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
CE CHER VICTOR (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Marignan, 8e (359-92-82), Templiers, 3e (272-94-56).
LA CAGE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18), Caméo, 9e (770-20-89), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : France-Elysées, 8e (225-19-73), Maxeville, 9e (770-72-87), Quintette, 5e (033-35-40), Fauvette, 13e (331-56-86), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Nations, 12e (343-04-67), Murat, 16e (288-99-75), Studio Raspail, 14e (326-38-98).
CLAUDINE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 20 heures et 22 h 15.
LES DEUX MISSIONNAIRES (It., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (734-20-70) ; Murat, 16e (288-99-75).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
EMILIENNE (Fr., **) : Balzac, 8e (359-52-70), Images, 18e (522-47-94), Omnia, 2e (231-39-36), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48).
EXHIBITION (Fr., **) : La Clef, 5e (337-90-90), Ermitage, 8e (359-15-71), Miramar, 14e (326-41-02), Helder, 9e (770-11-24), Scala, 10e (770-40-00), Napoléon, 17e (380-41-46), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Liberté-Club, 12e (343-01-59), Magic-Convention, 15e (828-20-32).
LA FAILLE (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Nations, 12e (343-04-67).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Templiers, 3e (272-94-56).
LE HAREM (It., **, v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
L'IBIS ROUGE (Fr.) : Studio-Alpha, 5e (033-39-47).
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46), Hautefeuille, 6e (633-79-38).

### Les films nouveaux

SIX MINUTES POUR MOURIR, film américain de Michael Tuchner. V.o. : Balzac, 8e (359-52-70). V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
LA POLICE AU SERVICE DU CITOYEN, film italien d'Enrico Maria Galerno. V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Palace, 17e (387-77-29).

L'INTREPIDE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Caravelle, 18e (387-50-70) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Fauvette, 13e (331-60-74).
LENNY (A., v.o.) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; v.f. : Maxeville, 9e (770-72-86), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
KAFR-KASSEM (Lib., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LILY AIME-MOI (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LOS CACHORROS (Mex., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LES ORDRES (Fr.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Danton, 6e (326-08-18) ; Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Rex, 2e (236-83-93).
PROFESSION REPORTER (It., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Royal-Passy, 16e (527-41-16).
SECTION SPECIALE (Fr.) : Athena, 12e (343-07-48) ; Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
SEUL LE VENT CONNAIT LA REPONSE (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71) ; Elysées-Point-Show, 8e (335-67-29).
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
TOMMY (A., v.o.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Boul' Mich', 5e (033-48-29) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75).
TREMBLEMENT DE TERRE (A., v.f.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Ang., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; v.f. : Lumière, 9e (770-84-64) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
VA TRAVAILLER VAGABOND (Brés., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
VILLA LES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
VIOLENCE ET PASSION (It., vers. Ang.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE VOYAGE FANTASTIQUE DE SINBAD (A., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; v.f. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

### Les grandes reprises

ANDREI ROUBLEV (Rus.) v.o. : Olympic-Marylin, 14e (783-67-42).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A.) v.o. : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Panthéon, 5e (033-15-04) ; v.f. : PLM-Saint-Jacques, 14e (589-68-42), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A.) v.o : Champollion, 5e (033-51-60).
CHERIE JE ME SENS RAJEUNIR (A.) v.o. : Action-Christine, 6e (325-85-78).
DELIVRANCE (A.) (**) v.o. : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LES DEMOISELLES DE ROCHEFORT (Fr.) (70 mm) : Maine-Rive Gauche, 14e (567-06-96).
DOCTEUR FOLAMOUR (A.) v.o. : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
FELLINI-ROMA (It.) (**) v.o. : Arlequin, 6e (548-62-25).
LES FRAISES SAUVAGES (Suéd.) v.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
GIMME SHELTER (A.) (**) v.o. : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LAWRENCE D'ARABIE (A.) (70 mm) v.o. : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
MOULIN-ROUGE (A.) v.f. : Studio Marigny, 8e (225-20-74).
MUSIC LOVERS (Ang.) (**) v.o. : Dominique, 7e (551-04-55).
ROSEMARY'S (A.) (**) v.o. : Bonaparte, 6e (326-12-12), Biarritz, 8e (359-42-33) ; v.f. : Cambronne, 15e (734-42-96), Vendôme, 2e (073-97-52).
SENSO (It.) v.o. : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), 14-Juillet, 11e (700-51-13) ; v.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
SHERLOCK JUNIOR (A.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Dragon, 6e (548-54-74), Quintette, 5e (033-35-40), Action-Lafayette, 9e (878-80-50), 14-Juillet, 11e (700-51-13).
SOLDAT BLEU (A.) (**) v.o. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
UN ETE 42 (A.) v.o : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62), Max-Linder, 9e (770-40-04), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE CHAGRIN ET LA PITIE (Fr.) : La Pagode, 7e (551-12-15).

### Les festivals

LUCHINO VISCONTI (v.o.). — Boîte à films, 17e (754-51-50), 14 h. : le Guépard ; 17 h. 30 : Mort à Venise ; 20 h. : Sandra ; 22 h. : les Damnés.
FEDERICO FELLINI (v.o.). — Boîte à films, 17e (754-51-50), 13 h. : Huit et demi ; 16 h. : les Clowns ; 18 h. : Il bidone ; 20 h. : Amarcord ; 22 h. : Fellini Roma.
ROCK, POP, BLUES AND BEATLES (v.o.). — André-Bazin, 13e (337-74-39) : Garçons dans le vent (v.f.).
FRED ASTAIRE-GINGER ROGERS (v.o.). — Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Carioca.
JEAN ROUCH. — Olympic-Pigeon, 14e (783-67-42).
HOMMAGE A RAINER WERNER FASSBINDER (v.o.). — Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) : les Larmes amères de Petra Von Kant.
MARAIS, 4e (278-47-86). — le Journal intime de David H.
MARAIS II, 4e (278-47-86). — la Rue des rêves.
VARIATION SUR L'HOMOSEXUALITE (v.o.). — Studio Parnasse, 6e (326-58-00) : l'Escalier.
ERIC ROHMER. — Noctambules, 5e (033-42-34) : la Collectionneuse.
CINQUANTE ANS DE CINEMA AMERICAIN (v.o.). — Action Lafayette, 9e (878-80-50) : [illegible].
ELIA KAZAN (v.o.). — Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) : Viva Zapata.
INGMAR BERGMAN (v.o.). — Racine, 6e (633-43-71) : la Prison.
LA FETE A WOODY ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) : Prends l'oseille et tire-toi.
JEAN VIGO. — Le Seine, 5e (325-92-46), 12 h., 14 h. 10, 16 h. 20, 18 h. 30 : l'Atalante ; 13 h. 20, 15 h. 30, 17 h. 40 : Zéro de conduite.
HOMMAGE A PIERRE FRESNAY. — Théâtre de la Michodière, 2e (742-95-22), 16 h. 30 et 20 h. 30 : Dieu a besoin des hommes ; 18 h. 30 : L'assassin habite au 21.

### Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
MACBETH (An., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
LA MARIEE SANGLANTE (Esp., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
LE MESSAGER (An., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MORGAN (An., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
SSSSSNAKE (An., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
LA VERITE SUR L'IMAGINAIRE PASSION D'UN INCONNU (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h. 15.






## Festivals

# Un continent fabuleux

*(Suite de la première page.)*

Du 19 au 27 juillet, le festival éclatera dans toute la Charente, donnant trois ou quatre concerts par jour, à Saint-Mard, Fenioux, Berneuil, Tonnay-Boutonne, Surgères, etc., de préférence dans les innombrables églises romanes de la région. Et peut-être l'an prochain, pour « l'année romane », ira-t-on jusqu'à... Saint-Jacques-de-Compostelle, dont les environs sont parsemés d'églises saintongeaises.

Rien de moins compassé, de moins entortillé dans les bandelettes de la musicologie que ce festival où les groupements les plus soucieux d'exactitude historique et scientifique rivalisent de vitalité et d'entrain. La rigueur mélodieuse, le tremblement de l'émotion à la pointe de l'art, de la Purcell Society of Cambridge, dirigée par Edward Higinbottom, dans les « Vêpres », de Monteverdi, les messes de Palestrina et de Byrd, voisinent avec la truculence charnelle, la passion lyrique de Jean-Claude Malgoire, bousculant les musiques endormies qui s'éveillent en se frottant les yeux. Tel cet « Ercole amante », de Cavalli, énorme opéra commandé par Mazarin pour le mariage de Louis XIV et ensuite jeté aux oubliettes, redécouvert à la bib[...]thèque Marciana de Venise, [...] est le joyau de ce festival. Musi[que] glorieuse, voluptueuse et tri[om]phale, où le fleuve d'or, qui [prend] sa source en Monteverdi, cou[le à] flots tumultueux et libres.

Les Madrigalistes de Prague[, la] Camerata de Boston, le Five C[en]turies Ensemble, la Societa ca[me]ristica de Lugano, la Grande Ec[urie] et la Chambre du Roy, le D[...] Consort et bien d'autres mar[que]ront ce festival, vrai « songe d['une] nuit d'été », qui est sans dou[te à] son zénith. Ce n'est pas être p[essi]miste que de dire cela. Il [est] normal que la nouveauté, la [pas]sion et la grâce n'aient q[u'un] temps, comme Pelléas, comme [les] roses. Saintes ne sera jamais [une] institution comme Salzbourg [ou] Bayreuth. Un autre festival p[eut-]être le remplacera, quand que[lque] jeune homme à son tour dé[cou]vrira son Amérique. En attend[ant], il faut aller à Saintes.

JACQUES LONCHAMP[T].

★ Le Festival de Saintes dure [jus]qu'au 18 juillet et se poursuit [dans] les Charentes jusqu'au 27 ju[illet]. Notons que le prix des places [est] de 5 francs pour les concerts [de] l'après-midi, et de 10 à 15 fr[ancs] pour les concerts du soir.

## Culture

# Un orchestre régional de l'Est à Metz

Correspondance

*L'Orchestre philharmonique régional de l'Est installera-t-il ses pupitres à Metz tout en accueillant les musiciens de l'Orchestre de l'ex-O.R.T.F. Alsace ? Ce bruit court avec insistance depuis que M. Michel Guy a rencontré le sénateur et maire de Metz, M. Jean-Marie Rausch, le 12 juin dernier, à la première de* Don Carlos, *donnée par l'Opéra du Rhin à Strasbourg. Quatre jours plus tard, les délégués syndicaux de l'orchestre de l'ex-O.R.T.F. Alsace avaient une entrevue à Paris avec M. Maheu, directeur de la musique, qui ne citait pas le nom de Metz, mais ne démentait pas non plus la nouvelle d'une transplantation.*

*Pour M. Jean-Marie Rausch, la création d'un orchestre régional à Metz n'est encore qu'un projet car il tient, avant de s'engager, à être certain que l'Orchestre symphonique de Metz et le conservatoire municipal ne seront pas lésés dans une telle opération. La ville de Metz a le choix entre un orchestre de type A, subventionné à 50 % par l'Etat, ou de type B, subventionné à 33 %. Dans l'un ou l'autre cas, Metz (qui accorde déjà plus de 18 millions de francs à l'action culturelle) financerait avec les collectivités locales la différence, poursuivant ai[nsi] son effort de revalorisation d[e la] musique en Lorraine. Dans ce [but,] une commission de la ville (qu[...] élus et deux fonctionnaires) [s'est] rendue à Strasbourg pour étu[dier] le budget de l'Orchestre de [l'ex-]O.R.T.F. Alsace.*

*L'action de la ville de M[etz] s'inscrit dans un projet de gra[nde] envergure : M. Jean-Ma[rie] Rausch est également favor[able] à la régionalisation de son orc[hes]tre de chambre « Ad Arte[m] » auquel il vient d'acco[rder] 100 000 francs de subvention [(le] secrétariat à la culture a répo[ndu] par 100 000 autres francs). [De] plus, le sénateur et maire de [Metz] envisage très sérieusement [de] faire adhérer sa ville au synd[icat] intercommunal de l'Associatio[n de] l'Opéra du Rhin aux côtés [de] Strasbourg, Colmar et Mulho[use,] ce qui permettrait des écha[nges] entre les deux scènes lyrique[s de] Strasbourg et de Metz.*

*Dans l'immédiat, les syndi[cats] de musiciens de l'Orchestre [de] l'ex-O.R.T.F. Alsace ont décidé [de] cesser le travail et de faire [une] tournée régionale en octobre, p[our] protester contre l'abandon [de] Radio-France et l'éventu[elle] transplantation de leur orche[stre] à Metz.*

## Exposition

# Le métal déchiré de Pierluca

*Avant Paris, Florence. C'est là que Pierluca est né en 1926, a étudié la sculpture, réalisé et montré ses premières œuvres, a appris à travailler le fer, l'acier, l'aluminium, le cuivre, a compris aussi que sa ville n'avait pas grand-chose de neuf à lui offrir. A trente ans, au milieu des années 50, il commence à regarder ailleurs, vers New-York et Paris, et s'échappe des formules provinciales sclérosées de la statuaire prisée à Florence pour rallier les courants de l'expressionnisme abstrait.*

*Certaines œuvres de cette époque s'intitulent déjà* Agression *et* Lacération. *Agression et lacération du métal par le feu et la main — la main qui alimentera, tout au long d'une carrière interrompue accidentellement en 1968, une révolte intérieure, plastiquement maîtrisée et affirmée comme issue d'une prise de conscience de la situation humaine : « La catastrophe consciente que cherchent à exprimer mes lacérations, à travers la souffrance de la matière et de la forme, c'est la réalité d'une époque comme la nôtre. »*

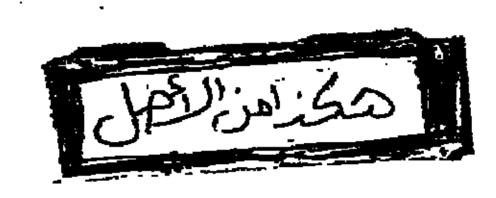
*Installée dans l'ancienne chapelle du musée Rodin — et dans les jardins, pour cinq grandes pièces en aluminium, — l'exposition regroupe, sous une lumière trop douce pour cette œuvre guerrière, l'essentiel des sculptures et des dessins préparatoires de la période parisienne de Pierluca, c'est-à-dire de sa maturité, entre 1960 et 1968. Des sculptures qui sont déchirures, tailles, crevasses, morsures charcutées au chalumeau dans la chair du métal poli, noir, gris, cuivré ou bruni à la flamme. Les [...]mières accusent des liens [...] avec la peinture. Reliefs solide[s] du mur, ce sont d'épaisses plaq[ues] d'acier tordues et éclatées, où l[a] taille, gonflée au bord, d'une pro[fon]deur pouvant aller jusqu'au mor[cel]lement du panneau, révèle la tra[me] rugueuse des feuilles superpos[ées] qui les constituent.*

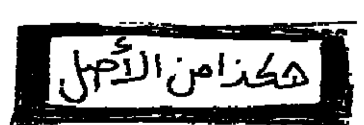
*Tandis que les grandes lacérati[ons,] indépendantes du mur, découpent [...] ces reliefs et de la déformation [des] panneaux de format carré [...] rectangulaire, de nouvelles sculpt[ures] commencent à s'organiser en v[olu]mes multiples, à partir d'un noyau [...] d'une coquille qu'une puissante fo[rce] centrifuge aurait fait éclater. [A] l'exception de l'Hommage à Pa[blo] Neruda, œuvre sobre et forte, [...] [illegible] [...] dans la série des crimes collecti[fs] [...] (1966-1966) [...] à arêtes vives, les formes [...] prennent des allures d'étau, de pinc[es], d'hélices et de mâchoires, p[our] s'affirmer de plus en plus, dans [la] série des agresseurs entamée [en] 1967, comme de puissantes machin[es] de mort, épousant parfois la for[me] d'un oiseau de proie.*

GENEVIEVE BREERETTE.

★ Musée Rodin, jusqu'au 30 se[p]tembre.







# ARTS ET SPECTACLES

## …usique

### A l'Opéra

## …ARIANE ET BARBE-BLEUE »
### de Paul Dukas

*…édant au souhait de nom- ; compositeurs et mélo- …s français d'un certain âge, Rolf Liebermann a enfin …é à l'Opéra* Ariane et Barbe- *…, de Paul Dukas, qui avait …ru du répertoire depuis 1952. … aura été récompensé par …eil très chaleureux du pu- …samedi soir, bien que l'on … se demander si cette repré- …tion est capable de faire …e une œuvre qui, par cer- …côtés, a mal vieilli.*

*… qu'on doive mettre en … la qualité de cette musique …urs parfaite et étincelante, …la fermeté de l'architecture, …auté du style, l'équilibre de …nsée, la lucidité dans l'émo- … la haute poésie inscrivent … les meilleures du théâtre …e du début du siècle, en …ce, après* Pelléas. *Elle est …urs excellemment interprétée …e chef israélien Gary Ber- … à la tête de l'orchestre de …ra, rutilant et chatoyant …e les améthystes, les sa- …, les perles, les émeraudes, …rubis et les diamants du …ier acte.*

*…is le symbolisme de Maeter- … qui, dans* Pelléas, *enrichis- … sans cesse la trame d'un …e déchirant et le haussait …rang des tragédies antiques, …ci le vêtement aux couleurs …ées d'un débat philosophique …ait dont les personnages ne … guère que des allégories. …iane, malgré l'interdiction de …e-Bleue, a libéré les femmes …i précédèrent dans ce sombre …eau, mais celles-ci refusent … suivre, préférant leur condi- … d'esclaves.* « Personne ne … être délivré, commente …s. La délivrance coûte cher …e qu'elle est l'inconnu, et que …mme préférera toujours un …vage familier à cette incer- …e redoutable qui fait tout le …s du fardeau de la liberté … Ce refus de la liberté prend … caractère pathétique (pour …ne) comme il arrive lorsqu'un … supérieur qui se croit indis- …sable éprouve que l'on n'a nul …in de lui pour un dévouement …ique. »

*…ébat nullement médiocre, …tes, et auquel l'émancipation …inine donnerait même quelque …ualité, si l'action était plus …oureuse et réellement drama- …e et si la mise en scène et … décors ne nous ramenaient …s les brumes de l'époque sym- …ste. Rendons grâce à Jacques …ont de ne s'être pas conformé … minutieuses « reconstitutions …riques » de Jusseaume en …, mais, malgré ses transposi- …s de grand peintre, il reste …e au vague et au flou du …bolisme, à l'atmosphère un peu …rante (on en a tant vu !) … Moyen Age imaginaire, et il …ne des voûtes précieusement …ournées dans le style « bouche …étro », des miroirs en forme …itres gigantesques, d'une …lle Epoque » certes fantaisiste, … cependant datée, avec cer- … effets assez faibles, telles les …ées de pierres précieuses sta- …ies ou la lumière aveuglante …usante du soleil de midi à …ers une molle ogive. N'était-il … possible de trouver pour le …bolisme une vie nouvelle ?*

*… style de la mise en scène n'est pas moins conventionnel : un Barbe-Bleue assez débonnaire, malgré sa voix puissante (Jacques Mars), un groupe de femmes apeurées aux gestes inconsistants, aux voix médiocres (Renée Auphan exceptée), avec une Mélisande d'une taille de Walkyrie, une nourrice très prévue (Irina Arkhipova), ne contribuent pas à donner existence au drame.*

*Mais c'est sans doute le personnage d'Ariane qui mériterait le plus d'être retravaillé. Paul Dukas parle de son « élan enthousiaste », de sa « nature supérieure, surnaturellement bonne et active », de son « dévouement héroïque », de sa « vaillance souriante ». Or Grace Bumbry, malgré les prestiges de sa voix ample et somptueuse, est une Ariane trop statique, au lyrisme de lointaine déesse, et non ce personnage plein de vie conquérante, luttant jusqu'au bout contre l'amertume et la déception, que requiert le drame pour prendre sa véritable signification.*

J. L.

★ Prochaines représentations les 9, 12, 17, 21 et 25 juillet.

— Dans l'article sur Andreï Volkonsky (« le Monde » du 6 juillet), il fallait lire « Concerto itinérant » (et non « Lamento itinérant »).

## En bref

### Cinéma

### « Six minutes pour mourir »

Intrigue à surprises-et-à-suspense tirée d'un roman d'Alistair MacLean. Talbot un homme qui a tout l'air d'un aventurier, provoque une bagarre dans une petite ville de Louisiane et s'enfuit du tribunal en tuant un policier et en prenant comme otage une fille blonde.

Pendant une demi-heure, et après un prologue resté mystérieux, Michael Tuchner laisse le spectateur dans l'ignorance de la personnalité de Talbot et des raisons qui le font agir. Poursuites en voiture, virtuosité d'une technique qui subordonne tout à l'action, c'est la meilleure partie de ce film américain déjà ancien (1972), qui sombre ensuite dans la confection d'un feuilleton de télévision, dont Barry Newman, dur et crispé, serait le héros idéal. Rebondissements divers et, pour finir, scènes faussement impressionnantes d'une vengeance au fond de la mer, dans un bathyscaphe où l'oxygène n'arrive plus. — J.S.

★ Balzac-Elysées (v.o.) ; Rio-Opéra, Montparnasse - Pathé, Cambronne, Clichy-Pathé (v.f.).

## Petites nouvelles

■ Le vingt-deuxième Festival de jazz de Newport (transféré depuis quatre ans à New-York) a pris fin dimanche 6 juillet. Malgré la participation des grands maîtres du jazz : Dizzy Gillespie, Stan Getz, Dave Brubeck et Miles Davis notamment, le festival n'a pas rencontré, cette année, le succès escompté par ses organisateurs.

■ La Rose d'or du concours de variétés d'Antibes a été décernée à William Sailly pour sa chanson « Ma princesse en blue-jeans » et à Clément et Virginie pour leur chanson « On danse au bord de l'eau ». Le chanteur Jean Miguel a remporté la Rose d'argent.

■ Une grande fête antinucléaire aura lieu le 13 juillet, à la pointe du Raz, en Plogoff. Organisée par le Comité régional d'information nucléaire (CRIN), cette manifestation comprendra un défilé, un spectacle permanent de théâtre, chansons et musique.

■ L'Atelier lyrique du Rhin tient jusqu'au 20 juillet, à Colmar, une session d'été, qui réunit de jeunes chanteurs professionnels ainsi que de jeunes metteurs en scène et animateurs. Deux œuvres sont travaillées à cette occasion : « la Fournaise ardente », de Britten, et « l'Ile de la vieille musique », d'Yves Prin.

■ Le Festival d'été en Auvergne aura lieu du 9 juillet au 6 août. Au cours de cette manifestation itinérante, l'ensemble théâtral Bateleurs 2000 — une coopérative fondée en 1973 pour le Festival du Marais — présentera « le Roman de Renart », adapté et mis en scène par Gérard Maro, et « Till l'espiègle », également dans une mise en scène de Gérard Maro, d'après l'adaptation de Georges Sonnier.

■ Le Festival international du film de Moscou aura lieu du 10 au 23 juillet. En compétition pour le grand prix figure le film de Jean Eustache, « Mes petites amoureuses ». « Dreyfus, l'intolérable vérité », essai historique et politique de Jean-A. Chérasse, qui avait d'abord été pressenti, n'a finalement pas été retenu par les organisateurs de cette manifestation.

■ Deux séries de films d'art seront projetés à Paris pendant la durée des vacances. Les premiers concernent la France romane, les fresques et divers monuments majeurs, comme l'abbaye du Thoronet, Saint-Urbain de Troyes, la cathédrale d'Auxerre et Valençay (jusqu'au 29 septembre, les dimanches et lundis, de 14 h. à 17 h., au Musée des monuments français). La seconde série débutera le 10 juillet et permettra de voir jusqu'au 26 septembre, dans la salle de projection du pavillon de Flore des films sur les primitifs français, l'école de Fontainebleau, Monnet, Van Gogh, Cézanne, etc. (les mercredis, jeudis et vendredis, de 14 h. à 17 h.).

■ Après la Bibliothèque nationale, le Musée des beaux-arts de Nancy accueille l'exposition Grandville. Caricaturiste de grand talent, auteur d'illustrations célèbres pour les fables de La Fontaine et les « Scènes de la vie privée et publique des animaux », Grandville nous apparaît aussi dans sa série des « Métamorphoses » comme un des précurseurs les plus inspirés du surréalisme. C'est toute justice que Grandville soit célébré à Nancy, puisqu'il y est né en 1803. (Jusqu'au 15 septembre.)

■ Un stage de danse moderne (jazz et primitive) est organisé du 15 au 30 juillet au Centre d'animation culturelle d'Orléans, par M. Jeff Biddeau, professeur au Centre culturel américain. Le stage s'adresse aussi bien aux débutants qu'aux danseurs expérimentés. Des cours de percussion seront également organisés. Un hébergement est prévu sur place. Ecrire à M. Jeff Biddeau, Centre américain, 261, bd Raspail, 75014 Paris.

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |



## emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

### Directeur de la logistique
**AFRIQUE FRANCOPHONE**

**70.000-80.000 F.F./an + indemnités de séjour**

L'Office Français pour l'Assistance et la Promotion Internationale recherche d'urgence pour une chaîne de distribution succursaliste en Afrique francophone, un logisticien ayant une solide expérience des problèmes techniques et du commandement, si possible en Afrique.

Rattaché au Directeur général de la chaîne, il aura à la fois un rôle de conception, notamment dans l'engineering et la construction de bâtiments et la responsabilité de l'ensemble des services logistiques. Connaissance de l'anglais souhaitée.

La durée approximative de la mission est de deux ans. Résidence dans la capitale. Logement de fonction et voiture fournis. Retour annuel pour congés d'un mois et demi. La rémunération comprend un salaire de base et des indemnités substantielles couvrant les frais de vie locale.

sélé CEGOS garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier. Adr. lettre man., C.V. détaillé et photo sous réf. M. 50.021 à Ch. de Frémінville, 33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

---

CRÉATION DE MARCHÉS AGRICOLES
**AFRIQUE FRANCOPHONE**

*Pour créer, dans un pays d'Afrique francophone, des marchés agricoles régionaux, l'Office Français pour l'Assistance et la Promotion Internationale recherche d'urgence*

### Directeur des marchés agricoles
**80.000-90.000 F.F./an + indemnités de séjour**

Sa mission pendant deux ans au minimum consistera à concevoir l'organisation de chacun des marchés en liaison avec les professionnels, à mettre en place et à former l'encadrement de personnel national, puis à superviser la gestion.
Ce poste convient à un dirigeant expérimenté de marché agricole régional en France intéressé à la réalisation d'une opération importante pour l'économie d'un pays africain.
Réf. M. 23.421

### Responsable de l'engineering
**70.000-80.000 F.F./an + indemnités de séjour**

Pour définir concrètement, en liaison avec le Directeur des marchés, chacun des ensembles envisagés destinés à l'entreposage et au négoce de produits animaux et végétaux, et suivre la réalisation des constructions (près de 40.000 m2 au total) et des installations. Les terrains sont déjà retenus. Cette mission, qui durera environ deux ans, sera confiée à un ingénieur connaissant l'engineering en B.T.P. et ayant eu si possible l'expérience de ce genre de réalisation.
Réf. M. 23.422

Pour ces deux postes : Logement de fonction et voiture fournis. Retour annuel pour congés d'un mois et demi. La rémunération comprend un salaire de base et des indemnités substantielles couvrant les frais de vie locale.

sélé CEGOS garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé et photo à M. J. FOURNIAT, 33, quai Gallieni - 92153 Suresnes.

---

### TEXUNION
**Groupe DMC**
*recherche pour sa*
**Filiale en Création au BRESIL**
*un*
**DIRECTEUR GENERAL**

*Il participera très étroitement à la CREATION et au LANCEMENT d'une importante USINE DE FILATURE et TISSAGE, dont il assurera par la suite la GESTION GENERALE.*
*Ce poste de haute responsabilité conviendrait à un*
**Cadre Supérieur**
*âgé de 35 ans minimum, possédant une*
**Formation d'Ingénieur**
*et une Expérience approfondie de la DIRECTION d'USINES importantes lui ayant notamment permis d'acquérir une excellente qualification TEXTILE en FILATURE et TISSAGE.*
*Haut niveau de Rémunération.*
*Avantages sociaux français.*
*Résidence Grande Ville Côte Nord Est en plein développement.*
*Les dossiers de candidatures - sous Réf. M. 1036 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par*
DEVELOPPEMENT
*10 rue de la Paix, 75002 Paris*

---

### IMPORTANTE SOCIETE DE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
recherche pour

AFRIQUE FRANCOPHONE

**ADJOINT AU DIRECTEUR DE TRAVAUX**

pour chantier routier important : candidat très confirmé connaissant particulièrement chaussées en grave concassé revêtues (enrobés). Qualités d'autorité et d'organisation.

MAROC

**CHEFS COMPTABLE**
**COMPTABLES** 2è échelon
} pour agence à CASABLANCA

**CHEFS DE RADE ou CHEF DE CHANTIER MARITIME**
travaux portuaires

LIBYE

(travaux bâtiments préfabriqués, 3000 logements)

**INGENIEUR**
expérimenté, chargé de la Direction du Département second-oeuvre et de la coordination des sous-traitants.

**INGENIEUR AM ou ESTP**
2-3 ans expérience, responsable de la production d'une usine de préfabriqué lourd.

**CADRE ADMINISTRATIF**
confirmé, chargé des relations sociales

Adresser C.V. TRES DETAILLE avec photo, prétentions et délai de disponibilité à No 15289 CONTESSE PUBLICITE 20, Av. de l'Opéra 75040 PARIS Cédex 01 qui transmettra.

---

Organisation Internationale ch.
**CONSEILLER PEDAGOGIQUE DE FORMATION AGRONOMIQUE**
pour un centre de coordination dans le cadre du programme des centres de formation de jeunes agriculteurs au Nord Cameroun.
Ecr. UIPE, 1, rue de Varembé, 1211 GENEVE 20 (Suisse).

---

Important Bureau d'Etudes recherche
**INGENIEUR D'ETUDES GENIE CIVIL**
orienté plus spécialement vers LES PROBLEMES D'ASSAINISSEMENT
L'ingénieur retenu aura quelques années d'expérience acquise en bureau d'études ou en entreprise et sera libre rapidement pour un séjour de longue durée dans la capitale d'un pays du bassin méditerranéen.
Les candidats intéressés peuvent écrire (C.V. + photo + salaire) à PUBLIPRESS, sous référ. 482/500, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02.

---

### LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde *présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.*

*Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.*

---

### Importante Banque Espagnole
cherche
**CHEF CAMBISTE**

Son rôle consistera à animer et contrôler l'équipe existante. De ce fait, le candidat devra se conformer aux exigences suivantes :

— Accepter de résider en Espagne.
— Bien parler l'espagnol et parfaitement connaître l'anglais ou le français.
— Etre âgé de plus de 30 ans.
— Avoir plus de 5 ans d'expérience professionnelle bancaire dans cette activité.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae à

Monsieur DEL PINO
43, av. de Friedland
75008 PARIS

---

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
A VOCATION INTERNATIONALE
recherche
**INGÉNIEUR HAUT NIVEAU**
ayant une expérience confirmée dans le domaine des études économiques, liées au plan de développement et aux
**INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT**

Il sera confié à CET INGENIEUR issu d'une Grande Ecole la responsabilité de missions d'études économiques ou technico-économiques dans divers pays étrangers.

Les candidats rompus aux études de rentabilité [illegible] avec les organismes de financement internationaux se verront offrir une rémunération intéressante et de bonnes possibilités de carrière. Bonnes connaissances de l'anglais nécessaires, espagnol souhaité.

Les ingénieurs intéressés peuvent prendre un premier contact (Direction d'usage) en adressant C.V. + photo + salaire ss réf. 273/700 à PUBLIPRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle. 75082 PARIS CEDEX 02.

---

### ISRAEL
recherche
**INGÉNIEURS - VENTES SUR LE MARCHÉ MONDIAL DE L'AVIATION**

CONNAISSANCES :
— Ingénieur aéronautique expérimenté et/ou pilote et/ou versé en matière des techniques d'aviation ;
— Capable de mener négociations à l'échelon supérieur ;
— Connaissance de la langue anglaise indispensable ;
— L'espagnol et le français souhaitables.
— Déplacements fréquents à l'étranger.
— Rémunération et conditions en rapport avec les connaissances et l'expérience du postulant.

Soumettre candidatures et curr. vitae à : P.O.B. 90-50 TEL-AVIV, Israël.

Discrétion totale assurée.

---

### GROUPE COMMERCIAL
à vocation internationale
recherche :
**INSPECTEUR COMPTABLE**
Pour ses filiales en AFRIQUE
Expertise comptable ou niveau équivalent
Résidence à PARIS
1/3 activité Paris - 2/3 AFRIQUE
Appointements majorés pendant séjours AFRIQUE.
Adr. lettre manuscrite avec curric. vitae, n° 15.239,
cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet, PARIS-16e
membre de l'ANCERP



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

### AUCHAN
Société de distribution nationale, 16 hypermarchés.

recherche des :

**CHEFS DE PRODUITS**

pour les secteurs Jardin, Camping, Sport, Bricolage, Chaussures, Tapis (sols et murs), Epicerie, Charcuterie, Boucherie, Fruits et Légumes, Poissonnerie.

**LA FONCTION**

**Définir l'assortiment**
Etude du marché national et étranger. Le tiers de son temps est consacré à la prospection intensive des fournisseurs, pour rechercher les meilleurs circuits d'approvisionnement (grossistes, directs, importation) et à la visite de la concurrence.

**Négocier la gamme**
aux meilleures conditions de qualité, prix, délais, service, appréciation du rapport qualité/prix, par une bonne connaissance technique des produits et des éléments constitutifs des prix de revient rassemblés dans un cahier des charges.

**Vendre la gamme aux hypers**
organisation de réunions de collections.

Formation supérieure commerciale ou ingénieur. Connaissance du produit non indispensable. Nous assurons une formation commerciale et technique. Lieu de travail : Villeneuve-d'Ascq.

Ecrire avec C.V., photo, numéro de téléphone, à : P.P. - Centrale d'Achat, Auchan, rue de la Cousinerie - 59650 Villeneuve-d'Ascq.

---

Nous sommes une entreprise d'importance nationale implantée dans une grande ville de l'EST de la France et recherchons

**UN INGENIEUR ÉLECTROTECHNICIEN**
D'études avec contacts commerciaux
- Spécialisé en réalisation de centrales et postes de petite et moyenne importance ;
- Ayant si possible des connaissances en automatisme ;
- Possédant parfaitement la langue anglaise pour d'éventuels déplacements à l'étranger.

**DES JEUNES INGÉNIEURS**
susceptibles d'évoluer à terme, dans des fonctions
- Techniques ;
- Technico-commerciales ;
- ou de gestion ;
- Attirés par la branche électrotechnique.

Nous vous proposons, si vous êtes intéressés, de nous faire parvenir votre C.V. manuscrit en nous écrivant sous le n° 15.599, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.
REPONSE GARANTIE - DISCRETION ASSUREE.

---

**URGENT**

Nous créons une nouvelle équipe et recherchons des

**DÉLÉGUÉ(E)S MÉDICAUX**
Toutes Régions de FRANCE

Adresser candidature à Mme DAMESTOY, 51, rue de l'Eglise, 75015 PARIS, qui transmettra.

---

**LA REDOUTE**
recherche des **DIPLOMÉS**

***HEC, débutants H. ou F.***
fortement motivés par les fonctions commerciales, pour être

***acheteurs***
- A l'issue d'une formation approfondie nous leur conférerons la responsabilité totale du développement d'un secteur avec un budget minimum de 60 millions F.
- Leurs connaissances en Marketing leur permettront de définir les Collections qu'ils constitueront en négociant avec les fournisseurs qu'ils auront choisis. Gestionnaires, ils suivront et contrôleront leurs réalisations.
- Des déplacements en France et à l'Etranger (Extrême-Orient, Europe Centrale...) sont à prévoir.
- Compte tenu des perspectives de promotion, nous attacherons, dans l'étude des candidatures, une importance primordiale aux capacités d'évolution des candidats.

Adresser C.V., photo + prétentions sous réf. 5-17-22
LA REDOUTE - Division Cadres
57, rue de Blanchemaille - 59100 ROUBAIX

**La Redoute**

---

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE - LYON
Construisant actuellement 200 logements par an et augmentant ses activités pour parvenir à 600 logements par an ;
désirant créer force de vente, recherche :
**VENDEUR EXPÉRIMENTÉ**
pour créer ce service et qui prendrait éventuellement participation dans la Société de Commercialisation.
Ecr. A.L.P.E., Sce P.P., 1, rue Tupin, 69002 LYON, qui transmettra.

---

**LABORATOIRES**
MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET

Filiale d'un des plus importants Groupes Pharmaceutiques Mondiaux
recherchent
pour leur Usine de CLERMONT-FERRAND

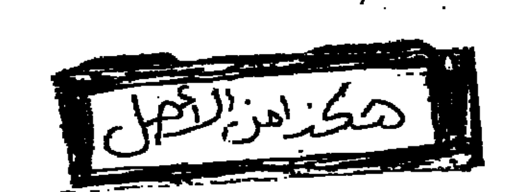
**pharmacien de production**

Ayant une première expérience (3 à 5 ans) de la production pharmaceutique, il aura, sous l'autorité du Responsable de Production de l'Usine, la charge d'un secteur d'activité comprenant des opérations de Fabrication et de Conditionnement.

Ce poste nécessite à la fois :
- de solides connaissances techniques
- des aptitudes à la gestion budgétaire
- le sens des relations humaines et du commandement
- une très bonne connaissance de l'anglais, lu écrit et parlé.

L'expansion du Groupe permet des perspectives de carrière en fonction de la réussite dans ce poste.

MSD MERCK SHARP DOHME
Ecrire avec C.V. manuscrit détaillé, photographie, prétentions aux :
Laboratoires CHIBRET
200, boulevard Etienne Clémentel
63018 - CLERMONT-FERRAND.



| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| FFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| ffres d'emploi "Placards encadrés" inimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| EMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| APITAUX OU ROPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**Une importante entreprise région lyonnaise**
**petite mécanique**

*recherche pour ses differents services techniques*

**INGENIEUR formation mécanique**
Capable de définir et de conduire les essais relatifs au développement des produits.
Référence 101

**INGENIEUR de laboratoire**
Formation mécanique, physique et chimie, capable de définir les techniques d'essais et de procéder à l'examen des produits en laboratoire pour étudier la conformité technique avec le cahier des charges.
Référence 102

**RESPONSABLE du service emballage**
Chargé d'étudier et de mettre au point les emballages unitaires et les emballages de groupage ainsi que les systèmes de conditionnement.
Quelques années d'expérience
Référence 103

**INGENIEUR formation mécanique**
Chargé de coordonner les études de réduction de coûts et d'assister les différents services pour la définition des objectifs, la réalisation des projets et la mesure des gains réalisés.
Quelques années d'expérience.
Référence 104

**INGENIEUR formation scientifique**
Capable de détecter les brevets nouveaux à prendre ; chargé d'assurer la liaison avec les Chefs de projets et les Cabinets de brevets.
Plusieurs années d'expérience.
Référence 105

Envoyer votre curriculum vitae, photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi à No 15199, CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Contesse

---

**berliet**

DIRECTION INDUSTRIALISATION
recherche

**CHEFS DE PROJET**

**INGENIEURS** ayant plusieurs années d'expérience conception, construction et mise en route d'usines à l'Etranger.

Anglais indispensable.

Envoyer C.V. avec photo - Service Cadres
Automobiles M. BERLIET
B.P. 73 - 69635 VENISSIEUX

---

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES TÉLÉPHONES ERICSSON**

Dans le cadre de l'important développement de ses activités
**LA DIRECTION RÉGIONALE DE LYON**
recherche :

**UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES POUR SAINT-ETIENNE**
(réf. M/GF)
Les candidats devront justifier de plus de 5 années d'expérience dans le domaine de la commutation téléphonique (affaires, chantiers ou fabrication).

**UN CHEF D'ATELIER POUR CLERMONT-FERRAND**
(réf. M/GC)
Ce technicien très qualifié possédera au moins 4 années d'expérience en téléphonie.
Responsable du service technique local, il assurera l'encadrement d'une vingtaine de personnes.

**DEUX VENDEURS POUR MACON ET MONTBÉLIARD**
(réf. M/GMD)
Les candidats auront déjà fait leurs preuves dans la vente de biens d'équipement. Il est souhaitable qu'ils possèdent une formation technique de base.

Les candidats intéressés enverront C.V. détaillé et prétentions à :
ERICSSON - Service Psychologie Industrielle
36, bd de la Finlande, 92700 Colombes, en précisant la référence du poste choisi.
(Les entretiens pourront être prévus dans la zone d'activité.)

---

**INGENIEURS grande école**
**SEP**

SOCIETE EUROPEENNE
DE PROPULSION
ETABLISSEMENT DE VERNON
RECHERCHE :

Ingenieur Grande Ecole ou équivalent spécialiste en calculs de structures et connaissant les méthodes d'éléments finis.
Réf. 125

Ingénieur Grande Ecole
Etudes d'ensembles relatives aux programmes en cours ou en projet et aux etudes de diversification (esprit d'initiative, dynamisme et goût pour les affaires nouvelles).
Réf. 126

Bonne lecture de l'Anglais.
Adresser c.v. et prétentions en précisant référence du poste souhaite à S.E.P. Service du Personnel
BP 802 - 27207 Vernon

---

**IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE**
(mécanique)
proximité LILLE recherche

**INGENIEURS de FABRICATION**

A.M. ou équivalent

DEBUTANTS, libérés service militaire, ou ayant 2 à 5 ans d'expérience de FABRICATION.

Adresser candidature avec C.V. à No 15571 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

---

**DIRECTEUR RÉGIONAL**

*MAISONS INDIVIDUELLES*

*Un groupe national en puissante expansion développe son implantation en créant deux directions régionales : Centre et Champagne.*

*Il offre ces directions à des Ingénieurs, H.E.C., E.S.S.E.C., ayant prouvé leurs qualités de gestionnaire et de dirigeant.*

*Dialoguant avec le Président, ils définiront la politique et fixeront les objectifs.*

*Ils animeront et assisteront les chefs d'agences pour les aider à atteindre les buts fixés.*

*Pleinement responsables, ils seront intéressés aux résultats.*

*Ecrire à n° 2.531,*

COFAP *40, rue de Chabrol 75010 Paris q. tr.*

---

**ETABLISSEMENT FINANCIER**
recherche pour région OUEST

**un cadre technico commercial**

35 ans minimum, formation **Droit** ou **Sciences Économiques** pour lui confier la **DIRECTION** de son **AGENCE RÉGIONALE**

Pour être candidat, il faut avoir :
. une grande connaissance des techniques bancaires et de crédit à moyen terme.
. une compétence effective en matière d'analyse financière.
. Le goût des déplacements et des contacts.
. L'expérience d'un poste analogue comportant des responsabilités aussi bien sur le plan technique que sur le plan de la gestion administrative d'une agence.

Pour en savoir davantage, adresser C.V. sous réf. 3498 à M.A. BORDES, qui traitera confidentiellement toute candidature.

GAMMA SELECTION
6, place d'Estienne d'Orves
75009 PARIS.

ab

---

Importante Société Française
de produits de grande consommation,
leader sur un marché en développement rapide,
recherche :

**un directeur des ventes France**

Le poste implique :
des aptitudes confirmées pour diriger, animer et gérer une équipe de 30 personnes ;
un réel sens et une expérience de la négociation avec des grossistes, et du contact avec les détaillants ;
la capacité de participer activement à l'élaboration de la politique de vente et de promotion des ventes.

Une bonne connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire. La rémunération ne sera pas inférieure à 100.000 F. Lieu de travail : LYON : déplacements sur toute la France.

Donnez-nous envie de vous rencontrer. Envoyez-nous tous les détails de votre formation et de votre expérience, accompagnés d'une photo.

Ecrire à n° 835.306, REGIE-PRESSE,
85 bis rue Réaumur, PARIS-2e, qui transmettra
Réponse assurée.

---

**GROUPE DE CONFECTION**
Premier exportateur français dans sa branche recherche pour un poste basé au siège en ALSACE un

**Cadre Commercial**
RESPONSABLE DU DEPARTEMENT EXPORT

Agé de 30 ans mini, ce cadre a de préférence un niveau de formation d'Ecole Supérieure de Commerce et pratique couramment au moins l'Allemand (parlé et écrit).
Il doit pouvoir justifier d'une expérience réussie (5 ans au moins) dans un domaine si possible similaire.
C'est un homme d'action qui a l'esprit d'initiative. Son sens de la négociation s'appuie sur d'excellentes aptitudes au contact.
Il s'agit d'un poste passionnant pour un homme ayant le goût des responsabilités et désirant faire carrière dans une entreprise dynamique en constante progression.
Adresser CV détaillé – photo s/réf 2097 à notre Conseil

managing
20 Avenue de la Paix
67000 STRASBOURG
ou 43 rue de la Brèche aux Loups 75012 PARIS

---

Société Mécanique 500 personnes - ville universitaire 100 km de Paris
recherche pour
**ses Services Techniques**

**Responsable Méthodes**

Expérience aéronautique souhaitée

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à n° 15.712, CONTESSE P., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

**GROUPE CHIMIQUE**
recherche pour
l'EST DE LA FRANCE

**DIRECTEUR D'USINE**

Formation Grande Ecole (chimie, etc.).
Expérience industrielle indispensable.
L'usine de construction récente fonctionne en 4X8 et comprend une cinquantaine de personnes.
Logement assuré.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 15.105, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

---

**SAINT-TROPEZ**
recherche AIDE-MENAGE
et 2 enfants, juillet-août-sept.
Bon salaire.
Tél. : 577-37-96, après 20 heures.

---

Importante société étrangère nouvellement implantée près de DREUX recherche pour son SERVICE COMPTABLE

**UN CHEF DE GROUPE**

Niveau B.P. ou B.T.S., si possible connaissant comptabilité analytique et anglo-saxonne.
Adresser C. V et prétentions s/référ. 1.018 à INTER PA. 19, rue Saint-Marc, 75002 Paris qui transmettra.

---

Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement d'Aix-en-Provence recherche
**UN INGENIEUR**
pour études de trafic routier et mise en œuvre de systèmes de régulation. Expér. 3 ou 4 ans. Systèmes industriels, goût pour le travail sur le terrain et aptitude aux contacts hum.
Env. C.V. et prétent. à C.E.T.E., B.P. 241, 13 Aix-en-Provence.

---

## offres d'emploi

ORGANISME INSTITUTIONNEL
PARIS
recherche un

**Collaborateur de haut niveau**

pour l'intégrer à l'équipe chargée de la gestion d'un important portefeuille, avec la perspective d'en devenir l'animateur.

Pour réussir dans le poste il faut avoir
. une formation supérieure,
. 30 ans minimum,
. 5 ans d'expérience de la

**GESTION DE PORTEFEUILLES**

. une bonne pratique de l'analyse financière.

Pour en savoir davantage, adresser C.V. détaillé sous réf. 3500 à M.A. BORDES, qui traitera confidentiellement tous les dossiers.

GAMMA SÉLECTION
6, place d'Estienne d'Orves
75009 PARIS.

ab

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RATTACHÉE A UN GROUPE INTERNATIONAL - PARIS BANLIEUE IMMÉDIATE NORD-EST - RECHERCHE

**INGÉNIEUR EN ORGANISATION**

**Gestion informatisée de production**

Ce poste peut convenir à un candidat E.C.P., A.M., E.N.S.I., ayant minimum deux ans d'expérience en gestion de production (si possible dans industrie mécanique) et témoignant d'intérêt et d'aptitudes lui permettant de s'adapter rapidement à des fonctions d'organisateur et d'accéder éventuellement à des responsabilités de chef de projet.

SITUATION INTÉRESSANTE PERMETTANT UNE ÉVOLUTION ULTÉRIEURE DE CARRIÈRE APRÈS QUELQUES ANNÉES D'ORGANISATION AU SEIN D'UNE FIRME PRATIQUANT MÉTHODES MODERNES DE GESTION.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous réf. UN 593 AM,
4, rue Massenet, 75016 PARIS.
DISCRETION ABSOLUE.




---

Importante Banque Privée
recherche pour sa
direction financière

**spécialiste en marketing financier**

Chargé :
- d'élaborer une stratégie commerciale notamment à partir d'études de marchés,
- de promouvoir le placement de produits financiers,
- de définir des méthodes de vente adaptées à un important réseau de placements.

Diplômé d'études supérieures, le candidat aura acquis une expérience de quelques années dans la fonction Marketing Financier, de préférence dans une banque ou un cabinet spécialisé.

Envoyer c.v. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 57.232 à Havas Contact, 156 Bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

**IMPORTANTE BANQUE PRIVEE**
en pleine expansion : C.A. doublé en 3 ans
recrute pour soutenir son développement
en Région Parisienne

**exploitants confirmés**
Niveau Fondés de Pouvoirs

Les candidats auront acquis, par une expérience bancaire de plusieurs années, une connaissance effective de la prospection et de la gestion de clientèle d'entreprises.

**chef de caisse**

Ce poste conviendrait à des gradés III et IV ayant le Brevet de Banque, l'expérience de plusieurs années des relations avec la clientèle, des opérations de caisse et de l'encadrement d'un groupe de collaborateurs.

Adresser c.v. manuscrit, photo et prétentions, sous réf. 57207, à Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |

## offres d'emploi

### DIRECTEUR GÉNÉRAL
**Fr. 200.000 Max. +**

Un important Groupe International, fabricant de produits industriels cherche le DIRECTEUR GENERAL de sa filiale française à Paris.

Ce poste conviendrait à un cadre dynamique, de formation supérieure, âgé de 35 ans minimum, pouvant faire état de résultats positifs obtenus dans le cadre de la Direction Générale, Marketing ou Production d'une entreprise du secteur industriel. Sans être exigée, une expérience acquise dans l'industrie de la petite mécanique, telle que les composants automobiles, serait très appréciée. La fonction implique une connaissance approfondie des méthodes de gestion les plus modernes.

Animateur de talent, l'homme que nous recherchons aura les qualités personnelles et les compétences professionnelles indispensables pour faire face aux problèmes requis par l'expansion de la société. Le candidat sera bilingue français/anglais. La pratique de l'allemand serait un atout supplémentaire.

La rémunération peut atteindre Fr. 200.000, plus un intéressement aux bénéfices et une voiture de fonction.

Adresser CV détaillé sous référence 13.482 à SNPM Petites Annonces, 100, avenue Charles de Gaulle, 92522 NEUILLY, en indiquant votre rémunération actuelle, ainsi que votre adresse privée et votre numéro de téléphone.

*En tant que Conseillers de Direction chargés de la sélection des Cadres, nous vous garantissons le secret absolu des candidatures. L'identité des candidats ne sera dévoilée qu'avec leur accord donné à l'issue d'un entretien personnel.*

### Directeur de l'Informatique

L'un des premiers centres de recherche et de traitement médico-chirurgical privé, en Europe, 1.400 personnes, 120.000 malades par an environ, cherche le Responsable de son Service Informatique.

Comprenant une trentaine de personnes, ce service possède un Univac 1106 et dispose d'un budget très important. Les applications déjà nombreuses : gestion administrative et financière, gestion des malades et de leur dossier, applications scientifiques, devront tenir compte d'une nouvelle politique de décentralisation d'une part, du développement des traitements en temps réel d'autre part.

Rattachée à la Direction Générale, cette situation convient à un Ingénieur Grande Ecole apportant l'expérience de la direction d'un service équivalent, motivé par la nécessité de faire face aux changements souhaitables dans un contexte en évolution rapide et très orienté vers des activités de direction d'études, de commandement et d'animation d'équipes.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue Sud.




garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier. Adres. lettre man., C.V. détaillé sous réf. M. 23423, 33, quai Gallieni, 92153 SURESNES.

### banque

BANQUE PRIVEE, PARIS 8e, recherche

**INGENIEUR DEBUTANT**

(libéré obligations militaires)
Libre très rapidement.

Formation : SUPELEC, I.D.N., ENSEHT, IMAG, INSA ou équivalent.

Responsabilités : participera à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques de gestion.

Des connaissances de Télétraitement et de temps réel seront appréciées.

Envoyez C.V. manuscrit et appointements désirés sous réf. IG/M a I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

### BANQUE PRIVÉE

appartenant à groupe important

recherche

**JEUNE GRADÉ COMPTABLE**

ayant plusieurs années comptabilité bancaire

**Téléph. : 720-83-90, Poste 343**

### DIRECTEUR GENERAL

La Société, qui se consacre à la confection spécialisée, comprend 1200 personnes réparties entre le siège parisien et les cinq établissements de province.
Le candidat retenu aura au moins 35 ans et possèdera une expérience de direction générale.
La rémunération ne sera pas inférieure à 140.000 F.
La procédure de recrutement sera naturellement conduite avec la plus entière discrétion.

France Cadres

26 rue Marbeuf - 75008 PARIS vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 511 M.

## offres d'emploi

### gf SERTI

*Société de Conseil et de Réalisation auprès des grandes entreprises et des administrations pour la mise en place de MÉTHODES DE GESTION commerciale et administrative et pour le MANAGEMENT DE L'INFORMATIQUE, nous regroupons une centaine de collaborateurs et nous sommes rattachés à un Groupe important de Services en Informatique, implanté dans dix villes de France. Pour mieux maîtriser leur gestion, nos clients nous confient la réalisation de projets d'envergure croissante, dans une perspective de respect de leurs délais et de leurs budgets. C'est pourquoi nous cherchons plusieurs collaborateurs « basés » à PARIS :*

### 3 programmeurs débutants

**Diplômé I.U.T. ou équivalent** — Réf. 05029/1

Après une période de formation pratique, ils deviendront de véritables professionnels. Ils travailleront sur des types d'application variés et sur des matériels différents.

### 1 programmeur analyste

**Diplômé I.U.T. ou équivalent** — Réf. 05029/2

ayant 2 ans d'expérience et une solide connaissance du COBOL ou du PL 1. Il participera à de gros chantiers « clés en main », apprendra à animer une équipe opérationnelle et à être responsable d'un budget.

### 2 ingénieurs débutants

**Institut de Programmation, MIAG ou Grande Ecole** — Réf. 05029/3

Ils participeront notamment au développement de nos activités dans le domaine de la péri-informatique et, progressivement, à la réalisation de systèmes informatiques importants.

### 3 jeunes consultants

**Diplômés H.E.C., ESSEC, ou Grande Ecole Scientifique** — Réf. 05029/4

et s'intéressant à la Gestion. L'expérience en Informatique n'est pas essentielle. Ils participeront à des travaux de réalisation et de conseil, développeront leurs compétences et, ultérieurement, seront responsables des relations avec la clientèle.

*Si vous souhaitez exercer des responsabilités dans le domaine du Conseil et de la Réalisation, ce qui implique des qualités de contact, du réalisme et de l'imagination, écrivez-nous en précisant vos dates de congé : nous pourrons étudier avec vous, confidentiellement, les ouvertures que nous sommes en mesure de vous proposer, en accord avec vos souhaits.*

**SERTI-SÉLECTION - 49, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS**

### GROUPE INDUSTRIEL

recherche

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**

(de préférence X, Mines, Ponts, Centrale)

ayant le goût et les aptitudes nécessaires pour assurer la Direction Générale d'une filiale importante dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs.

Cette filiale ayant une bonne équipe de Cadres, une excellente situation financière, et occupant une place privilégiée sur ses marchés.
Une formation préalable de 2 à 3 ans sera assurée dans le Groupe.

- Rémunération de départ supérieure à 150.000 F.
- Progression sensible après la période de formation.
- Perspectives à long terme dans le Groupe.

Ecrire avec C.V. à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008, Paris, sous référ. 57226, qui transmettra.

### DES SPECIALISTES POMPES ROBINETTERIE-CHAUDRONNERIE

Le rapide développement de nos activités, l'engineering et la construction atomique, nous amène à renforcer nos équipes de spécialistes équipements.

Nous leur confierons la coordination et la gestion technique de nos contrats d'étude et de construction. Outre la responsabilité de la maîtrise d'un projet, ces fonctions leur permettront de valoriser aux normes nucléaires leurs connaissances acquises en engineering ou chez un constructeur.

Ecrire à No 15.080 - CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cédex 01 qui transmettra.

### SOCIETE DE CONSEILS EN INFORMATIQUE, MATHEMATIQUES APPLIQUEES ET ECONOMIE

située à Paris

ayant très importants contrats avec entreprises nationales et internationales et Grandes Administrations,

*recherche*

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITAIRE**

*ayant goût travail de haut niveau, avec expérience professionnelle d'au moins deux ans en gestion de production et si possible expérience conseil, et possédant connaissance de l'informatique de gestion (usine, administrations, etc.). Anglais courant souhaité en raison contacts fréquents Etats-Unis.*

Ecrire n° 8.947, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris, qui transmettra.

### Impte Société Région Parisienne

cherche

**CHEF DE DÉPARTEMENT**

BON ANIMATEUR pour diriger la division produits chimiques pour métallurgie et traitement des métaux

Préférence à INGÉNIEUR CHIMISTE

Anglais indispensable

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 15.398, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

### analystes programmeurs

La Direction de l'organisation et de l'informatique d'une des premières sociétés françaises de distribution, équipée d'importantes configurations IBM 370, lieu de travail Paris-Pte d'Orléans recherche deux

**analystes programmeurs**

**45-52.000 F**

De formation supérieure et connaissant le PL 1.

Il est offert :

- de travailler sur de nouveaux projets,
- de faire partie de petits groupes de travail,
- une formation permanente aux possibilités des derniers matériels et systèmes I.B.M.
- une possibilité d'évolution à l'intérieur d'une grande société.

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence ME 561 à C.G.S. 19, rue de la Paix 75002 Paris. chargé de ce recrutement ; secret professionnel strictement garanti.

### IMPORTANTE SOCIETE DE TRANSPORT PARIS

recherche

**UN CHEF COMPTABLE**

(Homme) 35 ans minimum

dépendant du Chef des Services Administratifs et comptables.
Le candidat devra avoir une expérience pratique des problèmes comptables d'une PME (dans la métallurgie ou transport) d'au moins 5 ans environ.

Il aura la responsabilité de la comptabilité générale et analytique (4 Centres dans Paris et région parisienne). Niveau D.E.S. ou équivalent.
Poste disponible 1er septembre.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo (ret.), et prétentions sous n° 8245 à PRO MULTIS, 47, rue des Tournelles, 75003 Paris, qui transm.

### AGENCE D'EMPLOI EN EXPANSION

recherche

**DIRECTEUR**

pour ouvrir succursale à Paris
Une grande chaine d'agences d'emploi s'apprête à ouvrir à Paris une nouvelle succursale pleine d'avenir et recherche un directeur hautement qualifié possédant une vaste expérience dans ce domaine pour en assurer l'ouverture et lui donner le départ qui lui convient. Le candidat retenu devra avoir 30 ans minimum et parler anglais couramment. Excellent salaire (à discuter) et voiture de la société. Si vous pensez qu'il s'agit de la situation qu'il vous faut, écrivez à

n° 6.999 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e, en joignant un résumé de votre C.V. à ce jour.

### INGÉNIEUR CONSEIL EN GESTION FINANCIÈRE

Banques et assurances

Chez important constructeur d'ordinateurs

Il exploitera son expérience approfondie de l'industrie (gestion de production, ordonnancement, etc.) pour aider le réseau commercial dans ses actions en vue de la promotion de l'outil informatique en milieu industriel.

Anglais nécessaire. Déplacements FRANCE, base Paris.

Une note d'information et un dossier de candidature seront adressés avec toute garantie de discrétion sur simple demande sous n° 1.028, Publicités Réunies 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

## offres d'emploi

### IMPORTANTE SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS

implantée à l'Ouest et au Sud-Ouest de la région parisienne

recherche

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

Coefficient 290 à 340 - possédant au moins une ou deux années d'expérience en LANGAGE ASSEMBLEUR.

Ils s'intégreront aux équipes chargées de l'analyse et de la programmation de SYSTEMES TEMPS REEL : programmation de type modulaire, en langage assembleur, sur mini-calculateurs.

Ils assureront l'intégration de ces modules sur plateforme puis l'installation de l'ensemble sur le site.

Envoyer C.V. et prétent. à No 13.501 CONTESSE Publ. 20, Avenue Opéra - 75040 PARIS Cédex 01, qui transm.

### Importante Société International

COURBEVOIE - LA DEFENSE

recherche

pour son Président

**Secrétaire de direction**

**Bilingue français/anglais**

qui doit posséder :
- une formation supérieure ;
- la pratique de la sténo et de la dacty dans les deux langues.

Position cadre.
Tous les avantages d'une grande sociét

Adresser candidature avec C.V. et pho. sous référence OBET
(à mentionner sur l'enveloppe) à




### UN DES PREMIERS LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS

recherche
pour informer le corps médical sur ses produit

**VISITEURS MÉDICAUX**

Possédant le baccalauréat complet et, si possible, une formation médicale ou scientifique.

Les secteurs à pourvoir sont les suivants :

1 - VAL-D'OISE - 1/2 OISE
2 - SEINE-MARITIME - EURE
3 - CORREZE - CREUSE - HAUTE-VIENNE
4 - PYRENEES-ATLANTIQUE - HTES-PYRENEES.

Stage rémunéré fin août à PARIS.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo à THIBAULT - B.P. 340 - 75624 Paris Cedex 13, sous référence 4.326.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

### Société VIAFRANCE

département Grands Travaux
La Tour d'Asnières 92606 Asnières
recherche pour poste
d'Adjoint au Directeur du Département

**INGENIEUR**

**Mission :**
- Coordination et contrôle des besoins en matériel sur chantiers
- Maîtrise des problèmes techniques du matériel
- Collaboration étroite avec ateliers
- Gestion matériel

**Formation :**
Ingénieur A. et M. ou similaire. Expérience minimum 5 ans en matériel T.P. Place stable en région parisienne. Déplacements fréquents province.

Adresser c.v. manuscrit, photo, prétentions

### GROUPE DE PRESSE

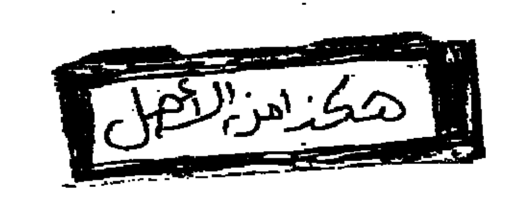
CHERCHE :

**1) PERSONNALITÉ**
EXTREMEMENT QUALIFIEE POUR JOUER ROLE DE DIRECTION, NOTAMMENT DANS LE REWRITING.

**2) PERSONNALITÉ**
TRES INTRODUITE NOTAMMENT DANS MILIEU PRESSE POUR TRAVAUX DE REDACTION ET DE RELATIONS PUBLIQUES.

**3) JOURNALISTES**
AYANT PORTE SPECIALISATION ECONOMIQUE.

Ecrire à n° 8.946, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e), qui transm.



# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| FFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| ffres d'emploi "Placards encadrés" inimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| EMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| APITAUX OU ROPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30.00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |

## offres d'emploi

**mportant établissement financier**

recherche pour sa

COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

### JEUNE PRATICIEN COMPTABLE

FORMATION SUPÉRIEURE + D.E.C.S.

'érence sera donnée à candidat ayant expérience quelques années dans service comptabilité d'entreprise.

Rémunération en fonction de l'expérience

esser lettre manuscrite avec C.V., photo (ret.) raitem. actuel, n° 99.652, PUBL. ROGER BLEY, rue Réaumur. — 75002 PARIS, qui transm.

---

ès importante entreprise
ONSTRUCTION MAISONS
DIVIDUELLES PREFABRIQUEES
mmercialise un nouveau produit ayant un très n rapport qualité-prix (testé avec d'excellents sultats à la Foire de Paris 1975).

le crée le poste de :

### DIRECTEUR DES VENTES

100.000 F

« patron » organise, anime, et contrôle une équipe attachés commerciaux prospectant exclusivement sur Paris et région parisienne. Le poste convient à un VENDEUR DE HAUT NIVEAU ou à CHEF DES VENTES, 30 ans mini, de formation périeure. L'habitude d'une clientèle identique analogue (expérience acquise dans automobiles assurances, par exemple) est indispensable.

onnaissance du produit assurée par l'entreprise.

Envoyer lettre man., C.V. photo (ret.) et rém. actuelle sous No 121 M637
0, rue de Mogador 75009 PARIS

Centre de Psychologie Appliquée

---

### LE CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION MÉTALLIQUE

créé en 1964
organisme professionnel émanant de l'ensemble des entreprises de ce secteur)
recherche

### INGÉNIEUR Grande Ecole

Pour intervenir en tant que
ONSEIL en ORGANISATION et en GESTION
32 ans minimum

néficiant de l'acquis des travaux et des interventions de notre organisme, ce collaborateur interviendra en pointe chez nos adhérents pour oudre, en connaissance de cause, les problèmes organisation et de gestion propres à la profession.
e période de formation pour prendre connaissance des travaux des autres services est prévue.
voyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 15.215,

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet, PARIS-16°
membre de l'ANCERP

---

### ANQUE PRIVEE

*recherche pour son service CREDIT*

### chargés d'études

*Etudes de Crédits et Analyses de Sociétés*

- *diplômés d'Etudes Supérieures*
- *expérience bancaire impérative de 2 ans dont 1 dans poste similaire*
- *qualités : sens du risque et esprit d'analyse*
- *langue anglaise souhaitable*
- *poste susceptible d'évolution.*

*Envoyer CV détaillé, photo et salaire brut annuel désiré sous réf 1911*

OI/P ORGANISATION ET PUBLICITE 2 RUE MARENGO 75001 PARIS q. tr.

---

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ENGINEERING PÉTROLE

recherche
pour Bureau d'Études Paris

### CALCULATEUR TUYAUTERIES

Expérience Pétrole et Pétrochimie
Connaissant analyse dilation et supportage.
Anglais souhaité.

Ecrire avec C.V. à N° 15.238 :
CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ (Métro Malesherbes) recherche

### DESSINATEUR (TRICE)
### DÉBUTANT à ÉTUDES 1

pour se spécialiser en tuyauterie industrielle
40 heures en 5 jours.

Ecrire sous n° 15.051 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

---

Avant votre DEPART en VACANCES songez au RETOUR et à votre CARRIERE !

### UNE GRANDE BANQUE DU SECTEUR PRIVÉ

offre à Paris

### 5 places de cadres d'exploitation

- Ce recrutement s'inscrit dans le cadre de carrière suivant :
- 3 mois stage d'adaptation et de perfectionnement.
- 1er poste : SOUS-DIRECTEUR D'AGENCE (classe V et VI) (2 ans) Rémunération 65.000 à 75.000 F.
- 2ème poste : DIRECTEUR D'AGENCE (classe VI-VII-VIII). Rémunération 80.000 à 100.000 F.
- Nombreux débouchés possibles dans les Directions spécialisées (international - financier, etc.).
- *Age minimum 28 ans - 5 ans au moins* de pratique bancaire. Diplômes C.E.S.B. ou I.T.B. appréciés.

Adressez C.V., lettre manuscrite et photo à Mr DUBOIS, 20 bis av. René Coty 75014 Paris sous réf. M 102.

---

### GRANDE BANQUE PRIVÉE

recherche
pour renforcer direction du siège de Paris

### CADRE EXPÉRIMENTÉ

CLASSE VII ou VIII

- Chargé des relations avec la clientèle entreprises ;
- Formation supérieure I.T.B., C.E.S.B.

Adresser C.V. + photo à M. DELIT, 15, rue du Quatre-Septembre - 75002 Paris.
Discrétion assurée.

---

Très important Groupement de Négociants
siège PARIS
recherche
pour assurer l'animation, le contrôle et la gestion de ses divers services

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

qui sera rattaché directement au Président.
Expérience dans le domaine du bâtiment indispensable. Rémunération selon compétence. Déplacements fréquents.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à Mme GARNIER
48 bis, rue des Belles-Feuilles, 75116 PARIS.

---

CHERCHE A.T. 2 B ou 3 B. MINI. 2 ANS EXPERIENCE TELE TRANSMISSIONS. ECR. SEVME INFORMATIQUE Z.I. LES PALUDES 13400 AUBAGNE.

---

Le Bureau pour l'automatisation des bibliothèques (B.A.B.) recherche INGENIEUR Système connais. approfondies « ASSIRIS », SIRIS 2/3, télé informatique. Lieu de trav. Grenoble puis l'Isle-d'Abeau 38, CV pr. à BAB 46, av. F.-Viallet 38100 Grenoble.

---

### IMPORTANTE USINE

INTEGREE REGION
MIDI-PYRENEES
recherche

### TECHNICIEN D'APPRETS

BONNES POSSIBILITES DE PROMOTION

Ecrire L. BARTHE, B.P. 38. - 09300 LAVELANET

---

### STE de COMPOSANTS ELECTRONIQUES

100 km sud de Paris
recherche

### INGENIEUR CONFIRME

Formation électronique-électrotechnique.
Expérience courants forts Ind.
Sérieuses références exigées.

Avantages socx, rest. entrepr.

Env. lettre manuscrite et C.V. n° 15.765 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

---

Nous sommes

### Une agence de publicité internationale

et

occupons en France une place de premier plan

Nous recherchons

### 1 CHEF de PUBLICITE Senior

à qui sera confiée la responsabilité d'un budget de grande consommation sophistiqué dans ses méthodes.

Le candidat que nous recherchons devra :

- avoir au minim. 3 a. d'exp. en agence ou et chez l'annonceur, de préf. sur budgets gde consommation.
- avoir une connaissance parfaite de l'anglais.
- avoir une personnalité dynamique et être motivé.

Evolution rapide possible.
Début souhaité 1er sept. 1975.
Ecr. n° 835.240 Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur-2e, q. tr.

---

BOBIGNY
Ville Préfecture recrute

### ASSISTANTS (TES) SOCIAUX D.E.

Candidat. M. le Maire.

---

### LogAbax informatique

Département EXPORT
recherche

### INGÉNIEUR COMMERCIAL

La connaissance de l'anglais et de l'allemand et une grande disponibilité pour les déplacements à l'étranger sont indispensables.

Une connaissance des pays de l'Est et de la langue russe sera appréciée.

Adr. C.V. et prétentions à Direction du Personnel, 77, avenue Aristide-Briand, 94110 ARCUEIL.

---

Un des prem. loueurs de véhic. industriels, C.A. 120 M. de F
recherche

### CONTROLEUR DE GESTION

pr prendre en charge, sous la responsabilité du Directeur financier, le contrôle de gestion et la comptabilité analytique de la société.
HEC, ESSEC, SUP. de CO ou équivalent. Minimum 30 ans.
Le candidat devra posséder des connaissances comptables et informatiques approfondies, une expérience de plusieurs années, notamment en matière d'organisation comptable et administrative.
*Envoyer C.V. manusc., photo et prétentions sous référ. 7.701, P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris cédex 02, qui tr.*

---

IMPORTANTE SOCIETE METALLURGIQUE
proche Eglise de Pantin
recherche

### ACHETEUR PRINCIPAL

(expérience des achats matières premières et produits pour industries métallurgiques, chaudronnerie, mécano-soudure, outillage et divers général).
Bonnes connaissances des formules de révision de prix.

Ecr. avec C.V. et prétentions à n° 15.592 CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

---

IMPORTANTE SOCIETE METALLURGIQUE
proche Eglise de Pantin
recherche

### JEUNES GENS

*libérés du Service militaire.*
Niveau BAC mathématique ou technique.
Désireux d'être formés comme TECHNICO-COMMERCIAUX

Ecr avec C.V. et prétent. à n° 15.575 CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

---

IMPORTANTE SOCIETE
de fabrication de matériel de TELECOMMUNICATIONS
Banlieue OUEST,
recherche

### UN INGENIEUR DE FABRICATION

de préférence de 30 ans minim.

pour poste de
RESPONSABLE de FABRICAT. de composants électroniques.

Le candidat devra avoir une bonne expérience dans la fabrication des composants électroniques et dans la gestion d'un service comportant de fréquents déplacements en Bretagne.

Env. C.V. détaillé et prétent. à 15.744 CONTESSE PUBLIC., 20, av Opéra, Paris-1er, qui tr.

---

Ecole supér. de gestion rech.

### PROFESSEUR

de GESTION ET COMPTABIL.
Téléphone : 531-35-43.

---

IMPORTANTE SOCIETE
proche banlieue OUEST
recherche

### CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

à qui seront confiées, dans une première étape, les responsabilités suivantes :

- implantation et démarrage d'un système IBM 3/15 et de périphériques décentralisés,
- transposition des chaînes actuellement traitées sur 360/40.

LE POSTE NECESSITE :

- une expérience confirmée de plusieurs années dans la fonction de Direction,
- de bonnes connaissances d'analyse et de programmat.,
- le sens des responsabilités, du commandement et de l'organisation.

Ecr. av. C.V., photo et prét., à n° 14.930 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

---

IMPORTANTE SOCIETE
VELIZY - VILLACOUBLAY
recherche

Pour son SERVICE INFORMATIQUE (IBM 370/135 - DOS/VS - Télétraitement - bases de données)

### ANALYSTE ORGANIQUE

Formation _ Expertise Institut programmation - Maîtrise informatique C.N.A.M.
Expér. : Deux ans conception chaîne informatique.

Ecrire avec C.V. à ARCHAT, 34, bd Haussmann, 75009 Paris, s/réf. D 670, qui transmettra.

---

Pr SYNDICAT PATRONAL 16e recherchons

### CHEF JURID. ET FISCAL

Age minim. 40 a., dipl. et réf. exig. Ayant pratique dossiers. Très au courant législation fiscale, droit civil et commercial. Droit des sociétés. Excellent rédacteur. Ayant déjà occupé poste équivalent. Ecr. av. C.V., réf. Photo si possible, en indiquant prétent. à Publi-Inter, 9.475 - 75, rue Voltaire, 92300 LEVALLOIS.

---

Import. Sté anonyme nationale recherche d'urgence

### COMPTABLE

très expérimenté
Libre immédiatement.
Sit. stable Env. C.V., photo et prét. ou se présenter à Régie Française Publicité A. 2, 16, av. R.-Schuman, 75007 Paris.
Téléphone : 555-12-34.

---

URGENT pour SATORY
remplacement longue durée

### DACTYLOS TECHNIQUES

expérimentées.
Tél. pour rendez-vous 735-96-50.

---

STE INTERNATIONALE
(Biens d'équipements)
réalisant des projets « clés en main » à l'étranger
recherche

### SECRETAIRE ASSISTANTE

Elle aura une expérience préalable des contacts extérieurs avec clients et fournisseurs et devra pouvoir rédiger sa propre correspondance en anglais.
Ce poste conviendrait à une personne dynamique, familière avec les problèmes d'exportation et capable de travailler de manière autonome.
Ecrire avec C.V. dét. et téléph. à T.A.S., 77, rue La Boétie, 75008 PARIS.

---

Banque de crédit à moyen et long terme recherche
Pour Service Etudes de Crédit

### REDACTEUR

expérim. M. VIGIER - 720-31-30.

---

### PROGRAMMEUR

*sur matériel BULL 61/60 pour durée 6/8 mois.* Disponible rapidement. Intérim. s'abstenir.
Ecrire : NAUDER
23, rue Boissière, 75016 Paris.

---

ETUDIANT (E) en EDUCATION PHYSIQUE pour cours vacances août, province. Tél. : 387-34-63.

---

Association Tourisme social recrute

### TECHNICIEN ADMINISTRATIF

35 a. minim. Niveau BAC.
Connaiss. droit du travail.
Expér. conf. service personnel hôtellerie ou entreprise prestataire de services. Sachant tenir tableau statistiques graphiques. Sach. rédiger courrier rapport. Esprit précis et ordonné. Suffisamment dispon. p déplacem. éventuels province. Expér. du secteur social ou syndical serait appréciée. Ecr. s/ réf. 2832 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

LABORAT. DE RECHERCHE
Région parisienne recrutent

### INGENIEUR

GRANDE ECOLE OU DOCTORAT
(Référ. 8153/MAT)
ayant qques années d'expér. pour recherches appliquées en vue de LA MISE AU POINT DE MATERIAUX (connaiss. en METALLURGIE INDISP.)

Adress. lettre manusc. + C.V. expér. acquise à développer plus prétent. à N° 15.044, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

---

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

recrute
sur plusieurs mois

### INGENIEURS

de HAUT NIVEAU
Diplômés
des Grandes Ecoles (E.N.S.T., E.S.E., Ecole Centrale).

Dégagés des obligations militaires, ayant des connaissances solides dans un des domaines suivants :

Commutation téléphonique, Electronique (Matériel et logiciel) CROSSBAR et recherche opérationnelle (Etudes, évaluation de systèmes, modélisation rédaction de spécifications qualification de matériels et de logiciels).

Lieu de travail :
ISSY-LES-MOULINEAUX.
Adresser les demandes av. les C.V. détaillés av. domaine d'activité souhaité au CNET, groupement RCC 38-40, rue du Général-Leclerc 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

---

RECHERCHONS

### SPECIALISTE MARCHE OBLIGATIONS

POUR CREATION SERVICE
DISCRETION ASSUREE
Ecr. n° 8.938, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

Importante Société
recherche pour son
SERVICE COMPTABILITE AGENCES

### VERIFICATEUR COMPTABLE

Susceptible de déplacements en province
25 ans minimum.

Tél. : pour rendez-vous 387-35-88, poste 385.

---

LABO de RECHERCHES
UNIVERSITE D'ORSAY
demande pour Service
MEDICO-SOCIAL

### JNE INFIRMIERE D.E.

NOTION DACTYLO
Libre le 1er septembre 1975.
Ecr. avec C.V. Mme Schneider, Accélérateur Linéaire
Bâtiment 200 - 91405 ORSAY.

---

Association internationale de professeurs offre poste de responsabilités à Secrétaire expér. bilingue français-anglais.
Envoyer C.V. à A.C.I.
46 bis, rue Dombasle
75015 Paris.

---

RATIER-FOREST-G.S.P.
MACHINES-OUTILS
recherche

### COMPTABLE

2e ECHELON
Formation BEC, BSEC ou équiv.
Quelques années d'expérience.

Adres. C.V., prétent., photo G.S.P., 124, bd de Verdun, 92402 COURBEVOIE.

---

IMPTE SOCIETE
INDUSTRIELLE
PARIS-8e recherche :

### UN ATTACHE ADMINISTRATIF

Chargé des programmes
POSITION CADRE
de formation ingénieur.
35 ans minimum.

Le candidat sera plus particulièrement chargé

- du dépouillement, classement et regroupement des propositions d'études et recherches émanant de l'ensemble de la société.
- De la tenue à jour des états d'avancement et états de dépenses d'après renseignements fournis par les centres de recherche et les usines.
- De la préparation des budgets annuels.
- De la correspondance avec les filiales étrangères.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable et de l'allemand souhaitable.
Disponibilité : début octobre 1975.

Adresser C.V. dét. et prét. N° 15.339 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

---

Recherch. respons. Sce Comptable entreprise du Bât. pour Toulouse, Homme minim. 30 a. Titul. du BAC, DECS ou BTS. Certif. Sup. de Gest. souh. Exp. du bât. appréc. minim. 5 ans. Capable s'adapt. informatique. Position Cadre. Rémunération selon compétence. Adr.. C.V. et prétent. à l'annonce n° 2.000, B.P. 1.547 Toulouse Cedex.

---

Concessionnaires PEUGEOT
PARIS-XVIe
recherche
*Mécaniciens*
Tôliers
Peintres.
Tél. : 525-46-20.

---

Le développement rapide de notre laboratoire nous incite à recruter :
1 MEDECIN
qui participera :

- à l'information médicale,
- aux relations hospitalières,
- aux essais thérapeutiques,
- aux conférences post-universit. dans différentes régions de France.

Adr. ss pli confident. cand. man. photographie, prétentions au Directeur médical des laborat. Wieth-Byla, 101, r. Tolbiac, 13e.

---

Très importante Société de distribution banlieue Est Paris rech. CHEF COMPTABLE haut niveau, autorité affirmée. gde expér. de technique comptable, organisation, gestion du personnel. Discrétion. Envoyer C.V. et prétentions à S.E.E.C., 12, rue du Rocher, Paris-8e.

---

Import. établissement financier
CHAMPS-ELYSEES
recrute pour ses filiales.
1) 1 CADRE COMPTABLE très confirmé (bilan, comptes d'exploitation, déclarations fiscales).
2) 1 COMPTABLE H ou F qualifié.
Tél. : 723-61-60, poste 443.

---

Ville de SAINT-DENIS (93).
Recherche deux directrices de crèche, puéricultrices D.E.
Possibilité de logement.
Avantages particuliers. Renseig. au : Service du Personnel Mairie, Tél. : 752-20-40.

---

PROFESSEUR FRANÇAIS (bilingue angl.) pour Américains de 6 à 13 ans., résid. Paris Ouest ou banlieue Ouest. Très qualifié, gdes expér. méthodes audiovisuelles, imaginatif et dynamique. Salaire min. 48.000 an. Première lettre manuscrite avec C.V., photo et références. Ecrire REGIE PRESSE n° T 71.854 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

---

Recherchons

### ASSISTANTE SOCIALE D.E.

pour service social Caisse de Cadres.

Candidate ayant quelques années d'expérience, aimant contacts humains, ayant initiative et sens des responsabilités.

Salaire × 13,5.
Avantages sociaux importants : retraite et prévoyance. Restaurant entreprise. Horaire souple.

Ecrire avec C.V. et prétentions, sous référ. 6.893 M, PLEIN EMPLOI Publicité 10, rue du Mail, Paris-2e.

## propositions diverses

### WANTED
### SLIGHTLY USED EXECUTIVES

Industry's biggest current need is for seasoned, mature executives in their 30s, 40s and 50 s. Chusid clients have proven that these are the most productive and rewarding work years of their lives. To learn how "slighty used" executives have renewed their careers, you're invited to meet with one of our professional Career Advisers without cost or obligation.
For your personal (confidential) appointment phone or write our nearest office.
We (help) change lives !

FREDERICK
**CHUSID**
& COMPANY

Multinational Consultants In Executive Assessment Development and Career Advancement
Offices in major cities worldwide.
Phone : 553-61-64.
PARIS : 15, avenue Victor-Hugo.
LONDON : 35-37 Fitzroy Street.
Phone : 01-637-2298/9.

## capitaux ou proposit. com.

URGENT. Pr trav. équip. Sté recherche cap. privés 400.000 F. contre gar. hypoth., bien pers. expert. 800.000. T. 887-96-30, hres ouvrables. Me GUILLAUD, 26, r. des Francs-Bourgeois, Paris-3e.

## représent. demande

H., Français, 31 a., dipl. école cciale, solide exp. plus. an. ds firmes améric. Tril. angl. all. esp. Résid. actuell. RFA, rech. représentation pr ts pays nordiq. Ecr. à 3.781, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

## cours et leçons

Anglais, Prof. d'orig., dyn., org. cours entrepr. et part. 224-96-60.

## boxes-autos

A VENDRE
CENTRE TOULOUSE

### PARKINGS ROTATION HORAIRE

PARK. EXCLUS. DU CENTRE COMMERCIAL 20.000 M2 GDS MAGASINS. RENTAB. ELEVEE FLOREAT, 19, rue des Martyrs 75009 PARIS. Tél. 285-09-64 - 285-10-15.

## autos-vente

Particul. vend V.W. 1302, 72, 55.000 km. Bn ét. Prix Argus. Téléph. : 496-17-58, poste 39 ou 526-48-51, après 18 heures.

## occasions

A SAISIR neuf, retour Foire FOURS MICRO-ONDES 2.700 F (au lieu de 4.200 F) ; SURGELATEURS 540 l (bahut) 1.999 F (au lieu de 2.700 F). Conditions spéciales sur nos magnifiques Réfrigérateurs-Congélateurs U.S.A. Crédit total et leasing possible. Tél. AFAPS - 430-01-96.

## représent. offre

Importante Sté pièces électriques automobiles rech. Paris banlieue REPRESENTANT introduit grossistes, centrales achats et magasins. Tél. le 7 et le 8, hôtel du Mont-Thabor.

---

### N° 1 EN PRET-A-PORTER TRICOT

au dernier Salon de Paris.

### IMPORTANTE MAISON

recherche

### REPRESENTANTS

Très bien introduits.
Carte unique ou multiple.
Pour toutes régions.
Ecr. A.L.P.E. sous réf. 107 M., 1, rue Tupin, 69002 LYON, qui transmettra.

---

IMPORTANT GROUPE D'INFORMATIONS et de SERVICES ECONOMIQ.
recherche

### AGENT TECHN.-COMMERC.

25 ans minimum, dynamique
pour prospection et entretien de la clientèle sur Paris et région parisienne.
Expérience ventes de services.
Nous offrons :

- Salaire mensuel.
- Frais de route.
- Intéressement au C.A. du secteur.
- Formation assurée et rémunérée.

Véhicule indispensable.
Domicile Paris.
Libre le 1er septembre 1975.
Ecrire avec C.V. manuscrit et photo à :
S. C. R. L. FRANCE M. Lamoine 14, rue de Londres, Paris-9e.

---

TRES IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER - MARCHAND DE BIENS - RENOVATEUR
rech. pour commercialisation de ses programmes de très

### GRAND STANDING JEUNES VENDEURS

MASCULINS - TRES DYNAMIQUES - TRES BONNE PRESENTATION EXIGEE AMBITIEUX - POSSEDANT VOITURE - Grosse publicité assurée RTL - EUROPE 1 et journaux. - Très important salaire prouvé - Se présenter tous les jours de 16 à 17 h : GIRPA - 92, boulevard du Montparnasse (14e)

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## FISCALITÉ

### LE RAPPORT DE LA COMMISSION MONGUILAN

# [I]mposition des plus-values pourrait coûter [de] l'argent à l'Etat pendant quelques années

[…]t avec un certain retard [l]a commission Monguilan [remet]tra son rapport sur l'im[positi]on des plus-values à [M.] Giscard d'Estaing et [Fourc]ade. Le calendrier pré[voyait] fin juin, et la fin juil[let a]pproche. Ce dépassement [n'a] d'ailleurs pas de consé[quenc]es importantes : il était [prati]quement exclu que le gou[verne]ment trouve le temps, [avant] la fin de l'année, de met[tre e]n forme un projet de loi […] compliqué, puis de le [sou]mettre au Parlement. Ce [sera,] comme il était prévisible, [à] la session de printemps [de l']année prochaine.

[…] générale est, on le sait, de [l'e]nsemble des plus-values réa[lisées e]n France, cela pour assurer [plus d'é]galité et de justice entre [contribua]bles, certaines formes de re[venus ét]ant régulièrement et étroite[ment im]posées (les salaires par [exemple]), d'autres pas (les bénéfices [réalisés] sur les ventes de terres, d'or, [de vale]urs mobilières, d'objets d'art, [etc.). O]ù en est-on ? Bien que le [gouvern]ement n'ait pas encore arrêté [définitiv]ement sa position, certaines [options] sont d'ores et déjà arrêtées.

[● LE]S PLUS-VALUES, c'est-à-dire [les béné]fices réalisés sur les ventes [de toute]s sortes, ne seront taxées [que si e]lles sont effectives. Ainsi, par [exemple], un terrain agricole qui pren[drait d]e valeur de par sa situation [ou pour] tout autre motif mais ne [change]rait pas de propriétaire ne tom[berait pa]s dans le champ du nouvel [impôt. S']il est vendu, en revanche, la [différenc]e entre son prix d'acquisition [et son] prix de vente — c'est-à-dire [grosso] modo le bénéfice — sera im[posé].

[● É]ROSION MONETAIRE. — Le [projet] de loi qui sera soumis au Parlement tiendra compte de la hausse des prix, qui, en fait, restreint le bénéfice réel du vendeur. Si par exemple les prix ont augmenté de 100 % entre le moment de l'achat et celui de la revente, et que la plus-value réalisée est de 300 %, l'impôt ne jouera que sur 200 %. Pour tenir très exactement compte de l'érosion monétaire, l'administration prendra comme référence un indice des prix à champ large et d'une valeur confirmée, probablement l'indice des prix de détail calculé par l'INSEE. Il est possible que cet indice soit pondéré avec un autre (genre indice du coût de la construction) qui en élargirait encore le champ.

● BAREME DE L'IMPOT. — La plus-value taxable sera-t-elle imposée selon le barème de droit commun de l'impôt sur le revenu ou selon un barème spécifique ? Deux possibilités s'offrent : ou bien la plus-value réalisée sera intégrée dans le barème de droit commun et l'administration admettra un certain étalement dans le temps pour l'imposition du bénéfice, de façon à éviter que celui-ci ne soit taxé trop lourdement en une seule fois ; ou alors, la plus-value sera imposée selon un barème spécifique (prélèvement libératoire par exemple), mais, dans ce cas, la totalité du bénéfice sera taxée en une seule fois. Dans ce domaine, le gouvernement cherchera surtout à éviter ces régimes particuliers, ces exemptions de toutes sortes, qui truffent le code général des impôts, le rendant incompréhensible à tous les contribuables et donc mal accepté.

● MOINS-VALUES. — Si le contribuable revend moins cher qu'il n'a acheté une valeur ou un bien, la perte — ou moins-value — pourra être déduite. Mais il est à peu près exclu que cette perte puisse être soustraite du revenu général (comprenant souvent une forte majorité de salaires). En revanche, elle pourrait s'imputer des plus-values réalisées par ailleurs, même si celles-ci sont d'une autre nature; une perte en Bourse pourrait, par exemple, être déduite d'un gain sur une vente d'appartement. De tout façon, une moins-value enregistrée une année pourrait se déduire d'une plus-value de même nature enregistrée les années suivantes.

● ASSIETTE DE L'IMPOT. — Toutes les plus-values seront taxées. Les reventes de terres agricoles notamment, qui échappaient jusqu'ici à l'impôt, tomberont dans le champ de la taxation. En ce qui concerne l'or, et les objets d'art, les transactions pourraient rester aonymes au moins pendant une période transitoire de plusieurs années. Mais les opérations seraient imposées par le biais d'une taxe prélevée sur les intermédiaires.

Il est possible que, dans un premier temps, l'imposition des plus-values, qui commencera probablement à s'appliquer en 1977, coûte de l'argent à l'Etat, ne serait-ce que dans la mesure où beaucoup de contribuables ont subi des pertes sur le marché financier. Cet inconvénient offrirait au moins une contrepartie : il ferait mieux accepter un impôt qui, à l'évidence, sera mal accueilli en France. A plus long terme, et quand l'économie française aura retrouvé les chemins de la croissance, l'imposition des plus-values pourrait rapporter quelque 3 milliards de francs par an à l'Etat. Le gouvernement pourrait s'engager, lorsqu'il présentera le projet au Parlement, à diminuer d'autant la pression fiscale pesant sur d'autres catégories de contribuables, pour bien montrer que la taxation des plus-values vise la justice à l'exclusion du rendement.

ALAIN VERNHOLES.

## COOPÉRATION

### M. FOURCADE : les questions politiques n'ont pas joué de rôle dans le ralentissement des affaires franco-soviétiques.

Moscou (A.F.P.) — « *Je n'ai pas l'impression que les affaires politiques aient joué un rôle* », a déclaré, le 5 juillet, à propos du ralentissement de la signature de contrats entre l'U.R.S.S. et la France (*le Monde* du 5 juillet), M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, au cours d'une interview accordée à l'Agence France-Presse.

La véritable raison réside, selon lui, dans le renouvellement de l'accord financier franco-soviétique, qui a conduit Moscou à conclure le plus possible d'affaires en 1974 afin de profiter des anciennes conditions de crédit plus favorables (*le Monde* du 7 décembre 1974). Les Soviétiques, a-t-il ajouté, seraient également gênés par le déficit de leurs échanges avec la France, qui s'est élevé, pour les quatre premiers mois de 1975, à 490 millions de francs contre 337 millions de francs pour toute l'année 1974.

Le ministre français de l'économie s'est, en tout cas, déclaré « *satisfait* » de la situation actuelle, puisque, depuis un an, la France a signé pour 4 milliards de francs d'affaires avec l'U.R.S.S. De plus, un contrat de près de 1 milliard de francs doit être conclu, ce lundi 7 juillet, à Moscou, pour la construction à Orenbourg, dans l'Oural, d'une usine de désulfuration de gaz par la société française « Technip ». Ce contrat pourrait être suivi d'un autre plus important (plus de 1 milliard de francs) pour le séchage du gaz, toujours à Orenbourg.

M. Fourcade a enfin indiqué que « *d'autres choses étaient également en projet dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques de 1980 à Moscou* ». Il s'agirait de la construction d'un nouvel aéroport et d'hôtels avec la réalisation d'installations téléphoniques et de télévision en couleur qui porteraient sur 3 ou 4 milliards de francs En revanche, le ministre français a reconnu que la réalisation, par Pechiney, d'usines d'alumine et d'aluminium était une affaire « *difficile* » en raison notamment de la concurrence américaine et japonaise et du coût du projet.

## EMPLOI

### LE NIVEAU DES DEMANDES DANS LE LANGUEDOC-ROUSSILLON EST DEUX FOIS PLUS ÉLEVÉ QUE LA MOYENNE FRANÇAISE.

(*De notre correspondant.*)

Montpellier. — Pour le conseil régional du Languedoc-Roussillon, réuni vendredi 4 juillet en session extraordinaire, le VI$^{e}$ Plan est un échec particulièrement sensible pour la région. « *Le taux des demandeurs d'emploi atteint le double de celui qui est enregistré au niveau national* », a déclaré son président, M. Edgar Tailhades, sénateur socialiste, qui a ajouté : « *Où sont les usines, où sont les emplois ? Les autorisations de programme, au cours du VI$^{e}$ Plan, pour notre région, ramenées au nombre d'habitants, sont inférieures de 20 % à celles qu'ont reçues en moyenne les autres régions de France.* »

Selon les chiffres donnés par M. Marcel Blanc, préfet de région, « *la croissance de la population active s'est maintenue au rythme des années précédentes. Le solde net des créations d'emploi est de l'ordre de 6 000 pour 1974 et correspond à une disparition de 2 650 emplois agricoles, une création de 8 200 emplois dans le secteur tertiaire et une stabilisation des emplois industriels. Le taux général d'activité avoisine maintenant 35 %. L'écart avec le taux national est toujours de l'ordre de 6 points* ».

## SYNDICATS

### M. GUY COUDERC ET LE SYNDICAT F.O. DES LOIS SOCIALES EN AGRICULTURE VONT RALLIER LA C.F.D.T.

Le syndicat national F.O. de l'inspection des lois sociales en agriculture, qui annonce près de quatre cents adhérents, envisage d'adhérer à la C.F.D.T.

Cette organisation F.O., lors de son congrès tenu à Dijon les 11 et 12 juin, avait décidé, à une forte majorité, de demander à la fédération générale des fonctionnaires F.O. d'abandonner la politique contractuelle, de définir un projet de société, de rechercher un accord sur des objectifs communs avec la C.F.D.T. et la C.G.T. et de contester l'attitude de la Confédération F.O. vis-à-vis de ces deux dernières centrales. A défaut d'obtenir satisfaction, le congrès mandatait ses dirigeants pour négocier un accord de fusion avec le syndicat C.F.D.T. du travail.

Sitôt que cette position fut connue, la commission des conflits de la fédération de l'administration générale F.O. prononçait l'exclusion du syndicat de l'inspection des lois sociales, sans entendre aucun de ses représentants.

M. Guy Couderc, secrétaire général adjoint du syndicat sanctionné, a décidé de faire appel auprès de la commission des conflits F.O. En fait, M. Couderc et ses amis sont résolus à quitter F.O. Ils en décideront définitivement en tenant un congrès en septembre. De son côté, F.O. a déjà constitué un nouveau bureau avec les adhérents qui lui restent fidèles.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● OFFENSIVE AMERICAINE dans la chaussure. — Le groupe chimique américain Inmont se propose de prendre pied sur le marché français de la chaussure par le biais de sa filiale britannique à 75 %, Porvair Ltd. Cette firme, qui fabrique des feuilles en polyuréthane microporeuses imitant le cuir, a récemment ouvert une succursale à Paris.

Créée en 1966, Porvair, qui détient déjà 15 % du marché de la chaussure outre-Manche, s'est fixé comme objectif de conquérir, dans les cinq ans à venir, 2 à 3 % du marché français, où elle compte déjà parmi ses clients Marbot (Bata), Heckel, Patrick, Impel et Le Costaud.

● LAURENT PERRIER ET CORDIER CREENT UN G.I.E. — Laurent Perrier, cinquième négociant de champagne (3,5 millions de bouteilles et 75,5 millions de francs de chiffre d'affaires) et Cordier, l'une de spremières affaires de vins de Bordeaux (quinze millions de bouteilles et 250 millions de chiffre d'affaires viennent de créer un groupement d'intérêt économique dénommé « Diffusion européenne de marques » afin d'obtenir « *une gestion simplifiée et rationnelle* » de leurs activités.

### Agriculture

● MANIFESTATION PAYSANNE EN LOIRE-ATLANTIQUE. — La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Loire-Atlantique a organisé une manifestation le 5 juillet à Cheix-en-Retz (Loire-Atlantique). Elle a réuni un millier d'agriculteurs qui entendaient soutenir un couple d'exploitants en conflit avec leur propriétaire. La manifestation s'est déroulée sans incident.

### Construction

● M. PHILIPPE CLEMENT, président de la Fédération nationale des travaux publics, a été élu président de la Fédération internationale européenne de la construction.

● BATIMENT : les syndicats de cadres C.G.T. et C.G.C. ont, fait inhabituel, présenté une protestation commune contre [les licencie]sions dans ce secteur. Ils demandent la création de commissions de contrôle, le renforcement des comités d'entreprise, une grille unique des salaires.

### Économie étrangère

● EN BELGIQUE, le blocage des prix, introduit le 7 mai dernier pour deux mois, est reconduit jusqu'en octobre, a décidé le comité économique du gouvernement belge. Toutefois, quelques rares produits en seront exemptés, tels le pain et la farine. Le blocage des prix conduit indirectement au blocage des salaires, qui, en Belgique, sont officiellement indexés sur l'indice du coût de la vie depuis 1957. — (*A.F.P.*)

● FERMETURE DE MAGASINS A GRANDE SURFACE EN ITALIE. — La société Standa, filiale du groupe Montedison, a décidé de fermer neuf de ses succursales dans le nord de l'Italie (à Milan, Turin Gênes et Venise), jugées « non rentables » en raison de la chute des ventes au cours des derniers mois. M. Gino Sferza, président de la Standa, qui possède trois cents points de vente dans toute l'Italie et emploie vingt-trois mille personnes, a annoncé le 1$^{er}$ juillet que le personnel des magasins concernés par les fermetures serait transféré dans d'autres succursales. — (*A.F.P.*)

### Emploi

● M. MICHEL DURAFOUR, maire de Saint-Etienne, ministre du travail, a reçu, le 5 juillet, l'ensemble des organisations syndicales de l'usine Peugeot de Saint-Etienne (à l'exception de la C.G.T.), seule unité du groupe à être touchée par le chômage technique. M. Durafour a confirmé que l'effectif, actuellement de 690 personnes (contre 1 130 en 1973), allait remonter pour se stabiliser à un niveau de 850 emplois, après la réalisation du plan de reconversion de l'usine. Il est prévu d'orienter l'activité vers la fabrication de petits ensembles mécaniques, une spécialisation moins soumise aux aléas de la conjoncture. L'effort global d'investissement consenti par Peugeot devrait atteindre 40 millions de francs. — (*Corresp.*)

### Industrie

● REGROUPEMENT DANS LES MOTEURS DIESEL. — La Société alsacienne de constructions mécaniques (S.A.C.M.) Mulhouse) vient d'acquérir la majorité dans les sociétés Grossol (vente de moteurs diesel) et Budi (bureau d'études). Filiale de la Société alsacienne de participation industrielle (ALSPI), la S.A.C.M., qui emploie cinq mille personnes, renforce ainsi son secteur diesel, qu'elle avait déjà élargi en mars dernier par l'acquisition d'une participation majoritaire dans la Société surgerienne de constructions mécaniques.

● FILIALE COMMUNE RHONE-POULENC - SHOWA - DENKO. — Rhône-Poulenc et Showa-Denko, une des premières firmes chimiques japonaises, ont décidé de créer une filiale commune. La nouvelle société, qui aura un capital de 1 milliard de yens (14 millions de francs environ), se consacrera à la fabrication de produits phytosanitaires destinés aux marchés agricoles.

● I.C.I. RACHETE LES PARFUMS GOYA. — Le groupe chimique britannique Imperial Chemical Industrie (I.C.I.) étend ses activités au secteur des produits de beauté en rachetant les parfums Goya à la famille Collins pour une somme d'environ 1 million de livres sterling (9 millions de francs).

C'est la troisième fois en quinze ans que cette affaire de parfumerie change de propriétaire. Cette société, qui fabrique également des produits de toilette, sera réunie à la firme AVLEX, filiale de I.C.I. spécialisée dans la production de médicaments et d'article d'hygiène pour bébé. Le chiffre d'affaires de la nouvelle entreprise résultant de cette fusion dépassera 4 millions de livres (36 millions de francs).

## AÉRONAUTIQUE

### [DEV]ANT LA MÉVENTE DE SES AVIONS CIVILS

# La SNIAS devra recevoir [un n]ouveau concours financier de l'État

[L'É]tat devra apporter un nouveau concours financier à la Société [nationa]le industrielle aérospatiale (SNIAS), dont les comptes pour [1974 fo]nt apparaître, pour la troisième année consécutive, un désé[quilibr]e grave qui se traduit, notamment, par un déficit de 364 mil[lions d]e francs, un endettement accru de la société et une diminution [import]ante de ses fonds propres. Ce déséquilibre financier de la [SNIAS] est dû principalement aux difficultés actuelles du secteur [con]struction « avions », qui a enregistré une baisse de 8 % de [son chiff]re d'activité (études et fabrication). En revanche, le secteur [hé]licoptères et le secteur des missiles tactiques connaissent, [surtout] à l'exportation, une expansion sans précédent (nos dernières [édition]s datées 4 juillet).

[En] raison des difficultés de [comme]rcialisation de ses avions [civils C]oncorde, Airbus et Cor[vette, l]a SNIAS a dû faciliter le [départ] des personnels les plus [âgés, r]éduire le volume des em[bauche]s, favoriser les mutations [et les] détachements temporaires. [C'est a]insi que les effectifs ont [diminu]é en 1974 d'environ 3 %, [pour] compter, aujourd'hui, [près] de 38 000 employés, tandis [que la] durée hebdomadaire du [travail] est restée fixée à 42 heures [et 30] minutes. Des réductions [d'effec]tifs et des mutations ont [égal]ement décidées dans les [bureau]x d'études, et il est acquis [que da]ns les deux années à venir, [le bur]eau d'études de Paris sera [regrou]pé avec celui de Toulouse. [La] baisse continue du dollar [et la] forte inflation européenne [mai]ntenaient, la vente des [avions] civils et militaires de la [SNIAS] se heurterait à la même [rigueu]r de la concurrence inter[nation]ale et, à l'exception peut[-être d']une relance possible de la [fabric]ation de l'avion d'entraîne[ment] Fouga-Magister, les autres [manquent] de marchés suffisants.

[Les progra]mmes marquent le pas [mais les] commandes en carnet de [la soci]été ont progressé, en un [an, d]e près de 47 %, mais ces [résult]ats sont, pour une large [part, à] mettre à l'actif de la divi[sion] « hélicoptères », dont les [prise]s de commandes se sont [accrue]s de 158 %, et de la division [« en]gins tactiques », dont les [factur]ations en 1974 ont repré[senté] deux fois et demie environ celles de l'année précédente. Les hélicoptères et les engins tactiques représentent, en effet, 47 % du chiffre d'affaires, hors taxes, de la SNIAS, et ce sont les pays du Proche-Orient qui ont apporté, en 1974, le volume le plus important de commandes dans ces deux secteurs. Au total, cent sept contrats ont été signés, l'année dernière, par la division « hélicoptères ».

Malgré ces succès à l'exportation, l'endettement de la société, assorti de la garantie de l'Etat, a continué d'augmenter. Les dettes à long et moyen terme sont passées de 2 593 millions de francs à 3 080 millions, soit une hausse de 18 %, et les dettes à court terme sont passées de 5 791 millions de francs à 7 498 millions, soit une augmentation de 29 %. Cet endettement se traduit par une très forte croissance des frais financiers, qui sont passés de 303 millions de francs à 471 millions. Les fonds propres de la SNIAS ont diminué de 38 % en un an, pour s'établir à 559 millions de francs, malgré un apport de ressources nouvelles, en 1974, du principal actionnaire, qui est l'Etat.

A la fin de l'année dernière, le ministère de la défense et le ministère des finances ont constitué une mission interministérielle de contrôle, chargée d'étudier les perspectives de la SNIAS. Cette mission, si l'on en croit des informations données récemment à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société, a estimé que la SNIAS était sous-capitalisée. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a compensé les pertes de l'exercice 1973 (environ 484 millions de francs) par l'incorporation au capital d'avances d'actionnaire et de réserves, et versé près de 540 millions de francs pour compenser les pertes de l'exercice 1974 (soit 364 millions de francs) et faciliter la gestion.

Le directoire de la SNIAS, qui est chargé de la politique générale de la société, sous le contrôle du conseil de surveillance, étudie actuellement la possibilité d'obtenir de l'Etat l'apport d'un nouveau concours financier.

[LE] PREMIER NUMERO DE [L]A REVUE *FUTURIBLES* [vie]nt de paraître (10, rue Cer[nu]schi, 75017 Paris). Cette [n]ouvelle publication prend la [re]lève des revues *Analyse et [Pr]évision* et *Prospectives*. Elle [es]t dirigée par M. Hugues de [Jo]uvenel, délégué général de [l'A]ssociation internationale [Fu]turibles. Cette revue trimes[tri]elle s'intéresse aux problèmes [éc]onomiques, politiques, so[ci]aux et culturels, examinés [d']un point de vue prospectif [et] pluridisciplinaire.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

# La C.G.T. organise le 8 juillet une journée de solidarité dans l'automobile pour appuyer les grévistes de Chausson

**Alors que les négociations entre les syndicats et la direction de Chausson piétinent — une nouvelle rencontre devait avoir lieu ce lundi après-midi, — les syndicats C.G.T. de la métallurgie parisienne ont décidé d'organiser, le 8 juillet, une « journée de solidarité » dans l'automobile en faveur des grévistes.**

Ces derniers maintiennent leur revendication d'une augmentation uniforme des salaires de 250 F par mois et accusent la direction d'« *intransigeance* ». Selon les dirigeants de Chausson, l'allègement du dispositif policier à l'usine de Gennevilliers se poursuit mais la présence d'importants piquets de grève freine la reprise du travail ; à l'usine d'Asnières, en revanche, plus de 50 % du personnel étaient à leur poste lundi matin.

Aux revendications sur les salaires et les conditions de travail, qui sont à l'origine d'un conflit qui a éclaté le 14 mai, s'ajoute la demande de libération de deux ouvriers marocains dont l'un, affirme la C.G.T., est employé chez Chausson. Plusieurs démarches ont été menées par les syndicats, tant à l'hôtel Matignon qu'auprès des ministres de l'intérieur et de la justice.

Un autre conflit de longue durée demeure dans l'impasse : celui des Câbles de Lyon, à Clichy, où les ouvriers, en grève depuis six semaines, poursuivent l'action à l'extérieur des locaux, après l'évacuation de l'usine occupée par les forces de l'ordre. Une nouvelle rencontre entre la direction et les syndicats devait se tenir lundi après-midi 7 juillet.

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## ASSURANCES

### Les primes dans la branche de l'automobile ont baissé en valeur réelle en 1974

**Comme l'ensemble de l'économie française, l'industrie de l'assurance a été confrontée à l'inflation et affectée par le ralentissement de la croissance.**

L'action de ces deux phénomènes s'est traduite, pour ce secteur, par une progression de 13,1 % de son chiffre d'affaires global (51 milliards de francs contre 45,1 milliards de francs), inférieure à celle des prix pendant l'année 1974 (15,1 %). Cette évolution ne correspond pas à une diminution de l'activité réelle de l'assurance, pour trois raisons bien distinctes.

Tout d'abord, le niveau des prix réels de l'assurance a baissé dans plusieurs branches, et notamment la plus importante, l'automobile. Ainsi le volume des primes « responsabilité civile » est passé de 10,2 milliards de francs à 11,1 milliards de francs, soit une progression brute de 8,6 %, et une hausse moyenne de l'ordre de 4 %, compte tenu d'un accroissement de 4,5 % du parc automobile. Cette hausse de 4 %, rapportée à celle de 15,1 % enregistrée sur les prix de détail, signifie pour la Fédération française des compagnies d'assurances, que le prix réel de l'assurance automobile a baissé de 10 %.

En pratique, une telle baisse s'est traduite pour les assurés de deux façons : une moindre augmentation générale des tarifs en 1974, et l'octroi de « bonus » supplémentaires aux bons conducteurs, dans la proportion d'un assuré sur trois. Une telle évolution n'a été possible que grâce à la réduction du nombre des accidents et des victimes de la circulation. En revanche, le coût moyen des sinistres a fortement été majoré, du fait d'une hausse de 23,8 % des pièces détachées et de 20,3 % des salaires en réparation.

En matière d'assurance-vie, un certain ralentissement de la croissance des souscriptions nouvelles de contrats individuels a été enregistré, la progression n'étant que de 14 % en Grande Branche et de 11 % dans la Branche Populaire ; le contexte économique défavorable a poussé les ménages à grossir leur épargne de précaution au détriment de la prévoyance à long terme. Seul le secteur des contrats collectifs a fortement accru son chiffre d'affaires : 2 980 millions (+ 19 %) ; mais cette expansion, tout juste égale à celle des rémunérations salariales, ne traduit pas une progression réelle.

Le montant des primes d'assurance-incendie a augmenté dans des proportions rarement atteintes, passant de 4,66 milliards à 5,63 milliards de francs (+ 20 %), en raison, essentiellement, de l'élévation du coût de la construction qui se répercute sur le montant des garanties et des primes correspondantes par le jeu des indexations. Les compagnies se sont préoccupées d'offrir dès ce mois-ci aux assurés en risques industriels des formules de contrats indexés pour éviter une sous-assurance qu'une inflation rapide rend inévitable. Dans cette dernière branche, les sinistres ont été plus nombreux et plus lourds qu'en 1973, avec cinquante-trois incendies d'un coût unitaire supérieur à 5 milliards, dont vingt-trois ont coûté chacun plus de 10 milliards.

Le volume des primes contre le vol et les dégâts des eaux a enregistré une progression record de 30 % avec 1,3 milliard de francs, mais, en raison d'une augmentation continue des cambriolages, les résultats des compagnies sont restés défavorables.

Enfin, l'épargne nouvelle dégagée par la constitution des provisions techniques destinées à garantir les engagements des compagnies s'est élevée à 12 milliards de francs, contre 11,2 milliards de francs en 1973. On a noté au cours de l'exercice une tendance à orienter les placements de cette épargne davantage vers les investissements immobiliers et les créances liquides, au détriment des emplois en obligations et en actions.

● M. BOULIN, NOUVEAU PRESIDENT DE FRAMATOME — M Philippe Boulin, directeur général de Creusot-Loire, a été nommé président de FRAMATOME en remplacement du général Buchalet, qui avait manifesté son désir de ne pas voir renouveler son mandat de président. Le conseil d'administration de FRAMATOME a nommé le général Buchalet président d'honneur.

## ÉNERGIE

### En Italie

### GUERRE FRATRICIDE A L'ENI

(De notre correspondant.)

**Rome. — Les Italiens viennent d'apprendre par leurs journaux que M. Raffaele Girotti, président de l'Entreprise nationale des hydrocarbures (ENI), avait été violemment attaqué, dans l'hebdomadaire financier américain « Barrons's », par son vice-président, M. Francesco Forte. Celui-ci n'accuse pas seulement l'ENI de mauvaise gestion, il dénonce aussi des exportations illégales de capitaux, des profits cachés, des pertes masquées, des tentatives de corruption d'hommes politiques et des écoutes de conversations téléphoniques.**

**Interrogé à Rome, M. Forte a confirmé que de graves irrégularités étaient commises à l'ENI, comme il l'avait écrit déjà, mais de manière moins brutale, le 6 mai dernier dans un article de « la Stampa ».**

**Agé de quarante-six ans, vice-président de l'entreprise depuis l'automne 1971, M. Forte est professeur d'université. Il est aussi membre du parti socialiste, alors que M. Girotti est très lié aux milieux démocrates chrétiens. Les deux hommes n'ont en commun que la carte de visite de l'ENI.**

**L'offensive de M. Forte est interprétée, à Rome, comme un nouvel épisode de la bataille pour la succession de M. Girotti, qui vient de démissionner. Le gouvernement ne se décide pas à lui trouver un remplaçant. Ce ne sont pourtant pas les candidats qui manquent. On a même cité le nom de M. Guido Carli, gouverneur — démissionnaire, lui aussi — de la Banque d'Italie. Mais la succession de M. Girotti est liée à toute la réorganisation du secteur para-public, ce royaume du « sottogoverno » qui est aussi, dans bien des cas, celui du « malgoverno » et des luttes de palais. — R. S.**

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

| | Dollars | | Deutschemarks | | Francs suisses | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 48 heures | 6 1/4 | 7 1/4 | 3 3/8 | 4 3/8 | 2 | 3 |
| 1 mois | 6 3/4 | 7 1/4 | 4 | 4 1/2 | 3 5/8 | 4 1/8 |
| 3 mois | 7 1/4 | 7 3/4 | 4 1/4 | 4 3/4 | 4 1/4 | 4 3/4 |
| 6 mois | 7 7/8 | 8 3/8 | 4 7/8 | 5 3/8 | 5 1/8 | 5 5/8 |



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## alser

### Augmentation du capital de 7 560 000 F à 9 450 000 F

Le conseil d'administration faisant usage de l'autorisation qui lui a été donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 25 juin 1973 pour porter le capital, en une ou plusieurs fois, jusqu'à concurrence de 20 millions de francs, a décidé d'augmenter le capital de 7 560 000 F à 9 450 000 F par incorporation d'une somme de 1 890 000 F prélevée sur la réserve extraordinaire.

En représentation de cette augmentation de capital, il est créé 18 900 actions de 100 F nominal entièrement libérées qui seront attribuées gratuitement aux propriétaires des 75 600 actions actuelles à raison d'une action nouvelle pour quatre actions actuelles.

Les actions nouvelles seront délivrées coupon n° 4 et suivants attachés et seront créées jouissance 1er mai 1975, c'est-à-dire qu'elles auront droit au dividende qui pourra être réparti au titre de l'exercice en cours qui s'étendra du 1er mai 1975 au 30 avril 1976.

Elles seront délivrées sous la forme nominative ou au porteur, soit contre remise du coupon n° 3 des actions actuelles, soit sur présentation des certificats nominatifs.

Les demandes d'attribution seront reçues à partir du 7 juillet 1975 aux guichets des établissements suivants : Crédit lyonnais. Société générale.

Les droits d'attribution seront cessibles et seront négociables sur le marché hors-cote de la Bourse de Paris.

Les actions nouvelles feront l'objet d'une demande de cotation sur ce même marché.

## MARINE-WENDEL

Les assemblées de Marine-Firminy tenues le 30 juin 1975 ont :

— approuvé les comptes de l'exercice 1973-1974 se soldant par un bénéfice net de 28,1 millions de francs et la distribution d'un dividende net de 7,30 F par action (mis en paiement le 5 mai 1975 à titre d'acompte) ;

— approuvé les apports partiels d'actif effectués par la Compagnie lorraine industrielle et financière (CLIF) et deux de ses filiales. Ces apports évalués, au total, à 607,9 MF ont été rémunérés par l'attribution de 4 696 300 actions de 70 F nominal, correspondant à une augmentation de 328,7 MF du capital qui a été porté à 602 700 000 F ;

— approuvé la nouvelle dénomination sociale : Marine-Wendel ;

— nommé comme nouveaux administrateurs : MM. Pierre Celier, Jean Droulers, Jean François - Poncet, Louis-Amédée de Moustier, Christian Valensi, Henri de Wendel.

Le conseil d'administration de Marine-Wendel, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée mixte, a nommé : M. Pierre Celier, président ; MM. Jean Droulers et André Legendre, directeurs généraux ; M. Henri Rambaud, directeur général adjoint ; M. Jean-Marc, directeur des services financier et comptable ; M. Michel Simeon, directeur des services administratif et juridique.

## legrand

L'assemblée ordinaire qui s'est tenue à Limoges le 23 juin a approuvé les comptes de l'exercice 1974, qui se soldent par un bénéfice net de 23,6 millions de francs pour la société et de 31,7 millions de francs pour l'ensemble du groupe.

Dans son allocution à l'assemblée, le président a notamment déclaré :

*« L'année 1974, qui avait fort bien commencé, s'est terminée dans un climat de récession et de morosité. L'année 1975 s'annonce difficile. La tendance au ralentissement constatée au dernier trimestre de 1974 s'est prolongée jusqu'en avril. Les mesures de relance décidées en faveur de certains secteurs ne produiront vraisemblablement leurs effets que dans quelques mois. Passée cette période exceptionnelle, nous devrions retrouver les conditions nécessaires à un redémarrage de notre expansion avec, de surcroît, une position stratégique renforcée.*

*» A l'exportation, nous allons consolider et développer les positions acquises et prospecter de nouveaux marchés.*

*» Pour aborder l'avenir à moyen terme, nous disposons principalement de trois atouts positifs :*

*» — Un outil de production totalement intégré et performant ;*

*» — Une gamme de produits catalogables constamment adaptés à l'évolution du marché ;*

*» — Un réseau de vente, en France et à l'étranger, motivé et dynamique. »*

L'assemblée a fixé le dividende à 27 F par action (18 F nets, augmentés d'un avoir fiscal de 9 F), contre 22,50 F l'année précédente, et a décidé de mettre ce dividende en paiement à partir du 7 juillet 1975.

## SILIC

Les loyers H.T. émis par la société au cours de l'exercice qui vient de se terminer le 30 juin 1975 s'élèvent à 33 838 000 F contre 26 083 000 F pour l'exercice 1973-1974, soit une augmentation de près de 30 %.

Ce chiffre, supérieur à celui qui avait été escompté au début de 1975, permet d'attendre une augmentation sensible des résultats.

Le bordereau des loyers émis le 1er juillet 1975 au titre du premier trimestre de l'exercice 1975-1976 s'élève à 8 816 000 F contre 7 millions 201 000 F pour l'émission correspondante de l'exercice écoulé.

Le dernier trimestre a été marqué par une reprise de l'activité commerciale : l'installation acquise ou prochaine d'une douzaine de nouvelles entreprises occupant quelque 4 600 m2 dans les immeubles de bureaux de Rungis, mis progressivement en location au cours de l'exercice écoulé, confirme l'intérêt que suscite ce programme.

Le programme de 35 000 m2 de planchers industriels et commerciaux d'Evry, qui a commencé à être progressivement livré depuis septembre dernier, est mis en location dans des conditions conformes aux prévisions : aux 18 000 m2 de planchers livrés le 30 juin 1975, se compare la location de 17 000 m2 pour occupation déjà effective ou très prochaine.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 20 avril 1974, la 11e Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné le nommé BLASCO Jean, né le 30 mars 1924 à FUMEL (47), ayant demeuré à SEVRES (92), 50, rue du Pavé-des-Gardes, chef monteur, à deux amendes de 300 F pour infractions à la législation du travail.

## DUMEZ

Messieurs les actionnaires sont informés que le coupon n° 12, d'un montant net de 12,60 F, ouvrant droit à un avoir fiscal de 6,30 F, sera mis en paiement à compter du 15 juillet 1975 aux guichets du Crédit lyonnais, de la Banque transatlantique, de la Banque de l'entreprise, de l'Union bancaire, de la Société générale et de la Banque nationale de Paris.

## ING. C. OLIVETTI ET Cie

Société par actions
au capital de Lit 60 milliards
entièrement versé
Siège social à IVREA (Italie),
via Jervis 77.

### Avis de mise en paiement d'un dividende

L'assemblée des actionnaires du 28 juin 1975 a approuvé le paiement à partir du 1er juillet 1975 du dividende relatif à l'exercice 1974 à raison de 70 lires (brut) par action privilégiée et de 60 lires (brut) par action ordinaire, sous déduction de la retenue prévue par la réglementation en vigueur, contre remise du coupon n° 16.

Nous avisons MM. les actionnaires qu'ils pourront effectuer l'opération ci-dessus auprès du siège social d'IVREA ou auprès des banques suivantes :

— Crédit lyonnais ;
— Banque de l'Union parisienne ;
— Banque Louis Dreyfus ;
— Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud « Sudameris » ;
— Banque nationale de Paris.

## RESTRUCTURATION DANS LE SECTEUR DU MOTEUR DIESE

Après le rapprochement réalisé il y a quelques mois entre la Sc alsacienne de constructions mécaniques de Mulhouse (S.A.C.M.-M.) Société surgérienne de constructions mécaniques (S.S.C.M.), une velle étape vient d'intervenir dans la restructuration du secteur moteurs Diesel.

L'Alsacienne et la Surgérienne viennent, en effet, de pre conjointement une participation majoritaire dans la société de de moteurs Diesel Grossol et dans le bureau d'études Diesel M. Jacques Ollier, fondateur avec M. Frédéric Grosshans, décédé il huit ans, des deux sociétés Grossol et Budi, en demeure action et a été confirmé dans ses fonctions de gérant.

La société Grossol a enregistré en 1974 un montant de 250 mil de francs, hors taxes, de commandes. Le bureau d'études Budi, comprend une vingtaine d'ingénieurs et techniciens, a en partic dessiné le moteur 520 construit par la Surgérienne.

## PAPETERIES DE GASCOGNE

Au cours de l'allocution qu'il a prononcée à l'assemblée du 30 juin 1975, M. Louis Blanc, président, a notamment déclaré :

« ... Depuis 1959, il est interdit fiscalement de réévaluer les bilans des affaires françaises. Ceci nous oblige à vous présenter, depuis cette date, des bilans faussés, qui sont une suite de sommes non comparables puisqu'il s'agit de francs dont la valeur, du fait de l'inflation, est différente pour chaque année.

Ce sont vraisemblablement des considérations fiscales qui ou cette réglementation, le systèn mettant en effet de gonfler biais des bénéfices dont l'Eta proprie ensuite 50 %.

Les entreprises payant des qu'elles n'auraient pas dus sor nées à pallier ces hémorragi un endettement croissant à d qui passaient encore ces dc années pour usuraires.

Dans ce temps de crise, q ressortir d'importants besoi trésorerie, ne serait-ce que p nancer les stocks, il faut p présenter des bilans réels, faciliter les financements, donc en finir avec cette m nétaté qui est l'interdiction de la réévaluation des bilar

Auparavant, M. Louis Blanc estimé que « la mesure la pl gente à prendre serait de d notre monnaie d'environ 20 rapport au dollar ».

M. Louis Blanc ayant co sa décision de ne pas renou veler son mandat, M. P Blanc a été élu président-di général.

## CREDIT LYONNAIS

**EUROPARTENAIRES :**
Banco di Roma
Banco Hispano-Americano
Commerzbank

**SITUATION AU 3 JUIN 1975**

La situation au 3 Juin 1975 s'établit à 119.539 millions.

Au passif, le poste Institut d'Emission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire s'élève à 28.737 millions. Les Comptes d'Entreprises et divers se chiffrent à 18.936 millions et les Comptes de Particuliers à 34.586 millions. Les Bons de Caisse atteignent 17.099 millions.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle Portefeuille totalisent 39.606 millions et les Comptes débiteurs 20.753 millions.

Les Crédits mobilisés, hors-bilan, figurent pour 15.167 millions.



*This announcement appears as a matter of record only* — *May 19*

# U.S. $ 250,000,000
**(Medium Term loan)**

# Bank for Foreign Trade of the U.S.S.R.
**(Vneshtorgbank)**

*managed by :*

Lazard Frères et Cie — Banque Nationale de Paris — Morgan Guaranty Trust Company of New York

Algemene Bank Nederland N.V.
Banque Commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank)
Barclays Tozer Limited
Canadian Imperial Bank of Commerce
Compagnie Luxembourgeoise de Banque S.A. (Dresdner Bank Group)
Crédit Suisse
The Royal Bank of Canada (France)

*provided by :*

Banque Nationale de Paris — Morgan Guaranty Trust Company of New York — Algemene Bank Nederland N.V.
Banque Commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank) — Canadian Imperial Bank of Commerce
Compagnie Luxembourgeoise de Banque S.A. — Crédit Suisse (London Branch) — R B C Finance B.V.
Banque de Bruxelles S.A. — Deutsche Genossenschaftskasse — Barclays Bank International Limited
Amsterdam-Rotterdam Bank N.V. — Anglo-Romanian Bank Limited — Banque Canadienne Nationale (Europe)
Banque de Paris et des Pays-Bas — Midland Bank Limited — Moscow Narodny Bank Limited — Barclays Bank S.A., Paris
Groupe du Crédit Industriel et Commercial — Bank of New South Wales (London Branch) — National Bank of North America
Lazard Brothers & Co., Limited — Badische Kommunale Landesbank-Girozentrale — Bank Mees & Hope N.V.
Bank of Scotland — Banque Franco-Roumaine — Banque de la Société Financière Européenne — Banque de l'Union Européenne
Banque Worms — The Commercial Bank of Australia Limited — Commonwealth Trading Bank of Australia
Coöperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank Ga-Centrale Rabobank — Crédit Commercial de France
Crédit Lyonnais — Crédit du Nord et Union Parisienne — Deutsche Girozentrale International S.A.
Genossenschaftliche Zentralbank A.G. — Girozentrale und Bank der österreichischen Sparkassen A.G.
Hypobank International S.A. — Midland and International Banks Limited — Samuel Montagu & Co. Limited
The National Bank of Australasia Limited — Provincial Bank of Canada — Rabomerica International Bank N.V.
The Royal Bank of Scotland Limited — Skandinaviska Enskilda Banken — Société Générale — Société Générale de Banque
Toronto Dominion Bank — World Banking Corporation Limited

*Agent Banks :*

Banque Nationale de Paris — Morgan Guaranty Trust Company of New York

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## [...]se des eurodollars

— Le marché des obli[...]n eurodollars a surmonté [...]lité habituelle aux mouve[...]s taux d'intérêt à court [...]u cours de la semaine [...]lorsque parallèlement à la [...]registrée par les cours des [...]s les rendements se sont [...]à la baisse, bien que les [...] eurodollars à six mois [...] progressé jusqu'à 8,06 % [...] vendredi, contre 7,38 % [...]ine auparavant. L'explica[...] à rechercher dans le fait [...]montée des taux d'intérêt [...]ollars a contribué à faire [...]ent remonter le cours du [...] les marchés des changes [...] semaine, ce qui n'inter[...] nécessairement toujours, [...]que les investisseurs euro[...]t maintenant clairement [...]à se porter acquéreurs [...]ons libellées en dollars, [...] le dollar est encore bon [...]ar rapport à leurs propres [...]

[...], les euro-obligations en [...]ffrent encore des rende[...]nsiblement supérieurs à [...] émissions libellées en [...]arks, florins ou francs [...]C'est ainsi que trois émis[...]odeutschemarks en cours [...]ment sont assorties de [...]se situant entre 8,5 et [...] alors que trois émissions [...]ollars enregistrent des taux [...] 9,5 à 10,25 %.

[...]'il soit hasardeux de pré[...]que sera le rapport dollar-[...]mark dans un avenir pro[...]ains analystes n'hésitent [...]ancer que le dollar remon[...]environ 2,80 DM d'ici à la [...] l'année, contre environ [...]actuellement. Il est vrai que [...]tations de l'Allemagne fédé[...]sistent principalement en [...]équipements. Or, les pro[...] d'investissements ayant été [...] considérablement réduits [...]e du fait que les indus[...]ucieux d'éviter une montée [...]age, doivent affronter une [...]té, l'Allemagne devra sti[...]on économie intérieure en [...]ant les taux d'intérêt à un [...]au, ce qui entraînera un [...]t du mark, parallèlement à [...]se des taux d'intérêt en dol[...]rment les mêmes analystes. [...]llar devait monter jusqu'à [...]2,80 DM, il est évident qu'il [...]rallèlement progresser vis-[...] autres devises liées au mark [...]cadre du flottement euro[...]erté. Ainsi, le dollar devrait [...]iquement aller jusqu'à environ [...]t 2,91 florins, sur la base du [...]t conjoint de leurs parités [...]ort au mark.

## LONDRES

En raison des incertitudes qui règnent quant à l'attitude du syndicat des mineurs vis-à-vis du plan anti-inflation, le marché s'alourdit lundi à l'ouverture. Les industrielles perdent plusieurs points ainsi que les pétroles. Irrégularité des mines d'or. Stabilité des fonds d'État.

OR (ouverture) dollars : 163 .. contre 164 25

| VALEURS | CLOTURE 4/7 | COURS 7/7 |
|---|---|---|
| War Loan 3 ½ % | 24 7/8 | 24 7/8 |
| Beechamps | 287 ... | 283 1/2 |
| British Petroleum | 588 ... | 527 1/2 |
| Shell | 315 ... | 313 .. |
| Vickers | 131 ... | 131 ... |
| Imperial Chemical | 268 ... | 265 .. |
| Courtaulds | 128 .. | 125 |
| De Beers | 316 .. | 314 1/2 |
| *Western Holdings | 37 1/4 | 37 5/8 |
| Rio Tinto Zinc Corp | 179 ... | 181 ... |
| *West Driefontein | 47 1/2 | 47 1/2 |

(*) En livres.

### INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

| | 3 juill. | 4 juill. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 123,6 | 124 |
| Valeurs étrangères | 126,6 | 127,1 |

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

| | | |
|---|---|---|
| Indice général | 71,8 | 71,8 |

### Taux du marché monétaire

| | |
|---|---|
| Effets privés | 7 1/2 % |

### NOUVELLES DES SOCIETES

RHIN ET MOSELLE (COMPAGNIE GENERALE D'ASSURANCES). — Émission à 180 F de 112 600 actions de 100 F (1 pour 2) portant le capital de 22 520 000 F à 33 780 000 F.

COMPAGNIE NATIONALE AIR FRANCE. — Réduction du capital de 1 340 000 000 à 991 600 000 F par réduction de la valeur nominale des actions de 100 F à 74 F. Émission au pair de cinq millions d'actions nouvelles de 74 F (25 pour 67), portant le capital de 991 600 000 F à 1 361 600 000 de francs.

L'AIR LIQUIDE. — Attribution gratuite à compter du 28 juillet de 687 519 actions de 70 F (1 pour 10), jouissance 1er janvier 1975, portant le capital de 481 263 300 F à 529 389 630 F.

ELECTRICITE DE STRASBOURG S.A. — Attribution gratuite de 49 500 actions de 150 F (1 pour 10), jouissance 1er janvier 1975, portant le capital de 74 250 000 F à 81 675 000 F.

SOCIETE COTE-D'OR AMENAGEMENT. — Émission d'un emprunt de 550 000 F représenté par des obligations de 1 000 F dénommées « Villes de France 11,10 % 1975 ».

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Cours des principaux marchés du 4 juillet 1975

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 542,50 (543,50), à trois mois 560,50 (561,50) ; étain comptant 3 094 (3 092), à trois mois 3 095 (3 087) ; plomb 157,50 (162) ; zinc 324,25 (328). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 55,80 (54,70) ; aluminium (lingots) inch. (39) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) 59 (64,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) 142-150 (150-160). — Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 925 (932).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton oct. 48,72 (48,60), déc. inch. (49) ; laine suint oct. 139 (137), déc. 140 (138). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) juil. 185 (181) ; jute (en sterling par tonne) Pakistan, White grade C inch. (200). — Roubaix (en francs par kilo) : laine juil. 17,20 (16,25). — Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute 470 (475).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 34,50-34,60 (33-33,75). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 131-132 (127,50-127,75).

DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : cacao sept. 45,50 (42,45), déc. 43,54 (41,45) ; sucre disp. 13,90 (13,30), sept. 13,50 (12,65). — Londres (en livres par tonne) : sucre août 154 (134), oct. 148,50 (129) ; café sept. 457,50 (470), nov. 454,50 (464) ; cacao sept. 505 (453), déc. 484 (461,50). — Paris (en francs par quintal) : cacao sept. 488,50 (452 1/2) ; déc. 480 (464 1/2) ; café sept. 443 (483), nov. 442 (450) ; sucre (en francs par tonne) août 1 600 (1 550), oct. 1 550 (1 450).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé sept. 305 1/2 (308), déc. 317 (319) ; maïs sept. 257 1/4 (250 1/4), déc. 243 1/2 (237 1/2).

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 4/7 | 7/7 |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 295 80 | 296 50 |

## [BO]URSE DE PARIS — 4 JUILLET — COMPTANT

## MARCHÉ A TERME

[...]tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote [...]s dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer [...]s cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

## COTE DES CHANGES

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 4 7 | COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques |
|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 4 110 | 4 127 | 4 11 |
| Canada ($ can. 1) | 4 004 | 3 997 | 4 03 |
| Allemagne (100 DM) | 172 550 | 172 325 | 171 50 |
| Belgique (100 fr.) | 11 527 | 11 511 | 10 58 |
| Danemark (100 krd.) | 73 926 | 73 720 | 74 25 |
| Espagne (100 pes.) | 7 298 | 7 294 | 7 35 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 9 041 | 9 042 | 9 08 |
| Italie (100 lires) | 0 647 | 0 647 | 0 64 |
| Norvège (100 krn.) | 81 670 | 82 120 | 82 13 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 168 450 | 166 675 | 155 50 |
| Portugal (100 esc.) | 16 820 | 16 720 | 15 75 |
| Suède (100 krs.) | 103 150 | 103 220 | 102 75 |
| Suisse (100 fr.) | 162 ... | 162 400 | 165 50 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 4 7 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 22150 | 22200 .. |
| Or fin (kilo en lingot) | 22185 | 22315 . |
| Pièce française (20 fr.) | 241 | 243 10 |
| Pièce française (10 fr.) | 173 | 170 10 |
| Pièce suisse (20 fr.) | 225 10 | 226 60 |
| Union latine (20 fr.) | 211 10 | 212 10 |
| Souverain | 210 20 | 214 50 |
| Pièce de 20 dollars | 1011 20 | 1012 .. |
| Pièce de 10 dollars | 506 80 | 507 20 |
| Pièce de 5 dollars | 351 | ... |
| Pièce de 50 pesos | 892 | 898 50 |
| Pièce de 10 florins | 194 90 | 195 30 |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE



Le numéro du « Monde » daté 6-7 juillet 1975 a été tiré à 491 702 exemplaires.





Invité sur place

### UN SÉNATEUR AMÉRICAIN AFFIRME QUE DES INSTALLATIONS POUVANT RECEVOIR DES MISSILES SE TROUVENT A BERBERA, EN SOMALIE.

Washington *(A.F.P.)*. — Des installations pouvant recevoir des missiles se trouvent à Berbera, en Somalie, a déclaré, dimanche 6 juillet à Washington, le sénateur Dewey Bartlett (républicain, Oklahoma), de retour d'une mission d'étude en Somalie.

Le sénateur, qui avait été invité par le gouvernement somalien à se rendre à Berbera, a indiqué au cours d'une conférence de presse qu'il n'y avait pas de base de missiles à proprement parler, mais des « *installations permettant l'entretien, le stockage et l'approvisionnement de missiles* ».

Le secrétaire à la défense James Schlesinger avait dénoncé récemment la mise en place par l'Union soviétique d'une base de missiles près du port somalien.

« *Les installations que nous avons vues étaient de conception soviétique, les techniques de construction étaient soviétiques, le matériel et l'équipement étaient usagés et un nombre important de Russes étaient visibles dans la zone concernée* », malgré les tentatives faites pour les dissimuler, a ajouté le sénateur.

*DANS UN DOCUMENT PUBLIÉ AU VATICAN*

## Rome définit les conditions du dialogue avec les chrétiens des autres confessions

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Le secrétariat catholique pour l'unité des chrétiens a publié, lundi 7 juillet, un document d'une trentaine de pages intitulé : *La collaboration œcuménique au plan régional, national et local.* C'est une sorte de bréviaire du dialogue avec les chrétiens des autres confessions. Destiné plus particulièrement aux pays où l'œcuménisme est en retard, ce texte reprend, pour l'essentiel, la doctrine romaine en matière d'unité telle qu'elle a été exprimée pendant et après le concile Vatican II. L'incitation au dialogue est assortie d'un rappel constant : il faut demeurer fidèle à l'intégrité de la foi catholique et agir en pleine communion avec la hiérarchie. Le document ne frappe donc pas par son audace. Soumis au fur et à mesure de son élaboration à des représentants d'autres Eglises, il n'en contient pas moins deux éléments nouveaux : l'insistance sur les conseils nationaux d'Eglises auxquels les catholiques sont invités à participer et la reconnaissance de l'apport positif de groupes de dialogue informels.

Le secrétariat pour l'unité reconnaît qu'il existe une variété légitime de formes et d'expressions œcuméniques. Il en passe en revue une quinzaine : partage dans la prière et le culte ; travail biblique en commun ; activités pastorales communes ; partage de locaux ; collaboration dans le domaine de l'éducation ; usage en commun des moyens de communication ; coopération dans le domaine de la santé ; interventions urgentes en matière nationale et internationale ; assistance aux personnes en détresse ; problèmes sociaux ; dialogues bilatéraux ; rencontres de chefs d'Eglises et de communautés ecclésiales ; groupes mixtes de travail ; conseils d'Eglises et conseils chrétiens ; groupes Sodepax communs au Conseil œcuménique et à l'Eglise romaine.

A propos des conseils d'Eglises, il est indiqué que l'Eglise catholique participe déjà à dix-neuf organismes nationaux (Danemark, Suède, Pays-Bas, Swaziland ; Honduras britannique, Samoa, Fidji ; Nouvelles-Hébrides ; îles Salomon, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Allemagne fédérale, Botswana, Antilles anglaises, Soudan, Ouganda, Finlande, Guyane, Trinidad-et-Tobago) ainsi qu'à la conférence régionale d'Eglises aux Caraïbes. Les protestants noteront au passage ce rappel : « *L'entrée de l'Eglise catholique dans un organisme où elle se trouverait sur le même pied que d'autres communautés qui revendiquent la qualité d'Eglise ne diminuerait pas sa conviction d'être l'unique Eglise.* »

Dans des « réflexions pastorales et pratiques », le document romain définit en quelque sorte les commandements du catholique engagé dans un dialogue œcuménique. On peut les résumer ainsi :

1) En dernier ressort, il revient toujours à la conférence épiscopale de décider de l'acceptation ou de la convenance de toutes les formes d'action œcuménique locales. Ces conférences devraient alors agir en accord avec le secrétariat pour l'unité des chrétiens ;

2) Ce qui compte réellement, ce n'est pas la création de nouvelles structures, mais la collaboration des chrétiens entre eux dans la prière, la réflexion et l'action. Au fur et à mesure que cette collaboration deviendra plus étroite, on devra rechercher une simplification des structures ;

3) Il y a diverses formes de coopération œcuménique. Les conseils d'Eglises et les conseils chrétiens constituent toutefois une des plus importantes. Lorsque des catholiques participent à un conseil, ils ne peuvent mener la discussion qu'en conformité avec la doctrine de leur Eglise.

ROBERT SOLE.

## La « Croix-Bleue », mouvement antialcoolique proteste contre la campagne visant à rétablir le privilège des bouilleurs de cru

Le trente-sixième congrès national de la Croix-Bleue, mouvement d'anciens buveurs créé en 1883, a rassemblé à Aix-en-Provence aux derniers jours de juin, huit cent cinquante participants. Ceux-ci, pour la plupart d'anciens alcooliques, se sont répartis en trois « tables rondes » qui ont traité les thèmes suivants :

1°) « ALCOOLISME ET DELINQUANCE », sous la présidence du professeur Théodore Monod, membre de l'Institut, vice-président de la Croix-Bleue. Près de la moitié des détenus, a-t-on estimé, ont eu un problème avec l'alcool et cette table ronde a rédigé un vœu ratifié par le congrès qui demande « *qu'une information systématique et adéquate soit désormais apportée en cours d'études aux futurs magistrats et aux personnels de l'administration pénitentiaire sur les problèmes de l'alcoolisme et des alcooliques. (...)*

2) « SEMBLABLES ET DIFFERENTS », discussion animée par une équipe médico-sociale qui a demandé que les alcooliques soient traités comme des malades de la même façon que les cancéreux ou les diabétiques pour la guérison desquels tout est mis en œuvre.

3) « AIMER, C'EST GAGNER. UNE THERAPEUTIQUE DE L'AMOUR ». — Débat consacré à la responsabilité et à l'action des malades alcooliques guéris. « *La mesure d'aimer*, a dit M. Paul Dombre, président national de la Croix-Bleue, citant Bernard de Clairvaux, *c'est d'aimer sans mesure.* »

Parmi les vœux également votés par le congrès, l'un d'eux fait état de l'émotion de la Croix-Bleue devant les informations selon lesquelles un comité comptant déjà parmi ses membres cent trois députés sollicite le rétablissement du privilège des bouilleurs de cru. La Croix-Bleue « *s'élève avec vigueur contre une campagne s'efforçant, une fois de plus, de mobiliser les intérêts électoraux au service d'une cause scandaleuse et au détriment le plus évident de la santé publique. Elle conjure les autorités responsables de s'opposer avec résolution et sans délai à une aussi funeste tentative* ».







Sur les marchés des changes

### LE DOLLAR POURSUIT SA PROGRESSION

Le dollar a poursuivi sa progression sur tous les marchés des changes lundi matin. A Francfort, il a atteint 2,40 DM pour la première fois depuis le début de janvier 1975, et à Paris il s'est élevé de 4,12 F à 4,14 F, revenant au niveau des premiers jours du mois de mai dernier. Le franc français continue à fléchir lentement par rapport aux monnaies du « serpent », se maintenant toutefois aux alentours de sa parité centrale théorique avec le deutschemark (1,7250 F). La livre sterling se replie contre dollar (2,1850 contre 2,19), en raison des incertitudes pesant sur le plan de redressement du gouvernement britannique, mais se maintient vis-à-vis du franc.

A Bâle, les gouverneurs des banques centrales se sont penchés sur le sort de la monnaie britannique et ont examiné les modalités d'extension du « serpent » au franc suisse et à la lire.

### UN POLICIER ACCUSÉ D'HOMICIDE INVOLONTAIRE SERA JUGÉ A BÉTHUNE

*(De notre correspondant.)*

Lille. — Le tribunal de grande instance de Béthune, présidé par M. Perrot, au cours de l'audience du 4 juillet, s'est déclaré compétent pour juger le sous-brigadier Octave Bruhier, inculpé d'homicide involontaire sur la personne d'un jeune homme de vingt-trois ans, Dominique Courtin. Le préfet du Pas-de-Calais, M. Denizot, avait saisi le tribunal d'un déclinatoire de compétence en matière de constitution de partie civile. Selon le préfet, le tribunal administratif était seul compétent pour juger cette affaire.

Les faits remontent au 20 mai 1973. Un hold-up venait de se produire dans la région de Lens et des barrages de police avaient été établis sur la route nationale. M. Dominique Courtin, dont l'enquête a établi par la suite qu'il était totalement étranger au hold-up, se présenta devant un barrage au volant d'une voiture, s'arrêta puis redémarra. Il fut pris en chasse par les policiers, et c'est alors que M. Octave Bruhier fit feu et le tua d'une rafale de mitraillette.

Au cours de l'audience, M. Jacques, procureur de la République adjoint, a déclaré qu'il s'agissait dans cette affaire de la recherche des auteurs d'un crime flagrant et que le sous-brigadier était bien en mission de police judiciaire : « *Les actes de police judiciaire*, a-t-il dit, *ne peuvent être jugés que par des tribunaux de l'ordre judiciaire.* » Le tribunal s'est donc déclaré compétent, mais l'affaire est renvoyée au 26 septembre prochain, à la demande du Trésor public.

Député U.D.R. de la V

### LE DOCTEUR CLAUDE PEYR EST MORT

Le docteur Claude : député U.D.R. de la tr circonscription de la V est mort ce lundi 7 juil son domicile de Brig Chantre (Vienne), des d'une crise cardiaque.

*Né le 18 juillet 1925 à H Dey, près d'Alger, le Claude Peyret s'était inst 1951 dans la Vienne à B le-Chantre, dont il était le depuis 1961. Elu conseiller ral du canton de Trimou 1955 et réélu en 1961, devenu député de la 3e c cription en novembre 1958 été constamment réélu Inscrit au groupe U.D.R., teur Peyret était un déput Vice-président de la com des affaires culturelles fa et sociales, il avait obsti défendu la réforme de la lation sur l'avortement et en 1970 une proposition pour libéraliser celui-ci. S tiatives sont à l'origine réglementation adoptée Parlement cinq ans plus*

*Après l'élection présdent mai 1974, le docteur Peyret vivement élevé contre M. et avait fondé en juillet l tre d'études Egalité et L pour tenter le rapprochem certains gaullistes avec la gauche. Au comité cent l'U.D.R. d'octobre 1974 il co compagnie de M. Jean Ch nel, maire de Brive, cri critiqué les dirigeants du ment qui s'étaient ral M. Giscard d'Estaing. rassembler les « gaullis progrès », il déclarait en bre 1974 : « Je ne fai confiance aux dirigea l'U.D.R. », et prenait la tour à tour dans les réuni l'U.J.P. et du Contrat so M. Edgar Faure.*

*M. Peyret sera rempl l'Assemblée nationale par mand Leperq, maire d' du-Poitou (Vienne). Né en Villerupt (Meurthe-et-M M. Leperq est conseiller cipal depuis 1965 et maire 1971. Exploitant agricole, père de quatre enfants.*

A la S.N.C.F.

### PERTURBATIONS SUR LA BANLIEUE NO DE PARIS

En raison de la grève des de conduite et des agents d' pagnement des trains, le tr banlieue n'était assuré qu'à lundi matin 7 juillet. La di estimait pouvoir renforcer la lation dans l'après-midi.

Alors que la grève des d'accompagnement devait se ner lundi soir, celle des c teurs de trains, organisée pa les syndicats, doit se pou jusqu'au 16 juillet. Mais, d mesure où il s'agit de grèves nantes n'affectant qu'une par cheminots, le trafic devrait assuré à 90 % ces prochains indique la direction.

Les grévistes réclament de leures conditions de travail, r ment une nouvelle organisati roulements et des repos.

## NOUVELLES BRÈVES

● *Le ministre de l'intérieur renouvelle l'opération « tranquillité-vacances ».* — De la mi-juillet à la mi-septembre, la police et la gendarmerie reprendront l'opération « tranquillité-vacances » inaugurée l'an dernier. Celle-ci comporte, d'une part, la surveillance accrue des appartements et des magasins dans les villes désertées par leur population, et, d'autre part, la sécurité et la protection des estivants dans les stations de vacances. L'an dernier, l'opération « tranquillité-vacances », qui avait mobilisé plus de 3 700 policiers et 13 500 gendarmes, s'était traduite par l'interpellation de plus de 500 000 personnes parmi lesquelles moins de 2 000 devaient être écrouées.

● *Chauffeur d'autocar condamné.* — Reconnu responsable d'un accident qui avait fait trois morts et une dizaine de blessés, en juin 1974, dans le Haut-Rhin, le chauffeur d'un autocar a été condamné à quatre mois de prison ferme, 800 francs d'amende et l'annulation de son permis de conduire, par le tribunal correctionnel de Colmar. La prise de sang avait montré qu'il conduisait avec un taux d'alcoolémie excessif.

● *Collision ferroviaire à Toulouse : 10 blessés.* — Une dizaine de voyageurs ont été blessés, dimanche 6 juillet dans l'après-midi, lors d'un accident survenu au cours d'une manœuvre en gare de Toulouse-Matabiau. Une rame de wagons en provenance d'Irun effectuait un mouvement vers le train Toulouse-Nice auquel elle devait être raccordée lorsque pour des raisons encore inexpliquées elle heurta l'arrière du convoi. La plupart des blessés ont pu quitter la ville après avoir reçu des soins. Un seul voyageur, trois heures après l'accident n'avait pas encore repris connaissance.

● Le numéro 19 des *Statistiques et études financières* (série Orange) publie deux études sur les systèmes d'indicateurs de programmes et sur la répartition primaire des revenus et la rentabilité du capital entre 1954 et 1973 (52 p., 12 F).

● *Le Père Johan Heinrich Karl Steeb*, ancien pasteur luthérien allemand converti au catholicisme et fondateur de l'institution des sœurs de la pitié, a été béatifié le 6 juillet par Paul VI. Né en 1773, mort en 1856, le nouveau bienheureux a passé sa vie à soigner les malades et à aider les pauvres.